

Gérard Coulombe*
(Desjardins Ducharme)

**La souveraineté du Québec
et
les institutions financières**

*Le cadre juridique
du fonctionnement des institutions
financières et de certains autres intervenants
sur les marchés des capitaux :
la situation actuelle et les ajustements requis
advenant l'accession du Québec à la souveraineté*

Cette étude a été présentée le 24 mars 1992. La transcription intégrale du témoignage de Gérard Coulombe se trouve dans le *Journal des débats* de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, n° 34

* Avec la précieuse collaboration de Mes Marc Beauchemin, Marisa Giannetti, Gilles Leclerc, Michel Legendre, André Vautour et le concours de Gaétanne Desharnais, Eliana Kanavaros et Anthony Russell.

Introduction générale et sommaire

La Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté nous a confié le mandat d'analyser le cadre juridique actuel du fonctionnement des institutions financières et de certains autres intervenants sur les marchés des capitaux et d'identifier les ajustements requis à ce cadre advenant la souveraineté du Québec.

On nous a demandé d'accomplir notre mandat en posant deux hypothèses fondamentales: la première hypothèse consiste dans le maintien de l'espace économique entre le Québec souverain et le Canada, ce qui comprend l'utilisation de la monnaie canadienne et la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux. Quant à la deuxième hypothèse, c'est l'accession d'un Québec souverain à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ainsi qu'à l'Accord de libre-échange présentement en vigueur entre le Canada et les États-Unis.

Il ne nous appartenait pas de préciser les modalités de mise en application des deux hypothèses fondamentales retenues. Nous avons cependant jugé nécessaire, sous différentes rubriques de notre rapport, de faire état de certains éléments dont il faudra tenir compte soit dans le contexte de l'utilisation de la monnaie canadienne par un Québec souverain, soit pour permettre l'accession du Québec souverain au GATT ou à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Nous avons de notre côté posé une autre hypothèse pratique fondamentale: advenant son accession à la souveraineté, il serait non seulement contraire aux intérêts du Québec de poser des gestes ou d'adopter des législations qui perturbent le fonctionnement des marchés financiers mais encore, il serait avantageux pour le Québec d'adopter une position qui permette aux institutions financières et aux autres intervenants sur les marchés des capitaux de poursuivre leurs activités de la façon la plus harmonieuse possible.

Nous avons divisé notre rapport en deux grands titres : tout d'abord la présentation du cadre juridique actuel des institutions financières et de certains autres intervenants sur les marchés de capitaux et, en deuxième lieu, l'analyse des ajustements requis au cadre juridique actuel advenant l'accession du Québec à la souveraineté.

Le titre 1 qui présente le cadre juridique actuel a donc pour objet de présenter de manière sommaire la réglementation actuelle des institutions financières et de certains autres intervenants sur les marchés des capitaux. Nous avons jugé bon, dans une première partie, de rappeler l'origine constitutionnelle du partage de juridiction des gouvernements fédéral et provincial sur les institutions financières. La suite du texte analyse la réglementation des différentes institutions financières de manière ordonnée et distincte; la partie 1.2 résume la réglementation applicable aux institutions de dépôt que sont les banques, les sociétés de fiducie, les sociétés de prêt ou d'épargne et, finalement les caisses d'épargne et de crédit.

La partie 1.3 fait état de la réglementation des sociétés ou compagnies d'assurance, qu'elles oeuvrent dans le domaine de l'assurance de dommages ou de l'assurance de personnes. La partie 1.4 porte sur la réglementation des marchés de capitaux et traite plus particulièrement de la Commission des valeurs mobilières du Québec et de la Bourse de Montréal ainsi que des règles applicables aux courtiers et aux conseillers en valeurs mobilières.

À cause de leur rôle important sur les marchés des capitaux, nous avons consacré une partie 1.5 à la réglementation des caisses de retraite.

La partie 1.6 se compose de deux chapitres : le premier (1.6.1) fait état de l'internationalisation des marchés financiers tandis que le deuxième (1.6.2) traite séparément d'un nombre de législations fédérales diverses qui affectent les opérations des institutions financières comme par exemple la *Loi sur les lettres de change* et la *Loi sur l'intérêt*.

Toutes les analyses contenues dans le titre 1 ont été effectuées de manière à faire ressortir de façon particulière les éléments que nous appellerons «géographiques» de la réglementation; en effet, il n'est peut-être pas essentiel au lecteur du présent rapport de connaître avec précision les normes de capitalisation d'une institution financière donnée, mais il est certainement important de connaître les contraintes auxquelles doit faire face une institution financière étrangère pour exercer ses activités au Canada ou encore les exigences que doivent satisfaire les administrateurs d'une institution financière canadienne en matière de résidence dans un territoire donné. En ce sens, le titre 1 de notre rapport se veut le précurseur du titre 2 où nous serons en mesure de suggérer certaines modifications qui devraient être apportées au cadre législatif actuel pour tenir compte du fait que le Québec serait devenu un État souverain dont les résidents, qu'il s'agisse de personnes physiques ou de personnes morales, seraient des «étrangers» au sens des législations canadiennes applicables en matière d'institutions financières.

L'identification et l'analyse des ajustements requis au cadre juridique actuel des institutions financières et de certains autres intervenants sur les marchés des capitaux advenant l'accession du Québec à la souveraineté font l'objet du titre 2 du présent rapport. Ce titre comprend trois grandes parties.

La partie 2.1 analyse sommairement certains traités internationaux touchant aux institutions financières auxquels un Québec souverain pourrait vouloir adhérer. Cette partie s'ouvre sur quelques commentaires généraux en matière de succession d'État aux traités conclus antérieurement et comprend ensuite les rubriques suivantes: l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, l'Accord général sur les tarifs douaniers et de commerce (GATT), le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Notre propos n'était pas d'étudier en détails le contenu de ces différents accords ou les modalités de fonctionnement de ces différentes organisations internationales; il nous paraissait cependant nécessaire de rappeler l'importance pour un Québec souverain de s'insérer dans l'ordre juridique

international relatif aux institutions financières et de décrire brièvement les conditions pour accomplir cet objectif.

La partie 2.2 de notre rapport décrit le cadre général qui pourrait sous-tendre l'encadrement législatif envisagé pour les institutions financières advenant l'accession du Québec à la souveraineté. Cette partie constitue le coeur de notre étude puisqu'elle pose les jalons qui nous permettront de suggérer ensuite certaines modifications législatives appropriées au cadre juridique de fonctionnement des institutions financières et des autres intervenants sur les marchés de capitaux.

On pourrait probablement envisager, sur le plan théorique, qu'un Québec nouvellement souverain se dote d'un cadre juridique complètement autonome et distinct de celui qui prévaut actuellement en matière de réglementation des institutions financières et des autres intervenants sur les marchés des capitaux. Nous n'avons pas retenu cette approche pour deux raisons: en premier lieu, elle ne nous paraît pas s'inscrire dans le contexte de la globalisation et de la mondialisation des relations économiques et financières contemporaines et, en deuxième lieu, elle ne nous apparaît pas la meilleure façon de servir les intérêts du Québec compte tenu des soubresauts et des perturbations qu'elle ne manquerait pas de provoquer dans le fonctionnement des marchés financiers.

Nous ne cacherons pas nous être inspirés de l'expérience des Communautés européennes pour en arriver à recommander l'adoption d'un principe qui permet l'expression pleine et entière de la souveraineté d'un État sur ses institutions financières tout en assurant à ces mêmes institutions l'accès le plus libre et le plus facile possible aux marchés des autres juridictions; nous voulons parler du principe qui est généralement connu sous le nom de «reconnaissance mutuelle» ou encore de «reconnaissance des juridictions».

L'adoption de ce principe n'est pas sans précédent. En effet, les Communautés européennes ont adopté le principe de reconnaissance mutuelle pour l'ensemble de leurs institutions financières. La reconnaissance mutuelle leur est apparue comme la plus susceptible de réaliser leur objectif soit l'intégration financière totale au cours des prochaines années.

Dans l'Europe communautaire, la reconnaissance mutuelle par deux pays de leurs institutions financières respectives s'établit à deux niveaux.

Au premier niveau, lorsqu'une institution financière a reçu l'autorisation d'exercer ses affaires des autorités de son État d'origine, elle est reconnue pareillement par les autorités de l'État hôte. Elle peut donc établir librement des succursales ou bureaux sur le territoire de l'État hôte ou exercer ses activités sur le territoire de l'État hôte à partir de ses succursales ou bureaux situés dans l'État d'origine. Cette reconnaissance signifie que les autorités de réglementation de l'État hôte jugent que l'analyse de la structure et de la solvabilité de l'institution financière faite par les autorités de réglementation de l'État d'origine est suffisamment approfondie pour qu'elles n'aient pas à exercer elles-mêmes un contrôle sur cette institution financière, sous réserve de certaines exceptions dont nous parlerons plus loin.

À un deuxième niveau, la reconnaissance mutuelle a pour conséquence qu'un produit proposé par une institution financière étrangère et reconnu comme commercialisable par les autorités de son État d'origine, doit l'être aussi dans l'État hôte.

Ces règles sont toutefois tempérées par le droit de l'État hôte de continuer à exercer un certain contrôle par le biais de règles justifiées par l'intérêt général. Dans ce contexte, «intérêt général» comprend généralement les règles relatives au maintien de l'ordre public de l'État hôte, les règles nécessaires pour assurer le respect des lois et des réglementations qui ne sont pas incompatibles avec la notion de reconnaissance mutuelle, y compris celles qui se rapportent à la protection des consommateurs, à la prévention des pratiques dolosives et frauduleuses et les règles relatives aux moyens de remédier aux effets d'un manquement au contrat bancaire, d'assurance, de courtage mobilier, etc.

Le régime de reconnaissance mutuelle suppose donc une certaine coordination de la législation de chacun des États appliquant ce régime et ce, plus particulièrement en ce qui concerne la qualité des actionnaires, des administrateurs et des dirigeants de l'institution financière, et en ce qui concerne les règles dites «prudentielles» qui traitent de la capitalisation minimum de l'institution financière et des règles de contrôle de sa solvabilité; en l'absence d'une telle coordination, les États n'accepteront pas de renoncer à leur droit de contrôler l'établissement et les activités sur leur territoire des institutions financières étrangères.

Le système bancaire canadien est aujourd'hui intégré puisque sa réglementation ne dépend que de l'autorité fédérale. Le principe de la reconnaissance mutuelle est donc d'application facile dans le domaine bancaire et on peut résumer succinctement son fonctionnement de la manière suivante: le Québec reconnaîtrait la réglementation bancaire en vigueur au Canada et renoncerait à appliquer intégralement sa propre réglementation aux banques constituées en vertu des lois du Canada qui auraient une présence sur son territoire; inversement, le Canada reconnaîtrait la réglementation bancaire dont le Québec souverain se serait doté et renoncerait à l'application intégrale de sa propre réglementation aux institutions bancaires éventuellement constituées en vertu des lois du Québec qui auraient une présence sur le territoire canadien.

Toutefois, le principe de reconnaissance mutuelle n'empêcherait pas le Québec et le Canada de demander par exemple le dépôt d'avis advenant l'ouverture de succursales par une banque constituée en vertu des lois de l'autre État. Le Québec et le Canada pourraient également demander à ce qu'une copie des rapports requis par les autorités de réglementation de l'État d'origine soit également transmise aux autorités de réglementation de l'État hôte afin d'assurer le contrôle des règles dites «prudentielles».

La situation des compagnies d'assurance, des sociétés de fiducie, des sociétés d'épargne et de crédit, des sociétés de prêt et des courtiers en valeurs mobilières est bien différente de celle des banques. Il faut d'abord noter que le régime actuellement applicable à ces différents intervenants constitués en vertu des lois fédérales ou des lois d'une autre province par chaque province, n'est pas encore fondé sur la reconnaissance mutuelle. Il s'agit plutôt de ce qu'il est convenu d'appeler le «traitement national», c'est-à-dire que ces institutions peuvent exercer leurs activités

dans une province autre que leur province d'origine à la condition de se conformer essentiellement aux conditions qu'exige cette province pour ses propres institutions.

Advenant l'accession du Québec à la souveraineté, il nous est apparu qu'il pourrait être intéressant pour le gouvernement du Québec de proposer au reste du Canada l'adoption du principe de la reconnaissance mutuelle pour l'ensemble des institutions financières. Il est évident qu'il s'agirait là d'un geste avant-gardiste et ambitieux de la part du Québec puisqu'un tel régime n'existe même pas encore à l'intérieur de la fédération canadienne. Nous pensons cependant que cette proposition devrait être sérieusement envisagée par le gouvernement d'un Québec souverain puisqu'elle offrirait un double avantage.

En premier lieu, une telle proposition devrait recevoir un accueil favorable de l'ensemble des institutions financières de toutes les juridictions qui devraient l'interpréter comme la manifestation concrète du désir du Québec d'éviter l'augmentation ou l'exacerbation du fardeau découlant du régime actuel que plusieurs d'entre elles considèrent comme une jungle où elles doivent composer au mieux avec toutes sortes de contraintes et de réglementations provinciales plutôt que de pouvoir se mesurer à la concurrence internationale une fois rencontrées les exigences de leur juridiction d'origine.

En second lieu, l'adoption du principe de la reconnaissance mutuelle de la juridiction d'origine des institutions financières ne pourrait qu'avoir une influence stabilisatrice sur la capacité de ces institutions, y compris les institutions québécoises, de continuer de faire affaires de la façon la plus harmonieuse possible en dehors de leur juridiction d'origine malgré les réactions de nature protectionniste que pourrait provoquer l'accession du Québec à la souveraineté. À notre avis, le maintien de l'approche actuelle, laquelle représente fondamentalement le traitement national comme nous l'avons vu ci-dessus, n'offrirait clairement pas de garantie aussi valable en ce domaine.

Notons au passage que notre analyse des règles actuelles applicables au Canada et dans les provinces canadiennes aux institutions financières autres que les banques nous permet de conclure qu'elles ne sont pas suffisamment différentes, et encore moins incompatibles, pour empêcher l'adoption et l'application du principe de la reconnaissance mutuelle si la volonté politique est présente chez les parties en cause.

Toutefois, comme nous sommes conscients des difficultés que ne manquerait pas de soulever l'adoption de la proposition de reconnaissance mutuelle (ne serait-ce que la loi de l'inertie ou de résistance au changement se traduisant par la question: pourquoi modifier le régime actuel?), nous avons cru bon d'élaborer dans notre rapport sur le principe du traitement national dans le cas des institutions financières autres que les banques. Un tel régime, très proche du régime actuel, signifierait qu'une institution financière québécoise désireuse de faire affaires en dehors du Québec au Canada, devrait obtenir un permis de la province appropriée et se conformer à toutes fins pratiques à la législation applicable de cette province (et, bien sûr, à celle du gouvernement fédéral, le cas échéant). Inversement, l'institution financière canadienne, de

régime fédéral ou provincial, devrait obtenir un permis pour faire affaires au Québec et, à cette fin, se conformer à toutes fins pratiques à la législation québécoise pertinente.

Après avoir ainsi défini le cadre général sous-tendant l'encadrement législatif des institutions financières envisagé advenant l'accession du Québec à la souveraineté, nous avons traité, dans une troisième partie (2.3), de certaines modifications qu'il conviendrait d'apporter à la réglementation actuelle.

Nous avons là aussi traité séparément de la réglementation des institutions de dépôts, c'est-à-dire les banques, les sociétés de fiducie, les sociétés de prêt et les sociétés d'épargne. Nous avons laissé de côté le cas des caisses d'épargne et de crédit puisqu'elles sont d'ores et déjà, en pratique, sous la juridiction exclusive du gouvernement du Québec. Nous avons abordé ensuite la réglementation des sociétés d'assurance, aussi bien dans le domaine de l'assurance de dommages que de l'assurance de personnes, la réglementation des marchés de capitaux ainsi que celle des caisses de retraite.

Enfin, nous avons consacré un dernier chapitre (2.3.6) à l'examen très sommaire de certaines législations canadiennes diverses pouvant affecter les institutions financières et qui devraient être soit modifiées, soit remplacées par l'adoption d'une nouvelle législation québécoise correspondante.

Notre étude nous permet de conclure qu'il serait possible de procéder aux ajustements requis à l'encadrement législatif du fonctionnement des institutions financières et des autres intervenants sur les marchés des capitaux de manière à assurer une continuation harmonieuse du fonctionnement des marchés financiers advenant l'accession du Québec à la souveraineté.

Nous sommes cependant conscients de l'importance primordiale des réactions humaines et des sentiments de confiance et de sécurité pour assurer la bonne marche des marchés financiers. Notre rapport ne prétend absolument pas apporter de réponse concrète et définitive à la question suivante : les décideurs des institutions financières et des autres intervenants sur les marchés de capitaux seraient-ils suffisamment rassurés et confiants, advenant la mise en application des recommandations de notre rapport dans le contexte des rapports entre un Québec souverain et le reste du Canada, pour assurer la poursuite harmonieuse du fonctionnement des marchés financiers?

Sur le seul plan de l'analyse objective, nous pensons que notre rapport fournit des éléments suffisants pour apporter une réponse affirmative à la question posée.

1. Présentation du cadre juridique actuel des institutions financières et de certains autres intervenants sur les marchés des capitaux

Pour bien comprendre le cadre juridique actuel régissant les institutions financières, nous devons d'abord examiner l'origine constitutionnelle du partage de juridiction entre les gouvernements

fédéral et provincial. Nous traiterons ensuite de la réglementation des institutions de dépôts, des compagnies d'assurance, des marchés des capitaux et des caisses de retraite. Nous terminerons en traitant très sommairement de l'incidence de certaines normes internationales et des législations fédérales diverses pouvant affecter les activités des institutions financières. Tout au long de ce titre, nous ferons ressortir les principales dispositions des lois concernées qui feront l'objet d'une analyse dans le titre 2 de ce rapport traitant des ajustements requis au cadre juridique des institutions financières advenant l'accession du Québec à la souveraineté.

1.1 L'origine constitutionnelle du partage de juridiction des gouvernements fédéral et provincial sur les institutions financières et les marchés des capitaux

La distribution des pouvoirs législatifs entre le législateur fédéral et le législateur de chaque province se retrouve aux articles 91 et 92 de la *Loi constitutionnelle de 1867*.¹ L'article 91 de cette loi confère au législateur fédéral l'autorité de légiférer relativement à toute matière ne tombant pas dans les catégories de sujets exclusivement assignés par cette loi à la législature d'une province et relativement à trente catégories de sujets qui y sont spécifiquement énumérés dont le cours monétaire, le monnayage, les banques, la constitution en corporation des banques, l'émission de papier-monnaie, les caisses d'épargne («savings banks»), les lettres de change et billets à ordre, l'intérêt de l'argent, la faillite et l'insolvabilité. Notons cependant que les tribunaux ont reconnu aux législatures provinciales l'autorité pour légiférer relativement à certains domaines semblant relever à prime abord de la juridiction fédérale, telle l'autorité de créer des caisses populaires ou de légiférer sur les conséquences civiles de l'insolvabilité.²

L'article 92 de la *Loi constitutionnelle de 1867* confère à la législature de chaque province l'autorité de légiférer relativement aux matières qui entrent dans une des seize catégories de sujets qui y sont énumérés, dont la constitution en corporation de compagnies pour des objets provinciaux, la propriété et les droits civils dans la province et, généralement, toutes les matières d'une nature purement locale ou privée dans la province.

Dans l'analyse du partage des compétences, les tribunaux ont reconnu la distinction entre une législation qui porte sur une matière et celle qui ne fait que l'affecter. Ce faisant, ils ont permis un chevauchement de la législation provinciale et de la législation fédérale dans la mesure de leur complémentarité et de leur compatibilité.

Dans les chapitres qui suivront, nous traiterons d'abord des domaines de compétence nommément attribués au législateur fédéral et aux législateurs provinciaux et, ensuite, des domaines où s'exercent à la fois la juridiction du législateur fédéral et celle des législateurs provinciaux.

****.** Voir notes en fin de document p. 533 et suivantes.

1.1.1 Les domaines de compétence nommément attribués

1.1.1.1 Juridiction du législateur fédéral

Parmi les législations adoptées dans des domaines de compétence nommément attribués au législateur fédéral, nous en avons relevé un certain nombre affectant plus spécifiquement les institutions financières. Il s'agit des législations en matière de système bancaire et monétaire, de lettres de change, de faillite et d'insolvabilité ainsi qu'en matière d'assurance-maritime.

a) Système bancaire et monétaire

Le législateur fédéral possède la compétence de légiférer sur le cours monétaire et le monnayage, l'incorporation des banques, le commerce bancaire et le cours légal.³ Cette compétence s'est manifestée notamment par l'adoption des lois suivantes:

- *Loi sur les banques*⁴
- *Loi sur la Banque du Canada*⁵
- *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*⁶
- *Loi sur l'Association canadienne des paiements*⁷
- *Loi sur la monnaie*⁸
- *Loi sur le Bureau du Surintendant des institutions financières*⁹
- *Loi sur la monnaie royale canadienne*¹⁰

Depuis 1867, la compétence du législateur fédéral relative aux banques et à la monnaie a été interprétée par les tribunaux à plusieurs occasions. En s'appuyant sur cette compétence nommée, les tribunaux ont d'ailleurs annulé en 1939 et 1947 certaines lois de l'Alberta qui instaurent un système de crédit social.¹¹

D'autre part, le concept d'activité bancaire n'a jamais été restreint aux seules activités de dépôts et prêts. Le commerce bancaire s'est étendu aux activités connexes à l'activité bancaire telles que la garde de valeurs, les systèmes de paie, les chèques de voyage, les instruments de trésorerie, le marché monétaire et le marché des capitaux.¹² La juridiction du législateur fédéral en matière bancaire n'a cependant pas empêché l'existence d'une juridiction provinciale applicable à des institutions financières exerçant des activités quasi-bancaires (sociétés de fiducie, sociétés de prêt et caisses d'épargne et de crédit).¹³

b) Lettres de change

La compétence nommée du législateur fédéral en matière de lettres de change s'est traduite par l'adoption de la *Loi sur les lettres de change*.¹⁴ Cette loi s'applique à tout écrit signé par une personne ordonnant à une autre personne de payer une somme d'argent précise, sur demande ou à échéance. Cette loi contient des dispositions particulières relatives aux chèques et elle régit également les promesses écrites de paiement de sommes d'argent et les lettres et billets de consommation.

c) Faillite et insolvabilité

Sous réserve de certaines dérogations en matière d'insolvabilité, le législateur fédéral possède une compétence exclusive pour régler les conditions d'existence de l'état d'insolvabilité ou de faillite ainsi que les différents recours des créanciers advenant un tel état.¹⁵ La compétence du législateur fédéral en ce domaine s'est manifestée par l'adoption de la *Loi sur la faillite*¹⁶ et de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*.¹⁷

Cette compétence s'est également manifestée en matière de liquidation de sociétés s'avérant notamment insolvable lorsque le législateur fédéral a adopté la *Loi sur les liquidations*.¹⁸

d) Assurance maritime

Contrairement aux autres catégories d'assurance, l'assurance maritime relève exclusivement de l'autorité du législateur fédéral.¹⁹

1.1.1.2 Juridiction de la législature d'une province

Les domaines de compétence nommément attribués à la législature d'une province s'étendent à toute matière qui relève de la propriété et des droits civils dans la province ou qui s'avère être d'une nature purement locale ou privée dans la province.²⁰ Cette juridiction s'étend aussi à la constitution en corporation des compagnies ayant des objets provinciaux.²¹ Ainsi l'assurance en général relève du domaine provincial à l'exception de l'assurance maritime comme nous l'avons vu précédemment.

Dans le domaine des institutions financières, cette compétence du Québec s'est manifestée dans certaines dispositions des lois suivantes:

- *Code civil du Bas-Canada*
- *Code civil du Québec*
- *Loi sur les compagnies*²²
- *Loi sur les coffrets de sûreté*²³
- *Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock*²⁴
- *Loi sur les intermédiaires de marché*²⁵
- *Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations*²⁶
- *Loi sur le recouvrement de certaines créances*²⁷
- *Loi sur les valeurs mobilières*²⁸

1.1.2 Les domaines où s'exerce la compétence des deux juridictions

Le législateur fédéral et le législateur québécois ont chacun exercé leur compétence dans plusieurs domaines, notamment pour la constitution et l'organisation d'institutions financières et d'organismes de réglementation, l'investissement étranger, les valeurs mobilières, l'insolvabilité et les caisses de retraite.

1.1.2.1 Sociétés de fiducie et sociétés de prêt

Chaque juridiction a adopté sa propre législation réglementant la constitution et les activités des sociétés de fiducie et des sociétés de prêt. Ainsi le Québec a légiféré pour adopter la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*²⁹ et la *Loi sur les sociétés de prêts et de placements*,³⁰ et le législateur fédéral a adopté la *Loi sur les sociétés de prêt*,³¹ la *Loi sur les sociétés de fiducie*³² et la nouvelle *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.³³

1.1.2.2 Caisses d'épargne et de crédit

Bien que la *Loi constitutionnelle de 1867* prévoit expressément que les caisses d'épargne («savings banks») relèvent de la juridiction du législateur fédéral, les tribunaux ont également reconnu aux législateurs provinciaux l'autorité pour légiférer en ce domaine car l'épargne et le crédit sont des matières qui peuvent tomber sous l'une ou l'autre des juridictions.³⁴ Ainsi le Québec a légiféré pour adopter la *Loi sur les caisses d'entraide économique*,³⁵ la *Loi sur les caisses d'épargne et de crédit*,³⁶ la *Loi sur les corporations de fonds de sécurité*,³⁷ la *Loi sur les sociétés d'entraide économique*,³⁸ la *Loi concernant le Mouvement des caisses Desjardins*,³⁹ la *Loi sur l'assurance-dépôts*⁴⁰ et la *Loi concernant certaines caisses d'entraide économique*.⁴¹ Quant au législateur fédéral, il a adopté l'ancienne et la nouvelle *Loi sur les associations coopératives de crédit*⁴² et la *Loi constituant en corporation «Canadian Co-operative Credit Society Limited»*.⁴³

1.1.2.3 Compagnies ou sociétés d'assurance

Une juridiction concurrente existe également pour la constitution des compagnies ou sociétés d'assurance et la réglementation de leurs activités. Ainsi, le législateur fédéral a adopté la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques*,⁴⁴ la *Loi sur les compagnies d'assurances étrangères*⁴⁵ et la nouvelle *Loi sur les sociétés d'assurance*.⁴⁶ De son côté, le législateur québécois a adopté la *Loi sur les assurances*⁴⁷ et sa *Loi sur les intermédiaires de marché*.⁴⁸

1.1.2.4 Organismes de réglementation

Chaque palier de juridiction a créé un organisme de réglementation et de contrôle des activités des institutions financières. Ainsi les institutions financières constituées en vertu d'une loi fédérale sont surveillées et contrôlées par le Surintendant des institutions financières⁴⁹ alors que les institutions financières constituées ou faisant affaires au Québec sont surveillées et contrôlées par l'Inspecteur général des institutions financières.⁵⁰

1.1.2.5 Investissement étranger et propriété étrangère

L'entrée au Canada de capitaux étrangers relève de l'autorité du législateur fédéral. Celui-ci a adopté entre autres la *Loi sur Investissement Canada*.⁵¹ Le contrôle de l'investissement et de la propriété étrangère sur le territoire d'une province peut cependant se rattacher à la propriété

et aux droits civils, permettant ainsi à la législature d'une province de légiférer par l'utilisation de concepts de «résidence», de «domicile» ou de «nationalité». Ainsi, à titre d'exemple, la *Loi sur les assurances* du Québec restreint la détention d'actions d'une compagnie d'assurance du Québec par des non-résidents.⁵²

1.1.2.6 Valeurs mobilières

De manière générale, le domaine des valeurs mobilières est régi au Québec par la *Loi sur les valeurs mobilières*. Cependant certains aspects du commerce des valeurs mobilières peuvent relever du Code criminel,⁵³ un domaine de juridiction exclusive du législateur fédéral. D'autres aspects de réglementation relèvent autant de la législation provinciale en matière de valeurs mobilières que de la législation fédérale en vertu de laquelle une société fédérale est constituée; la *Loi sur les sociétés par actions*⁵⁴ et la *Loi sur les banques* sont de bons exemples de législations fédérales contenant des dispositions traitant de la réglementation des valeurs mobilières.

1.1.2.7 Insolvabilité

Comme nous l'avons vu précédemment, l'insolvabilité relève expressément de la compétence du législateur fédéral. Cependant l'insolvabilité peut également relever de la compétence provinciale lorsqu'on applique la notion d'insolvabilité à la propriété et aux droits civils qui sont des domaines de juridiction provinciale.⁵⁵

1.1.2.8 Les caisses de retraite

Les caisses de retraite tombent sous la juridiction du législateur fédéral lorsque l'employeur qui participe au régime exerce une activité relevant d'une compétence fédérale.⁵⁶ Toute autre caisse de retraite est assujettie à la législature provinciale en fonction de la présence dans la province d'employés participant au régime.⁵⁷

1.1.3 Les conséquences pratiques du chevauchement des juridictions pour la présente étude

La présentation sommaire de l'origine constitutionnelle du chevauchement des juridictions fédérale et provinciale sur les institutions financières fait bien ressortir le fait que notre analyse du cadre juridique du fonctionnement de ces institutions ne peut s'articuler utilement autour de l'identité de l'autorité législative qui les régit.

Pour faciliter notre analyse du cadre juridique actuel des institutions financières et l'examen des ajustements requis advenant la souveraineté du Québec, nous avons choisi de regrouper les institutions financières et les intervenants sur les marchés des capitaux selon la nature de leurs activités.

La partie 1.2 traitera de la réglementation des institutions de dépôt (banques, sociétés de fiducie, sociétés de prêt ou d'épargne, caisses d'épargne et de crédit) et la partie 1.3, de la réglementation des sociétés d'assurances. Les parties 1.4 et 1.5 aborderont respectivement la réglementation des marchés des capitaux et celle des caisses de retraite tandis que la partie 6 examinera brièvement certains autres éléments du cadre juridique des institutions financières découlant de l'internationalisation des marchés financiers et de diverses législations fédérales affectant les activités des intervenants sur les marchés des capitaux.

1.2 La réglementation des institutions de dépôts

Les banques, les sociétés de fiducie, les sociétés de prêt ou d'épargne et les caisses d'épargne et de crédit ont, entre autres, le pouvoir de recevoir des dépôts du public. Cette particularité oblige d'ailleurs ces institutions à adhérer à un régime d'assurance-dépôts pour que la protection du public soit garantie. Afin de faciliter la compréhension de la législation existante régissant ces institutions de dépôts et leur régime d'assurance-dépôts commun, nous les avons donc regroupé ensemble sous une même rubrique bien que nous traiterons séparément du cadre juridique applicable à chacune d'elles.

1.2.1 Les banques

Comme nous l'avons vu dans la première partie de ce rapport traitant de l'origine constitutionnelle du partage des juridictions, le législateur fédéral possède une compétence exclusive pour légiférer sur la constitution et la réglementation des banques.⁵⁸ Comme pour les autres institutions financières fédérales, le contrôle des banques est exercé par le Surintendant des institutions financières du Canada et, ultimement, par le ministre des Finances du Canada.

Les banques sont actuellement régies par la *Loi sur les banques*. Une nouvelle *Loi sur les banques*⁵⁹ qui propose une nouvelle législation modernisant la réglementation applicable aux banques a été sanctionné le 13 décembre 1991 et son entrée en vigueur est présentement prévue pour juin 1992. Cette nouvelle loi régira toutes les banques régies par la Loi actuelle ainsi que celles qui seront constituées à l'avenir. Pour fins de commodité et, si l'on peut dire, pour assurer l'actualité du présent rapport, notre analyse portera uniquement sur les dispositions de la nouvelle loi sanctionnée le 13 décembre 1991 (la «Législation bancaire» ou «LB»).

On distingue présentement deux grandes catégories de banques dont l'énumération se retrouve aux Annexe I et II de la Législation bancaire. Les banques de l'Annexe I regroupent les grandes banques canadiennes et les banques de l'Annexe II regroupent essentiellement les banques canadiennes filiales d'institutions financières étrangères ou américaines (13 et 14 LB). Soulignons que les dispositions de la Législation bancaire s'appliquant à toutes les catégories de banques sont traitées dans la section relative aux banques de l'Annexe I. La liste des banques constituées en vertu de la Législation bancaire de l'Annexe I et de l'Annexe II se trouve jointe au présent rapport à titre d'annexe A.

1.2.1.1 Banques de l'Annexe I

Les banques de l'Annexe I sont peu nombreuses mais leur taille est en général beaucoup plus importante que celle des banques de l'Annexe II ou celles des autres institutions financières canadiennes. Il s'agit des banques que l'on appelle communément les «banques à charte canadienne».

a) Constitution et organisation

La constitution d'une banque peut être demandée par toute personne, y compris une entité étrangère. Cependant un gouvernement, un de ses organismes ou une entité qu'il contrôle ne peut demander une telle constitution(23 LB). Une personne morale déjà constituée en vertu d'une autre législation (canadienne ou étrangère) qui veut exercer des activités réservées uniquement aux banques peut aussi demander sa prorogation pour être régie par la Législation bancaire 33 LB). Le gouvernement fédéral peut faciliter une telle prorogation en autorisant une banque ainsi prorogée sous le régime de la Législation bancaire à tenir à l'étranger les livres et registres qui devraient normalement être tenus au Canada et à traiter à l'étranger les renseignements se rapportant à leur tenue et à leur conservation (39(f) LB).

Une banque ne peut exercer ses opérations bancaires que si son capital versé est d'au moins 10 000 000 \$ (52(1)g LB). Les montants reçus par une banque avant le début de ses opérations, à titre de souscription à des actions du capital de la banque, sont déposés au Canada dans une autre institution financière canadienne acceptant des dépôts ou placés dans des titres du gouvernement du Canada ou du gouvernement d'une province (51 LB). Une banque peut avoir plusieurs catégories d'actions dont nécessairement une catégorie d'actions ordinaires (60 LB) et elle peut émettre des débiteures non garanties par voie de souscription publique en vertu d'un acte de fiducie (295 LB). Au moins un des fiduciaires nommés dans un tel acte de fiducie doit être constitué sous le régime d'une loi canadienne (300 LB). Pour assurer son fonctionnement, une banque est tenue de maintenir un capital suffisant ainsi que des formes de liquidités suffisantes et appropriées conformes aux règlements adoptés à ce sujet (485 LB).

b) Administration

La Législation bancaire prévoit de nombreuses dispositions régissant l'administration d'une banque. Ainsi, une banque doit maintenir en permanence un siège social situé au Canada (237(1) LB). Les livres de la banque, incluant notamment le registre central des valeurs mobilières, sont habituellement conservés à ce siège social à moins que le conseil d'administration ne convienne d'un autre lieu de conservation situé au Canada (239(1) LB). La banque conserve et traite au Canada tous les renseignements ou données se rapportant à la tenue et à la conservation de ses livres à moins qu'elle n'en soit spécifiquement exemptée par le Surintendant des institutions financières (245(1) LB).

Le conseil d'administration d'une banque est composé d'au moins sept administrateurs dont au moins les trois quart doivent, au moment de leur élection, être résidents canadiens (159 LB).

Au moins un tiers des administrateurs d'une banque doivent aussi être indépendants de la banque (163(1) LB) et au plus 15 % des administrateurs peuvent être des employés de la banque ou de l'une de ses filiales (164 LB). Les personnes qui sont des employés ou des membres d'un gouvernement ne peuvent être administrateurs d'une banque (160 LB). Enfin, pour délibérer en conseil, la majorité des administrateurs présents doivent être résidents canadiens (183(1) LB). Au niveau des dirigeants, on peut noter que le chef de la direction d'une banque doit résider habituellement au Canada (196(1) LB).

Les assemblées des actionnaires d'une banque se tiennent au Canada (136(1) LB). Lors des assemblées annuelles, les actionnaires de la banque nomment, à titre de vérificateur, au moins un cabinet de comptables (314(1) LB) dont au moins deux de ses membres résident habituellement au Canada, sont indépendants de la banque et sont membres d'un institut ou d'une association de comptables constituée en vertu des lois d'une province canadienne (315(1) LB).

c) Activités et pouvoirs

Une banque possède la capacité d'une personne physique et peut exercer son activité sur l'ensemble du territoire canadien et à l'extérieur du Canada dans les limites prévues par les règles de droit des pays étrangers où elle exerce ses activités (15 LB). Elle peut en plus exercer à l'étranger des activités reliées à l'informatique (410(b) LB). Cependant une banque ne peut exercer certaines activités que par l'entremise d'une filiale (568 LB). Ces activités comprennent notamment l'activité de fiduciaire (412 LB), le commerce des valeurs mobilières (415 LB) et celui de l'assurance (416 LB).

d) Propriété

La principale différence entre les banques de l'Annexe I et les banques de l'Annexe II en matière de propriété résulte de l'interdiction totale pour une seule personne de détenir plus de 10 % de l'ensemble des actions d'une catégorie d'actions du capital d'une banque de l'Annexe I (372 LB). Aucun gouvernement ni mandataire ou organisme de ce dernier ne peut détenir des actions dans le capital d'une banque (398 LB). Notons cependant que la définition de mandataire d'un gouvernement ne comprend pas une entité exerçant des fonctions touchant à l'administration, la gestion ou au placement d'un fonds établi pour la pension comme, par exemple, la Caisse de dépôt et placement du Québec (370 LB).

Dans le cas d'une banque de l'Annexe I, un non-résident ne peut détenir plus de 10 % des droits de vote attachés à l'ensemble des actions en circulation de la banque et l'ensemble des actionnaires non-résidents ne peuvent détenir plus de 25 % des droits de vote attachés à l'ensemble des actions en circulation de la banque (399 LB). La violation de ces règles entraîne la suspension du droit de vote des actionnaires non-résidents (400(1) LB) et rend ceux-ci inéligibles pour devenir administrateurs de la banque (160(e) LB). Cette restriction ne s'applique cependant pas à un résident américain puisque celui-ci est assimilé à un résident canadien pour les fins de cette disposition (397(2) LB).

e) Autres particularités

En matière de placements, une banque est tenue de se conformer aux principes et aux normes qu'une personne prudente appliquerait dans la gestion d'un portefeuille de placements et de prêts afin d'éviter des risques de pertes indues et d'assurer un juste rendement (465 LB). Les opérations entre une banque et les personnes ayant des liens étroits avec elle sont d'ailleurs fortement restreintes (486 et suiv. LB).

En plus des autres moyens dont il dispose pour assurer le respect de la Législation bancaire (notamment par des examens, enquêtes et décisions), le Surintendant des institutions financières a le pouvoir de prendre contrôle d'une banque qui ne se conforme pas aux dispositions de la Législation bancaire et de s'adresser au tribunal pour demander sa liquidation ou dissolution (538 et suiv. LB).

1.2.1.2 Banques de l'Annexe II

Considérant le fait que la plupart des dispositions de la Législation bancaire s'appliquent aussi bien aux banques de l'Annexe I qu'aux banques de l'Annexe II, nous référons le lecteur au texte de la section précédente sous réserve de certaines différences en matière de propriété, de pouvoir et d'administration qui seront soulevées dans la présente section. La quasi-totalité des banques figurant à l'Annexe II étant des filiales de banques étrangères, nous séparerons, pour les fins de notre exposé, ces banques en deux catégories, soit les filiales de banques étrangères autres qu'américaines et les filiales de banques américaines.

Il est à noter cependant que la Banque Laurentienne du Canada figure aussi à l'Annexe II de la Législation bancaire. Cette banque n'est pas une filiale d'une banque étrangère puisqu'elle est contrôlée par une institution financière québécoise. Nous ne traiterons pas spécifiquement de cette exception puisque la plupart des restrictions importantes pouvant affecter les banques de l'Annexe II ne s'appliquent pas en pratique à la Banque Laurentienne du Canada.

a) Banques canadiennes filiales de banques étrangères autres qu'américaines

Comme pour une banque de l'Annexe I, la constitution d'une banque de l'Annexe II peut être demandée par toute personne. Cependant, une banque étrangère ne peut constituer une filiale bancaire au Canada que si la loi du pays d'origine d'une telle banque étrangère permet à une banque canadienne de faire affaires elle-même dans ce pays ou par l'intermédiaire d'une filiale (24 LB).

Une banque de l'Annexe II, autre qu'une filiale de banque américaine, ne peut maintenir, sans l'approbation du ministre des Finances, des succursales à l'étranger, à l'exception de bureaux de représentation (422(1) LB). Les banques de l'Annexe II qui sont des filiales de banques étrangères ne peuvent maintenir au Canada qu'une succursale et un siège social, à moins d'obtenir l'approbation du ministre des Finances (422(2) LB).

Contrairement aux banques de l'Annexe I, les banques de l'Annexe II peuvent, avec l'autorisation du ministre des Finances, être contrôlées ou détenues à plus de 10 % par une seule et même personne (372 LB). En premier lieu, un résident canadien peut détenir plus de 10 % des actions d'une catégorie d'actions d'une banque de l'Annexe II pendant les dix premières années de son existence (art. 373(1)).

Par ailleurs, une institution étrangère admissible peut détenir plus de 10 % des actions d'une catégorie d'actions d'une banque de l'Annexe II pourvu qu'elle en détienne le contrôle (375 LB). Le ministre des Finances ne donnera son agrément à l'acquisition par une banque étrangère du contrôle de la banque de l'Annexe II que s'il est convaincu que les banques canadiennes bénéficient d'un traitement aussi favorable sur le territoire de la banque étrangère (390(2) LB). La règle limitant le nombre d'actions d'une banque de l'Annexe I pouvant être détenu par un non-résident s'applique cependant aux non-résidents, autre que la société mère de la banque, qui détiennent des actions de la banque de l'Annexe II (399 LB).

Chaque banque de l'Annexe II ayant des capitaux propres d'au moins 750 000 000 \$ devra, entre autres, avoir un nombre d'actions cotées et négociables dans une bourse reconnue au Canada conférant globalement au moins 35 % des droits de vote attachés à l'ensemble des actions en circulation. Cette règle devra être respectée au plus tard cinq ans après la première assemblée annuelle des actionnaires suivant le moment où les capitaux propres de la banque ont atteint pour la première fois 750 000 000 \$ (381 LB).

Notons enfin une contrainte importante imposée à la croissance des banques de l'Annexe II: le total de la moyenne de l'actif national (canadien) des banques de l'Annexe II, filiales de banques étrangères autre qu'américaines, ne doit pas excéder 12 % du total de l'actif national de l'ensemble des banques au Canada (424(1) LB).

Au niveau de l'administration des banques de l'Annexe II, les seules différences avec les banques de l'Annexe I concernent le nombre d'administrateurs qui doivent être résidents canadiens. Ainsi, au moins la moitié des administrateurs d'une banque de l'Annexe II qui est la filiale d'une banque étrangère doivent au moment de leur élection, nomination ou lors de leur délibération en conseil, être résidents canadiens (159 LB).

b) Banques canadiennes filiales de banques américaines

Les banques canadiennes filiales de banques américaines sont en général assujetties aux règles qui s'appliquent aux autres banques de l'Annexe II. Cependant l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis a justifié certaines exceptions au traitement général applicable à ces banques. Ainsi, contrairement aux autres banques canadiennes filiales de banques étrangères, une filiale de banque américaine peut maintenir des succursales au Canada sans aucune restriction à ce pouvoir (422 LB). En matière de propriété, le résident américain peut, tout comme un résident canadien, détenir plus de 10 % des actions d'une catégorie d'actions du capital d'une banque figurant à l'Annexe II pendant les 10 premières années de son existence (373 LB). Enfin, et c'est sans doute la différence la plus importante, la

règle concernant la valeur moyenne de l'actif national que peuvent détenir les banques de l'Annexe II ne s'applique pas aux filiales de banques américaines (423 et 424 LB).

1.2.1.3 Banques américaines ou étrangères n'ayant pas de filiales bancaires canadiennes

Une banque étrangère est une personne morale constituée sous le régime de la législation d'un pays étranger et qui exerce des activités qui sont considérées comme des activités bancaires au Canada (2 LB). Au Canada, une banque étrangère n'ayant pas de filiale bancaire canadienne n'a pas le droit d'effectuer des opérations bancaires, de maintenir des succursales bancaires et d'opérer des guichets automatiques, des terminaux d'un système décentralisé ou d'autres services automatiques semblables, ni de recevoir les données qui en proviennent (508(1) LB).

Une banque étrangère peut cependant avec l'accord du Surintendant des institutions financières maintenir, au Canada, un ou plusieurs bureaux de représentation (509(1)a) LB). L'ouverture et le maintien d'un bureau de représentation sont assujettis aux examens et recherches du surintendant pour vérifier le fonctionnement du bureau et la conduite du personnel (510(1) LB). Le ministre des Finances peut s'il est d'avis que le fonctionnement d'un bureau ou la conduite de son personnel ne respecte pas les règles de la Législation bancaire, enjoindre le surintendant d'annuler l'immatriculation du bureau (510(3) LB).

Une banque étrangère peut détenir des actions d'une banque de l'Annexe II filiale d'une banque étrangère (509(1)b) LB). De plus, avec l'agrément du gouverneur en conseil, une banque étrangère peut établir son siège social au Canada (509(1)c) LB). Par ailleurs, une banque étrangère qui a son siège social au Canada ne peut exercer à partir de celui-ci aucune activité commerciale («any business») avec des personnes résidant au Canada ou avec un gouvernement sauf pour quelques rares exceptions (512 LB).

La Législation bancaire prévoit aussi quelques interdictions en ce qui concerne l'activité d'un établissement affilié à une banque étrangère. Un tel établissement ne peut pas se livrer à des opérations de crédit si, en même temps, lui-même ou un autre établissement affilié à la banque étrangère reçoit des fonds sous forme de dépôts cessibles par chèque ou par tout autre instrument (art. 514). Par établissement affilié à une banque étrangère on entend une entité non bancaire canadienne dont une banque étrangère incluant une entité liée à une telle banque détient plus de 10% des droits de vote attachés à l'ensemble des actions en circulation de l'entité ou un nombre total d'actions représentant plus de 25 % de l'avoir des actionnaires de l'entité (507(1) LB).

1.2.2 Les sociétés de fiducie

Contrairement à la situation qui prévaut pour les banques, le législateur fédéral et les législateurs provinciaux ont chacun adopté leur propre législation réglementant la constitution et les activités de sociétés de fiducie.⁶⁰ Nous traiterons d'abord des sociétés de fiducie régies par la loi québécoise, puis des sociétés de fiducie régies par la loi fédérale et, enfin, des sociétés de fiducie régies par les lois d'une autre province. Nous terminerons par un bref examen des conditions d'obtention du permis exigé présentement de toutes les sociétés de fiducie pour faire

affaires au Québec. La liste des sociétés de fiducie faisant affaires au Québec se trouve jointe au présent rapport à titre d'annexe B. Il n'existe pas de société de fiducie constituée à l'extérieur du Canada faisant affaires au Québec.

1.2.2.1 Sociétés de fiducie québécoises

Les sociétés de fiducie québécoises sont régies par la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne* (la «Loi québécoise sur les fiducies» ou «LFQ»).

a) Constitution et organisation

Une société de fiducie québécoise est constituée en vertu de la Partie I de la *Loi sur les compagnies*. Par ailleurs, une société de fiducie constituée ou régie ailleurs qu'au Québec peut aussi continuer son existence en société de fiducie québécoise comme si elle avait été constituée conformément à la Loi québécoise sur les fiducies si la loi qui la gouverne le lui permet (47 LFQ).

Une société de fiducie québécoise ne peut être constituée que si l'avoir des actionnaires ordinaires est d'au moins 5 000 000 \$ ou, si la société n'a pas le pouvoir de recevoir des dépôts, d'au moins 3 000 000 \$ (15 LFQ). La société est tenue de maintenir, pour son fonctionnement, un capital de base suffisant ainsi que des formes de liquidités suffisantes et appropriées conformes aux règlements adoptés par le gouvernement (195(1) LFQ).

b) Administration

Une société de fiducie québécoise doit établir son siège social et son principal centre de décisions au Québec (222(3) et 227 LFQ) où elle garde, entre autres choses, copie de ses livres et de ses registres.

Le conseil d'administration d'une société de fiducie québécoise est composé d'au moins sept administrateurs (85 LFQ). Les trois quarts de ces administrateurs doivent être citoyens canadiens et la majorité doivent résider au Québec (86 LFQ). Une personne qui détient des actions d'une société de fiducie québécoise attribuées ou transférées en contravention des règles concernant la propriété prévues à la Loi québécoise sur les fiducies ne peut être élue ou nommée administrateur d'une telle société (91 (5) LFQ).

Les assemblées d'actionnaires d'une société de fiducie québécoise se tiennent au Québec.⁶¹ Lors de l'assemblée annuelle, les actionnaires nomment un vérificateur pour vérifier les livres et les comptes de la société. Ce vérificateur doit être un comptable membre d'un institut ou d'une association de comptables constituée en vertu des lois d'une province canadienne (266 LB).

c) Activités et pouvoirs

Dès sa constitution, la société de fiducie québécoise est une personne morale au sens du Code civil. Elle peut exercer à l'extérieur du Québec tous les droits et pouvoirs que lui reconnaissent ou lui confèrent les lois des autres provinces ou des pays étrangers.⁶² Elle peut exercer toute activité accessoire ou connexe à l'activité d'administrateur du bien d'autrui ou d'intermédiaire de marché (170 LFQ). Enfin, une société de fiducie québécoise peut recevoir des dépôts si elle est inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec (177 LFQ).⁶³

Afin de rendre plus efficace son pouvoir de surveillance et de contrôle, la ministre déléguée aux Finances⁶⁴ peut cependant exiger qu'une société de fiducie québécoise constitue une filiale pour exercer une activité particulière (173 LB).

d) Propriété

Le contrôle d'une société de fiducie québécoise est réglementé. Ainsi, sauf avec l'autorisation écrite de la ministre déléguée aux Finances, une personne, seule ou avec des personnes qui lui sont liées, ne peut se voir conférer 10 % ou plus des actions votantes d'une société de fiducie québécoise si elle ne contrôle pas déjà la société. Par contrôle, on entend la possibilité pour une personne de détenir des actions lui conférant plus de 50 % des droits de vote ou de pouvoir élire la majorité des administrateurs de la société de fiducie (7 LFQ). Dans le cas où une telle personne possède déjà des actions mais ne contrôle pas la société de fiducie, elle ne peut se voir conférer 10 % ou un multiple de 10 % des actions de la société de fiducie, à moins d'obtenir l'autorisation écrite de la ministre. Finalement, une telle personne ne peut se voir conférer un nombre d'actions qui lui donnerait le contrôle de la société sauf avec l'autorisation écrite de la ministre. L'autorisation de la ministre n'est cependant pas requise à l'égard d'une acquisition proposée d'actions votantes d'une société québécoise de fiducie si les actions votantes de la société sont inscrites à une bourse canadienne et que l'effet de l'acquisition proposée n'est pas de conférer ou changer le contrôle de la société de fiducie québécoise (69 LFQ).

En matière de propriété par des non-résidents, la Loi québécoise sur les fiducies prévoit qu'un non-résident, seul ou avec des personnes qui lui sont liées, ne peut détenir plus de 10 % des actions votantes d'une société de fiducie québécoise ou de la personne morale canadienne qui la contrôle. Il est également prévu que lorsque l'ensemble des actionnaires non-résidents d'une société de fiducie québécoise et les personnes qui leur sont liées possèdent déjà 25 % ou plus des actions votantes d'une telle société ou de la personne morale canadienne qui la contrôle, ces actionnaires ne peuvent se voir conférer d'autres actions votantes qui auraient pour effet de leur conférer un pourcentage de droit de vote supérieur. Des non-résidents et les personnes qui leur sont liées ne peuvent détenir le contrôle de la société de fiducie québécoise ou d'une personne morale qui la contrôle (72 LFQ). La violation de ces règles entraîne notamment la suspension du droit de vote des contrevenants.(79 LFQ).

e) Autres particularités

En matière de placement, une société de fiducie québécoise doit, dans l'exercice de ses pouvoirs de prêts et de placements, agir comme le ferait en pareilles circonstances une personne prudente et raisonnable, avec honnêteté et loyauté dans le meilleur intérêt des actionnaires, des déposants et, le cas échéant, des bénéficiaires (200 LFQ). Au moins 60 % de l'actif de la société doit être composé de certains titres, incluant notamment des obligations garanties du gouvernement du Canada, d'une province, d'un territoire canadien ou d'une institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec ou membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada (203 LFQ). Une société peut aussi faire des dépôts auprès d'une institution membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada, d'une institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec ou d'une banque située à l'extérieur du Canada (216 LFQ). Une société de fiducie québécoise et sa filiale sont restreintes dans leurs opérations avec des personnes ayant des liens étroits avec la société de fiducie (20 et suiv. LFQ). La somme des dépôts, des emprunts et de certains autres engagements d'une société de fiducie québécoise ne doit pas excéder 10 fois le montant de son capital de base. L'inspecteur général des institutions financières peut cependant augmenter cette limite à 25 fois le montant du capital de base. (198 LFQ)

Une société de fiducie québécoise doit tenir dans ses livres un compte distinct pour chaque administration de bien d'autrui qu'elle effectue et tenir dans un compte distinct des éléments d'actif pour un montant égal au total des fonds reçus en dépôt (180 LFQ).

1.2.2.2 Sociétés de fiducie fédérales

Les sociétés de fiducie fédérales sont actuellement régies par la *Loi sur les sociétés de fiducie*. La nouvelle *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*⁶⁵ qui propose une nouvelle législation modernisant, entre autres, la réglementation applicable aux sociétés de fiducie fédérales a été sanctionné le 13 décembre 1991 et son entrée en vigueur est présentement prévue pour juin 1992. Cette nouvelle loi régira toutes les sociétés de fiducie fédérales régies par la Loi actuelle ainsi que celles qui seront constituées à l'avenir. Pour fins de commodité et, si l'on peut dire, pour assurer l'actualité du présent rapport, notre analyse portera uniquement sur les dispositions de la nouvelle loi sanctionnée le 13 décembre 1991 (la «Loi fédérale sur les fiducies» ou «LFF»).

a) Constitution et organisation

La constitution d'une société de fiducie fédérale peut être demandée par toute personne, y compris une entité étrangère (21 LFF). Cependant un gouvernement, un de ses organismes ou une entité qu'il contrôle ne peut demander une telle constitution (22 LFF). Une société étrangère peut constituer, en vertu de la Loi fédérale sur les fiducies, une filiale exerçant des activités de nature fiduciaire au Canada si la loi de son pays d'origine permet également à une société de fiducie fédérale de faire affaires dans ce pays, elle-même ou par l'intermédiaire d'une filiale (23 LFF). Une personne morale (canadienne ou étrangère) qui veut exercer des activités de fiducie au Canada peut demander sa prorogation pour être régie par la Loi fédérale sur les fiducies (31 LFF). Le gouvernement fédéral peut faciliter une telle prorogation en autorisant

une société ainsi prorogée sous le régime de la Loi fédérale sur les fiducies à tenir à l'étranger les livres et registres qui devraient normalement être tenus au Canada et à traiter à l'étranger les renseignements se rapportant à leur tenue et à leur conservation (37(1)f) LFF).

Une société de fiducie fédérale ne peut exercer ses opérations de fiduciaire au Canada que si son capital versé est d'au moins 10 000 000 \$ (56 LFF). Les montants reçus par une société de fiducie fédérale avant le début de ses opérations, à titre de souscription à des actions du capital de la société, sont déposés au Canada dans une autre institution financière canadienne acceptant des dépôts ou placés dans des titres du gouvernement du Canada ou du gouvernement d'une province (55 LFF). Une société de fiducie fédérale peut avoir plusieurs catégories d'actions dont nécessairement une catégorie d'actions ordinaires (63 LFF) et elle peut émettre des débentures non garanties par voie de souscription publique en vertu d'un acte de fiducie (299 LFF). Au moins un des fiduciaires nommés dans un tel acte de fiducie doit être constitué sous le régime d'une loi canadienne (305 LFF). Une société de fiducie fédérale est également tenue de maintenir, pour son fonctionnement, un capital suffisant ainsi que des formes de liquidités suffisantes et appropriées conformément aux règlements adoptés par le gouvernement fédéral (473(1) LFF).

b) Administration

La Loi fédérale sur les fiducies prévoit de nombreuses dispositions régissant l'administration d'une société de fiducie fédérale. Ainsi, une société de fiducie fédérale doit maintenir en permanence un siège social au Canada (244 LFF). Les livres de la société, incluant notamment le registre central des valeurs mobilières (256 LFF), sont habituellement conservés à ce siège social ou en tout autre lieu au Canada convenant au conseil d'administration (244 LFF). La société doit de plus conserver et traiter au Canada tous les renseignements ou données se rapportant à la tenue et à la conservation de ses livres sauf si elle en est exemptée par le Surintendant des institutions financières (250 LFF).

Le conseil d'administration d'une société de fiducie fédérale est composé d'au moins sept administrateurs dont au moins la moitié, dans le cas d'une filiale d'une entité étrangère, et les trois-quarts pour les autres cas, doivent, au moment de leur élection, être résidents canadiens (163(2) LFF). Au moins un tiers des administrateurs d'une société de fiducie fédérale doivent être indépendants de la société (167 LFF) et au plus 15 % des administrateurs peuvent être des employés de la société de fiducie fédérale ou de l'une de ses filiales (168 LFF). Les personnes qui sont des employés ou des membres d'un gouvernement ne peuvent être administrateurs d'une société de fiducie fédérale (164 LFF). Pour délibérer au conseil, au moins les trois-quarts des administrateurs présent doivent être résidents canadiens sous réserve du fait que dans le cas d'une filiale d'une entité étrangère, cette exigence est réduite à la moitié des administrateurs présents (187 LFF). Au niveau des dirigeants, on peut noter que le chef de la direction d'une société de fiducie fédérale doit résider habituellement au Canada (200 LFF).

Les assemblées d'actionnaires d'une société de fiducie fédérale se tiennent au Canada (139 LFF). Lors des assemblées annuelles, les actionnaires de la société de fiducie fédérale doivent nommer un vérificateur qui doit résider au Canada (320 LFF).

c) Activités et pouvoirs

Une société de fiducie fédérale possède la capacité d'une personne physique et peut exercer son activité sur l'ensemble du territoire canadien et à l'extérieur du Canada dans les limites prévues par les règles de droit des pays étrangers où elle exerce ses activités (14 LFF). Elle peut en plus exercer à l'étranger des activités reliées à l'informatique (410, 499(1) LFF). Cependant, une société de fiducie fédérale ne peut exercer certaines activités que par l'intermédiaire d'une filiale (453 LFF). Ces activités comprennent notamment le commerce des valeurs mobilières (415 LFF) et celui des assurances (416 LFF).

Dans l'exercice de ses activités, la société de fiducie fédérale sépare de son actif tous les fonds et autres éléments d'actif qu'elle acquiert ou détient en fiducie et elle doit tenir un compte distinct pour chaque fiducie (422 LFF). Une société de fiducie fédérale qui désire accepter des dépôts doit être membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada (413 LFF).⁶⁶

d) Propriété

Chaque société de fiducie fédérale ayant des capitaux propres d'au moins 750 000 000 \$ devra, entre autres, avoir un nombre d'actions cotées et négociables dans une bourse reconnue au Canada conférant globalement au moins 35 % des droits de vote attachés à l'ensemble des actions de la société en circulation. La société qui a des capitaux propres d'au moins 750 000 000 \$ au moment de l'entrée en vigueur de la *Loi fédérale sur les fiducies* a cinq ans à compter de cette date pour respecter cette exigence. Dans le cas de toute autre société de fiducie fédérale, la date applicable pour le respect de cette exigence se situe cinq ans après la première assemblée annuelle des actionnaires suivant le moment où les capitaux propres de la société atteignent 750 000 000 \$ (379, 384 LFF).

Une personne ne peut acquérir plus de 10 % des actions d'une catégorie d'actions du capital d'une société de fiducie fédérale sans l'autorisation du ministre des Finances (375 LFF). De plus, lorsqu'une telle opération a pour effet de faire d'une société une filiale d'une institution financière étrangère, le ministre ne donnera son autorisation que si les sociétés de fiducie fédérales ont un traitement aussi favorable dans le pays d'origine de cette institution financière étrangère (388(2) LFF).

Un non-résident ne peut détenir plus de 10 % des droits de vote attachés à l'ensemble des actions en circulation d'une société de fiducie fédérale et l'ensemble des actionnaires non-résidents de la société ne peuvent détenir plus de 25 % des droits de vote attachés à l'ensemble des actions en circulation de la société (397 LFF). Cette restriction ne s'applique pas à une société déjà contrôlée par un non-résident au moment de l'entrée en vigueur de la *Loi fédérale sur les sociétés de fiducie* ou lors de sa constitution (397(2) LFF). Elle ne s'applique pas

également à un résident américain puisque celui-ci est assimilé à un résident canadien pour les fins de cette disposition (395(2) LFF).

La violation des règles mentionnées aux deux paragraphes précédents entraîne la suspension du droit de vote des actionnaires contrevenants (386 et 399 LFF) et rendent ceux-ci inéligibles pour devenir administrateurs de la société (164 et 399 LFF).

Un gouvernement ou un de ses mandataires ou organismes ne peut détenir des actions dans le capital d'une société de fiducie fédérale, à moins qu'il ait le contrôle d'une institution étrangère qui contrôle une société de fiducie fédérale (396 LFF). Notons cependant que la définition de mandataire d'un gouvernement ne comprend pas une entité exerçant des fonctions touchant à l'administration, la gestion ou au placement d'un fonds établi pour la pension comme, par exemple, la Caisse de dépôt et placement du Québec (395 LFF).

e) Autres particularités

En matière de placements, une société de fiducie fédérale est tenue de se conformer aux principes et aux normes qu'une personne prudente appliquerait dans la gestion d'un portefeuille de placements et de prêts afin d'éviter des risques de pertes indues et d'assurer un juste rendement (450 LFF). Les opérations entre une société de fiducie fédérale et les personnes ayant des liens étroits avec elle sont d'ailleurs fortement restreintes (474 et suiv. LFF).

En plus des autres moyens dont il dispose pour assurer le respect de la Loi fédérale sur les fiducies (notamment par des examens, enquêtes et décisions) le Surintendant des institutions financières a le pouvoir de prendre contrôle d'une société de fiducie fédérale qui ne se conforme pas aux dispositions de la Loi fédérale sur les fiducies et de s'adresser au tribunal pour demander sa liquidation ou dissolution (510 et suiv. LFF).

1.2.2.3 Sociétés de fiducie d'une autre province

Chaque province a adopté sa propre législation régissant les sociétés de fiducie, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve qui ne possèdent que des lois prévoyant l'obtention de permis par les sociétés extra-provinciales désirant y faire affaires.⁶⁷

Deux objectifs principaux ressortent des diverses lois provinciales : veiller à la solvabilité des sociétés de fiducie et s'assurer qu'elles respectent les activités et devoirs spécifiques au droit des fiducies (par exemple l'obligation de gérer dans des fonds distincts les biens administrés pour autrui).

Les sociétés de fiducie faisant affaires au Québec peuvent donc être constituées et régies en vertu des lois d'une autre province. L'étude de ces différentes législations déborde largement l'objet du présent rapport. Il convient cependant de noter que les sociétés de fiducie des autres provinces doivent obtenir un permis pour faire affaires au Québec; nous verrons à la section suivante les modalités pour l'obtention de ce permis.

Les sociétés de fiducie québécoises ou fédérales doivent également obtenir un permis afin d'exercer leurs activités dans une autre province. Dans le cas de toutes les provinces canadiennes, l'obtention de ce permis est une condition préalable à l'exercice de quelque activité que ce soit.

1.2.2.4 Permis pour faire affaires au Québec

La *Loi québécoise sur les fiducies* exige que toute société de fiducie détienne un permis délivré par l'inspecteur général des institutions financières pour exercer ses activités au Québec (221 LFQ). Pour obtenir son permis, une société de fiducie doit fournir certaines informations à l'inspecteur général des institutions financières et rencontrer certaines exigences, dont celles de se conformer à la *Loi québécoise sur les fiducies* pour l'exercice de ses activités et de posséder un capital de base de 5 000 000 \$ ou de 3 000 000 \$, si le pouvoir de recevoir des dépôts lui est interdit (227 LFQ).

Pour obtenir son permis, une société de fiducie fédérale ou d'une autre province, doit de plus permettre à l'inspecteur général des institutions financières d'examiner ses affaires à son siège social et s'engager à ne pas exercer une activité autorisée par la loi qui la régit mais qui est interdite par la *Loi québécoise sur les fiducies* (228 LFQ). Une telle société ne peut exercer au Québec plus de pouvoirs que la *Loi québécoise sur les fiducies* accorde à une société de fiducie québécoise (225 LFQ). Si cette société de fiducie n'a pas de siège social au Québec, elle doit nommer un représentant principal au Québec (226 LFQ).

1.2.3 Les sociétés de prêt ou d'épargne

Les sociétés de prêt ou d'épargne sont des institutions financières constituées spécifiquement pour emprunter du public des fonds sous forme de dépôt et pour faire des prêts et des placements. Les activités et pouvoirs de ces institutions sont toutefois beaucoup plus limités que ceux des banques. Comme pour les sociétés de fiducie, le législateur fédéral et le législateur québécois ont chacun adopté leur propre législation réglemant la constitution et les activités des sociétés de prêt ou d'épargne.⁶⁸

Nous traiterons d'abord des sociétés d'épargne de régime québécois pour ensuite traiter des sociétés de prêt de régime fédéral et enfin traiter des sociétés de prêt régies par les lois d'une autre province. Nous terminerons par un bref examen des conditions d'obtention du permis exigé présentement de toutes les sociétés d'épargne pour faire affaires au Québec. La liste des sociétés de prêt ou d'épargne faisant affaires au Québec se trouve jointe au présent rapport à titre d'annexe C. Comme pour les sociétés de fiducie, il n'existe pas de sociétés de prêt ou d'épargne constituées à l'extérieur du Canada faisant affaires au Québec.

1.2.3.1 Sociétés d'épargne québécoises

Les sociétés d'épargne québécoises sont régies par la même loi que les sociétés de fiducie québécoises, soit la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*. Nous référons donc

le lecteur à la section traitant des sociétés de fiducie québécoises⁶⁹ sous réserve du fait qu'une société d'épargne québécoise ne peut exercer aucune activité de nature fiduciaire et que ses pouvoirs sont limités à l'emprunt du public de fonds sous forme de dépôts pour des fins de prêts et de placements, au crédit-bail et à l'émission et l'administration des cartes de débit ou de crédit (171 LFQ).

Quant à sa dénomination sociale, seule une société d'épargne québécoise peut utiliser l'expression «société d'épargne». L'emploi des mots : «fiducie», «trust», ou «fidéicommiss» lui est toutefois interdit (59 à 62 LFQ).

1.2.3.2 Sociétés de prêt fédérales

Les sociétés de prêt fédérales sont actuellement régies par la *Loi sur les sociétés de prêt*. La nouvelle *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*⁷⁰ qui propose une nouvelle législation modernisant, entre autres, la réglementation applicable aux sociétés de prêt fédérales a été sanctionné le 13 décembre 1991 et son entrée en vigueur est présentement prévue pour juin 1992. Cette nouvelle loi régira toutes les sociétés de prêt fédérales régies par la loi actuelle ainsi que celles qui seront constituées à l'avenir.

Comme les sociétés de prêt fédérales sont régies par la même loi que les sociétés de fiducie fédérales, nous référons le lecteur à la section traitant des sociétés de fiducies fédérales⁷¹ sous réserve du fait qu'une société de prêt fédérale ne peut exercer aucune activité de nature fiduciaire (412 LFF), sauf suite à une fusion avec une entreprise qui exerce de telles activités ou par l'intermédiaire d'une filiale, ni utiliser les termes «fiduciaire», «fiduciary», «fiducie», «trust ou trustco»(41 LFF).

1.2.3.3 Sociétés de prêt d'une autre province

Chaque province a adopté sa propre législation régissant les sociétés de prêt, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve qui ne possèdent que des lois prévoyant l'obtention de permis par les sociétés extra-provinciales désirant y faire affaires. Ces lois visent à veiller à la solvabilité de ces sociétés.⁷²

Les sociétés de prêt ou d'épargne faisant affaires au Québec peuvent donc être constituées et régies en vertu des lois d'une autre province. L'étude de ces différentes législations déborde largement l'objet du présent rapport. Il convient cependant de noter que les sociétés de prêt ou d'épargne des autres provinces doivent obtenir un permis pour faire affaires au Québec; nous verrons à la section suivante les modalités pour l'obtention de ce permis.

Les sociétés d'épargne québécoises et les sociétés de prêt fédérales doivent également obtenir un permis afin d'exercer leurs activités dans une autre province. Dans le cas de toutes les provinces canadiennes, l'obtention de ce permis est une condition préalable à l'exercice de quelque activité que ce soit.

1.2.3.4 Permis pour faire affaires au Québec

Les conditions requises pour l'obtention d'un permis du Québec par une société de prêt ou d'épargne étant semblables à celles requises pour l'obtention d'un permis par une société de fiducie, nous référons le lecteur à la section 1.2.2.4 traitant du permis exigé d'une société de fiducie pour faire affaires au Québec.⁷³

1.2.4 Les caisses d'épargne et de crédit

Comme nous l'avons vu dans la partie de ce rapport traitant de l'origine constitutionnelle du partage de juridiction, les tribunaux ont reconnu aux législateurs provinciaux l'autorité pour légiférer sur les caisses d'épargne et de crédit. En fait, ce sont les provinces qui ont jusqu'à maintenant légiféré davantage pour réglementer ces institutions financières. Seulement certaines associations de caisses d'épargne et de crédit situées à l'extérieur du Québec communément appelées «Credit Union» ont jusqu'à maintenant adhéré à la «Canadian Co-operative Credit Society Limited»⁷⁴ qui est régie par la loi fédérale. Considérant le fait que toutes les caisses d'épargne et de crédit faisant affaires au Québec sont constituées en vertu des lois du Québec, nous ne ferons que mentionner la loi fédérale applicable dans ce domaine et nous ne traiterons pas des «Credit Unions» des autres provinces.

1.2.4.1 Caisses d'épargne et de crédit québécoises

La *Loi sur les caisses d'épargne et de crédit* (la «Loi des caisses» ou «LC») du Québec est entrée en vigueur le 15 mars 1989. Les caisses d'épargne et de crédit sont des coopératives autonomes appartenant à leurs membres, orientées par eux, administrées et contrôlées par leurs représentants élus. Chacune d'elle constitue une entité juridique distincte. À ce jour on en dénombre 1 334 réparties sur tout le territoire du Québec. En vertu de cette loi, chaque caisse doit s'affilier une fédération (11 LC), sauf décision contraire du ministre (13 LC). Les caisses qui font partie du Mouvement Desjardins se sont regroupées au sein de onze fédérations, qui se sont elles-mêmes associées sur le plan provincial pour former une confédération, soit la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec (la «Confédération»). La Confédération est régie par la Loi des caisses et sa loi constitutive.⁷⁵ Une seule caisse d'épargne et de crédit n'est pas membre du Mouvement Desjardins, soit Les Mutuellistes Caisse d'épargne et de crédit.

Les caisses d'épargne et de crédit ont pour objet de recevoir les économies de leurs membres en vue de les faire fructifier, de consentir du crédit à leurs membres, de favoriser la coopération entre leurs membres et avec d'autres organismes coopératifs et de promouvoir l'éducation économique, sociale et coopérative (3 LC). Une caisse d'épargne et de crédit a la pleine jouissance des droits civils dans la réalisation de ses objets et peut faire avec toute personne les opérations utiles à son bon fonctionnement et à la réalisation de ses objets (211 LC). Une caisse d'épargne et de crédit peut également exercer certaines activités complémentaires autorisées par la Loi des caisses (213 et suiv. LC).

Les fédérations sont également des coopératives qui ont pour objet, en plus de ceux prévus pour une caisse, de protéger les intérêts des caisses qui leurs sont affiliées, de favoriser la réalisation de leurs objets et de promouvoir leur développement, d'agir comme organisme de surveillance et de contrôle des caisses qui leurs sont affiliées, de fournir aux caisses qui leurs sont affiliées divers services d'éducation, d'assistance technique et de consultation, et d'administrer les fonds dont la Loi des caisses prévoit la constitution (4 LC).

La Loi des caisses contient un ensemble de règles régissant l'activité des caisses d'épargne et de crédit, des fédérations et de la Confédération. Elle contient des dispositions élaborées sur le lieu du siège social, la constitution et l'organisation d'une caisse d'épargne et de crédit, d'une fédération ou de la Confédération et des règles relatives au capital social. On retrouve également dans la Loi des caisses des règles régissant les assemblées des membres, des dispositions régissant la constitution et les devoirs du conseil d'administration, de la commission de crédit et du conseil de surveillance et des règles relatives aux transactions entre apparentées. La Loi des caisses contient également des règles régissant la capitalisation, l'octroi de crédit, les placements, les garanties qui peuvent être obtenues, les niveaux de liquidité à maintenir, l'emploi des trop-perçus annuels, les registres qui doivent être tenus et la vérification des livres.

Les caisses, les fédérations et la Confédération étant des coopératives, elles ne peuvent individuellement détenir le contrôle les unes des autres.

Le Mouvement Desjardins, par l'intermédiaire de la Confédération et de la Caisse centrale Desjardins du Québec, maintient des relations avec plusieurs organisations coopératives au Canada et à l'étranger. La Fédération des caisses populaires du Manitoba Inc., la Fédération des caisses populaires de l'Ontario Inc. et la Fédération des caisses populaires acadiennes Ltée sont devenues en 1989 membres auxiliaires de la Confédération.

1.2.4.2 Associations coopératives de crédit fédérales

Les associations coopératives de crédit fédérales sont actuellement régies par la *Loi sur les associations coopératives de crédit*. Une nouvelle *Loi sur les associations coopératives de crédit*⁷⁶ qui propose une nouvelle législation modernisant la réglementation applicable aux associations coopératives de crédit fédérales a été sanctionné le 13 décembre 1991 et son entrée en vigueur est présentement prévue pour juin 1992. Cette nouvelle loi régira toutes les associations coopératives de crédit fédérales régies par la loi actuelle ainsi que celles qui seront constituées à l'avenir.

1.2.5 La protection des déposants

Afin de protéger les dépôts du public auprès des institutions de dépôt, les législateurs fédéral et québécois ont établi des régimes d'assurance-dépôts garantissant à toute personne qui fait un dépôt auprès d'une institution de dépôt le remboursement de ce dépôt et des intérêts courus, à leur échéance respective, dans le cas où il serait constaté que l'institution de dépôt est dans l'impossibilité de le faire. La garantie offerte par la Régie de l'assurance-dépôt du Québec

s'applique aux dépôts faits ou remboursables seulement à l'intérieur du Québec. Les dépôts faits à l'extérieur du Québec sont garantis par la Société d'assurance-dépôts du Canada.

1.2.5.1 Régie de l'assurance-dépôts du Québec

a) Constitution et fonctionnement

La Régie de l'assurance-dépôts du Québec (la «Régie») a été constituée en vertu de la *Loi sur l'assurance-dépôts* («LADQ») afin de régir la sollicitation et la réception de dépôts d'argent du public, de garantir le paiement des dépôts d'argent, de gérer le fonds d'assurance-dépôts et d'administrer le régime de permis établi par la loi (2.1 LADQ). Elle est un agent de la Couronne du chef du Québec (5 LADQ) et son siège social est situé dans la ville de Québec (3 LADQ). La Régie maintient un fonds d'assurance-dépôts pour l'exécution de son obligation de garantie et pour l'exécution de ses pouvoirs spéciaux (52 LADQ). Si les ressources de la Régie s'avèrent insuffisantes, le ministre des Finances du Québec peut faire des avances à la Régie ou garantir le paiement des engagements de la Régie le tout jusqu'à concurrence de 700 000 000 \$ (53 à 55 LADQ).

b) Permis

Une institution de dépôts, autre qu'une banque, ne peut solliciter des dépôts d'argent du public ou en recevoir à moins d'obtenir un permis de la Régie (24 LADQ). La Régie n'émet des permis qu'à une institution inscrite auprès de la Régie, soit de façon générale, une caisse d'épargne et de crédit, une société de fiducie ou une société d'épargne peu importe son lieu de constitution (28 LADQ).

c) Garantie des dépôts d'argent

La Régie garantit à toute personne qui fait un dépôt d'argent à une institution qui détient un permis le paiement du capital et des intérêts courus sur ce dépôt jusqu'à concurrence d'une somme de 60 000 \$. Certains dépôts sont considérés comme distincts et sont garantis jusqu'à concurrence de 60 000 \$ par personne, par institution.⁷⁷ Certains de ces dépôts sont les suivants:

- l'ensemble des dépôts dans un RÉER au nom d'une même personne;
- l'ensemble des dépôts dans un FERR au nom d'une même personne;
- les dépôts conjoints.

La garantie est également applicable aux dépôts faits au Québec dans une banque. Cette garantie ne s'applique pas aux dépôts d'argent qui sont faits à l'extérieur du Québec, ni à ceux qui sont payables uniquement à l'extérieur du Québec. Elle ne s'applique pas non plus aux dépôts d'argent qui sont faits ou payables en une autre monnaie que la monnaie canadienne

(33.1 LADQ). Suite à un accord intervenu entre la Régie et la Société d'assurance de dépôts du Canada, les dépôts faits au Québec dans une autre institution de dépôts fédérale sont assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada qui rembourse en définitive toutes les indemnités pouvant devenir payable par la Régie sur de tels dépôts.⁷⁸

L'obligation de garantie de la Régie est exécutoire lorsque, entre autres, l'institution de dépôts est en liquidation ou a fait cession de ses biens et que la Régie constate que cette institution de dépôts est dans l'impossibilité d'effectuer à échéance un paiement visé par la garantie (34.1 LADQ).

1.2.5.2 Société d'assurance-dépôts du Canada

a) Constitution et Fonctionnement

De son côté, la Société d'assurance-dépôts du Canada (la «SADC») a été constituée en vertu de la *Loi constituant la Société d'assurance-dépôts du Canada* («LADC») afin de fournir une assurance contre les risques de perte totale ou partielle de dépôts auprès de ses institutions membres et de minimiser ses propres possibilités de pertes (7 LADC). La SADC est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada et son siège social est situé à Ottawa (3 LADC). Elle peut aussi constituer des bureaux et nommer des mandataires sur tout le territoire canadien (4 LADC). Avec les primes qu'elle perçoit auprès de ses membres, la SADC maintient un fonds pour l'exécution de ses obligations (20 LADC). Le ministre des Finances du Canada peut aussi consentir des avances sous forme de prêts à la SADC jusqu'à concurrence d'un montant de trois milliards de dollars (42 LADC). Une disposition du projet de loi fédérale C-48 vise à augmenter cette limite à six milliards de dollars.⁷⁹

b) Membres

Les législations régissant les institutions de dépôts fédérales exigent que celles-ci soient membres de la SADC.⁸⁰ Ainsi les banques, les sociétés de fiducie fédérales et les sociétés de prêt fédérales ont la qualité d'institutions fédérales et la SADC assure leurs dépôts (9 LADC). De plus les institutions de dépôts québécoises faisant affaires à l'extérieur du Québec doivent également devenir membres de la SADC pour assurer les dépôts qu'elles reçoivent dans les autres provinces puisque ces dépôts ne sont pas assurés par la Régie. L'accord entre la SADC et la Régie prévoit des arrangements de réciprocité afin de faciliter l'administration des garanties offertes par les deux organismes, d'éviter toute duplication de garantie et d'assurance de dépôts et toute duplication d'inspection et de surveillance. Ainsi, même si la Régie assure les dépôts faits dans une institution de dépôts fédérale au Québec, la SADC assume la responsabilité ultime de toutes les indemnités pouvant devenir payables en vertu de l'assurance offerte par la Régie.

c) Assurance-dépôts

La SADC assure tous les dépôts (capital et intérêts courus) faits à une institution membre jusqu'à concurrence de 60 000 \$ mais n'assurera pas les dépôts payables à l'étranger ou en devises étrangères et les dépôts dont le gouvernement canadien serait créancier privilégié (12 LADC).

La SADC peut assurer les dépôts détenus par une institution provinciale, y compris une institution québécoise, si celle-ci est membre de la SADC et qu'elle est autorisée à demander une police d'assurance-dépôts par sa province d'origine et consent à ne pas exercer des pouvoirs notablement différents de ceux que peut exercer une société de fiducie et une société de prêt en vertu de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* (17 LADC).

d) Sauvegarde de la stabilité du système financier

Contrairement à la Régie dont le rôle se limite à la protection des déposants, la SADC a également pour mission d'encourager la stabilité et la compétition du système financier canadien (7 LADC). Pour lui permettre de réaliser cette mission, la SADC dispose de certains pouvoirs d'intervention plus importants que ceux dont dispose la Régie. Ces pouvoirs lui permettent notamment de constituer une personne morale ou d'en acquérir les actions (10(2) LADC). Si le Projet de loi C-48 est adopté et entre en vigueur, les actions et les dettes subordonnées d'une institution membre de la SADC qui, de l'avis du Surintendant, aura cessé d'être viable ou sera sur le point de l'être, pourront être dévolues à la SADC par décret sans intervention des tribunaux.⁸¹ Suite à l'entrée en vigueur d'un tel décret, la SADC aura le pouvoir de restructurer l'institution en difficulté par voie de fusion, d'aliénation de ses actions ou de ses actifs ou en changeant la nature de ses activités.⁸²

1.2.5.3 Comparaison des régimes de protection

La protection offerte aux déposants par la Régie et la SADC est, en général, identique. Cependant, si des montants d'assurance deviennent exigibles, la SADC possède le pouvoir de verser, en sus des montants qu'elle est tenue de payer, des intérêts sur les montants dus afin de tenir compte de la période d'attente entre la date de l'ordonnance de liquidation de l'institution et le paiement des montants exigibles (14(2.4) LADC). La LADQ ne confère pas à la Régie un tel pouvoir.

Bien que le gouvernement fédéral puisse avancer à la SADC des sommes beaucoup plus importantes que celles que le gouvernement provincial peut avancer à la Régie, il faut tenir compte du fait que le nombre et la taille des institutions membres de la SADC sont beaucoup plus importants que ceux des institutions qui sont membres de la Régie. Les pouvoirs d'intervention de la SADC pourraient lui permettre dans certains cas d'éviter la faillite d'une institution membre et ainsi protéger les déposants pour le plein montant de leurs dépôts.

Sous réserve de ce qui précède, on peut conclure qu'il y a équivalence de protection entre les dépôts effectués par des québécois auprès d'institutions non-inscrites auprès de la Régie mais

membres de la SADC et ceux effectués par les personnes qui ne sont pas des résidents québécois auprès d'une institution de dépôt québécoise inscrite auprès de la Régie.

1.3 La réglementation des sociétés d'assurance

Le législateur fédéral et les législateurs provinciaux ont chacun adopté leur propre législation réglementant la constitution et les activités de sociétés ou compagnies d'assurance. Il existe certaines distinctions importantes entre les compagnies d'assurance de dommages et les compagnies d'assurance de personnes en raison de la nature très différente des produits d'assurance offerts. Sauf pour de rares exceptions, il est d'ailleurs impossible pour un assureur d'offrir à la fois de l'assurance de dommages et de l'assurance de personnes.⁸³ Dans un premier chapitre nous traiterons des compagnies d'assurance québécoises, des sociétés d'assurance fédérales, des sociétés d'assurance des autres provinces, des sociétés d'assurance étrangères et des conditions pour obtenir un permis d'assureur au Québec. Dans chacun des cas nous ferons ressortir les différences dans le traitement applicable aux sociétés d'assurance de dommages et aux sociétés d'assurance de personnes. Dans un deuxième chapitre nous traiterons du régime de protection mis en place par les assureurs pour le bénéfice des assurés autant en matière d'assurance de dommages qu'en matière d'assurance de personnes. Pour les fins de ce rapport, nous n'avons pas cru opportun de traiter des règles particulières s'appliquant spécifiquement à l'administration et à la conduite des affaires des mutuelles d'assurance.

1.3.1 Les compagnies et les sociétés d'assurance

1.3.1.1 Compagnies d'assurance québécoises

Les compagnies ou mutuelles d'assurance québécoises sont régies par la *Loi sur les assurances* (la «Loi québécoise sur les assurances» ou «LAQ»). La liste des compagnies et mutuelles d'assurance québécoises se trouve jointe au présent rapport à titre d'annexe D.

a) Constitution et organisation

Une compagnie d'assurance québécoise est constituée en vertu de la Partie I de la *Loi sur les compagnies*. Une société d'assurance fédérale ou d'une autre province peut aussi continuer son existence en compagnie d'assurance québécoise comme si elle avait été constituée conformément à la Loi québécoise sur les assurances si la loi qui la gouverne le lui permet (200.1 LAQ). Une compagnie d'assurance québécoise ne peut commencer ses opérations d'assurance au Québec que si son capital versé est d'au moins 3 000 000 \$ et qu'un permis d'assureur lui a été délivré (27 et 201 LAQ). Au moins 85 % du montant versé à une telle compagnie à titre de souscription d'actions avant qu'un permis soit délivré doit être déposé au Québec dans une institution de dépôts inscrite au sens de la *Loi sur l'assurance-dépôts* (29 LAQ).

b) Administration

Une compagnie d'assurance québécoise est tenue de maintenir son siège social au Québec (24(d) LAQ) et d'avoir au moins sept administrateurs (54 LAQ). Le trois quarts des administrateurs doivent être de citoyenneté canadienne et la majorité des administrateurs doivent résider au Québec (54 LAQ). Les intermédiaires de marché en assurance traitant avec une compagnie d'assurance québécoise ainsi que les administrateurs ou dirigeants d'une corporation traitant avec la compagnie d'assurance en pareille qualité ne peuvent être administrateurs d'une compagnie d'assurance québécoise. Les personnes détenant des actions de la compagnie attribuées ou transférées en contravention aux règles concernant la propriété prévues à la Loi québécoise sur les assurances (57 LAQ) sont également inéligibles. Au plus deux tiers des administrateurs peuvent faire partie du même groupe qu'une compagnie d'assurance québécoise et au moins un tiers des administrateurs doivent être indépendants de la compagnie d'assurance (59 LAQ). Notons que pour une compagnie québécoise d'assurance de personnes qui offre des polices d'assurances avec participation aux bénéfices, au moins le tiers des membres du conseil d'administration doivent être élus par les porteurs de polices avec participation présents à l'assemblée générale au cours de laquelle les administrateurs sont élus, à raison d'une voie par porteur de polices (55 LAQ).

Les assemblées d'actionnaires d'une compagnie d'assurance québécoise se tiennent au Québec.⁸⁴ Lors de l'assemblée annuelle, les actionnaires nomment un vérificateur pour vérifier les livres et comptes de la compagnie. Ce vérificateur doit être un comptable membre d'un institut ou d'une association de comptables constituée en vertu des lois d'une province canadienne (291 et 293 LAQ).

c) Activités et pouvoirs

La compagnie d'assurance québécoise peut exercer les droits et privilèges que stipule le Code civil à l'égard des corporations.⁸⁵ Elle peut exercer à l'extérieur du Québec tous les droits et pouvoirs que lui reconnaissent ou confèrent les lois des autres provinces ou des pays étrangers.

Il est à noter que, sauf pour quelques exceptions très limitées, aucune compagnie d'assurance québécoise ne peut pratiquer au Québec à la fois l'assurance de dommages et l'assurance de personnes (203 LAQ).

En plus de ses activités d'assureur, une compagnie d'assurance québécoise peut agir comme fiduciaire, fournir le financement des primes d'assurance et des cotisations de rente, offrir des services de dépôt et de garde de valeurs, offrir en vente les produits d'une institution financière, faire du crédit-bail et gérer des immeubles (33.1 LAQ). Lorsqu'une activité autre que l'assurance générale représente plus de 2 % des revenus bruts d'une compagnie d'assurance québécoise, la ministre déléguée aux Finances peut requérir que la compagnie constitue une filiale pour exercer cette activité (33.3 LAQ).

d) Propriété

Le contrôle d'une compagnie d'assurance québécoise est réglementé. Ainsi, sauf avec l'autorisation écrite de la ministre déléguée aux Finances, une personne, seule ou avec des personnes qui lui sont liées, ne peut se voir conférer 10 % ou plus des actions votantes d'une compagnie d'assurance québécoise si elle ne contrôle pas déjà la compagnie. Par contrôle, on entend la possibilité pour une personne de pouvoir élire la majorité des administrateurs de la compagnie d'assurance (1.1 LAQ). Dans le cas où une telle personne possède déjà des actions mais ne contrôle pas la compagnie d'assurance, elle ne peut se voir conférer 10 % ou un multiple de 10 % des actions de la compagnie d'assurance, sauf avec l'autorisation écrite de la ministre. Finalement, une telle personne ne peut se voir conférer un nombre d'actions qui lui donnerait le contrôle de la compagnie à moins d'obtenir l'autorisation écrite de la ministre. Il y aura suspension de droit de vote si la corporation qui contrôle une compagnie d'assurance procède à une attribution de ses actions votantes ayant pour effet de violer indirectement ces règles. L'autorisation de la ministre n'est pas requise si les actions transférées sont inscrites à une bourse reconnue et que l'effet du transfert n'est pas de conférer ou changer le contrôle d'une compagnie d'assurance québécoise (43 LAQ).

En matière de propriété par des non-résidents, la Loi québécoise sur les assurances prévoit qu'un non-résident, seul ou avec les personnes qui lui sont liées, ne peut détenir plus de 30 % des actions votantes d'une compagnie d'assurance, sauf avec l'autorisation écrite de la ministre déléguée aux Finances. Il y aura suspension du droit de vote relativement aux actions de la compagnie d'assurance dans le cas où une corporation fédérale ou provinciale qui contrôle une compagnie d'assurance procède à une attribution de ses actions votantes contrairement à cette règle sans avoir obtenu l'autorisation écrite de la ministre. L'autorisation n'est pas requise si les non-résidents et les personnes qui leur sont liées contrôlent déjà la compagnie d'assurance ou la corporation qui la contrôle (44 à 46 LAQ).

Dans le cas où l'attribution des actions de la compagnie d'assurance est faite contrairement aux règles régissant la propriété des compagnies d'assurance québécoises, les personnes à qui sont attribuées ces actions ne pourront exercer leur droits de vote sur les actions de la compagnie d'assurance dont l'attribution est illégale (50.4 LAQ).

e) Autres particularités

En matière de placements, une compagnie d'assurance québécoise a le devoir de placer ou prêter ses fonds comme le ferait en pareilles circonstances une personne prudente et raisonnable et d'agir avec honnêteté et loyauté dans le meilleur intérêt de ses assurés, actionnaires ou membres (244 LAQ). La compagnie d'assurance doit garder à toute époque au Canada et sous son propre contrôle un actif égal à la valeur réelle de ses engagements envers ses assurés au Canada. De plus, cet actif doit être investi au Canada pour au moins les 2/3 de la valeur réelle de ces engagements dont une partie au Québec (269 LAQ). La Loi québécoise sur les assurances prévoit également certaines prohibitions quant aux types d'investissements que peut faire une compagnie d'assurance québécoise ainsi que des limites à respecter (245 LAQ). Elle prévoit

aussi certaines restrictions à l'égard d'opérations que peut faire une compagnie d'assurance québécoise ou sa filiale avec des personnes ayant des liens étroits avec elle (285.17 et suiv. LAQ).

Une compagnie d'assurance québécoise est tenue de maintenir un actif supérieur à son passif selon certaines normes d'évaluation (275 LAQ) et des réserves suffisantes pour garantir ses obligations envers ses assurés pour un montant tel que déterminé par l'actuaire ou par un autre expert (309 et 277 LAQ). Tout assureur doit maintenir au moins un compte distinct relativement à chaque catégorie d'assurance qui fait l'objet de son activité (287 LAQ).

De plus lorsqu'une compagnie québécoise d'assurance de personnes contracte des engagements variant selon la valeur marchande d'un groupe déterminé d'avoirs, celle-ci doit maintenir ces avoirs en un ou plusieurs groupes distincts de ses autres biens. Elle ne pourra employer ces avoirs que pour remplir ses engagements (280 LAQ) de même que l'excédent de ces groupes distincts sous réserve des limites prévues par la Loi québécoise sur les assurances (281-282 LAQ).

1.3.1.2 Sociétés d'assurance fédérales

Les sociétés et mutuelles d'assurance fédérales sont actuellement régies par la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques*. La nouvelle *Loi sur les sociétés d'assurance*⁸⁶ qui propose une nouvelle législation modernisant la réglementation applicable aux sociétés d'assurance fédérales a été sanctionné le 13 décembre 1991 et son entrée en vigueur est présentement prévue pour juin 1992. Cette nouvelle loi régira toutes les sociétés d'assurance fédérales régies par la loi actuelle ainsi que celles qui seront constituées à l'avenir. Pour fins de commodité et, si l'on peut dire, pour assurer l'actualité du présent rapport, notre analyse portera uniquement sur les dispositions de la nouvelle loi sanctionnée le 13 décembre 1991 (la «Loi fédérale sur les assurances» ou «LAF»). La liste des sociétés d'assurance fédérales est jointe au présent rapport à titre d'annexe E.

a) Constitution et organisation

La constitution d'une société d'assurance fédérale peut être demandée par toute personne, y compris une entité étrangère (22 LAF). Cependant, un gouvernement, un de ses organismes ou une entité étrangère qu'il contrôle ne peut demander une telle constitution (23 LAF). Une société étrangère peut constituer une filiale exerçant des activités d'assurance au Canada si la loi de son pays d'origine permet également à une société d'assurance fédérale de faire affaires dans ce pays elle-même ou par l'intermédiaire de filiales (24 LAF). Une personne morale (canadienne ou étrangère) qui veut exercer des activités d'assurance au Canada peut demander sa prorogation pour être régie par la Loi fédérale sur les assurances (32 LAF). Le gouvernement fédéral peut faciliter une telle prorogation en autorisant une société ainsi prorogée sous le régime de la Loi fédérale sur les assurances à tenir à l'étranger les livres et registres qui devraient normalement être tenus au Canada et à traiter à l'étranger les renseignements se rapportant à leur tenue et à leur conservation (38(1)(f) LAF).

Une société d'assurance fédérale ne peut exercer ses opérations d'assurance au Canada que si son capital versé est d'au moins 10 000 000 \$ (57 LAF). Les montants reçus par une société d'assurance fédérale avant le début de ses opérations, à titre de souscription à des actions du capital de la société, sont déposés au Canada dans une autre institution financière canadienne acceptant des dépôts ou placés dans des titres du gouvernement du Canada ou du gouvernement d'une province (56 LAF). Une société d'assurance fédérale peut avoir plusieurs catégories d'actions dont nécessairement une catégorie d'actions ordinaires (64 LAF) et elle peut émettre des débentures non garanties par voie de souscription publique en vertu d'un acte de fiducie (317 et suiv. LAF). Au moins un des fiduciaires nommés dans un tel acte de fiducie doit être constitué sous le régime d'une loi canadienne (323 LAF).

b) Administration

La Loi fédérale sur les assurances prévoit de nombreuses dispositions régissant l'administration d'une société d'assurance fédérale. Ainsi, qu'une société d'assurance fédérale doit maintenir en permanence un siège social au Canada (260 LAF). Les livres de la société, incluant notamment le registre central des valeurs mobilières (274(1) LAF), sont habituellement conservés à ce siège social ou en tout autre lieu au Canada convenant au conseil d'administration (262(1) LAF). La société doit, de plus, conserver et traiter au Canada tous les renseignements ou données se rapportant à la tenue et à la conservation de ses livres sauf si elle en est dispensée par le Surintendant des institutions financières (268 LAF).

Le conseil d'administration d'une société d'assurance fédérale est composé d'au moins sept administrateurs dont au moins la moitié, dans le cas d'une filiale d'une entité étrangère, et les trois-quarts pour les autres cas, doivent, au moment de leur élection, être résidents canadiens (167 LAF). Au moins un tiers des administrateurs d'une société d'assurance fédérale doivent être indépendants de la société (171 LAF) et au plus 15 % des administrateurs peuvent être des employés de la société d'assurance fédérale ou de l'une de ses filiales (172 LAF). Les personnes qui sont des employés ou des membres d'un gouvernement ne peuvent être administrateurs d'une société d'assurance fédérale (168(1) LAF). Pour délibérer en conseil, au moins les trois-quarts des administrateurs présents doivent être résidents canadiens sous réserve du fait que dans le cas d'une filiale d'une entité étrangère, cette exigence est réduite à la moitié des administrateurs présents (192 LAF). Au niveau des dirigeants, on peut noter que le chef de la direction d'une société d'assurance fédérale doit résider habituellement au Canada (205 LAF).

Les assemblées d'actionnaires d'une société d'assurance fédérale et les assemblées d'assurés d'une société mutuelle d'assurance fédérale se tiennent au Canada (140 LAF). Lors des assemblées annuelles, les actionnaires de la société ou les membres de la mutuelle doivent nommer un vérificateur qui doit résider au Canada (338 LAF) et un actuaire qui doit être «Fellow» de l'Institut Canadien des Actuaires (359 LAF). Le rapport de l'actuaire sera d'ailleurs annexé à l'état annuel de la société d'assurance fédérale (667 LAF).

Une société d'assurance fédérale est tenue de maintenir, pour son fonctionnement, des éléments d'actif dont la valeur est déterminée par règlements adoptés par le gouvernement (517 LAF).

c) Activités et pouvoirs

Une société d'assurance fédérale possède la capacité d'une personne physique et peut exercer son activité sur l'ensemble du territoire canadien et à l'extérieur du Canada dans les limites prévues par les règles de droit des pays étrangers où elle exerce ses activités (15 LAF). Elle peut en plus exercer à l'étranger des activités reliées à l'informatique (441 LAF). Cependant, une société d'assurance fédérale ne peut exercer certaines activités que par l'intermédiaire d'une filiale (496 LAF). Ces activités comprennent notamment l'activité de fiduciaire (467 LAF), l'acceptation de dépôts d'argent (468 LAF) et le commerce des valeurs mobilières (469 LAF). Par ailleurs, il est interdit à une société fédérale d'assurance de dommages d'exercer des activités de crédit-bail (479 LAF) alors qu'une société fédérale d'assurance de personnes peut exercer une telle activité elle-même (476 LAF) ou par l'intermédiaire d'une filiale (496 LAF).

Une société d'assurance fédérale ayant des polices en cours au Canada doit devenir et demeurer membre d'une association d'indemnisation des assurés (449 LAF).⁸⁷

d) Propriété

Chaque société d'assurance fédérale ayant des capitaux propres d'au moins 750 000 000 \$ doit, entre autres, avoir un nombre d'actions cotées et négociables dans une bourse reconnue au Canada conférant au moins 35 % des droits de vote attachés à l'ensemble des actions de la société en circulation. La société qui a des capitaux propres d'au moins 750 000 000 \$ au moment de l'entrée en vigueur de la Loi fédérale sur les assurances, a cinq ans à compter de cette date pour respecter cette exigence. Dans le cas de toute autre société d'assurance fédérale, la date applicable pour le respect de cette exigence se situe cinq ans après la première assemblée annuelle des actionnaires et titulaire de police de celle-ci suivant le moment où les capitaux propres de la société d'assurance atteignent 750 000 000 \$ (411 et 416 LAF).

Une personne ne peut acquérir plus de 10 % des actions d'une catégorie d'actions du capital d'une société d'assurance fédérale sans obtenir l'autorisation du ministre des Finances (407 LAF). De plus, lorsqu'une telle opération a pour effet de faire de la société une filiale d'une institution financière étrangère, le ministre des Finances ne donnera son autorisation que si les sociétés d'assurance fédérales ont un traitement aussi favorable dans le pays d'origine de cette entité d'assurance étrangère (420(2) LAF).

En matière de propriété par des non-résidents, la Loi fédérale sur les assurances prévoit certaines restrictions applicables seulement aux sociétés d'assurance de personnes ou «d'assurance-vie». En effet, un non-résident ne peut détenir plus de 10 % des droits de vote attachés à l'ensemble des actions en circulation d'une société fédérale d'assurance de personnes et l'ensemble des actionnaires d'une telle société non-résidents ne peuvent ensemble détenir plus de 25 % des droits de vote attachés à l'ensemble des actions en circulation de la société (429 LAF). Cette restriction ne s'applique pas à une société déjà contrôlée par un non-résident au moment de l'entrée en vigueur de la Loi fédérale sur les assurances ou lors de sa constitution (429(2) LAF).

Elle ne s'applique pas également à un résident américain puisque celui-ci est assimilé à un résident canadien pour les fins de cette disposition (427(2) LAF).

La violation des règles mentionnées aux deux paragraphes précédents entraîne la suspension du droit de vote des actionnaires contrevenants (418 et 430 LAC) et rend ceux-ci inéligibles pour devenir administrateurs de la société (168(e) LAC).

Un gouvernement ou un de ses mandataires ou organismes ne peut détenir des actions dans le capital d'une société d'assurance fédérale, à moins qu'il ait le contrôle d'une institution étrangère qui contrôle une société d'assurance fédérale (428 LAF). Notons cependant que la définition de mandataire d'un gouvernement ne comprend pas une entité exerçant des fonctions touchant à l'administration, la gestion ou au placement d'un fonds établi pour la pension comme, par exemple, la Caisse de dépôts et placement du Québec (427 LAF).

e) Autres particularités

En matière de placements, une société d'assurance fédérale est tenue de se conformer aux principes et aux normes qu'une personne prudente appliquerait dans la gestion d'un portefeuille de placements et de prêts afin d'éviter des risques de pertes indues et d'assurer un juste rendement (493 LAF). Notons que les pourcentages maximums d'investissement prévus dans la Loi fédérale sur les assurances pour les sociétés d'assurance de dommages et les sociétés d'assurance de personnes sont parfois différents. Les opérations entre une société d'assurance fédérale et les personnes ayant des liens étroits avec elle sont fortement restreintes (519 et suiv. LAF). La réassurance est cependant possible avec un apparenté qui est une société étrangère (524 LAF).

La société fédérale d'assurance de personnes est tenue de maintenir pour son fonctionnement un capital suffisant ainsi que des formes de liquidités suffisantes et appropriées conformément aux règlements adoptés par le gouvernement (516 LAC).

En plus des autres moyens dont il dispose pour assurer le respect de la Loi fédérale sur les assurances (notamment par des examens, enquêtes, et décisions), le Surintendant des institutions financières a le pouvoir de prendre contrôle d'une société d'assurance fédérale qui ne se conforme pas aux dispositions de la Loi fédérale sur les assurances et de s'adresser au tribunal pour demander sa liquidation ou dissolution (664 et suiv. LAF).

1.3.1.3 Sociétés d'assurance d'une autre province

Les autres provinces canadiennes ont également adopté leur propre législation sur les assurances sur la base d'un cadre de réglementation uniforme qui a été repris presque entièrement dans chaque province.⁸⁸ L'étude de ces différentes législations déborde largement l'objet du présent rapport. Il convient cependant de noter que les assureurs des autres provinces doivent obtenir un permis pour faire affaires au Québec; nous traiterons des modalités de l'obtention de ce permis dans la section 1.3.1.5. La liste de sociétés d'assurance constituées en vertu des lois des

autres provinces du Canada et faisant affaires au Québec est jointe au présent rapport à titre d'annexe F.

Chacune des autres provinces exigent que les assureurs qui désirent exercer des activités d'assurance sur son territoire obtiennent un permis d'assureur émis par la province en question. Comme au Québec et au fédéral, chaque province a aussi un organisme de surveillance auquel doivent se soumettre les compagnies d'assurance. Dans tous les cas, l'assureur doit, aux fins de rencontrer les critères de solvabilité, déposer auprès de l'organisme de surveillance certaines sommes déterminées par règlement. Il existe une grande coopération entre la juridiction fédérale et les juridictions provinciales à l'égard des normes concernant les dépôts et les critères de solvabilité. Par exemple, la Nouvelle-Ecosse s'en remet totalement à la surveillance effectuée par le fédéral sur la solvabilité des assureurs faisant affaires dans cette province. En pratique, les autres provinces acceptent elles aussi les normes fédérales et font en sorte qu'une société d'assurances pourra obtenir une exemption dans ces provinces si elle se conforme aux exigences fédérales.⁸⁹ La loi ontarienne prévoit d'ailleurs le remboursement du dépôt d'un assureur en Ontario dans le cas où la société s'est conformée aux exigences semblables de la législation fédérale ou d'une autre province.⁹⁰

Comme les autres provinces acceptent les normes fédérales, il peut s'avérer pratique pour une société d'assurance d'obtenir d'abord un permis d'assurance ou de se constituer en vertu de la Loi fédérale sur les assurances pour ensuite demander l'émission de permis aux autorités compétentes de chaque province où elle entend exercer ses activités.

1.3.1.4 Sociétés d'assurance étrangères

Une société d'assurance constituée ailleurs qu'au Canada incluant les Lloyds (572 et 574 LAF) ne peut garantir des risques au Canada sans avoir obtenu l'autorisation du surintendant fédéral. Cependant, une telle autorisation n'est pas nécessaire pour toute activité relative à l'exécution au Canada de contrats d'assurance conclus à l'étranger avec des personnes qui ne résident pas au Canada au moment de l'émission de la police. Le surintendant ne peut permettre l'exercice à la fois de l'assurance de personnes et de branches d'assurances reliées aux dommages (590 LAF).

Une société d'assurance étrangère doit nommer un agent principal qui doit résider habituellement au Canada (580(3) LAF).

Une société d'assurance étrangère est tenue de nommer un actuaire à l'égard de ses opérations d'assurance au Canada. Cet actuaire doit être un «Fellow» de l'Institut Canadien des Actuaires et être résident canadien (623 et 624 LAF). Une société étrangère doit également nommer un vérificateur à l'égard de ses opérations d'assurance au Canada. Ce vérificateur doit résider habituellement au Canada et être indépendant de la société étrangère et de son agent principal (633 et 634 LAF).

Si la société d'assurance étrangère a des polices en cours au Canada, elle doit devenir membre d'une société d'indemnisation des assurés (592 LAF). Elle doit constituer une caisse séparée pour des polices émises, reçues ou gardées au Canada (593 LAF). Les caisses sont composées d'éléments d'actif situés au Canada (594 LAF).

La société étrangère doit, à l'égard de chaque catégorie d'assurance pour laquelle elle est autorisée à garantir des risques, maintenir des éléments d'actif au Canada dont la valeur totale est calculée conformément aux règlements. Même si elle se conforme à ces règlements, le Surintendant des institutions financières peut, par ordonnance, lui demander d'augmenter son actif au Canada (609 LAF). L'actif que la société d'assurance étrangère est tenue de maintenir est placé en fiducie auprès d'une institution financière canadienne approuvée par le surintendant. Le fiduciaire peut disposer de l'actif au Canada selon les termes de l'acte de fiducie qui le nomme en autant qu'il maintient la valeur de l'actif déterminée par le surintendant (611 LAF).

La société d'assurance étrangère est tenue, en ce qui touche son actif au Canada, de se conformer aux principes, normes et procédures qu'une personne prudente mettrait en oeuvre dans la gestion de portefeuille de placements et de prêts afin, d'une part, d'éviter des risques de pertes indues et, d'autre part, d'assurer un juste rendement (615 LAF). La société d'assurance étrangère doit maintenir des livres comptables distincts pour ses opérations au Canada. Ces livres et documents sont conservés à l'agence principale de la société étrangère au Canada (647 LAF).

La société d'assurance étrangère qui veut mettre fin à ses opérations d'assurance au Canada doit demander par écrit au surintendant la libération de son actif au Canada. Cette libération est subordonnée au rachat ou à la réassurance de ses polices en cours au Canada par une société d'assurance canadienne ou par une autre société d'assurance étrangère agréée aux termes de la *Loi fédérale sur les assurances* qui garantit des risques au Canada, ou à leur transfert à une telle société (650 et 651 LAF).

La liste des sociétés d'assurance étrangères faisant affaires au Québec est jointe au présent rapport à titre d'annexe G.

1.3.1.5 Permis pour faire affaires au Québec

Pour agir au Québec à titre d'assureur, une société d'assurance doit être titulaire d'un permis émanant de l'inspecteur général des institutions financières. Les Lloyds peuvent également obtenir ce permis ainsi que les assureurs qui délivrent des contrats d'assurance réciproques et qui sont constitués en vertu des lois autres que celles du Québec (201 LAQ). L'exigence d'obtenir un permis s'applique aussi aux assureurs qui offrent des contrats d'assurance collective dont certains bénéficiaires résident au Québec. Une compagnie d'assurance n'ayant pas été constituée au Québec et qui possède un permis peut acquérir, détenir et aliéner des biens-fonds au Québec et des créances garanties par eux et aussi les grever de charges réelles (274 LAQ).

Même si la *Loi fédérale sur les assurances* contient des dispositions ayant trait à l'obtention d'un permis pour des sociétés d'assurances provinciales ou étrangères, les tribunaux ont déjà décidé qu'il n'était pas nécessaire pour une société d'assurance étrangère ou d'une province d'obtenir préalablement un tel permis fédéral pour être titulaire d'un permis provincial.⁹¹

Les assureurs qui n'ont pas de bureaux au Québec peuvent émettre des contrats d'assurance sans permis pourvu que ce soit par l'intermédiaire d'un courtier spécial visé dans la *Loi sur les intermédiaires de marché* et sans aucune réclame ni publicité (204 LAQ).

Toute société d'assurance non constituée en vertu d'une loi du Québec a, à l'égard des activités qu'elle exerce au Québec, les droits et obligations d'une compagnie d'assurance québécoise et est tenue de respecter sa loi constitutive si celle-ci est plus restrictive (206 LAQ). Toute compagnie qui n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec et qui n'y a pas son siège social doit, si elle demande un permis nommer un représentant principal au Québec, lequel doit résider au Québec (207 LAQ).

Il est à noter que le législateur québécois s'est gardé le droit d'adopter des règlements pour déterminer, comme condition d'émission ou de renouvellement de permis, la proportion raisonnable de l'actif d'un assureur devant être investi au Québec eu égard à la valeur réelle de ses engagements envers ses assurés au Québec.⁹² Ce pouvoir de réglementation n'a cependant pas encore été exercé.

Pour obtenir son permis, une société d'assurance doit fournir certaines informations à l'inspecteur général des institutions financières et rencontrer certaines exigences. Toutefois, les exigences minimales de capitalisation ne sont exigibles que pour les compagnies qui ont demandé un premier permis après le 20 janvier 1984. L'inspecteur général des institutions financières vérifie également si la société d'assurance se conforme à la législation de sa juridiction d'origine régissant ses activités, avant d'émettre le permis (211 LAQ).

L'obtention du permis est conditionnelle au dépôt d'un cautionnement (224 LAQ). Toutefois la ministre déléguée aux Finances peut relever tout assureur de cette obligation si elle juge équivalent et satisfaisant un cautionnement versé auprès du ministre des Finances du Canada (230 LAQ).

1.3.2 La protection des assurés

1.3.2.1 Sociétés d'assurance de dommages

Au Canada, l'association d'indemnisation des sociétés d'assurance de dommages canadiennes ou étrangères est la Société d'indemnisation en matière d'assurances IARD (la «SIAD»). Cette association est régie par ses documents constitutifs, par son Règlement No. 1. Le siège social de la SIAD est situé dans la ville de Toronto. La SIAD est un organisme privé pan-canadien à charte fédérale financé par les membres de l'industrie de l'assurance de dommages afin de protéger et d'indemniser les détenteurs de polices d'assurance de dommages, jusqu'à concurrence

de 200 000 \$, dans le cas où une des sociétés membres de la SIAD serait insolvable ou serait mise en liquidation.

Tout assureur enregistré auprès du gouvernement du Canada ou titulaire d'un permis d'une province ou d'un territoire peut présenter une demande d'affiliation à la SIAD. Des dispositions prévoient que tout gouvernement provincial ou d'un territoire qui le désire peut conclure une entente de participation avec la SIAD. Dans ce cas, tous les assureurs enregistrés auprès du gouvernement (lorsqu'il s'agit du gouvernement fédéral) ou détenant un permis délivré par celui-ci (lorsqu'il s'agit d'un gouvernement provincial ou d'un territoire) sont tenus de devenir membres de la SIAD.⁹³ Une fois devenu membre, un assureur n'est pas autorisé à mettre fin à son affiliation.

La SIAD couvre de nombreux types d'assurance de dommages, notamment les assurances d'habitations, automobiles et des entreprises, sans toutefois couvrir certaines catégories d'assurance très spécialisées, comme les cautionnements par exemple. Il existe également des exclusions régionales en ce qui concerne l'assurance automobile en Colombie-Britannique, au Manitoba, en Saskatchewan et au Québec, des provinces qui possèdent des régimes d'assurance automobiles étatisés.

1.3.2.2 Sociétés d'assurance de personnes

Au Canada, l'association d'indemnisation des sociétés d'assurance de personnes est la Société canadienne d'indemnisation pour les assurances de personnes (la «SIAP»). Cette association est régie par ses documents constitutifs, par son Règlement No. 1 et par son protocole d'exécution. Le siège social de la SIAP est situé dans la ville de Toronto. La SIAP est un organisme privé pan-canadien à charte fédérale établi depuis 1988 et financé par les membres de l'industrie de l'assurance de personnes afin de protéger et d'indemniser les détenteurs de polices d'assurance de personnes, jusqu'à concurrence de certaines limites, dans le cas où une de ses compagnie membres serait insolvable ou serait mise en liquidation. L'objectif du protocole d'exécution est d'exposer la procédure que doit suivre la SIAP pour effectuer des versements aux titulaires de polices d'un membre insolvable et dont les réclamations ne sont pas autrement payées ou dont le paiement est retardé.

Le Québec rend obligatoire l'adhésion à la SIAP pour l'obtention d'un permis d'assureur.⁹⁴ Tout assureur enregistré auprès du gouvernement du Canada ou titulaire d'un permis d'une province ou d'un territoire peut présenter une demande d'affiliation à la SIAP et cette dernière acceptera la demande. Des dispositions prévoient que tout gouvernement qui le désire peut conclure une entente de participation avec la SIAP. Dans ce cas, tous les assureurs enregistrés auprès du gouvernement (lorsqu'il s'agit du gouvernement fédéral) ou détenant un permis délivré par celui-ci (lorsqu'il s'agit d'un gouvernement provincial ou d'un territoire) sont tenus de devenir membres; par contre, les assureurs qui sont sur le point d'être liquidés ou placés sous le contrôle d'un surintendant ne sont pas autorisés à adhérer à la SIAP. Une fois devenu membre, un assureur n'est pas autorisé à mettre fin à son affiliation.

Pour qu'un contrat soit couvert par la SIAP, il est nécessaire que la police d'assurance de personnes soit établie en devises canadiennes, que le titulaire réside au Canada au moment de l'établissement de la police ou qu'il y réside par la suite et que la police figure dans les registres canadiens de l'assureur membre. Il est également nécessaire que la police ne soit pas couverte en vertu d'une autre entente semblable conclue dans un autre pays.

Tout engagement pris par un assureur membre de la SIAP en vertu d'une police d'assurance de personnes ou en vertu d'un contrat de capitalisation ou de rentes dans le but de verser soit une somme fixe ou un paiement minimal au bénéficiaire, est couvert par la SIAP. La protection offerte par la SIAP est cependant assujettie à certaines limites dont les montants varient généralement entre 60 000 \$ et 200 000 \$ dépendant de l'objet de la police.

1.4 La réglementation des marchés des capitaux

Par réglementation des marchés des capitaux, on entend l'ensemble des règles qui régissent l'appel à l'épargne public et privé par des entreprises et les règles qui régissent le financement de ces entreprises. Le présent chapitre n'a pas pour objectif de discuter des institutions financières comme source de capital.

La réglementation des marchés des capitaux au Canada ne peut être considérée de façon isolée. Les législations sur les valeurs mobilières et les règles des organismes de réglementation et d'autoréglementation mentionnées ci-dessous font partie de l'ensemble de la réglementation de nature économique qui est en vigueur au Canada. Afin d'avoir une idée plus précise de l'ensemble de la réglementation applicable aux marchés des capitaux, on doit tenir compte des lois fédérale et provinciales sur les impôts, des législations fédérales et provinciales régissant les institutions financières et de plusieurs autres législations diverses, dont certaines sont mentionnées dans le présent rapport.

1.4.1 Les organismes de réglementation

Au Canada, les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières sont principalement de juridiction provinciale. Chaque province de même que les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon ont adopté une loi régissant les valeurs mobilières. De plus, les provinces et les territoires ont chacun mis sur pied une commission des valeurs mobilières ou un organisme similaire dont la mission est de favoriser le bon fonctionnement du marché des valeurs mobilières dans leur juridiction territoriale, d'assurer la protection des épargnants, de régir l'information aux épargnants et d'encadrer l'activité des professionnels du marché des valeurs mobilières.

Les gouvernements fédéral et provinciaux ont également adopté des lois régissant la constitution de compagnies qui contiennent des règles qui traitent notamment de l'appel public à l'épargne, des offres publiques d'achat et des transactions d'initiés. De plus, les législations régissant les institutions financières mentionnées précédemment contiennent à l'occasion des règles sur l'appel

public à l'épargne et les transactions d'initiés. Toutes ces exigences s'ajoutent à celles des lois provinciales sur les valeurs mobilières.

On retrouve au Canada six bourses de valeurs qui sont situées à Vancouver, à Calgary, à Winnipeg, à Toronto (deux) et à Montréal. Les bourses sont des organismes privés d'autoréglementation dont la constitution a été autorisée par la législation provinciale. Ces bourses ont toutes adopté une importante réglementation régissant leurs membres, les sociétés qui y sont inscrites et les titres qui y sont négociés.

Enfin, l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières est un organisme privé qui regroupe une grande partie des courtiers en valeurs mobilières qui font affaires au Canada et qui sont membres de bourses canadiennes.

1.4.1.1 La Commission des valeurs mobilières du Québec

La Commission des valeurs mobilières du Québec (la «Commission») est chargée de l'administration de la *Loi sur les valeurs mobilières* et exerce les fonctions qui y sont prévues. Sa mission consiste à favoriser le bon fonctionnement du marché des valeurs mobilières, à assurer la protection des épargnants contre les pratiques déloyales, abusives et frauduleuses, à régir l'information des porteurs de valeurs mobilières et du public sur les personnes qui font publiquement appel à l'épargne et sur les valeurs émises par ces entreprises, et à encadrer l'activité des professionnels du marché des valeurs mobilières, des associations qui les regroupent et des organismes chargés d'assurer le fonctionnement d'un marché de valeurs mobilières.⁹⁵ La Commission est composée d'au plus sept membres, dont un président et deux vice-présidents qui sont nommés par le gouvernement.⁹⁶

La *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec et le règlement adopté sous son empire régissent plusieurs aspects des marchés des capitaux dans la province dont l'appel public à l'épargne sous tous ses aspects, les offres publiques d'achat et les transactions d'unités, l'activité des courtiers et conseillers en valeurs mobilières et les organismes d'autoréglementation comme la Bourse de Montréal.

La *Loi sur les valeurs mobilières* confère à la Commission le pouvoir de conclure un accord avec une personne ou un organisme, du Québec ou de l'extérieur du Québec, en vue de favoriser l'application de cette Loi ou d'une autre loi étrangère en matière de valeurs mobilières.⁹⁷ La *Loi sur les valeurs mobilières* stipule également que le gouvernement du Québec peut conclure avec un autre gouvernement un accord prévoyant la délégation de pouvoirs que cette Loi confère à la Commission ou qu'une loi d'une autre autorité législative confère à un organisme analogue.⁹⁸

Une entente avec la «Securities and Exchange Commission» et les Commissions des valeurs mobilières de l'Ontario et de Colombie-Britannique en vue de favoriser la coopération et l'assistance mutuelle en matière d'administration et d'application des lois sur les valeurs mobilières a été conclue en janvier 1988. Une entente similaire a également été conclue en

janvier 1992 avec la Commission des opérations de bourse de la République Française. De plus, une entente visant à coordonner certaines politiques sur la réglementation des courtiers et conseillers en valeurs mobilières liée à des institutions financières fédérales entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada a été signée par le bureau du Surintendant des institutions financières et la Commission en mars 1988. La Commission est également membre de l'Organisation internationale des commissions de valeurs mobilières.

La Commission et les commissions des valeurs mobilières de d'autres provinces et autres organismes similaires ont adopté plusieurs instructions générales afin d'harmoniser certaines de leurs procédures. À titre d'exemple, pour faciliter l'approbation d'un prospectus par plus d'une autorité et pour favoriser une application uniforme des règles, les autorités de réglementation en valeurs mobilières se sont entendues sur les procédures que doit suivre un émetteur pour faire approuver les documents requis par plus d'une autorité.⁹⁹ Les organismes de réglementation en valeurs mobilières ont également adopté des règles que les émetteurs doivent suivre pour communiquer avec des actionnaires dont les noms ne sont pas inscrits dans les registres des sociétés.

1.4.1.2 La Bourse de Montréal

La Bourse de Montréal est un organisme d'autoréglementation qui a été reconnue à cet effet par la Commission. À ce titre, tout projet de modification des documents constitutifs, des règlements internes ou des règles de fonctionnement de la Bourse doit être présenté à la Commission pour approbation.¹⁰⁰ La Commission a également le pouvoir de faire une inspection afin de vérifier dans quelle mesure la Bourse de Montréal se conforme aux dispositions de la *Loi sur les valeurs mobilières*, du règlement adopté sous son empire et des instructions générales adoptées par la Commission, et afin de vérifier de quelle manière la Bourse exerce les pouvoirs qui lui ont été délégués.¹⁰¹ La Commission exerce également un pouvoir de révision des décisions rendues par la Bourse de Montréal.¹⁰²

La Bourse de Montréal a adopté un ensemble de règles et de règlements régissant l'activité de ses membres et les sociétés dont les titres sont inscrits et négociés sur son parquet.¹⁰³

La direction de la Bourse de Montréal relève du comité des gouverneurs. Celui-ci dispose, en plus des pouvoirs spécifiques accordés par les règlements de la Bourse, de tous les pouvoirs et de l'autorité nécessaire à la gestion des affaires de la Bourse, à la discipline des membres, des personnes approuvées et des titulaires de permis et à la réalisation des objets poursuivis par la Bourse.¹⁰⁴

Chaque membre doit être approuvé par la Bourse de Montréal au moment de son admission et doit par la suite satisfaire aux conditions exigées pour demeurer membre.¹⁰⁵ Les membres peuvent être des personnes physiques, des sociétés ou des corporations.¹⁰⁶ Les membres individuels doivent être majeurs et être résidents canadiens, en plus d'avoir l'expérience jugée satisfaisante par la Bourse.¹⁰⁷ Une société qui veut devenir membre de la Bourse de Montréal doit avoir été formée en vertu d'un contrat régi par les lois d'une des provinces du Canada ou

de toute autre juridiction reconnue par la Bourse, à moins d'être une société qui ne fait pas affaires avec le public au Canada et qui est enregistrée auprès d'une commission des valeurs mobilières ou d'un autre organisme de réglementation reconnu par la Bourse.¹⁰⁸ Au moins 40 % des associés d'une société membre doivent être des membres de l'industrie.¹⁰⁹ Dans le cas des corporations membres, elles doivent avoir été constituées en vertu des lois du Canada ou d'une province à moins d'être une corporation membre qui ne fait pas affaires avec le public au Canada et qui est enregistrée auprès d'une Commission de valeurs mobilières ou d'un autre organisme de réglementation reconnue par la Bourse.¹¹⁰

La Bourse de Montréal a également créé des catégories de membres associés, dont la catégorie de membre correspondant-électronique. Un membre correspondant-électronique est une personne non résidente qui est autorisée à effectuer des opérations en matière de valeurs mobilières avec le public dans la juridiction où elle fait affaires et agréée comme telle par le comité des gouverneurs et qui, moyennant le paiement de tous les frais prescrits, peut maintenir un accès électronique ou téléphonique aux installations d'un membre sur le parquet, au système d'acheminement et d'exécution automatique de la Bourse de Montréal pour les représentants enregistrés et à tout autre système automatisé déterminé à l'occasion par le comité des gouverneurs.¹¹¹

Les membres sont liés par les termes de tout accord conclu par la Bourse de Montréal avec d'autres bourses ou d'autres organismes oeuvrant dans le commerce des valeurs mobilières au Canada dans le but de protéger la Bourse et le public, dans le cas où des membres deviendraient insolvables ou ne pourraient faire face à leurs obligations envers leurs clients. Les membres ne peuvent agir contrairement à ces accords ou exposer la Bourse à des obligations en vertu de ces accords.¹¹²

Un fonds spécial, appelé Fonds de compensation des courtiers a été créé dans le but de préserver l'intégrité du fonctionnement de la compensation de la Bourse de Montréal. Le financement du Fonds de compensation des courtiers s'effectue au moyen de cotisations imposées à tous les membres de la chambre de compensation de la façon prévue dans les règles de la Bourse de Montréal.¹¹³

La Bourse de Montréal peut déterminer les termes et conditions des transactions effectuées en bourse ou hors bourse de la façon qui lui semble opportun.¹¹⁴ En vertu de cette règle, la Bourse de Montréal a interdit les transactions hors bourse de valeurs mobilières inscrites à une autre bourse canadienne reconnue, sauf autorisation. Les règles contiennent également certaines dispositions relatives aux transactions effectuées à l'extérieur du Canada dans le cas de transactions hors bourse.¹¹⁵

Le comité des gouverneurs de la Bourse de Montréal peut à l'occasion fixer l'étendue, la base et la forme de présentation des vérifications comptables, des bilans, rapports et états préparés par les vérificateurs de courtiers en conformité des dispositions de la *Loi sur les valeurs mobilières*, ainsi que le système de comptabilité et la tenue des livres et dossiers à être employée par les membres relativement à la conduite de leurs affaires. Les règles imposent à leurs

membres des obligations de déclarations de leur situation financière.¹¹⁶ Sur demande d'un client, un membre doit lui remettre des états financiers vérifiés prescrits. De plus, un membre peut publier dans un journal ou dans tout autre média d'informations au Canada un état consolidé de sa situation financière.¹¹⁷

La Bourse réglemente également les montants minimums de marge que les membres doivent requérir de leurs clients pour effectuer les transactions. Les montants des marges requises (c'est-à-dire le montant minimal que le client doit avancer en espèces) sont entre autres fonction de la valeur des catégories de titres mentionnés dans les règles.¹¹⁸ Certaines valeurs non cotées de banques canadiennes, d'institutions financières canadiennes et de fonds mutuel vendues dans toutes les provinces du Canada, peuvent également être portées sur marge au même titre que les valeurs cotées en bourse et mentionnées aux règles.¹¹⁹ Il existe des exceptions dans le cas de solde de transactions en cours des membres des bourses et associations reconnues, qui regroupent plus de 22 bourses et associations de valeurs nord américaines et européennes pour la plupart.¹²⁰

Les normes d'inscription de sociétés à la Bourse de Montréal sont entre autres fonctions de l'intégrité, de la responsabilité financière et de la compétence de la direction, de la capacité financière de la société et du nombre de porteurs publics qui possèdent des titres.¹²¹ Toute société qui a procédé à un appel public à l'épargne au Québec peut faire une demande d'inscription de ses titres à la Bourse de Montréal.¹²² La Bourse de Montréal a créé une division internationale où sont inscrits des titres de sociétés étrangères.¹²³ Les sociétés dont les titres sont inscrits dans cette division sont assujetties à des règles similaires aux sociétés canadiennes, bien que les exigences minimales d'inscriptions soient plus sévères.¹²⁴

La compensation, le règlement et la livraison entre les membres de transactions portant sur des actions et autres valeurs doivent être effectués conformément aux règles prescrites par la Bourse de Montréal, à moins d'être effectués par la Caisse canadienne de dépôts de valeurs Ltée ou un autre organisme désigné par le comité des gouverneurs.¹²⁵

1.4.1.3 L'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières

L'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières («ACCOVAM») est l'organisme national d'autoréglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada. L'ACCOVAM est chargée d'adopter et de faire observer un code de déontologie au moyen de l'autoréglementation, et de promouvoir par des études, des déclarations publiques et des démarches, un ensemble de politiques d'épargne et de placement favorisant la mobilisation et l'affectation efficace des capitaux.

En vertu de son acte constitutif, l'ACCOVAM a pour objet :

de créer et d'entretenir un climat favorable à l'épargne et au placement, afin de stimuler l'accumulation des capitaux nécessaires à une croissance économique soutenue, à l'amélioration du niveau de vie et à l'emploi productif d'une population croissante;

. d'encourager l'observation de pratiques professionnelles loyales entre ses membres, par le biais de l'autoréglementation et de l'autodiscipline, ainsi que d'adopter et de voir à l'application, au besoin, de pratiques et d'exigences pour la protection de ses membres, de leurs clients respectifs et du public en général;

. d'instituer et de voir à l'application d'exigences relatives au capital et aux assurances et d'autres exigences pour la protection de ses membres, de leurs clients respectifs et du public;

. de fournir à ses membres un moyen de se concerter sur des questions d'intérêt commun, d'avoir des consultations et de coopérer avec les gouvernements, les institutions financières et d'autres associations;

. de collaborer avec les gouvernements et de les appuyer dans leurs démarches visant à mettre au point toute législation financière qui soit dans l'intérêt du public, et de s'y opposer lorsque juger contraire à celui-ci;

. de fournir des services éducatifs propres à améliorer la compétence professionnelle des employés de ses membres et instruire le public sur l'épargne et le placement.

Les firmes qui sont membres de l'ACCOVAM exécutent plus de 95 % des opérations sur valeurs mobilières au Canada. Elles ont plus de 700 bureaux situés dans toutes les provinces canadiennes et plus de 50 bureaux dans les grands centres financiers à l'étranger.

L'ACCOVAM est un organisme à but non lucratif qui n'est pas constitué en société. L'acte constitutif et les statuts de l'ACCOVAM peuvent être révoqués, modifiés ou remis en vigueur par le conseil d'administration, mais de tels changements doivent toujours recevoir l'approbation des deux tiers des membres réunis au moment des assemblées générales ou spéciales. Chaque section de l'ACCOVAM peut adopter ses propres règlements à condition qu'ils soient compatibles avec l'acte constitutif et les statuts de l'ACCOVAM.

Peuvent être membres de l'ACCOVAM les particuliers, firmes et sociétés qui font le commerce des valeurs mobilières au Canada, à condition d'être constitués en société au Canada en vertu d'une charte fédérale ou provinciale ou d'une charte émise par un territoire canadien, et dûment inscrit comme courtier auprès d'une commission des valeurs mobilières ou autre organisme similaire. Les règles de l'ACCOVAM prévoient des exigences spécifiques aux administrateurs et dirigeants de ses membres, sur leur compétence et leur probité, et sur le capital suffisant que doivent posséder les membres pour leur permettre de détenir un inventaire de titres et d'effectuer leurs affaires. Les membres de l'ACCOVAM doivent cotiser, selon les exigences, au Fonds canadien de protection des épargnants.

Les affaires de l'ACCOVAM sont gérées par sept conseils de section (Atlantique, Québec, Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Pacifique).

1.4.2 Les courtiers et les conseillers en valeurs mobilières

Au Québec, les courtiers et conseillers en valeurs mobilières sont essentiellement régis par les dispositions de la *Loi sur les valeurs mobilières*, du règlement adopté sous son empire et la *Loi sur les intermédiaires de marché*. Les courtiers en valeurs mobilières qui sont membres d'une bourse de valeurs et qui sont membres de l'ACCOVAM sont également assujettis à la réglementation adoptée par ces dernières.

La réglementation porte principalement sur les aspects suivants: la compétence et la probité des actionnaires, administrateurs et dirigeants de la personne inscrite, son capital-actions, les changements de contrôle et l'augmentation des participations des actionnaires, les conflits d'intérêts et les relations avec les clients. De plus, diverses approbations doivent être obtenues avant que la personne inscrite puisse conclure certaines opérations. Par exemple, le changement de contrôle d'un courtier en valeurs mobilières requiert l'approbation préalable de la Commission, de la Bourse de Montréal (si le courtier en est membre) et de l'ACCOVAM (si le courtier en est également membre).¹²⁶

Les bourses de valeurs mobilières au Canada ainsi que l'ACCOVAM étant des organismes d'autoréglementation, le présent chapitre ne traitera pas des règles qui peuvent régir la propriété et les activités des courtiers en valeurs membres de ces organismes d'autoréglementation. L'accent a été mis sur les règles que l'on retrouve dans la *Loi sur les valeurs mobilières* et son règlement d'application; comme il a été mentionné précédemment, les règles adoptées par la Bourse de Montréal et l'ACCOVAM réglementent souvent les mêmes activités que celles qui font l'objet de normes en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*.

Au Québec, un courtier ou un conseiller en valeurs ne peut exercer son activité que s'il est inscrit à ce titre auprès de la Commission.¹²⁷ Les personnes qui agissent comme dirigeants et comme représentants doivent également être inscrites à ce titre.¹²⁸ La Commission, après avoir vérifié que le candidat remplit les conditions fixées par règlement, procède à l'inscription lorsqu'elle estime que le candidat ou, dans le cas d'une personne morale, ses dirigeants, présentent la compétence et la probité voulues pour assurer la protection des épargnants, que le candidat est solvable et, dans le cas d'une personne morale, qu'elle présente des assises financières nécessaires à la viabilité de son entreprise.¹²⁹

La Commission peut retirer les droits conférés par l'inscription, les suspendre ou assortir leur exercice de restrictions ou de conditions lorsqu'elle estime qu'une personne inscrite ne respecte pas les dispositions de la *Loi sur les valeurs mobilières* ou du règlement adopté sous son empire, ou lorsque la protection des épargnants l'exige.¹³⁰

Le courtier ou le conseiller en valeurs mobilières inscrit au Québec doit maintenir plusieurs livres et registres et fournir à la Commission des états financiers vérifiés et toute autre information qui peut être exigée.¹³¹ Les documents comptables qui doivent être conservés par le courtier ou le conseiller en valeurs doivent être conservés à l'établissement principal qui est au Québec.¹³² La *Loi sur les valeurs mobilières* prescrit également des règles relatives à la

façon dont la personne inscrite s'acquitte de ses obligations envers ses clients. Plusieurs de ces règles ont pour principal objet d'informer les clients des conflits d'intérêts qui peuvent survenir à l'occasion, entre autres lorsqu'une personne inscrite est liée à une institution financière.¹³³

Certains des pouvoirs que la *Loi sur les valeurs mobilières* confère à la Commission ont été délégués à la Bourse de Montréal pour les courtiers en valeurs qui en sont membres.

Le courtier ou le conseiller en valeurs mobilières qui demande son inscription au Québec doit posséder au Québec un établissement principal dirigé par une personne qui fait partie de la direction et qui réside au Québec.¹³⁴ Dans certains cas, la Commission peut dispenser le conseiller en valeurs de ces exigences aux conditions qu'elle détermine.¹³⁵ La personne qui demande l'inscription comme représentant d'un courtier ou d'un conseiller doit être majeure et résider au Québec.¹³⁶ Elle doit avoir suivi avec succès les cours qui lui sont donnés, de l'avis de la Commission, une préparation professionnelle suffisante.¹³⁷ Dans le cas d'un dirigeant, ce dernier doit posséder des connaissances et une expérience qui, de l'avis de la Commission, le prépare suffisamment à ses fonctions.¹³⁸

Le courtier en valeurs qui est membre d'un organisme d'autoréglementation doit participer au fonds de garantie créé par cet organisme et qui est approuvé par la Commission.¹³⁹ Dans le cas d'un courtier qui n'est pas membre d'un organisme d'autoréglementation, il doit participer au fonds de garantie approuvé par la Commission.¹⁴⁰

La personne inscrite doit aviser la Commission du changement d'adresse d'un de ses établissements, de la fin du mandat d'un membre du conseil d'administration, de la cessation d'emploi d'un représentant et de la cessation de fonction d'un dirigeant.¹⁴¹

Le courtier ou le conseiller en valeurs doit obtenir l'approbation préalable de la Commission lors de la nomination d'un dirigeant ou d'un membre du conseil d'administration, la prise ou le renforcement d'une position importante, la cessation de fonction du dirigeant chargé de l'établissement principal au Québec ou lors de l'exercice d'une autre activité.¹⁴²

1.4.3 La protection des épargnants

1.4.3.1 Fonds canadien de protection des épargnants

Le Fonds canadien de protection des épargnants (autrefois connu sous le nom de «Fonds national de prévoyance») a été créé en 1969 par certaines bourses de valeurs du Canada et par l'ACCOVAM. Le Fonds protège les clients des firmes membres de l'un des cinq organismes d'autoréglementation suivants: les Bourses de Montréal, de Toronto, de l'Alberta et de Vancouver et l'ACCOVAM.

Le premier objectif du Fonds est de conserver la confiance du public dans le commerce des valeurs mobilières au Canada en protégeant les clients d'une perte financière résultant de l'insolvabilité ou de la faillite de celui-ci. Le Fonds est un fonds en fiducie

administré par un conseil de neuf gouverneurs; cinq d'entre eux représentent les organismes d'autoréglementation et trois autres le public investisseur. Le président et chef de la direction du Fonds est également gouverneur.

Les demandes d'indemnité sont étudiées conformément aux règles adoptées par le conseil des gouverneurs du Fonds. Bien que la recevabilité des demandes d'indemnité et le paiement des indemnités soient laissés à l'entière discrétion des gouverneurs, ceux-ci exercent leur pouvoir conformément aux règles qui ont été adoptées par le Fonds. Le Fonds a comme politique de refuser toutes les demandes d'indemnité provenant de personnes ayant des liens de dépendance avec la firme insolvable et celles de personnes dont les opérations contribuent à l'insolvabilité de la firme. Les demandes qui sont acceptées deviennent des obligations légales du Fonds.

Le Fonds a comme politique de traiter les comptes d'un client comme un seul compte général ayant droit à la couverture maximale de 250 000 \$. Cette couverture couvre les soldes en espèces jusqu'à concurrence de 60 000 \$. Les comptes RÉER, FEER, les fiducies, les comptes de tuteurs et d'autres comptes similaires sont traités comme des comptes distincts et ont droit à la couverture maximale mentionnée ci-haut. La couverture s'applique à l'avoir net du client.

Les liquidités du Fonds proviennent directement du commerce des valeurs mobilières, par le biais des cotisations annuelles et périodiques versées par les firmes membres, ainsi que du revenu net tiré de ces cotisations. Le Fonds dispose également d'une ligne de crédit accordée par deux banques à charte canadiennes. Le total des cotisations perçues au cours d'une année civile ne peut dépasser 1 % de l'ensemble des revenus bruts d'exploitation réalisés par l'ensemble des firmes membres des organismes d'autoréglementation pour l'année en question. De plus, au besoin, le Fonds peut percevoir des cotisations spéciales des firmes membres par l'intermédiaire des organismes d'autoréglementation.

1.4.3.2 Courtier non membre d'un organisme de réglementation

Au Québec, le *Règlement sur les valeurs mobilières* stipule qu'un courtier inscrit qui n'est pas membre d'un organisme d'autoréglementation doit participer à un fonds de garantie qui est approuvé par la Commission.¹⁴³ Cette dernière détermine le montant de la contribution que doit verser le courtier à ce fonds de garantie.

1.5 La réglementation des caisses de retraite

La réglementation des caisses de retraite au Canada s'effectue à deux paliers. D'abord les régimes de retraite doivent être enregistrés auprès d'un organisme de supervision et, en conséquence, respecter les normes minimales énoncées aux législations applicables en matière de retraite. Ensuite, les régimes de retraite doivent être agréés par Revenu Canada pour bénéficier d'une exonération fiscale au chapitre des placements effectués par la caisse de retraite et pour assurer que les cotisations salariales ou patronales soient déductibles dans le calcul du revenu. Notons dès maintenant que le Québec reconnaît l'agrément accordé à un régime de

retraite par le ministre du Revenu national et accorde en déduction dans le calcul du revenu en vertu de la *Loi sur les impôts* les montants acceptés en vertu de la loi fédérale.

1.5.1 Le partage des juridictions

1.5.1.1 Caisses sous juridiction fédérale

Un régime de retraite tombe sous la juridiction fédérale prévue par la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*, lorsque l'emploi d'un participant se rattache à un ouvrage, une entreprise ou une activité de compétence fédérale lié à:

- a) un ouvrage, une entreprise ou une activité exploitée relativement à la navigation et les expéditions par eau, intérieures ou maritimes, y compris la mise en service d'un navire et le transport par navire au Canada;
- b) un chemin de fer, canal, télégraphe ou autre ouvrage ou entreprise reliant une ou plusieurs provinces ou s'étendant à l'extérieur d'une province;
- c) une ligne de navires à vapeur ou autres reliant une ou plusieurs provinces ou s'étendant au-delà des limites d'une province;
- d) un traversier exploité entre une ou plusieurs provinces ou une province et un pays étranger;
- e) un aéroport, un aéronef ou une ligne aérienne;
- f) une station de radiodiffusion;
- g) une banque;
- h) un ouvrage, une entreprise ou une activité que le Parlement déclare être à l'avantage général du Canada ou de plusieurs provinces même si l'ouvrage ou l'entreprise est situé, ou l'activité est exercée, entièrement à l'intérieur d'une province;
- i) un ouvrage, une entreprise ou autre activité qui ne relèvent pas de la compétence législative exclusive des provinces.¹⁴⁴

1.5.1.2 Caisses sous juridiction québécoise

Un régime de retraite tombe sous la juridiction québécoise et est assujéti à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* lorsque participe à ce régime:

- a) des travailleurs qui, pour leur travail, se présentent à un établissement de leur employeur situé au Québec ou, à défaut, reçoivent leur rémunération de cet établissement pourvu que, dans ce dernier cas, ils ne se présentent à aucun autre établissement de leur employeur;¹⁴⁵

b) des travailleurs non visés au paragraphe a) qui, domiciliés au Québec et travaillant pour un employeur dont l'établissement principal y est situé, exécutent un travail hors du Québec, pourvu que ces régimes ne soient pas régis par une loi émanant d'une autorité législative autre que le législateur québécois et accordant droit à une rente différée.¹⁴⁶

La primauté de la législation fédérale en vertu du partage constitutionnel fait en sorte qu'un régime de retraite est assujéti à la législation québécoise uniquement lorsque l'entreprise de l'employeur n'entre pas dans une matière énumérée dans la loi fédérale.

1.5.1.3 Ententes de réciprocité

La majorité des organismes de réglementation provinciaux administrant une législation similaire à la législation québécoise (Nouvelle-Ecosse, Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Terre-Neuve) ont signé conjointement avec le Québec une entente de réciprocité en vertu de laquelle chaque organisme de réglementation délègue à l'organisme de réglementation de la province dans laquelle la majorité des membres du régime sont employés, ses propres fonctions et ses pouvoirs «statutaires».¹⁴⁷ Les autres provinces ne sont pas signataires de cette entente parce que leur législation en matière de retraite n'est pas en vigueur ou est entrée en vigueur récemment (Nouveau-Brunswick, 1^{er} janvier 1992). En pratique, l'autorité de réglementation majoritaire applique sa législation interne aux matières dites administratives telles, l'enregistrement, les frais, la surveillance, l'information des participants, l'administration des régimes et les rapports annuels. Par contre l'autorité de réglementation majoritaire applique la législation de chaque province dans lesquelles se retrouvent des participants du régime en matière de droits des participants tels l'immobilisation, l'acquisition du droit aux prestations, les valeurs de transfert, la liquidation, l'indexation et le droit au transfert. Les provinces sont actuellement en processus de négociation d'une nouvelle entente.

De plus, la Régie des rentes du Québec a aussi conclu une entente de réciprocité similaire avec le ministre des Finances du Canada mais uniquement lorsqu'il s'agit de participants à un régime de retraite travaillant dans le Territoire du Yukon ou les Territoires du Nord-Ouest.¹⁴⁸

1.5.2 La réglementation

1.5.2.1 Réglementation fiscale

L'enregistrement des régimes de retraite et le calcul des déductions des cotisations patronales et salariales versées à la caisse d'un régime est effectué par les autorités fédérales au Canada.¹⁴⁹ Le Québec reconnaît l'agrément accordé à un régime de retraite par le ministre du Revenu national et accorde en déduction dans le calcul du revenu en vertu de la *Loi sur les impôts* les montants acceptés en vertu de la loi fédérale.¹⁵⁰

L'agrément d'un régime de retraite par les autorités fiscales canadiennes requiert que réside au Canada l'administrateur du régime, ou la majorité des membres de l'organisme qui administre le Régime.¹⁵¹

La réglementation fiscale prescrit les conditions d'agrément d'un régime de retraite. Pour être agréées, les prestations viagères assurées à un participant doivent correspondre à une période de service, au Canada, auprès d'un employeur ou à une période, jugée acceptable par le ministre du Revenu national, tout au long de laquelle le participant occupe un emploi à l'étranger.

a) Déductions et inclusions dans le calcul du revenu

La *Loi de l'impôt sur le revenu*¹⁵² permet à l'employeur et aux participants de déduire, en fonction de certaines normes, les cotisations versées à un régime de pension agréé.¹⁵³ En contrepartie, les prestations payées périodiquement par la caisse d'un régime de retraite sont imposables, tout comme les montants forfaitaires qui ne sont pas transférés directement en franchise d'impôt dans un mécanisme d'épargne-retraite, agréé pour fins fiscales.¹⁵⁴ Un régime fiscal semblable prévaut en vertu de la législation québécoise.¹⁵⁵

La *Loi de l'impôt sur le revenu* prélève aussi un impôt de 25% sur les paiements effectués par une caisse de retraite à un non-résident.¹⁵⁶ Certaines conventions fiscales entre le Canada et divers autres pays réduisent à 15% l'impôt payable au Canada sur des revenus de pension payés du Canada aux résidents de ces pays.¹⁵⁷ Notons cependant que le Canada vient de déposer, en décembre 1991, un projet de loi¹⁵⁸ amendant la *Loi sur l'interprétation des conventions en matière d'impôts sur le revenu*¹⁵⁹ pour éliminer ce taux réduit de 15% lorsqu'un paiement d'une caisse de retraite à un non-résident ne constitue pas un paiement d'une série de paiements périodiques.

b) Exonérations fiscales des caisses de retraite

Les régimes de pension agréés sont exonérés de l'impôt de la Partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu* sur leurs revenus de toutes sortes ou leurs gains en capitaux.¹⁶⁰ Une exonération de même nature est aussi prévue dans la *Loi sur les impôts du Québec*.¹⁶¹

Certaines conventions fiscales entre le Canada et divers autres pays exonèrent aussi de l'impôt payable dans un État contractant, les revenus de dividendes et d'intérêts des caisses de retraite qui sont exonérés d'impôt dans l'autre État contractant.¹⁶²

c) Limites d'investissement

La *Loi de l'impôt sur le revenu* limite, en 1992, à 16% le pourcentage de l'actif d'une caisse de retraite qui peut être investi en biens étrangers.¹⁶³ Ce pourcentage sera de 18% en 1993 et de 20% par la suite. Un impôt de 1% par mois est prélevé sur la portion de l'actif de la caisse investie en biens étrangers qui excède la limite autorisée.¹⁶⁴ Sont considérés «biens étrangers», les biens situés hors du Canada, les titres émis par une personne ne résidant pas au Canada, les actions du capital-actions d'une corporation qui n'est pas une corporation canadienne, les actions d'une corporation canadienne dont la valeur est fondée sur un portefeuille étranger et tout droit afférent à un bien étranger. Le Québec ne prélève pas un tel impôt.

1.5.2.2 Réglementation des organismes de surveillance

Les caisses de retraite sous juridiction fédérale sont sous la surveillance du Surintendant des institutions financi res¹⁶⁵ alors que les caisses de retraite sous juridiction québécoise sont sous la surveillance de la Régie des rentes du Québec.¹⁶⁶ Les normes de placement et de solvabilité de ces caisses de retraite sont contrôlées par la législation qui leur est applicable.

a) Normes de placement

Quant aux régimes assujettis à la législation fédérale, le *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* prescrit des normes quantitatives et qualitatives pour les placements admissibles des caisses de retraite.¹⁶⁷ Le 14 juin 1991, le ministre des Finances du Canada a annoncé que ces normes quantitatives et qualitatives seraient remplacées   brève échéance par un concept plus large du «portefeuille de placements» similaire au concept introduit dans la nouvelle législation applicable aux institutions de fiducie, de prêt et d'assurance.

Le règlement fédéral circonscrit plusieurs des placements admissibles d'une caisse de retraite régie par la législation fédérale   des placements au Canada, par exemple, titres d'une municipalité au Canada ou d'une société de fiducie au Canada, biens immobiliers et avoirs miniers au Canada, etc.¹⁶⁸

La législation québécoise ne prévoit pas de normes qualitatives; les placements d'une caisse de retraite sous juridiction québécoise sont uniquement fonction d'une politique de placement et de certaines normes quantitatives.¹⁶⁹

b) Normes de solvabilité

Chaque législation prévoit que la solvabilité des régimes de retraite doit être certifiée par un actuaire qui détient le titre de «Fellow» de l'Institut Canadien des Actuaires.¹⁷⁰

Généralement, les législations fédérales et québécoises prévoient des périodes similaires d'amortissement des déficits de solvabilité d'une caisse de retraite.¹⁷¹

1.5.3 La transférabilité

La transférabilité des droits à une pension d'un participant à un régime de retraite est r glement e par la législation fédérale pour les régimes assujettis à cette loi et par la législation québécoise pour ceux assujettis à cette législation.

1.5.3.1 Normes de la législation fédérale

Le transfert des droits à une pension d'un participant à un régime de retraite sous juridiction fédérale peut être effectué dans un régime de pension régi par la législation fédérale ou dans un régime enregistré d'épargne-retraite immobilisé. Toutefois, les fonds d'un tel régime d'épargne-

retraite immobilisé peuvent être transférés à tout régime de retraite qui autorise un tel transfert et qui considère les prestations imputables aux fonds transférés comme donnant droit à une rente différée,¹⁷² ce qui comprend un régime sous juridiction provinciale.

1.5.3.2 Normes de la législation québécoise

Le transfert des droits à une pension d'un participant à un régime de retraite sous juridiction provinciale peut être effectué dans tout autre régime de retraite régi par une législation accordant le droit à une rente différée,¹⁷³ ce qui inclut un régime sous juridiction fédérale. Ces droits peuvent aussi être transférés dans d'autres mécanismes de retraite qui se qualifient en tant que régime enregistré d'épargne-retraite ou fonds enregistré de revenu de retraite et qui satisfont à d'autres exigences prévues par la législation québécoise.¹⁷⁴

1.5.3.3 Normes fiscales

Les transferts directs de droits à une pension d'un régime de retraite qui se qualifie à titre de régime de pension agréé (RPA) à un régime enregistré d'épargne-retraite (RÉER) ou à un fonds enregistré de revenu de retraite (FERR) s'effectuent en franchise d'impôt.¹⁷⁵ Les transferts entre RÉER et FERR ou de RÉER à RPA ou FERR s'effectuent aussi en franchise d'impôt. Les fonds des mécanismes de retraite que sont les RÉER et les FEER sont détenus soit par des sociétés d'assurance autorisées en vertu des lois du Canada ou d'une province à exploiter un commerce de rentes, soit par des sociétés de fiducie autorisées par permis en vertu des lois du Canada ou d'une province à offrir des services de fiduciaire, soit par des corporations autorisées par législation canadienne ou provinciale à établir des contrats de placement, soit par des institutions accréditées en vertu de la *Loi sur l'Association canadienne des paiements*.¹⁷⁶

La *Loi de l'impôt sur le revenu* prélève toutefois un impôt de 25% sur tout paiement de pension effectué à un non-résident par un mécanisme de retraite localisé au Canada.¹⁷⁷

Le Québec n'impose pas les revenus de retraite payés à un non-résident à partir d'un mécanisme de retraite localisé au Québec. Il reconnaît toutefois l'agrément donné par Revenu Canada aux mécanismes de retraite pour qu'ils constituent un RÉER ou un FERR.¹⁷⁸

1.6 Autres éléments du cadre juridique actuel

On assiste depuis quelques années une internationalisation des marchés financiers ayant pour effet d'inciter les pays à s'entendre sur diverses normes applicables aux institutions financières. Ainsi, des normes internationales de capitalisation sont maintenant applicables aux banques. De plus, au niveau national, on a créé les centres bancaires ou financiers internationaux pour faciliter les transactions internationales impliquant des activités financières. Dans la Section 1.6.1.1 du Chapitre 1.6.1 qui suit, nous traiterons des nouvelles normes financières internationales imposées aux institutions financières à travers le monde et dans la Section 1.6.1.2 nous traiterons plus spécifiquement des centres bancaires internationaux. Au Chapitre 1.6.2 de

la présente partie, nous examinerons certaines législations fédérales diverses affectant les opérations des institutions financières.

1.6.1 L'internationalisation des marchés financiers

1.6.1.1 Les normes financières internationales

L'une des conséquences les plus importantes de l'internationalisation des marchés financiers a été d'inciter les pays à s'entendre sur les normes financières minimales à imposer aux institutions financières qui s'établissent sur leur territoire respectif. Ainsi en 1988, le Comité de Bâle des règles et pratiques de contrôle des opérations bancaires¹⁷⁹ a publié un document énonçant un cadre de mesure de la suffisance des fonds propres et des normes à l'intention des banques actives sur les marchés internationaux. L'accord en question vise à renforcer le système bancaire international et à réduire les sources d'inégalité concurrentielles entre les banques internationales. Ce cadre vise principalement à évaluer les fonds propres de l'institution financière par rapport aux risques de crédit et a été intégré dans les règles appliquées par la Banque des règlements internationaux («Règles du BRI»). Ainsi une banque devra atteindre avant le 31 octobre 1992, un objectif minimal de suffisance de fonds propres correspondant à un ratio de 8% des fonds propres totaux de la banque sur son actif pondéré en fonction des risques dont au moins la moitié de ces fonds propres, soit 4%, doit être constituée de fonds propres de première catégorie («tier-one»).

Le Surintendant des institutions financières a repris les exigences prévues par ce cadre en établissant deux normes minimales applicables aux banques canadiennes, soit le ratio actif/fonds propre et le ratio des fonds propres à risques.¹⁸⁰ Au niveau québécois, l'inspecteur général des institutions financières a également repris certaines de ces normes.

1.6.1.2 Les centres bancaires internationaux

La législation fiscale¹⁸¹ fédérale permet à une institution financière membre de l'Association canadienne des paiements de désigner un bureau ou une succursale situé dans la région de Montréal ou de Vancouver comme lieu d'exploitation d'un centre bancaire international. Cette législation a comme avantage de faire en sorte qu'aucun revenu ou perte de cette institution financière provenant d'un centre ainsi désigné n'est alors respectivement ajouté ou déduit dans le calcul du revenu de l'institution financière. Ainsi une telle institution financière peut bénéficier à ce titre d'un des plus bas taux d'imposition corporatif en Amérique du Nord. Pour être reconnu comme centre bancaire international, ce centre doit exercer, à Montréal ou à Vancouver, des activités qui consistent à effectuer des prêts à des non-résidents et accepter leurs dépôts.

De son côté, la législation fiscale québécoise¹⁸² élargit ce concept à toute corporation, provinciale, fédérale ou étrangère qui opère un centre financier international. Afin d'être reconnue comme centre financier international, une telle corporation doit exercer ses activités à Montréal. Ces activités doivent être reliées à des transactions financières internationales

spécifiques incluant des opérations sur valeurs en circulation, à titre d'intermédiaire dans les négociations ou en se portant contrepartie, le placement de valeurs, l'opération d'une chambre de compensation, la gestion de portefeuille, les prêts et dépôts, lettre de crédit et d'opération de change et les services de montage financiers.

1.6.2 Certaines législations fédérales diverses affectant les opérations des institutions financières

Le présent chapitre a pour but d'examiner différentes dispositions de législations fédérales diverses affectant les activités des institutions financières et de d'autres intervenants sur les marchés des capitaux au Québec. Nous tenterons d'analyser très sommairement la portée de ces dispositions en faisant surtout ressortir les aspects de ces lois qui feront l'objet d'une mention dans le deuxième titre du présent rapport traitant des ajustements requis au cadre juridique des institutions financières advenant l'accession du Québec à la souveraineté.

1.6.2.1 Loi sur les lettres de change

La lettre de change, le chèque et le billet sont tous des «effets de commerce» relatifs au paiement d'une somme d'argent. Ils exercent des fonctions d'instruments de transport de capitaux, d'instruments de crédit et d'instruments monétaires. Ces effets de commerce sont régis par la *Loi sur les lettres de change*.

Les dispositions générales de la *Loi sur les lettres de changes* précisent qu'elle ne porte pas atteinte aux dispositions de la *Loi sur les banques*.¹⁸³ Le mot «banque» est d'ailleurs défini dans cette loi comme une banque ou caisse d'épargne («savings bank») dotée de la personnalité morale et exerçant ses activités au Canada.¹⁸⁴ De plus, la loi précise que les règles de la «common law» d'Angleterre, y compris en droit commercial, s'appliquent aux lettres, billets et chèques dans la mesure où elles sont compatibles avec ses dispositions et prévoit la valeur probante du protêt d'une lettre ou d'un billet présenté pour acceptation ou payable à l'étranger.

La Partie II de la *Loi sur les lettres de change* traite spécifiquement des lettres de change. La loi fait une distinction entre la lettre intérieure, tirée et payable au Canada ou tirée au Canada sur un résident, et la lettre étrangère. Elle précise aussi les modalités d'un avis de refus d'une lettre de change payable au Canada et traite des modalités de protêt d'une lettre étrangère, faute d'acceptation, faute de paiement ou acceptée en partie, et de la libération du tireur et de l'endosseur faute de protêt.¹⁸⁵ La *Loi sur les lettres de change* prévoit la possibilité du protêt de la lettre intérieure et précise que le lieu du protêt est le lieu du refus ou un autre lieu au Canada dans un rayon de cinq milles du lieu du refus¹⁸⁶ et les modalités de l'avis de protêt d'une lettre payable au Canada. Enfin cette loi prévoit les montants exigibles par un détenteur auprès du tireur ou de l'endosseur en cas de refus d'une lettre à l'étranger¹⁸⁷ et les règles de conflits des lois et d'échéance dans le cas de lettres tirées dans un pays et payables dans un autre pays¹⁸⁸ et précise la méthode de calcul du taux de change d'une lettre tirée à l'étranger, payable au Canada, exprimée en monnaie autre que canadienne.¹⁸⁹

Aux fins de la partie de la Loi sur les lettres de change traitant des chèques tirés sur une banque, le mot «banque» s'entend des membres de l'Association canadienne des paiements au sens de la *Loi sur l'Association canadienne des paiements* et des sociétés coopératives de crédit définies par cette loi et affiliées à une centrale, au sens de cette loi, laquelle est elle-même membre de l'Association.¹⁹⁰

Enfin au chapitre des billets, la *Loi sur les lettres de change* distingue entre les billets souscrits et payables au Canada et les billets étrangers.¹⁹¹ Elle prévoit aussi le protêt des billets étrangers.¹⁹²

1.6.2.2 *Loi sur la faillite*

La *Loi sur la faillite* régit les actes de faillite commis par des personnes insolvables qui résident au Canada ou y exercent des activités au moment de l'acte de faillite.¹⁹³ Des actes de faillite peuvent être commis tant au Canada qu'à l'étranger.¹⁹⁴ Cette loi prévoit notamment un mécanisme de règlement des dettes d'une personne en faillite à même ses biens, c'est-à-dire des biens de toute nature situés au Canada ou à l'étranger.¹⁹⁵ Ne sont toutefois pas compris parmi les biens d'un failli, les biens exempts d'exécution en vertu des lois d'une province.¹⁹⁶

La surveillance administrative de l'application de la *Loi sur la faillite* est assurée par un surintendant des faillites, nommé par le gouverneur en conseil, qui est chargé de l'administration de tous les actifs auxquels s'applique la loi. La *Loi sur la faillite* prévoit aussi l'identité des tribunaux compétents en matière de faillite, leur autorité, leurs règles de pratiques et les mécanismes d'appel.¹⁹⁷ La Cour supérieure au Québec a compétence en matière de faillite.

La *Loi sur la faillite* prévoit spécifiquement la procédure de vente au Québec d'immeubles hypothéqués.¹⁹⁸ Cette loi établit la répartition des actifs d'un failli entre ses divers créanciers et fixe le rang auquel sont payées les réclamations qui originent de l'application d'une loi fédérale ou provinciale.¹⁹⁹ La *Loi sur la faillite* s'applique tant à la Couronne fédérale qu'à la Couronne d'une province²⁰⁰ et n'a pas pour effet de gêner ou restreindre les pouvoirs conférés à une banque en vertu de la *Loi sur les banques*.²⁰¹

1.6.2.3 *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*

La *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (la «Loi sur les arrangements») s'applique au règlement par transaction ou arrangement des dettes d'une compagnie débitrice envers ses créanciers. Toute compagnie ou personne morale constituée par une loi fédérale ou provinciale et toute compagnie constituée en personne morale qui possède un actif ou fait affaires au Canada peut se prévaloir de la Loi sur les arrangements.²⁰² Sont cependant exclues les banques, les compagnies de chemin de fer ou de télégraphe, les compagnies d'assurance, les sociétés de fiducie agréées ou régies par la *Loi sur les sociétés de fiducie* (Canada) et les sociétés de prêt agréées ou régies par la *Loi sur les sociétés de prêt* (Canada).

La Cour supérieure est le tribunal compétent au Québec pour sanctionner les transactions ou arrangements conclus en application de la Loi sur les arrangements.²⁰³ Toute demande doit être logée au lieu où se trouve le siège social ou la principale place d'affaires de la compagnie, ou, à défaut, dans la province où est situé quelque actif de la compagnie.²⁰⁴

Une réclamation pour les fins de cette loi est une dette prouvable en vertu de la *Loi sur la faillite* et la preuve d'une réclamation s'effectue en suivant, selon le cas, les dispositions de la *Loi sur la faillite* ou de la *Loi sur les liquidations*.²⁰⁵ Elle prévoit aussi la possibilité de l'application conjointe d'une loi provinciale, autorisant ou prévoyant l'homologation de transactions ou arrangements entre une compagnie et ses actionnaires ou une catégorie de ces derniers.

1.6.2.4 *Loi sur la concurrence*

La *Loi sur la concurrence* a, entre autres, pour objet de préserver et favoriser la concurrence au Canada. Elle s'applique à la Couronne fédérale ou provinciale et à leurs mandataires.²⁰⁶

La *Loi sur la concurrence* prévoit des recours civils à l'encontre des transactions qui limitent la concurrence. Elle prévoit aussi certaines infractions criminelles dont la conclusion de tout accord ou arrangement entre deux ou plusieurs banques relatif à leurs opérations bancaires.²⁰⁷ Cependant, un accord ou un arrangement entre des banques ne constitue pas une infraction criminelle s'il est relatif à:

- a) un dépôt ou à un prêt, fait ou payable à l'étranger;
- b) applicable seulement aux opérations effectuées ou aux services rendus entre banques ou par plusieurs banques en ce qui concerne un client de chacune de ces banques lorsque le client est au courant de l'accord ou par une banque, en ce qui concerne un de ses clients, pour le compte des clients de ce client;
- c) une soumission pour des valeurs mobilières, ou à un achat, à une vente ou à une souscription de valeurs mobilières, par des banques ou par un groupe comprenant des banques;
- d) l'échange de données statistiques et de renseignements de solvabilité, à la mise au point et à l'utilisation de systèmes, formules, méthodes, procédures et normes, à l'utilisation d'installations communes et aux activités communes de recherche et mise au point y afférentes, ainsi qu'à la limitation de la publicité;
- e) relatif aux modalités et conditions raisonnables de participation à des programmes de prêts garantis ou assurés autorisés en application d'une loi fédérale ou provinciale;
- f) au montant des frais réclamés pour un service ou au genre de service rendu à un client hors du Canada, payable ou rendu hors du Canada, ou payable ou rendu au Canada pour le compte d'une personne qui est hors du Canada;

g) aux personnes ou catégories de personnes auxquelles un prêt sera consenti ou un autre service fourni à l'extérieur du Canada;

h)   l'égard duquel le ministre des Finances certifie au directeur le nom des parties et certifie qu'il a été, aux fins de la politique financière, conclu à sa demande ou avec son autorisation.²⁰⁸

La *Loi sur la concurrence* r gleme te d'autre part l'exécution au Canada de jugements étrangers qui pourraient nuire à la concurrence au Canada,   l'efficience du commerce et de l'industrie au Canada, au commerce extérieur du Canada ou qui feraient obstacle ou tort au commerce au Canada.²⁰⁹ Elle r gleme te aussi l'application au Canada des règles du droit étranger.²¹⁰

La *Loi sur la concurrence* régit aussi les fusionnements réduisant la concurrence au Canada et contrôle l'acquisition d'entreprises au Canada selon des seuils établis en fonction des éléments d'actifs ou des revenus au Canada.²¹¹

1.6.2.5 *Loi sur Investissement Canada*

Le but de la *Loi sur Investissement Canada* est d'encourager les investissements au Canada par des Canadiens et des non-Canadiens et d'instaurer un processus d'examen des investissements importants effectués au Canada par des non-Canadiens. Dans un tel cadre, cette loi définit plusieurs expressions dont «Canada, Canadien, entreprise canadienne, non-canadien, nouvelle entreprise canadienne».

Au sens de cette loi, un Canadien peut être un citoyen canadien, un résident permanent au Canada depuis un an, admissible à obtenir la citoyenneté, un gouvernement ou un de ses organismes au Canada ou une personne morale, société de personnes, fiducie ou coentreprise sous contrôle canadien.²¹² Toute autre personne ou entité est réputée être un non-Canadien.²¹³

Une entreprise exploitée au Canada est réputée être une entreprise canadienne lorsqu'elle possède un établissement au Canada, y emploie au moins un individu, à son compte ou contre rémunération, et dispose d'actifs au Canada pour son exploitation.²¹⁴ Une nouvelle entreprise canadienne est une entreprise qu'un non-Canadien n'exploitait pas déjà au Canada et qui, lors de sa constitution n'est pas liée aux activités d'une autre entreprise que ce non-Canadien exploite au Canada, ou est liée aux activités d'une autre entreprise que ce non-Canadien exploite au Canada, mais fait partie d'activité commerciale désignée et liée au patrimoine culturel du Canada ou à l'identité nationale.²¹⁵

Il existe cependant de multiples exemptions à l'application de cette loi, dont:

a) l'acquisition d'intérêts - actions ou autres - avec droit de vote par une personne dans le cadre de son activité commerciale normale à titre de courtier en valeurs mobilières;²¹⁶

- b) l'acquisition d'intérêts avec droit de vote par une personne dans le cadre de son activité commerciale normale à titre de fournisseur au Canada de capital de risque d'une manière conforme aux modalités que peut fixer le ministre;²¹⁷
- c) l'acquisition du contrôle d'une entreprise canadienne dans le cadre de la réalisation d'une garantie accordée à l'égard d'un prêt ou d'un autre mode d'assistance financière si l'acquisition n'est pas faite dans un but lié à la présente loi;²¹⁸
- d) l'acquisition de contrôle d'une banque ou de la filiale d'une banque étrangère ou la création de telles entités visées par la *Loi sur les banques*;²¹⁹
- e) l'acquisition du contrôle d'une entreprise canadienne par une compagnie d'assurance constituée au Canada autorisée à y exploiter une entreprise d'assurance en vertu d'un enregistrement fait en conformité avec la loi régissant les sociétés d'assurance fédérales ou par une filiale en propriété exclusive d'une société d'assurance fédérale ou étrangère.²²⁰

La *Loi sur Investissement Canada* prévoit l'obligation de transmettre à l'agence, nommée Investissement Canada, une demande d'examen des investissements faits par un non-Canadien reliés à la constitution d'une nouvelle entreprise canadienne ou à l'acquisition du contrôle d'une entreprise canadienne.²²¹ L'acquisition du contrôle d'une entreprise canadienne est sujette à l'examen de Investissement Canada lors d'une acquisition directe d'une entreprise canadienne dont les actifs sont égaux ou supérieurs à cinq millions de dollars et, lors d'une acquisition indirecte, dont les actifs sont égaux ou supérieurs à cinquante millions de dollars.²²² Notons que ces seuils ont été portés à cent cinquante et cinq cent millions de dollars respectivement, par l'Accord de libre échange Canada-États-Unis lors d'une acquisition par un américain. Cette loi prévoit également des règles sur le statut canadien pour déterminer les entités sous contrôle canadien et d'autres règles pour déterminer l'acquisition du contrôle d'une entreprise canadienne par un non-Canadien.²²³ Elle crée aussi des présomptions d'acquisition.²²⁴

Enfin, la *Loi sur Investissement Canada* prévoit aussi qu'un non-Canadien peut être mis en demeure de se départir d'un investissement au Canada ou du contrôle d'une entreprise canadienne.²²⁵ Des procédures judiciaires et des amendes sanctionnent le défaut de se conformer à une mise en demeure.²²⁶

1.6.2.6 *Loi sur la Banque du Canada*

La *Loi sur la Banque du Canada* énonce dans son préambule l'opportunité de créer une banque centrale pour réglementer la vie économique du Canada, contrôler et protéger la valeur de la monnaie canadienne sur les marchés internationaux et pour atténuer, autant que possible par l'action monétaire, les fluctuations du niveau général de la production, du commerce, des prix et de l'emploi.

Parmi les définitions utilisées dans la *Loi sur la Banque du Canada*, le mot «banque» renvoie à une banque à laquelle s'applique la *Loi sur les banques* et le mot «billet» s'entend de billets de la Banque du Canada destinés à circuler au Canada.

Le siège social de la Banque du Canada est situé à Ottawa mais elle peut ouvrir des bureaux régionaux et locaux et nommer des mandataires au Canada.²²⁷ L'ouverture de bureaux à l'étranger requiert l'approbation du gouverneur en conseil.²²⁸

La Banque du Canada est dirigée par un conseil d'administration dont font partie le gouverneur et le sous-gouverneur.²²⁹ Il faut être citoyen canadien pour occuper un de ces deux postes.²³⁰ Les autres administrateurs sont nommés par le ministre des Finances du Canada.²³¹ Il faut être citoyen canadien et résider habituellement au Canada pour se qualifier à titre d'administrateur.²³² La fonction d'administrateur de la Banque du Canada est toutefois incompatible avec la qualité d'administrateur, associé, dirigeant ou employé d'une banque, d'un établissement financier membre de l'Association canadienne des paiements ayant des fonds déposés à la Banque du Canada ou d'agences de courtage s'occupant du placement initial des nouvelles valeurs du gouvernement du Canada.²³³ Un administrateur de la Banque du Canada ne doit pas, non plus, occuper un poste dans une administration publique ou un poste rémunéré avec des fonds public.²³⁴

Le gouverneur de la Banque du Canada et le ministre des Finances se consultent régulièrement sur la politique monétaire et les rapports de celle-ci avec la politique économique générale. Le ministre peut donner au gouverneur des directives ponctuelles sur la politique monétaire à suivre.²³⁵

Les pouvoirs de la Banque du Canada sont multiples. Il est prévu notamment qu'elle peut:

- a) acheter et vendre des devises étrangères et maintenir des comptes de dépôt au Canada et à l'étranger, dans des banques ou des banques étrangères;²³⁶
- b) acheter et vendre des valeurs ou titres émis ou garantis par le Canada ou une province;²³⁷
- c) consentir, pour une période d'au plus six mois, des prêts ou avances à des institutions financières, banques ou autres établissements membres de l'Association canadienne des paiements ayant des fonds déposés à la Banque du Canada, sur le nantissement avec ou sans dépossession de biens que celles-ci sont autorisées à détenir, notamment de valeurs mobilières appartenant aux catégories mentionnées aux alinéas précédents, de lettres de change ou de billets à ordre;²³⁸
- d) consentir des prêts ou avances, pour des périodes d'au plus six mois, au gouvernement du Canada ou d'une province sur le nantissement avec ou sans dépossession de valeurs mobilières facilement négociables, émises ou garanties par le Canada ou cette province;²³⁹

e) consentir des prêts au gouvernement du Canada ou d'une province, à condition que, d'une part, le montant non remboursé des prêts ne dépasse, à aucun moment, une certaine fraction de recettes estimatives du gouvernement en cause pour l'exercice en cours - un tiers dans le cas du Canada, un quart dans celui d'une province - et que, d'autre part, les prêts soient remboursés avant la fin du premier trimestre de l'exercice suivant;²⁴⁰

f) accepter, sans verser d'intérêt à leur égard, des dépôts effectués par le gouvernement du Canada ou d'une province, par une société ou un organisme d'État fédéral ou par des institutions financières - banques, ou autres établissements membres de l'Association canadienne des paiements;²⁴¹

g) accepter les dépôts transférés conformément à la *Loi sur les banques*, verser les intérêts correspondants et faire les paiements prévus par ces lois;²⁴²

h) faire toutes les autres opérations bancaires non interdites par la loi et liées à son application.²⁴³

La Banque du Canada peut aussi, pour un mois donné, fixer le pourcentage de passif - dépôts que les banques sont tenues de maintenir à titre de réserves secondaires moyennes.²⁴⁴ Elle peut aussi demander au Surintendant des institutions financières de procéder à l'inspection d'une institution financière.²⁴⁵

Évidemment, une des fonctions de la Banque consiste en l'émission de papier monnaie destiné à circuler au Canada.²⁴⁶ La Banque doit s'assurer d'une émission suffisante, tant à son siège social que dans ses bureaux régionaux et agences au Canada. Les billets sont imprimés en français et en anglais, dans une forme et une matière approuvée par le ministre des Finances du Canada.²⁴⁷ Les billets de la Banque du Canada ne sont ni des billets ni des lettres de change au sens de la *Loi sur les lettres de change*.²⁴⁸

La Banque constitue aussi un fonds de réserve dont une portion est versée au Trésor canadien.²⁴⁹

1.6.2.7 *Loi sur les liquidations*

La *Loi sur les liquidations* s'applique à la liquidation de toute personne morale constituée par une loi fédérale et dont la constitution et les opérations sont sous l'autorité législative fédérale.²⁵⁰ Elle énonce aussi qu'elle s'applique spécifiquement à la liquidation des banques, des caisses d'épargne («savings banks»), des compagnies d'assurance, des sociétés de prêt ayant des pouvoirs d'emprunt, des sociétés de construction ayant un capital social et des compagnies de commerce faisant affaires au Canada, quelque soit le lieu de leur constitution.²⁵¹ Au Québec, la Cour supérieure constitue le tribunal compétent pour rendre des ordonnances en application de la *Loi sur les liquidations*.²⁵²

La *Loi sur les liquidations* contient plusieurs dispositions particulières applicables à la liquidation d'une banque ou d'une compagnie d'assurance.²⁵³

Quant à la liquidation d'une compagnie d'assurance, la *Loi sur les liquidations* accorde une protection particulière pour les détenteurs de polices au Canada assurée par une priorité sur les actifs de la compagnie au Canada.²⁵⁴ Elle prévoit aussi des mécanismes de réassurance, de réclamation ou de transfert d'actifs à l'étranger et de supervision du Conseil du Trésor en ces matières. Notons que la réassurance des polices d'une compagnie d'assurance en liquidation peut s'effectuer dans une ou plusieurs compagnies enregistrées sous le régime de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques* ou de la *Loi sur les compagnies d'assurance étrangères*.²⁵⁵

1.6.2.8 *Loi sur l'Association canadienne des paiements*

L'Association canadienne des paiements (l'«Association») a pour objet d'établir et de mettre en oeuvre un système national de compensation et de règlement et de planifier le développement du système national des paiements.²⁵⁶ Elle peut, dans ce cadre, convenir de l'échange des instruments de paiement aux lieux qu'elle estime indiqués au Canada.²⁵⁷ Son siège social est au Canada.²⁵⁸

L'Association se compose de la Banque du Canada, des banques et de toute autre personne éligible notamment les centrales de coopérative de crédit, les sociétés de fiducie et les sociétés de prêt.²⁵⁹ Pour être éligibles, ces institutions financières doivent en plus être membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada ou d'un régime provincial d'assurance-dépôts.²⁶⁰

Le conseil d'administration de l'Association est composé de neuf à onze personnes qui doivent être citoyens canadiens et résider habituellement au Canada.²⁶¹ Le président du conseil est désigné par la Banque du Canada et les autres membres du conseil d'administration sont désignés par les autres institutions financières membres de l'Association dans une proportion déterminée par règlement.²⁶² Le conseil d'administration peut établir des règlements portant, entre autres, sur les accords de compensation entre membres, les paiements et toutes questions connexes.²⁶³

L'Association est sous la surveillance du Surintendant des institutions financières nommé en vertu de la *Loi sur le Bureau du Surintendant des institutions financières*, qui fait rapport au ministre des Finances du Canada.²⁶⁴

Enfin la *Loi sur l'Association canadienne des paiements* prévoit des normes de paiement et de compensation pour les chèques, mandats ou instruments de paiements privilégiés émis ou tirés sur un membre de l'Association, qui devient insolvable.²⁶⁵

1.6.2.9 Loi sur l'intérêt

La *Loi sur l'intérêt*²⁶⁶ prévoit qu'une personne peut stipuler, allouer et exiger, dans tout contrat ou convention quelconque, le taux d'intérêt ou d'escompte qui est convenu.²⁶⁷ A défaut de taux prévu par la convention, la *Loi sur l'intérêt* fixe le taux d'intérêt à cinq pour cent par an.²⁶⁸

Pour un contrat, autre qu'une hypothèque, prévoyant un intérêt payable à un taux autre qu'annuel sans préciser le taux annuel, aucun intérêt supérieur au taux de cinq pour cent n'est exigible, à moins que le contrat ne précise le taux annuel auquel correspond cet autre taux.²⁶⁹

La *Loi sur l'intérêt* précise aussi, qu'en matière de principal garanti par hypothèque sur biens-fonds, aucun intérêt n'est exigible, payable ou recouvrable sur une partie quelconque du capital prêté, à moins que l'acte d'hypothèque ne fasse mention du principal et du taux de l'intérêt exigible, calculé annuellement ou semestriellement mais non d'avance.²⁷⁰ Elle prévoit l'interdiction de modifier ce taux d'intérêt par d'autres modalités financières. Elle prévoit aussi le taux d'intérêt additionnel qui est payable pour purger une hypothèque, capital et intérêts, cinq ans après la date à laquelle l'hypothèque a été consentie.²⁷¹

1.6.2.10 Loi sur la monnaie

La *Loi sur la monnaie*²⁷² prévoit que l'unité monétaire du Canada est le dollar et que les pièces de monnaie émises pour circuler au Canada y ont cours légal.²⁷³ Elle prévoit aussi le pouvoir libératoire de ces pièces de monnaie et des billets destinés à circuler au Canada émis par la Banque du Canada.²⁷⁴

La *Loi sur la monnaie* crée aussi un Compte du fonds des changes sur lequel le ministre des Finances du Canada peut acquérir ou faire acquérir des devises étrangères ou des devises détenues par toute institution financière au Canada ou à l'étranger, des droits de tirage spéciaux ou des valeurs du Fonds monétaire international, des valeurs de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement et de l'or.²⁷⁵

1.6.2.11 Loi concernant la monnaie royale canadienne

La Monnaie royale canadienne est l'organisme chargé de la frappe des pièces de monnaie au Canada.²⁷⁶ Cet organisme est aussi chargé de l'approvisionnement des pièces de monnaie qui sont remises au ministre des Finances du Canada. La Monnaie royale canadienne est dirigée par un conseil d'administration de onze membres, tous citoyens canadiens et résidant habituellement au Canada.²⁷⁷

1.6.2.12 Loi sur les accords de Bretton Woods

Cette loi approuve les accords relatifs au Fonds monétaire international, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, à l'Association internationale de développement, à la Société financière internationale et à la Convention portant création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements.

La *Loi sur les accords de Bretton Woods*²⁷⁸ prévoit les mécanismes par lesquels le Canada satisfait à ses obligations en vertu de ces accords.

1.6.2.13 Loi sur le recyclage des produits de la criminalité

La *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité*²⁷⁹ a pour objet d'établir dans le domaine financier des obligations de tenue de documents propres à faciliter la répression du recyclage financier des produits de la criminalité. Elle s'applique spécifiquement aux banques, sociétés coopératives de crédit, caisses de crédit et caisses populaires, compagnies d'assurance-vie, sociétés de fiducie, sociétés de prêt, personnes qui se livrent au commerce de valeurs mobilières (y compris la gestion de portefeuille et la fourniture de conseils en placements), et aux personnes qui se livrent aux opérations de change.

La Loi sur le recyclage des produits de la criminalité permet au gouvernement, par règlement, d'assujettir d'autres personnes, de déterminer les documents qui doivent être tenus et les renseignements qu'ils doivent contenir, de fixer la durée et une méthode de conservation des documents, et de prévoir les mesures à prendre pour s'assurer de l'identité de la personne avec laquelle une institution ou personne visée effectue une transaction. Toute contravention à la loi constitue une infraction passible d'amende et d'emprisonnement.

2. Les ajustements requis au cadre juridique des institutions financières et de certains autres intervenants sur les marchés des capitaux advenant l'accession du Québec à la souveraineté

Nous abordons maintenant le coeur du présent rapport, à savoir l'identification et l'examen de certains ajustements requis au cadre juridique du fonctionnement des institutions financières et de certains autres intervenants sur les marchés des capitaux advenant l'accession du Québec à la souveraineté.

Avant de présenter les ajustements législatifs proprement dits, nous avons jugé utile, voire même nécessaire, d'examiner deux questions connexes dont la compréhension facilitera grandement la poursuite de l'étude. C'est pourquoi la partie 2.1 traitera des traités internationaux touchant aux institutions financières auxquels un Québec souverain pourrait vouloir adhérer. Quant à la partie 2.2, elle tentera d'articuler sommairement le cadre général sous-tendant les modifications législatives envisagées advenant l'accession du Québec à la souveraineté.

Enfin, la partie 2.3 présentera de façon assez précise certaines modifications devant être apportées à la réglementation des institutions financières et de certains autres intervenants sur les marchés des capitaux advenant la souveraineté du Québec.

2.1 Les traités internationaux touchant aux institutions financières auxquels un Québec souverain pourrait vouloir adhérer

Le Canada est partie à un certain nombre de traités bilatéraux et multilatéraux à vocation mondiale touchant aux activités des institutions financières. Advenant l'accession du Québec à la souveraineté, le Québec pourrait vouloir accéder à l'ensemble ou à un certain nombre de ces traités. Rappelons d'ailleurs que l'une des hypothèses de base du présent rapport est que le Québec souverain accède à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et que l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis continue de s'appliquer au Québec nouvellement souverain.

Il existe également un certain nombre de traités multilatéraux à vocation mondiale touchant aux activités des institutions financières auxquelles le Canada n'est pas (ou n'est pas encore) partie. Un Québec souverain pourrait vouloir accéder à un certain nombre de ces traités.

Nous traiterons ici des traités bilatéraux et multilatéraux qui contiennent des dispositions spécifiques touchant aux activités des institutions financières auxquelles un Québec souverain pourrait vouloir accéder. Toutefois, notre étude ne se veut pas exhaustive. Ainsi, nous ne traiterons pas des conventions en matière d'impôt sur le revenu que le Canada a signées avec divers autres pays et qui ont nécessairement un impact sur les activités des institutions financières.

Nous ne traiterons pas, non plus, des dispositions des traités multilatéraux à vocation mondiale touchant aux activités des institutions financières auxquels le Canada n'est pas encore partie. Une liste de ces traités se retrouve cependant à l'annexe H au présent rapport.

2.1.1 Quelques principes en matière de succession aux traités

Les règles du droit international en matière de succession d'État en ce qui concerne les traités sont assez confuses; la doctrine est souvent contradictoire, la jurisprudence peu concluante et la pratique peu ordonnée. On peut toutefois tirer un certain nombre de règles de base en cette matière qui, sans faire l'unanimité, recueillent une large approbation. Le présent rapport n'a pas la prétention de faire le tour de la question fort complexe de la succession aux traités. Cette question a d'ailleurs fait l'objet d'études fort détaillées tout d'abord du Secrétariat de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté²⁸⁰ et ensuite de Me Ivan Bernier dans un mémoire déposé à la même Commission.²⁸¹ Nous nous contenterons donc de résumer les grandes lignes de cette question de succession aux traités et, plus particulièrement, de ces règles en ce qu'elles concernent les organisations internationales.

Nous référons le lecteur aux deux études que nous venons de citer pour de plus amples informations sur la question.

En vertu des règles classiques du droit international, un nouvel État ne succédait généralement qu'aux traités auxquels il désire succéder. La caducité des traités personnels conclus par l'État parent était la règle. L'État détaché qui constituait une nouvelle entité souveraine n'était donc tenue que des traités qu'il assumait lui-même librement. Il n'en allait toutefois pas de même des traités dits réels ou territoriaux, tels les traités relatifs aux frontières, ceux relatifs au droit de transit ou à la navigation. Ceux-ci liaient l'État nouvellement souverain de la même façon qu'ils liaient son prédécesseur.

La *Convention de Vienne sur la succession d'États en matière de traités*²⁸² adoptée par l'Assemblée générale des Nations-Unies vient à la fois codifier un certain nombre de ces règles et en bouleverser certaines autres. En effet, la Convention de Vienne confirme la continuité des traités portant sur les frontières, sur la navigation, sur les questions humanitaires, techniques ou culturelles. Par ailleurs, à son article 34, la Convention de Vienne indique que lorsqu'une partie d'un État accède à l'indépendance, tout traité en vigueur à la date de succession d'États à l'égard de l'ensemble de l'État prédécesseur reste en vigueur à l'égard de chaque État successeur et que tout traité en vigueur uniquement quant à une partie du territoire de l'État prédécesseur ne reste en vigueur que quant à l'État successeur qui contient cette partie du territoire de l'État prédécesseur. Cet article 34 est vu par plusieurs, dont les commentateurs québécois et canadiens sur la question²⁸³, comme contraire à la politique traditionnelle des États et comme n'étant donc pas une codification du droit coutumier. La solution proposée par l'article 34 est d'autant plus sujette à caution que la Convention de Vienne n'est toujours pas en vigueur parce qu'un nombre insuffisant d'États l'a ratifié. De plus, le Canada ne l'a pas signée.

Il semble clair par ailleurs que l'État nouvellement indépendant peut manifester sa volonté de succéder aux traités auxquels son État parent était partie. Cette succession peut se faire par le biais de l'accord à intervenir le cas échéant entre l'État parent et l'État nouvellement indépendant ou encore par déclaration unilatérale de l'État nouvellement indépendant.

Lorsqu'un nouvel État résulte de l'accession au statut d'État d'une partie du territoire d'un État existant en vertu du droit international, la question de la succession aux traités ne se pose évidemment que quant à l'État nouvellement indépendant. L'État nouvellement indépendant sera, pour ce qui concerne l'application quant à lui des traités signés par l'État parent, le successeur de l'État parent. L'État parent, sauf si la succession de l'État nouvellement indépendant entraîne son éclatement pur et simple, continuera d'être lié et de bénéficier des traités qu'il a conclu, nonobstant qu'une partie de son territoire ait maintenant acquis le statut d'État.

Nous présumerons, pour les fins des présentes, qu'un Québec souverain souhaiterait succéder aux traités de nature économique, lesquels sont généralement de nature personnelle, touchant aux activités des institutions financières, préalablement conclus par le Canada.

La nature juridique de la déclaration de succession par un nouvel État aux traités de son État parent est cependant controversée. À cet égard, deux tendances s'opposent.

L'une d'entre elles est à l'effet que l'État nouveau ne succède pas aux accords internationaux conclus avant son accession à l'indépendance mais doit convenir avec l'État ou les États tiers de renouveler les traités en cause à l'égard de son territoire. La deuxième tendance est à l'effet que, dans la mesure où le nouvel État indique clairement sa volonté de succéder aux traités conclus par son État parent avant son accession à l'indépendance, il y a continuité des traités, lesquels continuent donc de s'appliquer au nouvel État avec effet rétroactif à la date de l'accession du nouvel État à l'indépendance.

Par ailleurs, comme le mentionne Me Jacques Brossard, la situation est différente en ce qui concerne les traités relatifs aux organisations internationales:

[...] Rappelons que la succession aux traités multilatéraux qui instituent des organisations internationales se trouve régie par leurs textes mêmes et qu'elle est souvent reliée à la question de l'admission des nouveaux membres, bien que l'obtention de la qualité de membre et l'adhésion aux traités soient deux questions distinctes.

La plupart des organisations exige l'admission de novo du nouvel État ainsi que son adhésion individuelle au traité qui les régit, un petit nombre d'entre elles reconnaissent toutefois sa succession au traité et son admission par le fait même. Par ailleurs, bon nombre reconnaissent la succession aux conventions (ou «traités-lois») qu'ils administrent.

En pratique, les nouveaux États ont presque tous adhéré (ou succédé) à la plupart des organisations et des traités auxquelles participaient leurs prédécesseurs.²⁸⁴

Cette règle quant à l'admission *de novo* des nouveaux États a également été reconnue applicable par les Nations-Unies en ce qui concerne l'admission d'un nouvel État à cette organisation.

2. *That when a new State is created, whatever may be the territory and the populations which it comprises and whether or not they formed part of a State Member of the United Nations, it cannot under the system of the Charter claim the status of a Member of the United Nations unless it has been formerly admitted as such in conformity with the provisions of the Charter.*²⁸⁵

Qu'en est-il des différentes ententes administratives relatives à certains aspects des marchés financiers auxquelles le Québec ou ses organismes sont parties. Nous avons souligné dans la première partie du présent rapport l'existence de certaines ententes de ce type, par exemple l'accord entre la Régie de l'assurance-dépôts du Québec et la Société d'assurance-dépôts du

Canada, l'entente entre les commissions des valeurs mobilières et les ententes de réciprocité pour les caisses de retraite.

Ces ententes ont été conclues par le Québec ou ses organismes administratifs dans l'exercice de pouvoirs qui lui sont conférés par la *Loi constitutionnelle de 1867*. Elles ont généralement pour but d'assurer un meilleur fonctionnement des marchés en assurant une certaine coordination des activités de réglementation des différents gouvernements provinciaux dans les secteurs couverts par elles. En se fondant sur la jurisprudence constitutionnelle canadienne à l'effet que le palier fédéral de gouvernement ou les paliers provinciaux de gouvernement sont chacun souverains dans leurs sphères de juridiction²⁸⁶, on pourrait donc prétendre que le Québec, État souverain succéderait au Québec, province canadienne quant à chacune de ces ententes. En effet l'accession du Québec à la pleine souveraineté n'est qu'une extension de la souveraineté du Québec au-delà de celle qui lui est maintenant reconnue par la constitution canadienne. Par ailleurs, il faut noter que toutes ces ententes comprennent des dispositions qui en autorisent la dénonciation sur préavis. On ne saurait spéculer sur la réaction des autres parties à ces ententes advenant l'accession du Québec à la pleine souveraineté. On peut cependant penser que cette réaction serait sûrement influencée par le résultat des négociations Canada-Québec sur le maintien d'un espace économique commun.

Nous nous arrêterons maintenant à étudier les modalités d'accession et les dispositions générales des plus importants traités bilatéraux et multilatéraux à vocation mondiale auxquels le Canada est partie (et auxquels un Québec souverain pourrait vouloir accéder) qui comportent des dispositions ayant des impacts directs sur les activités des institutions financières. Nous étudierons les dispositions pertinentes de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce («GATT») et, en particulier, dans le cadre de cette étude du GATT du projet d'Accord général sur le commerce des services qui se négocie dans le contexte des négociations de l'Uruguay Round, des Statuts du Fonds monétaire international, de l'Accord relatif à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque Mondiale) et de l'Accord constituant l'Organisation de Coopération et de Développement économiques.

2.1.2 L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis

L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis²⁸⁷ ne contient aucune disposition particulière quant à l'accession d'un autre État; il contient par ailleurs deux chapitres ayant des incidences directes sur les activités des institutions financières: le Chapitre 14 relativement aux services et le Chapitre 17 relativement aux services financiers.

2.1.2.1 L'accession du Québec à l'Accord de libre-échange

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis ne contient pas de disposition particulière pour régir l'adhésion d'un État tiers.

La nature de l'Accord de libre-échange et notamment l'importance de la réciprocité de ses dispositions nous portent à conclure qu'une indication, même très claire, de la volonté d'un Québec souverain d'adhérer à l'Accord ne suffirait pas pour assurer la réalisation de cet objectif. Nous croyons plutôt qu'il sera nécessaire pour le Québec de négocier et de convenir avec les États-Unis et le reste du Canada des conditions de son adhésion ou accession à l'Accord de libre-échange. En effet comme le soulignait Me Ivan Bernier, *l'introduction d'un troisième partenaire dans un accord commercial originalement conçu comme un accord bilatéral ne pourrait faire autrement que de changer radicalement les conditions d'exécution de celui-ci. (...) Dans ces conditions, il ne saurait être question d'une succession de plein droit du Québec dans le cas de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.*²⁸⁸

Cette question ne fait toutefois pas partie de la présente étude et nous ne la mentionnons que pour mémoire.

2.1.2.2 Les services en général (y compris les services d'assurance)

Les dispositions du Chapitre 14 ont une portée générale qui s'applique à un ensemble de services énumérés en annexe à ce chapitre. En ce qui concerne les institutions financières les dispositions de ce chapitre ne sont toutefois applicables qu'aux services d'assurance.

Ce chapitre prévoit essentiellement que chaque partie, le Canada et les États-Unis, accordera aux personnes de l'autre partie un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres personnes dans des circonstances analogues.

Quant aux services d'assurance, le Chapitre 14 vise la production, la distribution, la vente, la commercialisation et la prestation du service d'assurance, ainsi que son achat et son utilisation. Il vise également l'accès aux services de distribution interne et l'utilisation de ces derniers, l'établissement d'une présence commerciale à des fins de distribution, de commercialisation, de prestation ou de facilitation du service d'assurance et tout investissement en vue de la fourniture du service d'assurance.

Il faut noter, toutefois, que l'investissement en vue de la fourniture de services visés, dont les services d'assurance, est sujet aux dispositions du Chapitre 16 relatif aux investissements. Ce chapitre prévoit que chaque partie, le Canada et les États-Unis, accordera aux investisseurs de l'autre partie un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde dans des circonstances analogues à ses investisseurs quant aux mesures touchant l'établissement de nouvelles entreprises, l'acquisition d'entreprises commerciales, la direction et l'exploitation d'entreprises commerciales et la vente d'entreprises commerciales situées sur son territoire. Le Chapitre 16 permet toutefois au Canada de continuer d'examiner les investissements effectués au Canada par des Américains conformément aux dispositions de la Loi sur Investissement Canada. Le Canada a, par ailleurs, pris des engagements dans l'Accord de libre-échange en vue de hausser les seuils d'examen prévus à la *Loi sur Investissement Canada* et, suite à l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange, la *Loi sur Investissement Canada* a été modifiée pour hausser le seuil d'examen conformément aux dispositions de l'Accord.

L'obligation de traitement national que l'on retrouve au Chapitre 14 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis ne signifie pas que le Canada et les États-Unis sont tenus d'harmoniser leur réglementation en ce qui concerne les services d'assurance. L'effet du traitement national est plutôt de faire en sorte que les Canadiens et les Américains qui exploitent une entreprise de services d'assurance au Canada soient traités de façon équivalente. Il en va de même de ceux qui exploitent une entreprise de services d'assurance aux États-Unis.

Par ailleurs, le paragraphe 3 de l'article 1402 permet à une partie d'accorder aux personnes de l'autre partie un traitement différent de celui qu'elle accorde à ses propres nationaux pourvu:

- . que la différence de traitement ne soit pas plus importante que ce qui est nécessaire pour des considérations de gestion prudente, de fiducie, de santé, de sécurité et de protection des consommateurs;
- . que le traitement différent en question équivaut en pratique au traitement que la partie accorde à ses propres personnes pour même considération; et
- . que notification préalable du traitement envisagé a été donnée conformément aux dispositions de l'Accord de libre-échange.

L'obligation d'accorder le traitement national est également inapplicable à une disposition non conforme d'une mesure existante, à la prorogation ou au prompt renouvellement d'une disposition non conforme de toute mesure existante, et à la modification d'une disposition non conforme de toute mesure existante (pourvu que cette modification ne la rende pas moins conforme aux obligations d'accorder le traitement national aux personnes de l'autre partie).

2.1.2.3 Les services financiers

Au Chapitre 17 de l'Accord de libre-échange, chacun du Canada et des États-Unis ont pris certains engagements spécifiques en matière de services financiers. Ce chapitre sur les services financiers a plus d'importance en ce qu'il confirme la tendance internationale à la libéralisation des services financiers que par les dispositions spécifiques qu'il contient. En effet, le Chapitre 17 n'apporte pas, en lui-même, de grands changements à la situation actuelle.

Le Chapitre 17 prévoit tout d'abord qu'en ce qui concerne les services financiers, l'Accord de libre-échange ne s'applique qu'aux mesures adoptées par les gouvernements fédéraux canadiens et américains; il ne vise donc pas la réglementation des provinces canadiennes ou des états américains. On peut penser, toutefois, qu'advenant l'accession du Québec à la souveraineté, les États-Unis et le Canada poseraient comme condition à l'application de l'Accord de libre-échange au Québec nouvellement souverain que les dispositions du Chapitre 17 traitant des services financiers deviennent également applicables aux institutions financières constituées en vertu des lois du Québec. On peut aussi croire que le Québec accepterait cette condition.

L'article 1703 de l'Accord de libre-échange rend inapplicable aux investisseurs américains la limite de 25% de propriété étrangère applicable aux banques, aux compagnies d'assurance, sociétés d'investissement, compagnies de prêt et sociétés de fiducie constituée en vertu des lois fédérales canadiennes. Les investisseurs américains sont donc traités sur le même pied que les investisseurs canadiens en ce qui concerne la souscription ou la détention d'actions de ces institutions. Il semble donc qu'un Québec souverain devrait harmoniser sa législation à cet égard et qu'une nouvelle loi sur les banques québécoises devrait aussi contenir une dérogation semblable en faveur des Américains.

La règle contenue à la *Loi sur les banques* et aux nouvelles lois réglementant les sociétés d'assurance, sociétés de prêt et sociétés de fiducie constituées en vertu des lois fédérales canadiennes qui interdit à toute personne, peu importe sa nationalité, de détenir plus de 10% de l'ensemble des actions d'une catégorie d'actions du capital de ces institutions est applicable aux Canadiens comme aux étrangers; elle peut donc continuer à s'appliquer nonobstant l'Accord de libre échange.

L'article 1703 contient également un certain nombre d'engagements du Canada à modifier la *Loi sur les banques* pour rendre inapplicables aux Américains un certain nombre de ses dispositions. Le Canada a apporté ces modifications à la *Loi sur les banques* au moment de l'adoption de la loi de mise-en-oeuvre de l'Accord de libre-échange. Les dispositions ainsi modifiées traitent du pourcentage des actifs totaux des banques que peuvent posséder au Canada les filiales canadiennes des banques étrangères, les modalités d'ouverture d'une succursale au Canada par une filiale canadienne d'une banque étrangère et le virement de prêts par une filiale canadienne d'une banque étrangère à sa société-mère. Toutes ces dispositions ont été rendues inapplicables aux filiales canadiennes des banques américaines.

Le Chapitre 17 contient également certains engagements de la part du gouvernement américain. Ainsi, l'Accord prévoit que les banques américaines pourront transiger dans des titres de créance pleinement garanti par le Canada et ses subdivisions dans la même mesure qu'elles pouvaient le faire lors de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange quant à des titres de créance pleinement garanti par les États-Unis ou leurs subdivisions. On peut envisager qu'advenant l'accession du Québec à la souveraineté, l'Accord de libre-échange pourrait être modifié pour autoriser les banques américaines à transiger à la fois dans des titres de créance pleinement garantis par le Canada et ses subdivisions et dans des titres de créance pleinement garantis par le Québec et ses subdivisions.

Les États-Unis se sont également engagés à ne pas adopter ni appliquer quelque mesure de compétence fédérale américaine qui accorderait aux banques canadiennes un traitement moins favorable que celui qui leur était accordé le 4 octobre 1987 en ce qui concerne le droit d'établir et d'exploiter dans un État autre que celui de leur port d'attache une succursale, agence, filiale bancaire ou filiale de société de crédit commerciale. On peut, ici, également envisager qu'advenant la souveraineté du Québec, les États-Unis accorderaient ce même traitement aux banques qui pourraient éventuellement être constituées en vertu d'une loi sur les banques du Québec.

Les États-Unis se sont enfin engagés à ce que les banques canadiennes puissent tirer avantage, de la même façon que les banques américaines, de tout changement au *Glass-Steagall Act*, celui qui interdit aux banques américaines d'agir comme preneurs fermes en ce qui concerne le placement de valeurs mobilières, ainsi qu'aux autres législations y afférentes, aux règlements et aux pratiques administratives. Encore une fois, l'Accord de libre-échange pourrait sans doute être modifié pour étendre cette dérogation aux banques constituées en vertu d'une éventuelle loi sur les banques québécoises.

Remarquons enfin que ce chapitre ne limite aucunement le droit du Canada ou des États-Unis d'appliquer des restrictions commerciales aux paiements et transferts effectués aux titres des transactions internationales courantes ou aux mouvements internationaux de capitaux dans la mesure où ces restrictions sont par ailleurs conformes aux engagements internationaux auxquels le Canada et les États-Unis sont parties. Par exemple, les engagements internationaux relatifs aux questions monétaires et, en particulier, les Statuts du Fonds monétaire international, permettent en certaines circonstances des restrictions de change pour des raisons de balance de paiements ou de sécurité nationale.

Aux alinéas 4 des articles 1702 et 1703 de l'accord de libre-échange, le Canada et les États-Unis ont affirmé leur accord que le Chapitre 17 ne doit pas être «réputé exprimé la satisfaction mutuelle des parties concernant le traitement accordé à leurs institutions financières respectives». Par conséquent, les parties se sont engagées à continuer leurs négociations en vue de libéraliser davantage des règles régissant l'accès à leurs marchés financiers.

2.1.3 L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)

L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ²⁸⁹ ne contient dans sa forme actuelle aucune disposition particulière relative aux services en général ou aux institutions financières, en particulier. Toutefois, dans le cadre de la ronde actuelle de négociation du GATT connu sous le nom de Uruguay Round, les pays occidentaux (dont le Canada), qui jouissent d'un avantage comparatif dans le domaine des services financiers ont obtenu que les négociations portent entre autres sur la libéralisation du commerce en matière de services, y compris en matière de services financiers. Ces négociations sont actuellement dans leur dernière phase et, au cours du mois de décembre 1991, le Directeur-Général du GATT soumettait aux parties contractantes un rapport incluant les ententes auxquelles les parties en étaient arrivées sur un certain nombre de sujets et faisant des propositions pour essayer de régler les différends qui opposaient encore les Parties Contractantes. Parmi les sujets sur lesquels un accord semble être intervenu, on peut noter celui du commerce des services et, en particulier celui du commerce des services financiers. Évidemment, aucune disposition du projet d'accord sur le commerce des services n'entrera en vigueur avant qu'un accord ne soit intervenu sur l'ensemble des sujets discutés dans le cadre de l'Uruguay Round.

Le document soumis par le Directeur-Général du GATT n'a pas été rendu public et doit servir principalement aux négociateurs des différentes parties Contractantes. Dans le cadre de la préparation du présent rapport, nous avons eu accès au projet d'Accord général sur le commerce

des services ²⁹⁰ lequel contient le texte de l'accord sur lequel les parties à l'Uruguay Round sont parvenues en matière de services. Bien que nous ne croyons pas opportun de relater dans le détail les dispositions de ce projet d'accord, compte tenu de son caractère non définitif, il nous apparaît souhaitable de mentionner les aspects essentiels de ce projet d'accord.

2.1.3.1 Accession du Québec au GATT et, advenant son adoption, à l'Accord général sur le commerce des services

Notons tout d'abord que l'adhésion du Québec au projet d'Accord général sur le commerce des services, présuppose son adhésion préalable au GATT. Comme nous le mentionnions plus haut, advenant l'accession du Québec à la souveraineté il lui faudrait devenir partie Contractante au GATT conformément aux dispositions de l'Accord général. Un nouvel État peut accéder au GATT de deux façons, soit par la procédure d'accession en vertu de l'article XXXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ou par la procédure de parrainage conformément au paragraphe 5 c) de l'article XXVI de l'Accord général.

La procédure de parrainage nécessite que la partie Contractante de qui dépendait auparavant le nouvel État donne avis au Secrétariat du GATT qu'une partie de son territoire jouit de l'autonomie dans la conduite de ses relations économiques extérieures ou l'a acquise. En vertu de la procédure adoptée par le GATT, suite à cette déclaration les parties Contractantes établissent au cours de leur prochaine session une période raisonnable au cours de laquelle elles recommandent à toutes les parties Contractantes d'appliquer *de facto* au nouvel État les dispositions du GATT à la condition que ce nouvel État applique les dispositions du GATT à l'égard des parties Contractantes. Cette période permet au nouvel État de déterminer sa politique commerciale internationale, de s'assurer de la conformité de sa politique commerciale actuelle au GATT et de décider s'il désire devenir partie Contractante au GATT. Le nouvel État qui désire devenir partie Contractante le devient à l'expiration de la période déterminée. L'avantage pour un État de devenir partie Contractante en vertu de la procédure de parrainage réside dans le fait qu'aucune nouvelle négociation tarifaire avec ce nouvel État ne constitue une condition préalable à son admission à titre de partie Contractante. En effet, la pratique du GATT est que le nouvel État qui devient partie au GATT en vertu de la procédure du paragraphe 5 c) de l'article XXVI le devient selon les mêmes modalités que celles préalablement acceptées par l'État dont il faisait auparavant partie.

Par ailleurs, un État qui devient membre du GATT en vertu de la procédure d'accession prévue à l'article XXXIII le devient suite à une entente entre cet État et les autres parties Contractantes au GATT. L'accord des deux-tiers des parties Contractantes est requis pour l'admission d'un nouvel État à titre de partie Contractante en vertu de la procédure d'accession. Contrairement à l'admission en vertu de la procédure de parrainage, l'admission au GATT en vertu de la procédure d'accession nécessite la négociation de concessions tarifaires par le nouvel État en faveur des parties Contractantes au GATT.

Le projet d'Accord général sur le commerce des services sera ouvert à l'acceptation par les États parties aux négociations de l'Uruguay Round jusqu'à une date à être déterminée. Il entrera en

vigueur à cette date quant à ceux de ces États qui l'auront accepté. En ce qui concerne les autres États, l'accession au GATT n'entraîne pas l'accession automatique à ce projet d'Accord. Il semble, en effet, que ces États devront y accéder spécifiquement. Ce projet d'Accord général sur les services ne prévoit pas non plus de procédure d'admission par voie de parrainage semblable à celle retrouvée au paragraphe 5 c) de l'article XXVI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Il n'est donc pas évident que l'adhésion d'un Québec souverain à l'Accord général sur les tarifs douaniers et commerce (dans la mesure où le Canada accepte de parrainer cette admission du Québec) en vertu du paragraphe 5 c) de l'article XXIV de cet Accord entraîne l'admission automatique de ce même Québec souverain à l'éventuel Accord général sur le commerce des services et ce, même si le Canada lui-même était partie à cet Accord général sur le commerce des services. Il semble plutôt que le Québec devrait alors accéder à l'Accord général sur le commerce des services à des conditions à fixer avec les autres parties à cet Accord général. La majorité des deux-tiers serait requise pour l'accession d'un Québec souverain à l'Accord général sur le commerce des services.

2.1.3.2 Le projet d'Accord général sur le commerce des services

Le projet d'Accord général sur le commerce des services doit s'appliquer à l'ensemble des mesures, des parties à cet accord, qui affectent le commerce des services dans tous les secteurs, à l'exception des services fournis dans l'exercice de fonctions gouvernementales. De plus, le projet d'Accord prévoit que les parties peuvent prendre certains engagements spécifiques quant à l'accès au marché des services des autres parties.

En matière de services financiers le projet d'Accord général sur le commerce des services vise spécifiquement les services suivants:

- . services d'assurance et services connexes, comprenant l'assurance directe (y compris la coassurance) sur la vie et autre que sur la vie, la réassurance et la rétrocession, l'intermédiation en assurances et les services auxiliaires en matière d'assurance, par exemple les services de consultation, les services actuariels, les services d'évaluation du risque et les services de liquidation des sinistres;
- . services bancaires, comprenant l'acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public, les prêts de tout type (y compris le crédit à la consommation, le crédit hypothécaire, l'affacturage et le financement de transactions commerciales), le crédit-bail, les services de règlement et de transferts monétaires (y compris les cartes de crédit et de paiement, les chèques de voyage et les traites) et les garanties et engagements;
- . autres services financiers, comprenant les opérations pour compte propre ou pour compte de clients (en bourse, sur un marché hors cote ou autre) sur les instruments du marché monétaire, les devises, les produits dérivés tels instruments à terme et options, les instruments du marché des changes et du marché monétaire, les valeurs mobilières et les autres instruments et actifs financiers négociables, y compris le métal, la participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières et la prestation de services relatifs à ces émissions, le courtage monétaire, la

gestion d'actifs (par exemple la gestion de trésorerie ou de portefeuille, toute forme de gestion d'investissement collectif, gestion de fonds, de pension, service de garde, services dépositaires et services fiduciaires), les services de règlement et de compensation afférents à des actifs financiers, la fourniture et le transfert d'information financières (y compris les logiciels) et les services de conseil, d'intermédiation et autres services financiers auxiliaires (y compris cote de crédit et analyse financière, recherche et conseil en investissements et en placements et conseil en matière d'acquisitions, de restructurations et de stratégies d'entreprise).

a) Le principe général, la règle de la nation la plus favorisée

En vertu du projet d'Accord général sur le commerce des services, chaque partie à cet Accord s'engagera à accorder, sans condition, aux services et fournisseurs de services de toute autre partie, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde aux services et fournisseurs de service similaires de tout autre pays. Le projet d'Accord général sur le commerce des services retient donc la règle de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le commerce des services.

Certaines exceptions sont toutefois permises à ce traitement de la nation la plus favorisée. En effet, une partie pourrait maintenir une mesure incompatible avec le traitement de la nation la plus favorisée dans la mesure où, au moment de son accession à cet Accord, elle demande spécifiquement que cette mesure soit exemptée des dispositions du projet d'Accord. Le projet d'Accord général sur le commerce des services n'empêche pas, par ailleurs, à une partie de conférer ou d'accorder des avantages à des pays limitrophes pour faciliter les échanges, limités aux zones frontières contiguës, de services qui sont produits et consommés localement. Il n'empêche pas non plus une partie d'être partie ou de participer à un accord libéralisant le commerce des services entre ou parmi les parties audit accord à la condition que cet accord couvre un nombre substantiel de secteurs et prévoit l'absence ou l'élimination pour l'essentiel de toute discrimination entre ou parmi les parties à cet accord, dans les secteurs visés par l'Accord, par l'élimination des mesures discriminatoires existantes et/ou la prohibition de nouvelles mesures discriminatoires ou de mesures plus discriminatoires.

C'est donc dire que dans la mesure où le traité économique à être conclu entre le Québec et le Canada prévoyait la libre circulation des biens, des personnes, des capitaux et des services, ni le Québec ni le Canada ne seraient tenus d'accorder les mêmes avantages aux autres pays. De la même façon, dans la mesure où le Québec accédait à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, il ne serait pas tenu d'accorder aux autres parties le même traitement que celui qu'il serait tenu d'accorder aux fournisseurs de services américains en vertu des chapitres 14 et 17 de l'Accord de libre-échange.

Notons enfin que les dispositions du projet d'Accord général sur le commerce des services n'empêchent pas l'adoption ou l'application de mesures nécessaires à la protection de la moralité publique, au maintien de l'ordre public, de la santé et de la vie des personnes ou encore à la prévention de pratiques dolosives et frauduleuses, à la protection du caractère privé de la vie des

personnes et à la protection de la confidentialité des dossiers et comptes personnels et enfin à la sécurité nationale.

b) Mise en application de la règle de la nation la plus favorisée

Le projet d'Accord général sur le commerce des services prévoit la publication le plus rapidement possible de toutes les lois, réglementations et directives administratives pertinentes et de toutes les autres décisions ou mesures d'application générales qui visent ou affectent la prestation de services.

Il prévoit également que chaque partie fasse en sorte que toutes les mesures d'application générale qui affectent le commerce des services soient administrées d'une manière raisonnable, objective et impartiale. À cette fin, chaque partie s'engage à maintenir ou instituer des tribunaux judiciaires, administratifs ou d'arbitrage indépendants qui permettront de réviser le plus rapidement possible des décisions administratives se rapportant à la fourniture de services.

Chaque partie s'engage également à se prêter à des consultations, à la demande d'une autre partie, en vue d'éliminer les pratiques commerciales des fournisseurs de services (autres que le fournisseur monopolistique d'un service) qui peuvent limiter la concurrence et par là restreindre le commerce des services.

Une partie peut, par ailleurs, décider d'accorder, dans certains secteurs qu'elle détermine, le traitement national aux fournisseurs de services de toute autre partie.

Le projet d'Accord général sur le commerce des services prévoit enfin l'institution d'un conseil en vue de faciliter le fonctionnement de l'accord.

Il prévoit aussi des dispositions quant aux consultations entre États et aux règlements des différends.

c) Traitement spécifique quant aux services financiers

En plus des dispositions générales dont nous venons de faire état, le projet d'Accord général sur le commerce des services contient des dispositions spécifiques quant à l'application du projet d'Accord aux services financiers. Les services financiers visés comprennent comme nous l'avons vu tous les services d'assurance et services connexes et tous les services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance). En ce qui concerne les services financiers, on permet à une partie de prendre des mesures, et ainsi de restreindre la portée de ses engagements généraux en vertu du projet d'Accord général sur le commerce des services, pour des raisons prudentielles, y compris pour la protection des investisseurs, des déposants, des titulaires de polices ou des personnes à qui un droit de garde est dû par un fournisseur de service financier pour assurer l'intégrité et la stabilité du système financier. Il est également prévu qu'une partie pourra reconnaître les mesures prudentielles de tout autre pays pour déterminer comment ses propres mesures se rapportant aux services financiers seront appliquées.

d) Une approche différente adoptée par certains pays quant aux services financiers

Un certain nombre de pays industrialisés, dont le Canada, ont accepté de libéraliser le commerce international de leurs services financiers selon une approche différente et plus libérale que celle prévue au projet d'Accord général sur le commerce des services. Ces pays acceptent que les fournisseurs de services financiers de toute autre partie établis sur leur territoire bénéficient du traitement de la nation la plus favorisée et, en ce qui concerne l'achat ou l'acquisition de services financiers par des entités publiques sur leur territoire, du traitement national. Ils doivent permettre également aux fournisseurs non-résidents de services financiers de fournir directement ou par l'intermédiaire de mandataires, et suivant des modalités et conditions qui accordent un traitement national un certain nombre de services d'assurance, de réassurance et de fourniture et transfert d'informations financières et de traitement de données financières. Ces parties s'engagent également à permettre à leurs résidents d'acheter sur le territoire d'une autre partie des services d'assurance sur la vie et d'assurance autre que sur la vie, des services de réassurance et l'ensemble des services bancaires et autres services financiers visés par le projet d'Accord général sur le commerce des services et que nous avons énumérés plus haut.

Aux fins de permettre à des fournisseurs étrangers de pouvoir exercer des services financiers sur leur territoire, ces parties s'engagent à accorder aux fournisseurs de services financiers de toute autre partie le droit d'établir ou d'accroître sur leur territoire une présence commerciale, y compris par l'acquisition d'entreprises existantes. Elles s'engagent aussi à ne prendre aucune mesure qui empêche les transferts d'informations ou le traitement d'informations financières, y compris les transferts de données par des moyens électroniques dans les cas où ces transferts ou ces traitements d'informations financières sont nécessaires à un fournisseur de services financiers pour la conduite de ses affaires courantes.

Ces parties s'engagent à faire en sorte d'éliminer tout effet préjudiciable notable pour les fournisseurs de services financiers des mesures dont le résultat est d'empêcher les fournisseurs étrangers de services financiers d'offrir leurs services sur leur territoire, de celles qui limitent l'expansion des activités des fournisseurs étrangers de services financiers et des mesures qui portent préjudice à la capacité des fournisseurs étrangers de services financiers d'être compétitifs sur leur marché ou d'y accéder.

Ces parties s'engagent enfin à accorder aux fournisseurs de services financiers étrangers établis sur leur territoire l'accès aux systèmes de règlement et de compensation exploités par des entités publiques ainsi qu'aux facilités de financement et de refinancement officielles disponibles au cours de transactions commerciales ordinaires. Ces engagements n'ont toutefois pas pour effet d'accorder l'accès aux fournisseurs étrangers de services financiers aux facilités de prêteur de dernier ressort généralement offertes par une banque centrale. En vertu de cet engagement les banques canadiennes faisant affaires sur le territoire québécois auraient accès au système de règlement et de compensation qui pourrait être mis sur pied par le Québec, advenant que le Québec mette sur pied un système différent de celui aujourd'hui administré par l'Association canadienne des paiements. Il permettrait également aux banques éventuellement constituées en vertu des lois du Québec d'avoir accès au système de règlement et de compensation de

l'Association canadienne des paiements pour les fins de leurs opérations sur le territoire du Canada. Advenant que le Canada impose des restrictions à la fourniture au Québec de monnaie canadienne, cet accès pour les banques québécoises au système de règlement et de compensation de l'Association canadienne des paiements pourrait être un moyen pour le Québec d'obtenir du numéraire canadien. Toutefois, cette possibilité risquerait d'être fort illusoire. En effet, dans l'éventualité où le Canada imposerait des restrictions à l'obtention par le Québec de numéraire canadien, on peut croire que le Canada ne permettrait pas à des banques éventuellement constituées en vertu des lois du Québec de faire affaires au Canada autrement que par l'intermédiaire de filiales. Il garderait alors pleine compétence sur ces filiales et pourrait leur imposer les mêmes restrictions quant à l'exportation de numéraire vers le Québec qu'aux autres banques.

2.1.4 *Le Fonds Monétaire International (FMI)*

Le Fonds Monétaire International («FMI») résulte de la conférence de Bretton Woods tenue en 1944, vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il est l'une des constituantes de l'ordre économique international d'inspiration anglo-américaine mis sur pied à la fin de cette guerre dans le but de prévenir la répétition des mesures fortement protectionnistes qui avaient suivi la dépression économique de 1929. Le Canada est un des membres originaires du Fonds monétaire international et son adhésion au Fonds a fait l'objet de la *Loi sur les accords de Bretton Woods*.

2.1.4.1 *Les buts du FMI*

Les buts du FMI se retrouvent à l'article I de ses Statuts.²⁹¹ Ils sont les suivants:

- . promouvoir la coopération monétaire internationale au moyen d'une institution permanente fournissant un mécanisme de consultation et de collaboration en ce qui concerne les problèmes monétaires internationaux;
- . faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international et contribuer ainsi à l'instauration et au maintien de niveaux élevés d'emploi et de revenu réel et au développement des ressources productives de tous les membres, objectifs premiers de la politique économique;
- . promouvoir la stabilité des changes, maintenir entre les membres des dispositions de change ordonnées et éviter les dépréciations concurrentielles des changes;
- . aider à établir un système multilatéral de règlement des transactions courantes entre les membres et à éliminer les restrictions de change qui entravent le développement du commerce mondial;
- . donner confiance aux membres en mettant les ressources générales du Fonds temporairement à leur disposition, moyennant des garanties adéquates, leur fournissant ainsi la possibilité de

corriger les déséquilibres de leur balance des paiements, sans recourir à des mesures préjudiciables à la sécurité nationale ou internationale;

. conformément à ce qui précède, abréger la durée et réduire l'ampleur des déséquilibres des balances des paiements des membres.

Le FMI compte parmi ses membres environ 90% des pays constituant la communauté internationale organisée sous la forme étatique. Ceux-ci effectuent plus de 90% des échanges mondiaux et possèdent les seules monnaies à usage international.

En vertu de l'article XI des Statuts du FMI, les pays membres ont l'obligation d'en respecter leurs dispositions dans leurs relations avec les États tiers non-membres. Toutefois, cet article XI ne restreint pas le droit d'un membre d'imposer des restrictions aux transactions de change avec des États non-membres ou avec des personnes résidant sur le territoire de ces États à moins que le FMI n'estime que de telles restrictions portent préjudice aux intérêts des membres et sont contraires aux buts du Fonds. Un État membre ne peut, par contre, imposer des restrictions aux transactions de change sur les paiements courants avec des États membres ou avec des personnes résidant sur leur territoire qu'avec l'accord préalable du Fonds.

2.1.4.2 L'accession au FMI

En vertu de la section 2 de l'Article II des Statuts du FMI, un pays qui n'est pas membre originaire du Fonds a la possibilité de devenir membre du Fonds aux dates et conformément aux conditions qui auront été prescrites par le conseil des gouverneurs. La pratique suivie par le FMI, en matière d'admission de nouveaux membres, nous permet de tirer un certain nombre de principes applicables en la matière:

. peut être membre du FMI une entité politique qui constitue un pays en vertu des règles du droit international. Ce pays doit avoir le contrôle formel de ses relations extérieures et doit être capable et disposé à remplir les obligations que les Statuts du FMI mettent à la charge des membres.

. sera considérée comme un pays une entité politique qui a la personnalité juridique internationale au sens du droit international, une entité politique à laquelle le droit international s'applique ou une entité qui est largement reconnue par les autres États comme ayant une personnalité juridique internationale.

. un territoire qui devient indépendant, devient un non-membre au sens des Statuts du FMI et ce, même si l'État parent dont il faisait autrefois partie était lui-même membre du FMI.

. la procédure permettant à un nouvel État de devenir membre du FMI est généralement initiée après l'indépendance mais le Fonds a déjà accepté d'étudier la demande d'un État en voie d'obtenir son indépendance. Évidemment, ce nouvel État ne devient officiellement membre du FMI qu'après avoir obtenu son indépendance.

. aucune disposition des Statuts du Fonds ne prévoit que deux pays indépendants puissent être membres conjoints du Fonds. Même les pays qui partagent une monnaie commune sont individuellement membres du FMI.

Des principes que nous venons d'énoncer, il s'ensuit qu'advenant l'accession du Québec à la souveraineté et que cette souveraineté fasse de lui un pays en vertu des règles du droit international, le Québec devra demander son admission au FMI. Dans l'éventualité où il ne demandait pas son admission, il serait considéré comme un non-membre au sens des statuts du FMI. Cette demande d'admission sera nécessaire et ce, même si en vertu du traité économique qui pourrait être conclu entre le Canada et le Québec les deux pays formaient une zone monétaire commune.

Bien que nous ne soyons pas en mesure, pour l'instant, de déterminer combien étroite pourrait être une union monétaire entre le Canada et le Québec, les études et commentaires qui ont été présentés à date nous permettent d'envisager deux scénarios. Le premier scénario comporte une union monétaire en vertu de laquelle le Québec et le Canada utiliseraient la même monnaie mais où le Canada serait le seul propriétaire de la banque centrale. Le deuxième scénario vise plutôt une union monétaire en vertu de laquelle le Québec et le Canada utiliseraient la même monnaie et où le Québec et le Canada se partageraient la propriété et l'administration de la banque centrale. Nous n'envisageons pas ici les scénarios où le Québec et le Canada auraient deux monnaies distinctes.

Dans l'un ou l'autre des deux scénarios mentionnés au paragraphe qui précède chacun du Québec et du Canada aurait à être membre du Fonds monétaire international et ce, même s'ils partagent la même monnaie. L'un et l'autre de ces deux scénarios se sont déjà présentés au FMI.

a) Une monnaie, le Canada est seul propriétaire de la banque centrale

Cette situation s'apparente beaucoup à celle qui a suivi en 1968 l'accession du Botswana à l'indépendance.

Suite à son indépendance de l'Afrique du Sud, le Botswana a adopté le rand sud-africain comme sa monnaie. Le rand sud-africain n'était toutefois pas la monnaie commune du Botswana et de l'Afrique du Sud, puisque le Botswana ne participait pas à la propriété et au contrôle de la banque centrale sud-africaine et, par conséquent, n'avait aucun contrôle sur la base monétaire de l'Afrique du Sud (et donc du Botswana). Suite à son indépendance, le Botswana a présenté sa demande afin de devenir membre du FMI. Bien que le Botswana n'avait pas de monnaie distincte, sa demande ne présenta pas de grandes difficultés au FMI puisque la possibilité du Botswana de remplir ses obligations en vertu des Statuts du FMI était déjà celle de l'émetteur de la monnaie utilisée au Botswana, soit l'Afrique du Sud. Le FMI s'est donc contenté d'une assurance de l'Afrique du Sud que le Botswana aurait le droit, sans restriction ou limitation, d'utiliser les rands qu'il détenait afin d'exécuter ses obligations envers le FMI en lui payant, avec cette même monnaie, les montants payables au FMI et que le FMI ne serait aucunement restreint dans l'utilisation qu'il pourrait faire des rands reçus du Botswana.

b) Monnaie commune, le Canada et le Québec sont propriétaire de la banque centrale

Le deuxième scénario, soit celui d'une monnaie commune entre le Québec et le Canada et où le Québec et le Canada partageraient la propriété et l'administration de la banque centrale s'est déjà présenté au FMI dans le cas de la Syrie et du Liban, de la Fédération de Malaisie, de la Tanzanie et de la Zone franc (franc CFA). Nous n'étudierons ici que les cas de la Syrie et du Liban et de la Fédération de Malaisie.

Le cas de la Tanzanie est essentiellement le même que celui de la Fédération de Malaisie. De plus, cette expérience fut de très courte durée puisque l'accession à l'indépendance des pays à l'union monétaire (Tanganyka, Kenya et Ouganda), peu de temps après l'établissement de cette union la fit éclater. En ce qui concerne la Zone Franc, les problèmes posés au FMI lors de l'admission, à titre de membres, des premiers États de l'Afrique occidentale à obtenir leur indépendance de la France étaient essentiellement les mêmes que ceux posés au moment de l'admission de la Syrie et du Liban. Par la suite, les mécanismes de la Zone Franc ont évolué de plus en plus vers ceux mis en place pour la Fédération de Malaisie. Nous ne croyons donc pas opportun d'étudier le cas de la Zone Franc séparément.

. La Syrie et le Liban

La Syrie et le Liban possédaient deux monnaies qui étaient nominalement distinctes mais qui, en fait, étaient une monnaie commune. Sur les billets de banque émis en Syrie, le mot «Syrie» était apposé et sur les billets de banque émis au Liban, le mot «Liban» était apposé. Toutefois, les billets circulaient librement et étaient acceptés comme mode de paiement dans chacun des deux pays. Les billets se changeaient au pair. Par ailleurs, l'émission des deux monnaies était confiée à une banque centrale commune, la Banque de la Syrie et du Liban. Cette banque détenait également les réserves monétaires des deux pays. La question se posait à savoir, si chacun des deux pays devait se voir attribuer une quote-part individuelle en vertu des Statuts du FMI ou si on devait plutôt leur attribuer une quote-part commune.

En effet, en vertu de l'Article 3 des Statuts du FMI, une quote-part, exprimée en droit de tirages spéciaux, doit être assignée à chaque membre. Ces quotes-parts sont fixées par le Conseil des gouverneurs du FMI en ce qui concerne un nouveau membre. La quote-part de chaque membre du FMI est établie par une formule complexe qui tient compte d'un certain nombre de facteurs, tels la proportion du produit national brut du membre par rapport au total des produits nationaux bruts de tous les pays du monde, du niveau de commerce international du pays, de ses réserves monétaires et de certains autres critères. Il est évidemment plus difficile de déterminer les réserves monétaires d'un membre dont la monnaie est commune avec celle d'un autre membre, ce qui serait le cas du Québec, et, par conséquent, de déterminer la quote-part demandée de ce nouveau membre.

Lors de l'étude de la demande de la Syrie et du Liban, il fut déterminé qu'il n'y avait pas de raison pour laquelle on n'établirait pas deux quotes-parts différentes pour chacun des deux pays. On reconnût qu'il serait très difficile d'imposer des restrictions à l'importation de produits entre

les deux pays et, par conséquent, qu'il serait très difficile et même impossible d'isoler les réserves monétaires de chacun des pays nécessaires au paiement de ses importations. Toutefois, le FMI conclut que ce problème était plus un problème à être réglé entre ces deux pays qu'un problème pour le Fonds.

. La Fédération de Malaisie

Une situation semblable se posa lors de la demande d'admission de la Fédération de Malaisie au FMI. Les relations monétaires entre la Fédération de Malaisie nouvellement indépendante, les colonies de Singapour, Sarawak, le Nord-Bornéo (sous domination britannique) et l'État de Brunei étaient encore plus étroites que celles existant entre la Syrie et le Liban. Dans ce cas, il n'y avait aucune distinction entre la monnaie circulant dans chacune des parties à l'union monétaire. Par ailleurs, la banque centrale était la propriété conjointe des cinq parties à l'union monétaire. Dans le cadre de sa demande d'accession au FMI, le gouvernement de la Fédération de Malaisie assura le Fonds que les obligations mises à la charge de chacune des parties à l'union monétaire en vertu des Statuts du Fonds seraient assurées puisque chacune des parties membres de l'union monétaire contrôlait la monnaie en commun et était chacune liée à se conformer aux dispositions des Statuts du Fonds. Un problème se posa cependant dans le calcul de la quote-part à attribuer à chacune des parties à l'union monétaire. Cependant, le FMI n'a pas jugé ce problème insurmontable. En effet, dans ce cas, le Fonds a constaté que la banque centrale était sous la propriété et le contrôle conjoints des parties à l'union monétaire. Par conséquent, cette banque centrale, bien que située sur le territoire d'un des membres, pouvait être assimilée, quant à chacun des membres de l'union monétaire, à un organisme financier analogue à une banque centrale au sens des Statuts du Fonds. Il s'ensuivait donc qu'une partie des réserves monétaires de cette banque centrale constituait les réserves monétaires de chacune des parties à l'union monétaire. Le calcul de cette proportion a donc permis au FMI de déterminer les réserves monétaires de chacune des parties à l'union monétaire et partant d'attribuer une quote-part à la Fédération de Malaisie nouvellement indépendante.

2.1.4.3 *Sommaire du rôle du FMI*

Il n'entre pas dans le but du présent rapport de faire une étude exhaustive du fonctionnement du FMI. Il importe cependant de faire ressortir les avantages de l'appartenance d'un Québec souverain au FMI et ce, même si le Québec n'avait pas sa propre monnaie.

Comme nous l'avons vu, le rôle du FMI est d'assurer le maintien de taux de change ordonnés, de mettre en place un régime de convertibilité monétaire, d'éliminer progressivement les restrictions de change, de recueillir des informations qui recouvrent pratiquement l'ensemble des activités économiques, financières et monétaires des États membres et, plus généralement de collaborer avec les États membres quant à toute question monétaire.

À cette fin, le FMI a pour objectif de favoriser l'établissement d'un système multilatéral des transactions courantes entre les pays membres, les pays membres devant assurer la liberté des

transactions courantes (les opérations qui portent sur le commerce des biens et celles qui portent sur le commerce des services) transitant par les marchés.

Les pays membres sont également tenus de communiquer au FMI tout renseignement que le FMI estime nécessaire à son fonctionnement. Ces renseignements sont très vastes et permettent au FMI de mener à bien sa mission générale de contrôle et de pouvoir plus efficacement venir en aide à ses membres qui connaissent des difficultés. L'évaluation que fait le FMI de la politique économique de ses membres est également un instrument fort utile aux fins de l'établissement de la cote de crédit des pays membres. Comme le mentionnait le Fonds dans son rapport annuel pour 1973:

*Ces échanges de vues périodiques sont essentiels, aussi bien pour le Fonds que pour les membres, et constituent un élément précieux de la collaboration monétaire internationale. Ils donnent au Fonds l'occasion de procéder à un examen approfondi des problèmes économiques de ses membres, et lui permettent de se prononcer plus rapidement sur les demandes d'aide financière des membres ou sur les propositions de modification des taux de change et autres mesures. Les autorités des pays membres reçoivent donc non seulement une évaluation indépendante de leur politique économique mais elles peuvent en outre, examiner avec le Fonds toute difficulté résultant des mesures particulières ou des politiques générales adoptées par d'autres membres. Lors de ces consultations, le Fonds attache de plus en plus d'importance aux conséquences internationales des politiques économiques et financières des membres, afin que ces politiques correspondent mieux aux objectifs de la communauté internationale.*²⁹²

De la même façon dans un article portant sur le FMI, le périodique britannique *The Economist* soulignait que lorsque le FMI acceptait de prêter à un de ses membres, les banques commerciales acceptaient généralement de faire de même:

*And even if the IMF's own loans are not enough to cover a deficit, its imprimatur will guarantee that commercial finance will not be far behind. As the banks get more cautious about lending to ldc's [«less-developed countries»], so the IMF expects that its role will become more highly valued by both borrowers and lenders.*²⁹³

Le Fonds a surtout comme fonction d'apporter son assistance aux pays membres connaissant des difficultés temporaires de balance de paiements, qu'elles résultent de facteurs d'ordre interne ou d'ordre externe. Deux techniques permettent essentiellement aux États d'avoir recours à l'aide du Fonds : les tirages et les assurements de tirage.

L'opération de tirage consiste en un achat par un pays membre de devises étrangères en échange de sa propre monnaie. L'assurance de tirage, quant à lui, consiste en une ligne de crédit dont les modalités d'utilisation ont été au préalable convenues entre le Fonds et le pays et qui permet à ce pays membre d'effectuer pendant une période et pour un montant déterminé un tirage sur le FMI, selon les conditions préétablies entre le membre et le FMI. Cet assurance de tirage se présente en général sous la forme de deux documents. Un premier document constitue l'accord lui-même, indiquant le but, la durée, le montant de l'accord et les obligations pesant

sur le demandeur. L'autre se présente sous la forme de lettre d'intention ou de mémorandum et contient les engagements qu'a dû souscrire le pays membre envers le FMI quant à sa politique financière, monétaire et de change afin d'obtenir l'assurance de tirage.

Tout membre peut tirer librement auprès du FMI un montant qui ne dépasse pas le quart de sa quote-part, soit le montant qui a effectivement été payé au FMI en devises convertibles ou en droits de tirage spéciaux. Tous les autres tirages nécessitent l'accord du FMI et font généralement l'objet d'un assurance de tirage, auquel seront assorties les conditions mentionnées dans la lettre d'intention.

L'action du FMI a essentiellement donc pour but d'assurer la liquidité du système monétaire international et de permettre aux membres qui subissent des difficultés quant à leur balance de paiements de reconstituer leur réserve en devises étrangères.

2.1.5 La Banque Mondiale

La Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement, mieux connue sous le nom de Banque Mondiale, résulte comme le FMI des Accords de Bretton Woods et a été créée en même temps que le Fonds monétaire international. Les buts de la Banque Mondiale sont les suivants :

- . aider à la reconstruction et au développement des territoires des États membres en facilitant l'investissement de capitaux à des fins productives et notamment aux fins de relever les économies détruites ou désorganisées par la guerre, de réadapter les moyens de production aux besoins du temps de paix et d'encourager le développement des moyens de production et des ressources dans les pays moins développés;
- . favoriser les investissements privés à l'étranger au moyen de garanties ou de participation à des prêts et à d'autres investissements effectués par des particuliers; et à défaut de capitaux privés disponibles à des conditions raisonnables, compléter les investissements de caractère privé sous des conditions appropriées, en fournissant à des fins productives des moyens financiers tirés de son propre capital, des fonds réunis par elle et de ses autres ressources;
- . contribuer au développement harmonieux, sur une longue période de temps, des échanges internationaux et au maintien de l'équilibre des balances des paiements en encourageant les investissements internationaux ayant pour but d'accroître les ressources productives des États membres, et d'aider de cette manière, à augmenter la productivité, à élever le niveau de vie et à améliorer les conditions de travail dans les territoires des États membres;
- . tenir compte en ce qui concerne les prêts qu'elle accorde ou qu'elle garantit des prêts internationaux provenant d'autres sources, de manière que les projets les plus utiles et les plus urgents aient la priorité quelle que soit leur envergure;

. diriger ses opérations en tenant compte des effets des investissements internationaux sur la situation économique dans les territoires des états membres et, pendant les premières années qui suivront la guerre, faciliter le passage progressif de l'économie de guerre à l'économie de paix.

2.1.5.1 L'accession à la Banque Mondiale

En vertu de l'Article II de l'Accord relatif à la Banque Mondiale,²⁹⁴ pour être membre de la Banque Mondiale il faut être membre du Fonds monétaire international. La Banque fonctionne comme une entreprise à fonds social et chaque État membre s'engage au moment de son accession à souscrire un certain nombre de parts de capital de la Banque.

2.1.5.2 Sommaire du fonctionnement de la Banque Mondiale

En vertu de l'Article III de l'Accord relatif à la Banque Mondiale, les ressources et les services de la Banque sont employés au bénéfice exclusif des États membres en prenant équitablement en considération tant les projets de développement que les projets de reconstruction. Aujourd'hui, la Banque exerce l'essentiel de ses activités dans les pays en voie de développement en y accordant des prêts ou des garanties de projets divers. Notons toutefois, qu'en vertu de la section 5 de l'Article III, la Banque ne peut imposer de condition tendant à ce que les sommes provenant d'un prêt soient dépensées dans les territoires de tels ou tels États membres déterminés. Dans la mesure où l'aide financière de la Banque sert à assurer le financement d'un projet parrainé par un autre État rien n'empêche cependant cet autre État de poser comme condition à son parrainage que des retombées économiques lui parviennent de ce parrainage.

Dans le cadre de ses activités, la Banque peut accorder des prêts directs, participer avec d'autres institutions financières à des prêts directs en utilisant ses fonds propres ou ses réserves, accorder des prêts directs ou participer à des prêts directs en utilisant des fonds obtenus sur le marché d'un État membre ou empruntés de toute autre manière par la Banque ou encore garantir, en totalité ou en partie, des prêts consentis par des particuliers suivant les méthodes habituelles de placement.

2.1.5.3 Les institutions affiliées à la Banque Mondiale

Trois institutions sont affiliées à la Banque Mondiale :

- a) l'Association internationale de développement²⁹⁵ qui a pour but de fournir aux pays en voie de développement des moyens financiers dont les conditions de remboursement sont plus souples et pèsent moins lourdement que celles des prêts consentis selon des formules classiques;
- b) la Société financière internationale²⁹⁶ qui a pour objet de stimuler l'expansion économique en encourageant le développement d'entreprises privées de caractère productif dans les États membres, en particulier dans les régions moins développées; et

c) l'Agence multilatérale de garantie des investissements²⁹⁷ qui a pour objectif d'encourager les flux d'investissement à des fins productives entre les États membres, en particulier vers les États membres en développement.

L'Agence multilatérale de garantie des investissements, mieux connue sous son acronyme anglais «MIGA», exerce essentiellement les mêmes fonctions que la Société pour l'expansion des exportations du Canada en assurant les investissements admissibles contre les pertes résultant de risques de change, d'expropriation ou autres mesures analogues, de rupture de contrat ou de conflits armés et troubles civils. La couverture qu'offre MIGA diffère de celle de la Société pour l'expansion des exportations du Canada sur deux aspects importants. Premièrement, la couverture contre les pertes résultant des risques politiques qu'offre MIGA est plus étendue que celle de la Société pour l'expansion des exportations du Canada. Deuxièmement, MIGA offre une garantie des placements de portefeuille, garantie que n'offre pas la Société pour l'expansion des exportations du Canada par opposition aux investissements visant la constitution de filiales.

2.1.6 L'Organisation de Coopération et de Développement économiques

L'Organisation de Coopération et de Développement économiques a été précédée par la formation, le 16 avril 1948, de l'Organisation européenne de Coopération économique. L'objectif essentiel de cette institution était la réunification de l'espace économique de l'Europe occidentale, jusqu'alors morcelée par d'innombrables barrières commerciales et monétaires nées de la dépression de 1929 et de la Deuxième Guerre mondiale. L'Organisation ayant réalisé son objectif, ses membres décidèrent de l'élargir, d'une part en lui assignant des buts plus larges et d'autre part en intégrant le Canada et les États-Unis dans un nouvel organisme connu sous le nom d'Organisation de Coopération et de Développement économiques²⁹⁸ («OCDE»), constitué en date du 30 septembre 1961.

La mission de l'OCDE est complémentaire à celle du FMI. En effet, alors que l'essentiel de l'objectif du FMI consiste à libéraliser les paiements courants, l'OCDE a comme mission d'amener les États membres à poursuivre leurs efforts en vue de réduire ou de supprimer les obstacles aux échanges de biens et services ainsi qu'aux paiements courants et de maintenir et étendre la libération des mouvements de capitaux. Deux codes ont été adoptés par l'OCDE dans la poursuite de cet objectif, l'un concernant les opérations invisibles courantes et l'autre les mouvements de capitaux.

Ces codes ont une valeur obligatoire à l'égard des pays membres de l'OCDE. En vertu de ces codes, les États membres s'engagent à ne pas rendre plus sévères les restrictions existantes, soit en matière de transaction invisible courante, soit en matière de mouvement de capitaux. Ils prennent également l'engagement d'éliminer progressivement entre eux toute restriction portant sur ce type d'opération. Les codes permettent cependant un certain nombre de dérogations. En effet, les États membres conservent le pouvoir de déroger aux codes pour des raisons d'ordre public ainsi que dans le cadre de l'exécution de leurs obligations concernant la paix et la sécurité internationale. Ce dernier cas vise surtout les situations où le Conseil de Sécurité des

Nations-Unies décide d'imposer des sanctions économiques à l'encontre d'un État. Ces codes admettent enfin des dérogations en cas de difficulté de balance des paiements.

Tout comme le GATT, les codes acceptent que les États membres accordent un traitement aux autres États membres différent de celui qu'ils peuvent accorder aux pays avec lesquels ils ont conclu des accords de libre-échange ou des accords en vue de la constitution d'unions douanières ou d'unions monétaires. Il ne faut enfin pas oublier le rôle de forum international entre les pays capitalistes développés que joue l'OCDE en ce qui a trait aux questions économiques et monétaires. L'OCDE fournit d'ailleurs parmi les meilleures statistiques comparatives disponibles en ce qui concerne les marchés monétaires, les marchés des capitaux et les marchés des obligations de ses différents membres.

Notons enfin que, lors de la crise du pétrole des années 1970, l'OCDE a mis sur pied un fonds de soutien financier en vue de pourvoir au recyclage des pétrodollars et d'agir comme prêteur de dernier ressort (après le FMI ou, dans le cas des pays européens, après la Communauté économique européenne) de ses membres. La création de ce fonds est une illustration marquante de la solidarité financière du monde occidental pour laquelle l'OCDE constitue une organisation et un forum privilégié.

2.2 Le cadre général sous-tendant l'encadrement législatif envisagé advenant l'accession du Québec à la souveraineté

La présente Partie nous permettra d'identifier les principes fondamentaux qui pourraient former le cadre général de l'encadrement législatif envisagé pour les institutions financières advenant la souveraineté du Québec. L'objectif essentiel recherché est de permettre aux institutions financières de poursuivre leurs activités de façon harmonieuse et en évitant les soubresauts inutiles des marchés financiers advenant la souveraineté.

À ce stade, il importe de rappeler une fois de plus les hypothèses de base du présent rapport:

- le maintien de l'espace économique entre le Québec et le Canada, ce qui comprend l'utilisation de la monnaie canadienne et la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux;
- l'accession du Québec à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Le traité économique à être conclu entre le Québec et le Canada articulerait sûrement davantage et préciserait cette notion du maintien de l'espace économique entre le Québec et le Canada. On peut cependant croire que les dispositions du traité relatives au maintien de l'espace économique demeurerait d'ordre général. La mise en oeuvre de ces dispositions nécessiterait donc des accords de nature plus technique quant aux institutions financières ainsi que des

modifications spécifiques à la législation canadienne et québécoise en matière d'institutions financières.

À cet égard, l'expérience européenne relative aux procédés d'intégration des marchés financiers de plusieurs États souverains peut être intéressante. En effet, l'intégration des marchés financiers en Europe se fonde sur deux dispositions du Traité de Rome traitant du droit d'établissement et de la libre prestation des services. Ces dispositions prévoient également l'adoption de directives de coordination des législations nationales pour faciliter la réalisation de leurs objectifs. Conformément au Traité de Rome, un certain nombre de directives ont été adoptées pour mettre en oeuvre le droit d'établissement et la libre prestation des services en matière d'institutions financières. Ces directives ont par la suite été intégrées dans les législations des États membres des Communautés européennes par voie d'amendements législatifs.

Le maintien d'un marché financier intégré entre le Canada et le Québec nouvellement souverain nécessiterait certainement l'insertion dans le traité économique entre le Québec et le Canada des principes de base du traitement des institutions financières des deux États. Les modalités de mise en oeuvre de ces principes pourraient faire l'objet de directives ou recommandations de l'organisme chargé d'administrer le traité économique au gouvernement de chacun des États. Ces gouvernements pourraient ensuite proposer à leur législature respective (et celles des provinces canadiennes dans le cas du Canada) les modifications spécifiques à être apportées aux législations relatives aux institutions financières pour donner plein effet aux dispositions du traité économique entre le Canada et le Québec et aux directives de l'organisme chargé de l'administration du traité.

Le désir de maintenir l'espace économique entre le Canada et le Québec, de même que le désir du Québec de devenir partie au GATT et à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis sous-tendent une volonté de limiter, autant que possible tout effet perturbateur de l'accession du Québec à la souveraineté sur les marchés financiers. Cette position sous-tend aussi la volonté d'assurer pour les institutions financières une transition la plus aisée possible entre le présent cadre constitutionnel et le nouveau cadre amené par l'accession du Québec à la souveraineté.

C'est dans ce contexte qu'il convient d'examiner de façon critique certains scénarios d'ajustements au cadre juridique des institutions financières. On peut ainsi éliminer d'ores et déjà un scénario en vertu duquel le Québec se doterait d'un système parfaitement autonome de réglementation de ses institutions financières sans coordination particulière avec celui en vigueur au Canada.

Par ailleurs, à l'autre extrémité des scénarios possibles, la reconnaissance mutuelle par le Canada et le Québec de toutes leurs institutions financières respectives, réduirait l'incertitude de façon importante et favoriserait le maintien de la cohésion dans les marchés financiers. L'adoption de ce principe n'est pas sans précédent. En effet, les Communautés européennes ont adopté le principe de reconnaissance mutuelle²⁹⁹ pour l'ensemble de leurs institutions financières. La

reconnaissance mutuelle leur est apparue comme le plus susceptible de réaliser leur objectif soit l'intégration financière totale au cours des prochaines années. Les commentateurs européens s'entendent pour affirmer que cet objectif est sans précédent. En fait, ni les États-Unis, ni le Canada, deux pays fédéraux, donc plus centralisés que les Communautés européennes, n'ont réussi à entièrement intégrer leurs marchés financiers. En effet, aux États-Unis comme au Canada (sauf, dans le cas du Canada, pour les banques) des autorisations d'établissement doivent être demandées et obtenues état par état ou province par province, sans liberté de prestation d'un état ou d'une province à l'autre.

On peut donc s'interroger à savoir si dans le contexte de l'accession du Québec à la souveraineté il est réaliste de proposer l'adoption du principe de reconnaissance mutuelle quant à toutes les institutions financières. Une chose est claire: en ce qui concerne les banques, le principe de la reconnaissance mutuelle apparaît comme le seul susceptible de mitiger l'impact de l'accession du Québec à la souveraineté sur les marchés financiers. Le principe de la reconnaissance mutuelle suppose, d'une part, que le Québec reconnaîtrait à la fois les banques canadiennes elles-mêmes et l'autorité de l'organisme de contrôle canadien sur ces banques qui voudraient continuer à exercer des activités sur le territoire québécois et, d'autre part, que le Canada reconnaîtrait une banque, constituée en vertu de l'éventuelle loi sur les banques québécoise, qui voudrait exercer ses activités au Canada ainsi que l'autorité de l'organisme de contrôle québécois sur cette banque. Dans les deux cas, certaines préoccupations d'ordre prudentielle devront être pris en compte, comme nous le verrons plus loin.

Dans l'éventualité où les négociations à intervenir avec le Canada ne permettraient pas d'obtenir du Canada la reconnaissance des banques constituées en vertu de l'éventuelle loi sur les banques québécoise, le Québec pourrait reconnaître les banques canadiennes mais vouloir garder un certain contrôle sur les activités des banques canadiennes au Québec, contrôle qui ne devrait vraisemblablement pas être plus serré ou plus restrictif que celui que le Canada voudrait exercer sur les banques constituées en vertu de l'éventuelle loi sur les banques québécoise.

Le marché où exercent les compagnies d'assurance, les sociétés de fiducie et sociétés de prêt, les sociétés d'épargne et de crédit, ainsi que les courtiers en valeurs mobilières est évidemment moins intégré que celui des banques puisqu'il s'agit d'un domaine de compétence partagée entre le gouvernement fédéral et celui des provinces. Chaque province exerce en fait un contrôle important sur ces institutions financières qui ne peuvent généralement exercer leurs activités dans une province avant d'obtenir un permis de cette province. Les législations provinciales requièrent pour l'obtention du permis que l'institution soit constituée en vertu des lois fédérales canadiennes ou en vertu des lois d'une province canadienne. Cette règle souffre cependant d'une exception en ce qui concerne les compagnies d'assurance puisqu'une compagnie d'assurance étrangère qui désire faire affaires au Canada peut obtenir un permis sans devoir constituer une filiale canadienne.

Par ailleurs, bien que les régimes de réglementation soient fort semblables, des différences existent sur plusieurs aspects. À titre d'exemple, mentionnons la différence entre la capitalisation minimum exigée des sociétés de fiducie en vertu de la loi du Québec³⁰⁰

(5 000 000 \$) et celle exigée par la loi de l'Ontario (10 000 000 \$).³⁰¹ Comme le Québec et l'Ontario exigent que les sociétés de fiducie qui désirent exercer des activités sur leur territoire, détiennent un permis émis par elles, il s'ensuit que, par exemple, la société de fiducie, constituée en vertu des lois du Québec, qui désire faire affaires en Ontario, doit obtenir un permis de l'Ontario. Pour pouvoir obtenir ce permis, cette société de fiducie doit avoir une capitalisation au moins égale au minimum exigé par la loi de l'Ontario, soit 10 000 000 \$, même si pour les fins de ses activités au Québec, le capital minimum est de 5 000 000 \$.

Le traitement actuel accordé aux compagnies d'assurance, sociétés de fiducie, sociétés d'épargne et de crédit, sociétés de prêt et aux courtiers en valeurs mobilières constituées en vertu des lois fédérales ou d'une autre province par chaque province est donc essentiellement le traitement national, c'est-à-dire que ces institutions peuvent exercer leurs activités dans une province autre que leur province d'origine à la condition de se conformer aux conditions qu'exige cette province de ses propres institutions.

Advenant l'accession du Québec à la souveraineté, il pourrait être intéressant pour le gouvernement du Québec de proposer au reste du Canada l'adoption du principe de la reconnaissance mutuelle (aussi connu sous le vocable du respect des juridictions) pour l'ensemble des institutions financières. Il est évident qu'il s'agirait là d'un geste ambitieux et avant-gardiste de la part du Québec puisqu'un tel régime n'existe pas encore à l'intérieur de la fédération canadienne. Nous pensons cependant que la proposition devrait être sérieusement envisagée par le gouvernement d'un Québec souverain puisqu'elle offrirait un double avantage.

En premier lieu, une telle proposition devrait recevoir un accueil favorable de l'ensemble des institutions financières de toutes les juridictions qui devraient l'interpréter comme la manifestation concrète du désir du Québec d'éviter l'augmentation ou l'exacerbation du fardeau découlant du régime actuel que plusieurs d'entre elles considèrent comme une jungle où elles doivent composer au mieux avec toutes sortes de contraintes et de réglementations provinciales plutôt que de pouvoir se mesurer à la concurrence internationale une fois rencontrées les exigences de leur juridiction d'origine.

En second lieu, l'adoption du principe de la reconnaissance mutuelle de la juridiction d'origine des institutions financières ne saurait qu'avoir une influence stabilisatrice sur la capacité de ces institutions, y compris les institutions québécoises, de continuer de faire affaires de la façon la plus harmonieuse possible en dehors de leur juridiction d'origine malgré les réactions de nature protectionniste que pourrait provoquer l'accession du Québec à la souveraineté. Le maintien du régime actuel, lequel représente fondamentalement le traitement national comme nous l'avons vu ci-dessus, n'offrirait clairement pas de garanties aussi valables.

Une proposition québécoise visant à l'adoption du principe de la reconnaissance mutuelle pour l'ensemble des institutions financières pourrait ne pas être retenue par le reste du Canada. Dans cette éventualité, il faudrait s'en remettre au maintien de la situation actuelle qui correspond au principe du traitement national, lequel est également à la base des dispositions du Chapitre 14 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis sur le commerce des services.

Nous reviendrons plus loin sur la signification et les conséquences de l'adoption de ce principe du traitement national dans le contexte Québec-Canada.

Dans la mesure où le Québec accède à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et que cet Accord continue de s'appliquer sur son territoire, des dispositions spécifiques devront également être insérées dans les lois québécoises relativement aux institutions financières sous contrôle américain. Le Chapitre 17 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis traitant des services financiers ne s'applique selon son libellé même, en ce qui concerne le Canada, qu'aux institutions financières constituées en vertu des lois fédérales. On peut penser que dans le cadre des négociations menant à l'accession du Québec à l'Accord, les États-Unis demanderait et le Québec accepterait que ces dispositions s'appliquent aux institutions financières constituées en vertu des lois du Québec.

Le Chapitre 17 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis prévoit essentiellement que:

- a) les restrictions relatives à la propriété étrangère dans des institutions financières sous contrôle canadien ne sont pas applicables aux personnes qui résident habituellement aux États-Unis;
- b) le Canada doit exempter les filiales bancaires canadiennes, de banques américaines, individuellement et collectivement, des restrictions sur le montant global de l'actif national des banques étrangères au Canada. En application de ce principe, le Canada a accepté d'exempter les filiales bancaires canadiennes sous contrôle américain de l'obligation d'obtenir l'approbation du ministre des Finances avant de pouvoir ouvrir d'autres succursales au Canada et de permettre, sous réserve des exigences générales de gestion prudente, aux filiales bancaires canadiennes sous contrôle américain de virer des prêts à leur banque mère;
- c) le Canada ne doit pas utiliser les pouvoirs d'examen régissant l'admission d'institutions financières sous contrôle américain de façon incompatible avec le Chapitre 17.

Des modifications semblables à celles qui ont été apportées par le législateur fédéral à sa législation en matière d'institutions financières suite à l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis devraient donc être apportées par le législateur québécois à sa propre législation.

Une éventuelle législation québécoise en matière de banques devrait également prévoir des dispositions quant aux modalités selon lesquelles des banques étrangères dont le contrôle n'est pas américain pourraient constituer une filiale au Québec ou y ouvrir un bureau de représentation. À cet égard, la *Loi sur les banques*³⁰² contient déjà des dispositions relativement à la réciprocité de statut, c'est-à-dire des dispositions en vertu desquelles une banque étrangère dont le contrôle n'est pas américain ne peut constituer une filiale au Canada ou y ouvrir un bureau de représentation que si le pays où la banque étrangère exerce

principalement ses activités accorde un traitement aussi favorable aux banques canadiennes que celui qu'accorde la *Loi sur les banques* du Canada à cette banque étrangère.

Les lois québécoises qui réglementent actuellement les compagnies d'assurance, les sociétés d'épargne, les sociétés de fiducie et les sociétés de prêt et les courtiers en valeurs mobilières ne contiennent pas de dispositions relatives à la réciprocité du traitement accordé par l'état d'origine aux compagnies d'assurance, sociétés de fiducie, sociétés d'épargne et courtiers de valeurs mobilières constitués en vertu des lois du Québec. L'adoption de telles dispositions relatives à la réciprocité dans le cadre de l'accession du Québec à la souveraineté constituera un choix politique de l'autorité législative compétente.

L'accession du Québec au GATT et, advenant son adoption par les États qui participent aux négociations de l'Uruguay Round au projet d'Accord général sur le commerce des services, entraînera également l'obligation pour le Québec de traiter les banques étrangères d'un État, autre que le Canada et les États-Unis, d'une façon non moins favorable que la façon dont il traite les banques (ou quasi-banques) de tout autre pays. Le Canada qui serait vraisemblablement aussi partie à l'Accord général sur le commerce des services devrait accorder le même traitement aux banques étrangères. Notre compréhension de ce projet d'Accord est à l'effet que les dispositions relatives à la réciprocité de traitement ne sont pas incompatibles avec celui-ci dans la mesure où il est applicable également à tous les États étrangers (le cas du Canada et du Québec étant une exception que reconnaîtrait ce projet d'Accord).

Comme nous l'avons vu, conformément à un memorandum d'accord concernant les services financiers à intervenir dans le cadre de l'adoption du projet d'Accord général sur le commerce des services, un certain nombre de pays, industrialisés, dont le Canada, ont convenu d'une approche quant au commerce des services financiers qui est différente de celle prévue dans l'Accord général tout en n'y étant pas contraire. En fait, ces pays ont convenu de libéraliser davantage le commerce des services financiers que ce qui est prévu dans le projet d'Accord général sur le commerce des services. Le Québec et le Canada devraient donc vraisemblablement permettre aux fournisseurs non résidents de services financiers d'exécuter eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'un mandataire, de la même façon que des fournisseurs résidents de services financiers la fourniture et le transfert d'informations financières et le traitement de données financières des banques constituées en vertu des lois du Québec ou en vertu des lois du Canada. Le Québec et le Canada devraient également permettre à leurs résidents d'effectuer leurs affaires bancaires (dépôt, prêt (y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire et affacturage), crédit bail, service de règlement de transfert monétaire, opération pour compte propre ou pour compte de clients, courtage monétaire, gestion d'actif ou encore service de conseil d'intermédiation ou autres services financiers auxiliaires) auprès de banques ou autres institutions financières n'ayant pas d'établissement sur leur territoire.

En conclusion de ce survol du traitement des institutions financières canadiennes par un Québec souverain et des institutions québécoises par le Canada, il nous semble opportun et utile d'analyser plus en détails le principe de reconnaissance mutuelle dont nous recommandons

l'adoption de même que le principe du traitement national auquel il faudra peut-être avoir recours.

2.2.1 La reconnaissance mutuelle

Le meilleur exemple de la reconnaissance mutuelle des institutions financières se retrouve dans les Communautés européennes. Dans l'Europe communautaire la reconnaissance mutuelle par deux pays de leurs institutions financières respectives s'établit à deux niveaux.

Au premier niveau, lorsqu'une institution financière a reçu l'autorisation d'exercer ses affaires des autorités de son État d'origine, elle est reconnue pareillement par les autorités de l'État hôte. Elle peut donc établir librement des succursales ou bureaux sur le territoire de l'État hôte ou exercer ses activités sur le territoire de l'État hôte à partir de ses succursales ou bureaux situés dans l'État d'origine. Cette reconnaissance signifie que les autorités de réglementation de l'État hôte jugent que l'analyse de la structure et de la solvabilité de l'institution financière faite par les autorités de réglementation de l'État d'origine est suffisamment approfondie pour qu'elles n'aient pas à exercer elle-même un contrôle sur cette institution financière, sous réserve de certaines exceptions dont nous parlerons plus loin.

À un deuxième niveau, la reconnaissance mutuelle a pour conséquence qu'un produit qu'une institution financière étrangère propose reconnu comme commercialisable par les autorités de son État d'origine, doit l'être aussi dans l'État hôte.

Ces règles sont toutefois tempérées par le droit de l'État hôte de continuer à exercer un certain contrôle par le biais de règles justifiées par l'intérêt général. Dans ce contexte, «intérêt général» comprend généralement les règles relatives au maintien de l'ordre public de l'État hôte, les règles nécessaires pour assurer le respect des lois et réglementations qui ne sont pas incompatibles avec la notion de reconnaissance mutuelle, y compris celles qui se rapportent à la protection des consommateurs, à la prévention des pratiques dolosives et frauduleuses et les règles relatives aux moyens de remédier aux effets d'un manquement au contrat bancaire, d'assurance, de courtage mobilier, etc.

Le régime de reconnaissance mutuelle suppose donc une certaine coordination de la législation de chacun des États appliquant ce régime et ce, plus particulièrement en ce qui concerne la qualité des actionnaires, des administrateurs et des dirigeants de l'institution financière, la capitalisation minimum de l'institution financière et des règles de contrôle de sa solvabilité, sans quoi les États n'accepteront pas de renoncer à leur droit de contrôler l'établissement et les activités sur leur territoire des institutions financières étrangères.

Le système bancaire canadien est aujourd'hui intégré puisque sa réglementation ne dépend que de l'autorité fédérale. Le principe de la reconnaissance mutuelle appliqué aux banques canadiennes faisant affaires au Québec et, éventuellement, à des banques constituées en vertu des lois du Québec faisant affaires au Canada, permettrait donc d'éliminer à toutes fins pratiques les impacts de l'accession du Québec à la souveraineté sur le système bancaire. Appliqué au

système bancaire canadien et au système bancaire québécois nouvellement créé, le régime de la reconnaissance mutuelle aurait comme conséquence que le Québec reconnaîtrait la réglementation bancaire en vigueur au Canada et renoncerait à appliquer sa propre réglementation aux banques constituées en vertu des lois du Canada qui auraient une présence sur son territoire. Inversement, le Canada reconnaîtrait la réglementation bancaire en vigueur au Québec et renoncerait à l'application de sa propre réglementation aux institutions bancaires constituées en vertu de la loi du Québec qui auraient une présence sur le territoire canadien.

Les banques canadiennes, de même que les filiales canadiennes de banques étrangères qui auraient reçu l'agrément d'exercer leurs activités bancaires des autorités canadiennes auraient donc le droit d'exercer librement leurs affaires sur le territoire québécois sans avoir à se constituer une filiale québécoise distincte. Elles auraient également le droit d'ouvrir des succursales au Québec sans devoir préalablement obtenir quelque autorisation que ce soit, ni à doter ces succursales d'une capitalisation distincte. Il en irait de même des banques éventuellement constituées en vertu des lois du Québec et des filiales québécoises de banques étrangères qui voudraient faire affaires sur le territoire canadien.

Toutefois, le principe de reconnaissance mutuelle n'empêcherait pas le Québec et le Canada de demander par exemple le dépôt d'avis advenant l'ouverture d'une succursale par une banque constituée en vertu des lois de l'autre État. Le Québec et le Canada pourraient également demander à ce qu'une copie des rapports requis par les autorités de réglementation de l'État d'origine soit également transmise aux autorités de réglementation de l'État hôte.

Comme cela est le cas pour les Communautés européennes, le principe de la reconnaissance mutuelle ne devrait pas empêcher le législateur québécois, ni le législateur canadien d'exiger que ses propres lois s'appliquent quant aux dispositions jugées nécessaires pour l'intérêt général.

Cette exception au principe de reconnaissance mutuelle justifié par l'«intérêt général» élargirait quelque peu le pouvoir actuel du Québec relativement aux banques constituées en vertu des lois du Canada qui exerceraient leurs activités sur son territoire. En effet, en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*, une loi provinciale dont l'essence et la substance est relative à l'entreprise bancaire est inconstitutionnelle.³⁰³ Une loi provinciale qui a pour effet de neutraliser le statut et les pouvoirs d'une banque ou qui serait contraire à la *Loi sur les banques* sera également jugée inapplicable à cette banque.³⁰⁴ Suite à l'accession du Québec à la souveraineté, la *Loi constitutionnelle de 1867* cesserait de s'appliquer au Québec et le Québec aurait évidemment juridiction quant à l'ensemble de l'industrie bancaire sur son territoire. Toutefois, par l'adoption du principe de la reconnaissance mutuelle, le Québec accepterait de restreindre ce pouvoir en ce qui concerne les banques canadiennes et les banques canadiennes filiales de banques étrangères. Une loi québécoise jugée nécessaire par l'intérêt général du Québec et dont l'essence et la substance se rapporteraient aux affaires bancaires ou qui aurait pour effet d'assujettir la reconnaissance d'une banque canadienne ou d'une banque canadienne filiale d'une banque étrangère à certaines conditions, serait cependant valide, sauf si elle était, de par son essence, incompatible avec le principe de la reconnaissance mutuelle. Par exemple, le Québec pourrait probablement exiger que les dispositions de la *Charte de la langue française*

exigeant uniquement l'emploi de la version française de la dénomination d'une banque pour ses activités au Québec soit applicable aux banques canadiennes et aux filiales canadiennes de banques étrangères.

Il faut cependant constater que le principe de la reconnaissance mutuelle limite la discrétion des autorités de réglementation canadiennes et québécoises puisque dans l'éventualité où les systèmes de réglementation du Canada et du Québec venaient à différer de façon importante, l'autre partie serait sans doute amenée à remettre en question le principe de la reconnaissance mutuelle. On peut donc croire que l'adoption d'un tel système ne pourrait qu'avoir pour conséquence d'amener une grande coordination des systèmes et des activités de réglementation. Les banques auraient également tout intérêt à favoriser cette coordination puisqu'elles seraient les premières à souffrir de la remise en question par l'une ou l'autre des parties du principe de reconnaissance mutuelle.

On comprend pourquoi la proposition du principe de la reconnaissance mutuelle pour l'ensemble des institutions financières autres que les banques représenterait un geste ambitieux de la part d'un Québec nouvellement souverain. En effet, la relative disparité des réglementations actuellement en vigueur au niveau fédéral et au niveau des provinces ne rend pas aussi évidente l'adoption de la reconnaissance mutuelle pour ces institutions que pour les banques.

Notre analyse des règles actuelles nous permet cependant de conclure qu'elles ne sont pas suffisamment différentes, et encore moins incompatibles, pour empêcher l'adoption et l'application du principe de la reconnaissance mutuelle si la volonté politique est présente chez les parties en cause.

Toutefois, nous sommes conscients de la loi d'inertie ou de résistance au changement qui ne manquera pas de jouer en pareille circonstance et nous croyons nécessaire d'élaborer brièvement sur le principe du traitement national qui représente essentiellement le régime actuel.

2.2.2 Le traitement national

On peut définir ainsi le principe du traitement national qui pourrait s'appliquer aux compagnies d'assurance, aux sociétés de fiducie et d'épargne, aux sociétés de crédit et de prêt et aux courtiers en valeurs mobilières. Chacune des provinces canadiennes s'engagerait à accorder aux sociétés de fiducie et d'épargne, aux compagnies d'assurance et aux courtiers en valeurs mobilières constituées en vertu des lois du Québec, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ces institutions financières constituées en vertu des lois fédérales canadiennes ou de celles de toute autre province. De la même façon, le Québec s'engagerait à accorder, aux sociétés de fiducie et d'épargne, sociétés de crédit et de prêt, compagnies d'assurance et courtiers en valeurs mobilières constituées en vertu des lois de chaque province canadienne ou en vertu des lois fédérales canadiennes, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres sociétés de fiducie et d'épargne, sociétés de crédit et de prêt, compagnies d'assurance et courtiers en valeurs mobilières.

Comme nous l'indiquons plus haut, cette notion de traitement national ressemble beaucoup au traitement national que se sont accordé respectivement le Canada et les États-Unis dans l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis en matière de services visés. L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis permet que certaines limites soient posées au principe du traitement national.³⁰⁵ Ces limites sont conformes à l'Accord à la condition:

- a) que la différence de traitement ne soit pas plus importante que ce qui est nécessaire pour des considérations de gestion prudente, de fiducie, de santé et de sécurité, ou pour la protection des consommateurs;
- b) que le traitement différent en question équivaut en pratique au traitement que la partie accorde à ses propres personnes pour même considération; et
- c) que notification préalable du traitement envisagé ait été donnée à l'autre partie.

L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis exclut également de la notion de traitement national les dispositions non conformes d'une mesure existante, la prorogation ou le prompt renouvellement d'une disposition non conforme de toutes mesures existantes ou encore la modification d'une disposition non conforme de toutes mesures existantes, pourvu que cette modification ne la rende pas moins conforme au principe de traitement national.

Des limites semblables au principe de traitement national pourraient se retrouver dans le traité économique Québec-Canada et être ensuite insérées dans la législation de chaque État.

Le principe de traitement national entraînerait donc, à toutes fins pratiques, le maintien du *statu quo* en ce qui concerne les institutions financières autres que les banques.

2.2.3 *Le cas particulier des régimes de retraite*

En ce qui concerne les régimes de retraite, nous croyons que la situation actuelle, en vertu de laquelle chacune des provinces reconnaît que le pouvoir de réglementation appartient à la province où se trouve le nombre le plus important d'employés devrait être maintenue. Ce principe poserait toutefois problème en ce qui concerne les régimes de retraite actuellement régis par les autorités de réglementation fédérale.

En effet, en vertu du cadre constitutionnel actuel, le palier de gouvernement ayant juridiction sur les relations de travail des employés d'une entreprise a également juridiction sur le régime de retraite de ces employés. Conformément à ce principe, les régimes de retraite des employés exerçant une activité de juridiction fédérale sont régis par les dispositions de la loi et des règlements fédéraux. Comme on peut croire qu'advenant son accession à la souveraineté, le Québec voudrait exercer sa juridiction relative aux relations de travail quant à l'ensemble des employés exerçant une activité sur son territoire, on peut aussi croire que les employés dont les relations de travail sont actuellement sous juridiction fédérale, deviendraient assujettis à la réglementation du Québec en matière de relations de travail. Il s'ensuivrait donc que le régime

de retraite de ces employés serait maintenant régi par la loi et les règlements du Québec. Des dispositions législatives devraient donc être adoptées par le législateur fédéral et le législateur québécois afin de permettre le transfert de réglementation de ces régimes de retraite de la juridiction fédérale à la juridiction du Québec. Des arrangements administratifs aux mêmes effets, par les autorités de réglementation fédérales et celles du Québec devraient sans doute être adoptés.

Cette revue des principes généraux qui devraient être retenus quant au régime de reconnaissance des institutions financières québécoises et canadiennes suite à l'accession du Québec à la souveraineté nous permet de passer maintenant à l'examen des modifications spécifiques les plus importantes qui devraient être apportées à chacune des législations fédérales et du Québec en matière d'institutions financières.

2.3 Certaines modifications à apporter à la réglementation des institutions financières et de certains autres intervenants sur les marchés des capitaux advenant la souveraineté du Québec

Dans la partie 1 du présent rapport, nous avons traité de la réglementation des institutions de dépôts, des compagnies d'assurances, des marchés des capitaux et des caisses de retraite et des autres éléments de réglementation pouvant affecter ces institutions financières. La présente partie vise maintenant à faire état des modifications à apporter à cette réglementation dans le contexte général des principes que nous proposons pour sous-tendre l'encadrement législatif envisagé advenant l'accession du Québec à la souveraineté.

2.3.1 La réglementation des institutions de dépôts

2.3.1.1 Les banques

a) Traitement applicable aux banques de l'Annexe I et de l'Annexe II

Comme nous l'avons déjà mentionné, advenant la souveraineté du Québec, nous recommandons pour les banques de l'Annexe I et de l'Annexe II l'adoption et l'application du principe de la reconnaissance mutuelle. De ce fait, le Québec s'engagerait à reconnaître la validité de la réglementation en vigueur au Canada et renoncerait à l'application intégrale de la réglementation qui pourrait éventuellement être en vigueur au Québec aux institutions bancaires canadiennes opérant au Québec par voie de succursales. De la même façon, le Canada s'engagerait à reconnaître la validité de la réglementation qui pourrait éventuellement être en vigueur au Québec et renoncerait à l'application intégrale de la réglementation en vigueur au Canada aux institutions bancaires provenant du Québec et opérant au Canada par voie de succursales.

Une question particulière se pose en ce qui concerne les banques canadiennes qui ont leur siège social au Québec. On compte aujourd'hui trois banques figurant à l'Annexe I de la *Loi sur les banques* qui ont leur siège social à Montréal (la Banque Royale du Canada, la Banque de

Montréal et la Banque Nationale du Canada). Huit banques figurant à l'Annexe II de la *Loi sur les banques*, dont la Banque Laurentienne du Canada, ont également leur siège social à Montréal. L'ajout de dispositions dans la *Loi sur les banques* permettant à ces banques de continuer d'être régies par la *Loi sur les banques* au Canada tout en gardant leur siège social à Montréal permettrait de minimiser l'impact de l'accession du Québec à la souveraineté sur ces institutions.

L'ajout de telles mesures introduirait toutefois dans les lois canadiennes des notions qui ne s'y retrouvent pas à l'heure actuelle. En effet, toutes les lois fédérales régissant les institutions financières (banques, sociétés de fiducie, sociétés de prêt et compagnies d'assurance) de même que la *Loi sur les sociétés* par actions de régime fédéral, prévoient qu'une société ou compagnie constituée en vertu de ces lois doit avoir son siège social au Canada.

En vertu de ces lois, le siège social est l'endroit où sont normalement conservés les livres de la société et le registre central de ses valeurs mobilières. Le lieu du siège social est particulièrement important en ce qui a trait au pouvoir de contrôle sur la société puisque c'est le tribunal de ce lieu qui est normalement compétent pour rendre des ordonnances touchant à l'existence et à l'exercice même des pouvoirs de la société, telles ordonnances visant à faire cesser une situation d'oppression des actionnaires minoritaires ou à enjoindre la société à se conformer aux dispositions de sa loi constitutive ou encore visant la liquidation ou la dissolution de la société. Dans le cas des banques, ces pouvoirs donnés au tribunal du lieu du siège ont encore plus d'importance étant donné les pouvoirs de réglementation et de surveillance étendus que la loi confère au Surintendant des institutions financières, pouvoirs qui sont sujets au pouvoir général de surveillance de la Cour fédérale du Canada et au soutien desquels le Surintendant peut obtenir des ordonnances de la Cour supérieure ou de son équivalent ayant juridiction au lieu du siège social.

Permettre à une banque constituée en vertu des lois du Canada de continuer d'avoir son siège social au Québec pose un certain nombre de problèmes en ce que la *Loi sur les banques* devrait spécifiquement prévoir que la Cour supérieure du Québec, qui serait alors un tribunal étranger, pourrait continuer d'exercer sur les banques ayant leur siège social au Québec la compétence qui lui est aujourd'hui dévolue comme tribunal provincial. Cette situation n'irait pas sans difficulté en ce que les dispositions du type de celles que la Cour supérieure serait amené à appliquer sont, en vertu des règles du droit international privé, généralement considérées comme n'ayant pas de portée extra-territoriale. En effet, ces dispositions sont qualifiées comme des «lois de police» ou «règles d'application immédiate».

En vertu de la doctrine des lois de police ou règles d'application immédiate, la loi du for, dans ce cas le Québec, doit s'appliquer même si, en vertu des lois l'État étranger, le tribunal du for aurait compétence pour appliquer la loi étrangère. C'est donc dire que la Cour supérieure du Québec serait amenée à appliquer les lois du Québec relativement aux activités des banques canadiennes sur le territoire du Québec et ce, même si la *Loi sur les banques* du Canada donnait juridiction à la Cour supérieure du Québec d'appliquer cette loi canadienne aux activités des banques canadiennes sur le territoire du Québec.

De ce qui précède, on peut conclure que, dans l'éventualité où le Québec et le Canada acceptait, en vue de minimiser l'impact de l'accession du Québec à la souveraineté, de permettre aux banques dont le siège social est à Montréal de conserver ce siège social à Montréal, des modifications devraient être apportées à la *Loi sur les banques* aux fins :

- de permettre à une banque d'avoir son siège social au Canada ou au Québec;
- de permettre à une banque de tenir ses livres à son siège social au Canada ou au Québec ou en tout lieu au Canada ou au Québec convenant au conseil d'administration; et
- de donner compétence à la Cour supérieure du Québec pour agir comme tribunal pour toutes les fins prévues à la *Loi sur les banques* (par exemple, pour adopter une ordonnance pour faire cesser une situation d'oppression envers des actionnaires minoritaires, pour enjoindre la banque à se conformer aux dispositions de la *Loi sur les banques* ou à prononcer la liquidation ou la dissolution d'une banque).

Le Code de procédure civile du Québec devrait être modifié pour prévoir spécifiquement que la Cour supérieure du Québec aurait compétence (et devrait exercer cette compétence) pour agir comme tribunal compétent aux fins de la *Loi sur les banques* du Canada quant aux banques constituées en vertu de cette loi qui ont leur siège social au Québec.

Il faudrait probablement aussi prévoir des arrangements en vertu desquels le Surintendant des institutions financières du Canada déléguerait à l'Inspecteur général des institutions financières du Québec une partie ou la totalité de son pouvoir de surveillance sur les banques dont le siège social serait au Québec. Alternativement, la loi sur les banques pourrait être modifiée pour conférer expressément à l'Inspecteur général des institutions financières un pouvoir de surveillance sur les banques qui ont leur siège social au Québec. Dans un tel cas, la *Loi sur l'Inspecteur général des institutions financières* devrait être modifiée pour conférer ce pouvoir à l'Inspecteur ou lui permettre d'accepter la délégation effectuée.

Compte tenu de la reconnaissance mutuelle des réglementations, il devrait y avoir une grande collaboration entre les autorités chargées de les faire respecter et ce, même dans les cas où le problème particulier soulevé ci-dessus relativement au siège social ne se poserait pas. Une institution bancaire continuerait d'être soumise à la surveillance des autorités de contrôle de l'état où se situe son siège social et il n'y aurait pas de contrôle exercé directement par l'État hôte, bien que les autorités de contrôle de l'État hôte pourraient à la demande des autorités de contrôle de l'État d'origine prêter main forte à celles-ci.

Présentement, les lois québécoises en matière de relations de travail ne s'appliquent pas aux banques. Advenant la souveraineté du Québec, le Québec voudrait probablement que ces lois s'appliquent aux employés des succursales des banques situées au Québec et régies par la *Loi sur les banques*.

En vertu des articles 427 et suiv. de la *Loi sur les banques* (anciennement les articles 178 et suiv. de l'ancienne *Loi sur les banques*), une banque peut obtenir une garantie sur des biens de l'emprunteur en remboursement de prêts d'argent ou d'avances consenties par la banque à l'emprunteur. Advenant la souveraineté du Québec, il est peu probable que le Québec permettrait à un emprunteur d'accorder une garantie sur ses biens situés au Québec en vertu d'une loi étrangère. Ceci est d'autant plus vrai puisque la banque pourrait obtenir une garantie équivalente en vertu d'une loi québécoise, soit la *Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock*.

- b) Mesures devant être prises au Québec relativement aux banques canadiennes faisant affaires au Québec par l'entremise de succursales

Afin de permettre aux banques canadiennes de faire affaires au Québec sans qu'il y ait trop de perturbations au lendemain de la souveraineté du Québec, le législateur québécois aurait sans doute intérêt à prévoir que les activités bancaires d'une banque constituée en vertu des lois du Canada pourraient être librement exercées sur le territoire du Québec, tant au moyen de l'établissement de succursales que par voie de prestation directe de services par le biais d'un établissement situé au Canada, sous réserve de l'accomplissement de certaines formalités.

Les formalités que pourrait exiger le législateur québécois et qui ne seraient pas contraires à la notion de reconnaissance mutuelle pourraient être de l'ordre suivant :

- une banque constituée en vertu des lois du Canada qui désirerait établir une succursale au Québec devrait donner avis à l'Inspecteur général des institutions financières de ce fait et lui fournir certaines informations quant au programme d'activités, aux types d'opérations envisagées et à la structure organisationnelle de la succursale;
- donner un certain nombre d'autres informations sur elle-même, dont le montant de ses fonds propres et son ratio de solvabilité.

Le législateur québécois pourrait soumettre l'ouverture de cette succursale à l'expiration d'un délai suffisant pour permettre à l'Inspecteur général des institutions financières d'organiser la surveillance des opérations québécoises de cette banque. Il pourrait également permettre à l'Inspecteur général des institutions financières de poser certaines conditions à l'ouverture de cette succursale québécoise, conditions qui devraient être justifiées par l'intérêt général et ne pas être contraire au principe de reconnaissance mutuelle.

Par ailleurs, dans l'éventualité où une banque constituée en vertu des lois du Canada désirait exercer son activité bancaire au Québec par l'intermédiaire d'un établissement situé au Canada sans établir une succursale au Québec, le législateur québécois pourrait prévoir que cette banque ne pourrait commencer à exercer ses activités qu'après avoir donné avis de son intention au Surintendant des institutions financières et qu'après que celui-ci en aurait avisé l'Inspecteur général des institutions financières.

Qu'une banque constituée en vertu des lois du Canada exerce ses activités par l'intermédiaire d'une succursale québécoise ou par l'intermédiaire d'un établissement situé au Canada, le législateur québécois pourrait accorder à l'Inspecteur général des institutions financières le droit d'exiger que la banque lui adresse un rapport périodique sur les opérations qu'elle effectue au Québec, lequel rapport pourrait requérir sensiblement les mêmes informations que celles requises des banques constituées en vertu des lois du Québec relativement à leurs activités au Québec.

Des dispositions pourraient également permettre à l'Inspecteur général des institutions financières d'exercer une certaine surveillance sur les activités de la ou des succursales québécoises d'une banque constituée en vertu des lois du Canada et d'exercer également un contrôle sur les activités que cette banque pourrait exercer au Québec à partir d'un établissement situé au Canada. Les informations que l'Inspecteur général des institutions financières pourrait obtenir dans le cadre de cette surveillance seraient ensuite transmises au Surintendant des institutions financières, lequel, dans le contexte de la reconnaissance mutuelle, aurait le pouvoir ultime de surveillance et de contrôle sur une banque constituée en vertu des lois du Canada peu importe où elle exerce ses activités.

Le législateur québécois pourrait enfin prévoir que dans la mesure où une banque constituée en vertu des lois du Canada ne respecte pas, dans le cadre de ses activités au Québec, les dispositions que la législation québécoise contiendrait à cet égard, l'Inspecteur général des institutions financières aurait le droit d'exiger que cette banque mette fin à cette situation irrégulière. Dans l'éventualité où la banque ne mettrait pas fin à cette situation irrégulière, l'Inspecteur général des institutions financières aurait la possibilité d'informer le Surintendant des institutions financières pour qu'il prenne les mesures appropriées pour que la banque concernée mette fin à la situation irrégulière. Le Surintendant des institutions financières devrait alors communiquer à l'Inspecteur général des institutions financières les mesures qu'il a pris pour que cette banque respecte les dispositions de la législation québécoise pour les fins de ses opérations québécoises.

c) Traitement applicable aux banques étrangères

Une banque étrangère qui opère au Canada par voie d'un bureau de représentation pourrait offrir ses services aux résidents québécois tout en étant régie par la *Loi sur les banques*. Par ailleurs, dans l'éventualité où cette banque étrangère voudrait établir un bureau de représentation au Québec, elle serait soumise à la législation bancaire québécoise.

Une banque étrangère qui veut se constituer une filiale aurait le choix de la constituer soit en vertu de la *Loi sur les banques*, soit en vertu de la législation bancaire québécoise. Cela serait permis en autant que la loi du pays d'origine de la banque étrangère permette à une banque du Canada ou du Québec, selon le cas, de se constituer une filiale dans le pays d'origine de la banque étrangère. Une fois constituée en vertu du régime bancaire canadien ou québécois, cette filiale bénéficierait de la reconnaissance mutuelle dans l'autre pays.

d) Modifications à la *Loi sur les banques*

Advenant la souveraineté du Québec, il serait souhaitable que le législateur fédéral modifie certaines dispositions de la *Loi sur les banques* afin que les institutions bancaires canadiennes ou étrangères faisant affaires au Canada et au Québec puissent continuer à opérer au Québec sans trop de perturbations.

Dans les définitions retrouvées à l'article 2 de la *Loi sur les banques*, les modifications suivantes devraient être prévues :

- assimilation d'un résident québécois à un résident canadien; d'une entité québécoise à une entité canadienne; d'une institution financière québécoise à une institution financière canadienne;
- banque étrangère ne devrait pas comprendre une entité constituée sous le régime de la législation du Québec;
- substitution du mot «provinces» par les mots «provinces et Québec»;
- substitution des mots «sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale» par les mots «sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale ou du Québec».

. **Banques de l'Annexe I**

Les modifications suivantes devraient être apportées à la *Loi sur les banques* en ce qui concerne les banques de l'Annexe I :

- permettre à une banque canadienne nouvellement constituée figurant à l'Annexe II de déposer auprès d'une succursale située au Canada d'une institution financière québécoise tout montant reçu par elle avant le début de ses opérations, à titre de souscription d'actions (51 LB).
- permettre aux banques figurant à l'Annexe I de tenir leurs assemblées d'actionnaires au Canada ou au Québec (136 LB);
- permettre à une banque de conserver et de traiter au Canada ou au Québec tous les renseignements ou données se rapportant à la tenue et à la conservation de ses livres sauf si exempté par le surintendant (245(1) LB);
- permettre aux administrateurs d'une banque figurant à l'Annexe I de résider soit au Canada soit au Québec et de pouvoir délibérer en conseil si la majorité des administrateurs présents résident soit au Canada ou au Québec (159(2), 183(1)b LB);
- permettre au chef de la direction d'une banque figurant à l'Annexe I de résider soit au Canada soit au Québec (196(1) LB);

- préciser qu'au moins un des fiduciaires nommés à un acte de fiducie en vertu duquel une banque émet des titres devrait être constitué sous le régime d'une loi canadienne ou dans la mesure où ce fiduciaire est autorisé à faire affaires au Canada et a au moins un établissement au Canada, d'une loi québécoise (300 LB);
- préciser que pour être nommé vérificateur, un cabinet de comptables devrait avoir au moins deux de ses membres qui, entre autres, résident habituellement au Canada ou au Québec, sont indépendants de la banque et sont membres d'un institut ou d'une association de comptables constituée en vertu des lois d'une province canadienne ou du Québec (315(1) LB);
- les règles concernant la détention d'actions comportant droit de vote par des non-résidents devraient prévoir qu'un résident québécois ne serait pas considéré comme un non-résident mais serait assimilé à un résident canadien pour les fins de ces règles (399 LB);
- prévoir certaines dispositions concernant l'obligation du surintendant et de l'Inspecteur général des institutions financières de collaborer entre eux en ce qui concerne le pouvoir de surveillance d'une banque canadienne figurant à l'Annexe I (538 LB). À défaut de prévoir de telles dispositions dans la *Loi sur les banques*, il serait souhaitable que la pratique interne de ces deux organismes de contrôle prévoit une telle collaboration.

. Banques de l'Annexe II

Certaines dispositions dans la *Loi sur les banques* s'appliquent tant aux banques de l'Annexe I qu'aux banques de l'Annexe II. Par conséquent, les modifications suggérées pour les banques de l'Annexe I s'appliquent aussi pour les banques de l'Annexe II.

Les modifications suivantes devraient être apportées à la *Loi sur les banques* en ce qui concerne les banques canadiennes de l'Annexe II filiales de banques étrangères autres qu'américaines :

Banques canadiennes filiales de banques étrangères autres qu'américaines :

- permettre aux administrateurs d'une banque figurant à l'Annexe II de résider soit au Canada ou au Québec et de pouvoir délibérer en conseil si la majorité des administrateurs présents résident soit au Canada ou au Québec (159(2), 183(1)b) LB).
- modifier l'article 422(1) de la *Loi sur les banques* afin que le Québec ne soit pas considéré comme un pays étranger aux fins d'établissement de succursales (422(1) LB);
- modifier les règles en matière de propriété dans la *Loi sur les banques* afin qu'un résident québécois puisse de la même façon qu'un résident américain et canadien détenir plus de 10 % des actions d'une catégorie d'actions d'une banque figurant à l'Annexe II pour les dix premières années depuis l'existence de cette banque (373(1) LB);

- en vertu de la *Loi sur les banques*, une banque ayant des capitaux propres de 750 000 000 \$ doit dans les 5 ans après la première assemblée annuelle des actionnaires suivant le moment où les capitaux propres ont atteint ce montant avoir un certain nombre de ses actions cotées et négociables dans une bourse reconnue au Canada. Cette disposition devrait être modifiée afin de prévoir que cette banque puisse également avoir ses actions cotées et négociables dans une bourse reconnue au Québec (381 LB);
- dans le calcul du pourcentage de l'actif national en circulation de toutes les filiales de banques étrangères autres qu'américaines, il faudrait prévoir l'exclusion de l'actif détenu par les banques canadiennes filiales de banques québécoises (424(1) LB);

Banques canadiennes filiales de banques américaines :

On se souviendra qu'en vertu de l'Accord de libre échange entre le Canada et les États-Unis, les banques canadiennes filiales de banques américaines jouissent d'un traitement privilégié par rapport aux filiales de banques des autres pays. Advenant la souveraineté du Québec, la modification suivante devrait être apportée à ce traitement privilégié :

- l'autorisation donnée aux banques canadiennes filiales de banques américaines d'établir des succursales au Canada sans l'approbation du Ministre devrait pareillement permettre l'établissement de succursales au Québec (422(2) LB).

e) Adoption d'une législation bancaire québécoise appropriée

Advenant la souveraineté du Québec, le législateur québécois devra procéder à l'adoption de sa propre législation bancaire.

La législation bancaire québécoise réglerait la constitution et les activités des banques à charte québécoise, des banques québécoises filiales de banques étrangères autres qu'américaines et canadiennes, des banques québécoises filiales de banques américaines et canadiennes et finalement, des banques étrangères n'ayant pas de filiales bancaires québécoises. La solution que nous proposons quant au siège social des banques canadiennes devrait normalement être aussi retenue dans une éventuelle législation bancaire québécoise.

Le principe de la reconnaissance mutuelle suppose un certain degré d'harmonisation entre les législations des États qui se sont accordés ce traitement relativement aux normes essentielles de contrôle et de gestion prudente tel que le capital minimal, les fonds propres, l'interdiction pour un gouvernement de détenir des actions, les normes de solvabilité et la propriété étrangère. Vu la grande intégration actuelle du marché bancaire dans le cas du Québec et du Canada, il y aurait d'énormes avantages à ce que la future législation bancaire québécoise soit fort semblable à la législation bancaire canadienne avec les adaptations qui s'imposent pour refléter la situation québécoise.

. Banques à charte québécoise

En ce qui concerne les banques à charte québécoise, la législation bancaire québécoise devrait contenir entre autres les dispositions suivantes :

- une personne morale prorogée sous le régime de la législation bancaire québécoise pourrait tenir à l'étranger les livres et registres qui devraient être tenus au Québec avec l'autorisation du gouvernement;
- une banque à charte québécoise nouvellement constituée pourrait déposer auprès d'une institution financière québécoise ou d'une succursale située au Québec d'une institution financière canadienne, tout montant reçu par elle avant le début de ses opérations, à titre de souscription d'actions, ou encore de placer ces montants dans des titres du gouvernement du Québec;
- une banque à charte québécoise pourrait exercer ses activités sur l'ensemble du territoire québécois;
- une banque à charte québécoise pourrait faire affaires à l'extérieur du Québec dans les limites prévues par les règles de droit de la juridiction du pays où la banque à charte québécoise entend exercer ses activités;
- permettre à une banque à charte québécoise de tenir ses assemblées d'actionnaires au Québec ou au Canada;
- les trois quarts des administrateurs d'une banque à charte québécoise devraient être résidents québécois ou canadiens au moment de leur élection et la majorité d'entre eux présents devraient être résidents québécois ou canadiens pour délibérer en conseil;
- le chef de la direction d'une banque à charte québécoise devrait résider au Québec ou au Canada;
- pour être nommé vérificateur d'une banque à charte québécoise, un cabinet de comptables devrait avoir au moins deux de ses membres qui résident au Québec ou au Canada, sont indépendants de la banque et sont membres d'une institution ou d'une association de comptables constituée en vertu des lois du Québec ou d'une province canadienne;
- les livres corporatifs et comptables de la banque devraient être conservés au siège social de la banque au Québec ou en tout autre lieu au Québec ou au Canada convenant au conseil d'administration de la banque;
- les renseignements et données se rapportant à la tenue et à la conservation des livres devraient être conservés au Canada ou au Québec et les données pourraient être traitées au Canada ou au Québec;

- prévoir qu'au moins un des fiduciaires nommés à un acte de fiducie en vertu duquel une banque à charte québécoise émet des titres devrait être constitué sous le régime d'une loi québécoise ou dans la mesure où ce fiduciaire est autorisé à faire affaires au Québec et a au moins un établissement au Québec, d'une loi canadienne;
- prévoir les mêmes restrictions que celle prévues dans la Loi sur les banques quant à la détention d'actions comportant droit de vote par des non-résidents en précisant qu'un résident canadien est assimilé à un résident québécois pour les fins de ces règles;
- la règle du capital minimal pour les banques québécoises devrait être la même que celle prévue dans la *Loi sur les banques*, soit un capital versé d'au moins 10 000 000 \$.
- prévoir que le pouvoir de surveillance des banques à charte québécoise serait exercé par l'Inspecteur général des institutions financières. On devrait aussi prévoir certaines dispositions concernant l'obligation de l'Inspecteur général des institutions financières et du surintendant de collaborer entre eux en ce qui concerne le pouvoir de surveillance d'une banque à charte québécoise. À défaut de telles dispositions dans la législation bancaire québécoise, il serait souhaitable que la pratique interne de ces deux organismes de contrôle prévoit une telle collaboration.

. Banques québécoises filiales de banques étrangères autres qu'américaines et canadiennes

En ce qui concerne les banques québécoises filiales de banques étrangères autres qu'américaines et canadiennes, la législation bancaire québécoise devrait prévoir entre autres que :

- une banque étrangère pourrait constituer une filiale bancaire au Québec;
- les banques québécoises filiales de banques étrangères autres qu'américaines et canadiennes ne pourraient maintenir des succursales en dehors du Québec ou du Canada, à l'exception des bureaux de représentation, sans l'approbation du ministre des finances du Québec;
- les filiales de banques étrangères autres qu'américaines et canadiennes ne pourraient maintenir au Québec qu'une succursale et leur siège social, à moins d'avoir l'approbation du ministre des finances du Québec;
- la moitié des administrateurs d'une banque québécoise filiale d'une banque étrangère autre qu'américaine ou canadienne devraient être résidents québécois ou canadiens au moment de leur élection et la moitié d'entre eux présents devraient être résidents québécois ou canadiens pour délibérer en conseil;
- un résident québécois, canadien et américain pourrait détenir plus de 10 % des actions d'une catégorie d'actions d'une banque québécoise filiale de banques étrangères, américaines ou canadiennes pour les dix premières années depuis l'existence d'une telle banque;

- le ministre ne donnerait son agrément à l'acquisition par un non-résident (autre qu'un résident canadien ou américain) du contrôle de la filiale d'une banque étrangère que s'il est convaincu que les banques québécoises auraient un traitement aussi favorable sur le territoire de la banque étrangère;

- la *Loi sur les banques* prévoit qu'au moins 35 % des actions avec droit de vote du capital des filiales de banques étrangères ayant des capitaux propres de 750 000 000 \$ devraient être cotées ou négociables dans une bourse reconnue au Canada. Dans la mesure où nous avons suggéré que le législateur fédéral modifie cette disposition afin de permettre que les actions soient cotées ou négociées dans une bourse reconnue au Québec ou au Canada, le législateur québécois aura à s'interroger si une disposition correspondante devrait être adoptée dans la législation bancaire québécoise.

- le Québec pourrait vouloir restreindre le pourcentage de l'actif national de toutes les filiales de banques étrangères à un certain pourcentage du total de l'actif national de l'ensemble des banques au Québec. L'actif des filiales de banques américaines et canadiennes devraient être exclus du calcul de l'actif national des banques étrangères.

. Banques québécoises filiales de banques américaines ou de banques canadiennes

Il faut rappeler l'une des hypothèses de base du présent rapport, à savoir que le Québec souverain deviendrait partie à l'Accord de libre échange entre le Canada et les États-Unis. De ce fait, les banques québécoises filiales de banques américaines jouiraient d'un traitement privilégié par rapport aux filiales des autres pays à l'exception des filiales québécoises de banques canadiennes qui en vertu du principe de la reconnaissance mutuelle jouiraient également d'un traitement privilégié. D'ailleurs il est vraisemblable qu'une banque canadienne qui se constitue une filiale au Québec aurait le même traitement qu'une banque québécoise filiale de banque américaine. Ceci dit, les particularités les plus importantes de la législation bancaire québécoise en ce qui concerne les banques québécoises filiales de banques américaines ou de banques canadiennes pourraient être les suivantes :

- une banque québécoise filiale de banque étrangère contrôlée par un résident américain un canadien pourrait maintenir des succursales au Québec et dans la mesure où la législation bancaire canadienne lui permettrait, de maintenir des succursales au Canada sans restriction à ce pouvoir;

- une banque québécoise filiale de banque américaine ou de banque canadienne ne pourrait maintenir des succursales en dehors du Québec et du Canada, à l'exception des bureaux de représentation, sans l'approbation du ministre des finances du Québec;

- il serait défendu pour une personne de détenir plus de 10% des actions d'une catégorie d'actions du capital d'une banque québécoise filiale de banques canadiennes ou américaines sauf si cette personne la contrôle. Par contre, un résident québécois, canadien ou américain pourrait

détenir plus de 10% des actions d'une catégorie d'actions du capital d'une telle banque pendant les dix premières années de l'existence de cette banque.

. Banques étrangères n'ayant pas de filiales bancaires québécoises

En ce qui concerne les banques étrangères n'ayant pas de filiale bancaire québécoise, la législation bancaire québécoise devrait prévoir entre autres que :

- les banques étrangères ne pourraient effectuer des opérations bancaires au Québec, ni maintenir des succursales ou établir, maintenir ou acheter pour utilisation au Québec, des guichets automatiques ou d'autres services automatiques semblables;
- les banques étrangères n'ayant pas de filiale québécoise pourraient avec l'accord de l'Inspecteur général des institutions financières maintenir, au Québec, des bureaux de représentation;
- une banque étrangère pourrait établir son siège social au Québec;
- la législation bancaire québécoise devrait prévoir les mêmes restrictions que celles prévues dans la *Loi sur les banques* en ce qui concerne l'activité d'un établissement affilié à une banque étrangère. Un établissement affilié à une banque étrangère devrait signifier une entité non bancaire québécoise ou canadienne dont une banque étrangère et/ou entité liée à une banque étrangère détiennent soit plus de 10 % des droits de vote attachés à l'ensemble des actions, soit un nombre total d'actions représentant plus de 25 % de l'avoir des actionnaires.

. Généralités

Le maintien et la promotion de l'harmonie de fonctionnement du marché bancaire bénéficieraient grandement du fait que l'Inspecteur général des institutions financières exerce son pouvoir de contrôle et de surveillance sur les banques constituées en vertu des lois du Québec d'une façon compatible avec celle dont le Surintendant des institutions financières exerce son propre pouvoir sur les banques constituées en vertu de la *Loi sur les banques*.

Certaines lois québécoises exigent que toutes personnes faisant affaires au Québec respectent certaines normes dans l'exercice de leurs activités. À titre d'exemple, la *Charte de la langue française* contient des dispositions quant à la langue des affaires et du commerce. Il serait donc vraisemblable que les banques faisant affaires au Québec soient aussi assujetties à ces lois dans l'exercice de leurs activités bancaires au Québec.

- f) Mesures devant être prises par le législateur fédéral dans le contexte du principe de la reconnaissance mutuelle advenant l'adoption d'une législation bancaire québécoise

Exercice d'activités au Canada par une banque québécoise par l'intermédiaire de succursales

Dans la mesure où le législateur québécois adopte sa propre législation bancaire, la *Loi sur les banques* devrait être modifiée pour prévoir que les activités bancaires d'une banque constituée en vertu des lois du Québec pourraient être librement exercées sur le territoire du Canada, tant au moyen de l'établissement de succursales que par voie de prestation directe de services par le biais d'un établissement situé au Québec, sous réserve de l'accomplissement de certaines formalités.

Les formalités que pourrait exiger le législateur fédéral et qui ne seraient pas contraires à la notion de reconnaissance mutuelle pourraient être de l'ordre suivant :

- une banque constituée en vertu des lois du Québec qui désirerait établir une succursale au Canada devrait donner avis au Surintendant des institutions financières de ce fait et lui fournir certaines informations quant au programme d'activités, aux types d'opérations envisagées et à la structure organisationnelle de la succursale;
- donner un certain nombre d'autres informations sur elle-même, dont le montant de ses fonds propres et son ratio de solvabilité.

La *Loi sur les banques* pourrait soumettre l'ouverture de cette succursale à l'expiration d'un délai suffisant pour permettre au Surintendant des institutions financières d'organiser la surveillance des opérations canadiennes de cette banque. La *Loi sur les banques* pourrait également permettre au Surintendant des institutions financières de poser certaines conditions à l'ouverture de cette succursale canadienne, conditions qui devraient être justifiées par l'intérêt général et ne pas être contraire au principe de reconnaissance mutuelle.

Par ailleurs, dans l'éventualité où une banque constituée en vertu des lois du Québec désirait exercer son activité bancaire au Canada par l'intermédiaire d'un établissement situé au Québec sans établir une succursale au Canada, la *Loi sur les banques* pourrait prévoir que cette banque ne pourrait commencer à exercer ses activités qu'après avoir donné avis de son intention à l'Inspecteur général des institutions financières et qu'après que celui-ci en aurait avisé le Surintendant des institutions financières.

Qu'une banque constituée en vertu des lois du Québec exerce ses activités par l'intermédiaire d'une succursale canadienne ou par l'intermédiaire d'un établissement situé au Québec, la *Loi sur les banques* pourrait accorder au Surintendant des institutions financières le droit d'exiger que la banque lui adresse un rapport périodique sur les opérations qu'elle effectue au Canada, lequel rapport pourrait requérir sensiblement les mêmes informations que celles requises des banques constituées en vertu des lois du Canada relativement à leurs activités au Canada.

Des dispositions pourraient également permettre au Surintendant des institutions financières d'exercer une certaine surveillance sur les activités de la ou des succursales canadiennes d'une

banque constituée en vertu des lois du Québec et d'exercer également un contrôle sur les activités que cette banque pourrait exercer au Canada à partir d'un établissement situé au Québec. Les informations que le surintendant des institutions financières pourrait obtenir dans le cadre de cette surveillance seraient ensuite transmises à l'Inspecteur général des institutions financières, lequel, dans le contexte de la reconnaissance mutuelle, aurait le pouvoir ultime de surveillance et de contrôle sur une banque constituée en vertu des lois du Québec peu importe où elle exerce ses activités.

La *Loi sur les banques* pourrait enfin prévoir que dans la mesure où une banque constituée en vertu des lois du Québec ne respecte pas, dans le cadre de ses activités au Canada, les dispositions que la *Loi sur les banques* contient à cet égard, le Surintendant des institutions financières aurait le droit d'exiger que cette banque mette fin à cette situation irrégulière. Dans l'éventualité où la banque ne mettrait pas fin à cette situation irrégulière, le Surintendant des institutions financières aurait la possibilité d'informer l'Inspecteur général des institutions financières pour qu'il prenne les mesures appropriées pour que la banque concernée mette fin à la situation irrégulière. L'Inspecteur général des institutions financières devrait alors communiquer au Surintendant des institutions financières les mesures qu'il a pris pour que cette banque respecte les dispositions de la *Loi sur les banques* pour les fins de ses opérations canadiennes.

. Banques canadiennes filiales de banques québécoises

Les banques canadiennes filiales de banques québécoises devraient bénéficier du même traitement que les banques canadiennes filiales de banques américaines, c'est-à-dire être assujetties aux mêmes règles que celles qui s'appliquent aux banques de l'Annexe II à l'exception de ce qui suit :

- les banques canadiennes filiales de banques québécoises devraient pouvoir ouvrir des succursales au Canada ou au Québec sans l'approbation du Ministre (422(2) LB);
- en matière de propriété, un résident québécois devrait pouvoir de la même façon qu'un résident canadien ou américain détenir plus de 10 % des actions d'une catégorie d'actions d'une banque figurant à l'Annexe II pour les dix première années depuis l'existence de cette banque (373(1) LB);
- la règle concernant la valeur moyenne de l'actif national que peuvent détenir les banques de l'Annexe II ne devrait pas s'appliquer aux banques canadiennes filiales de banques québécoises (424(1) LB).

2.3.1.2 Les sociétés de fiducie

a) Le traitement applicable aux sociétés de fiducie advenant la souveraineté du Québec

Il est vraisemblable que très peu de modifications fondamentales à la législation québécoise sur les sociétés de fiducie soient requises puisque cette législation requiert déjà que toutes sociétés extra-provinciales (sociétés de fiducie constituées en vertu de la législation fédérale ainsi que les sociétés de fiducie constituées en vertu des autres législations provinciales) obtiennent un permis pour faire affaires au Québec. Cette exigence pourrait continuer de s'appliquer aux sociétés de fiducie canadiennes advenant l'accession du Québec à la souveraineté.

Les conditions requises pour l'obtention du permis devraient être assouplies dans l'éventualité où une proposition de reconnaissance mutuelle du régime applicable aux sociétés de fiducie soit mise de l'avant par le Québec et acceptée par le reste du Canada. Dans ce cas, un régime semblable à celui décrit aux sections 2.3.1.1 b) et 2.3.1.1. f) traitant des banques devrait être mis en place, avec les adaptations nécessaires, pour donner effet au principe de la reconnaissance mutuelle.

Si la proposition québécoise de reconnaissance mutuelle des juridictions devait être refusée, il nous paraît qu'une forme de traitement national fondamentalement semblable à celui qui prévaut actuellement devrait être maintenu à l'égard des sociétés de fiducie.

Dans ce contexte, il serait préférable pour la continuité harmonieuse des activités des sociétés de fiducie que les exigences prévues dans la législation québécoise pour l'obtention d'un permis par les sociétés canadiennes (fédérales ou provinciales) soient identiques à celles qui sont présentement prévues dans cette législation pour les sociétés extra-provinciales.

Toutes les provinces du Canada exigent déjà qu'une société de fiducie constituée en vertu d'une loi autre que la leur obtienne un permis pour faire affaires dans leur territoire respectif. Présentement, en vertu de ces lois, seules les sociétés de fiducie fédérales et les sociétés de fiducie des autres provinces peuvent obtenir ce permis. Advenant l'accession du Québec à la souveraineté, il sera nécessaire de demander aux législatures des autres provinces d'apporter certaines modifications aux lois de ces autres provinces, afin de prévoir que sur une base de réciprocité, les sociétés de fiducie constituées au Québec puissent obtenir un permis des provinces canadiennes. Sur un plan pratique, il faut noter qu'un nombre assez restreint de sociétés de fiducie sont constituées et régies par les lois des provinces canadiennes autres que le Québec; par conséquent l'attrait de la réciprocité pourrait ne pas représenter un incitatif important pour les autres provinces afin de procéder à la modification législative nécessaire pour permettre aux sociétés de fiducie du Québec d'obtenir un permis. Dans ce contexte, il pourrait s'avérer nécessaire pour le Québec d'envisager d'inclure les sociétés de fiducie à charte fédérale dans l'équation de la réciprocité liée à l'obtention d'un permis pour faire affaires au Québec.

b) Modifications à la législation fédérale sur les sociétés de fiducie

Il serait souhaitable que le législateur fédéral apporte les modifications suivantes à la législation fédérale sur les sociétés de fiducie afin que les sociétés de fiducie fédérales faisant affaires au Canada et au Québec puissent continuer à opérer au Québec sans trop de perturbations :

- . permettre à une société de fiducie fédérale nouvellement constituée de déposer auprès d'une institution financière canadienne ou d'une succursale située au Canada d'une institution financière québécoise tout montant reçu par elle avant le début de ses opérations, à titre de souscription d'actions (55 LFF);
- . permettre à une société de fiducie fédérale de tenir ses assemblées d'actionnaires au Canada ou au Québec (139 LFF);
- . au moins la moitié des administrateurs d'une société de fiducie fédérale qui est la filiale d'une entité étrangère et au moins les trois quarts des administrateurs des autres sociétés de fiducie fédérales devraient être résidents canadiens ou québécois au moment de leur élection. Une société de fiducie fédérale qui est la filiale d'une entité constituée en vertu des lois du Québec ne devrait probablement pas être considérée comme une société de fiducie fédérale filiale d'une entité étrangère aux fins de la composition du conseil d'administration (163(2) LFF)
- . pour délibérer en conseil, au moins les trois quarts des administrateurs présents devraient être résidents canadiens ou québécois et au moins la moitié devraient l'être dans le cas d'une filiale d'une entité étrangère (187 LFF);
- . permettre au chef de la direction d'une société de fiducie fédérale de résider soit au Canada ou au Québec (200 LFF);
- . permettre à une société de fiducie de conserver et de traiter au Canada et au Québec tous les renseignements ou données se rapportant à la tenue et à la conservation de ses livres sauf si exemptée par le surintendant (250 LFF);
- . préciser qu'au moins un des fiduciaires nommés à un acte de fiducie en vertu duquel une société de fiducie émet des titres devrait être constitué sous le régime d'une loi canadienne ou dans la mesure où ce fiduciaire est autorisé à faire affaires au Canada et a au moins un établissement au Canada, d'une loi québécoise (305 LFF);
- . une société de fiducie fédérale ayant des capitaux propres de 750 000 000 \$ doit dans les 5 ans après la première assemblée annuelle des actionnaires suivant le moment où les capitaux propres de la société ont atteint ce montant avoir un certain nombre de ses actions cotées et négociables dans une bourse reconnue au Canada. Cette disposition devrait être modifiée afin de prévoir qu'une société de fiducie fédérale puisse avoir ses actions cotées et négociables auprès d'une bourse reconnue au Québec (379, 384 LFF);

. les règles concernant la détention d'actions comportant droit de vote par les non-résidents devraient prévoir qu'un résident québécois ne serait pas considéré comme un non-résident mais serait assimilé à un résident canadien pour les fins de ces règles. De façon générale, on devrait aussi exclure les résidents québécois de la définition de «non-résidents» dans la législation fédérale (395, 397 LFF);

. prévoir certaines dispositions concernant l'obligation du surintendant et de l'Inspecteur général des institutions financières de collaborer entre eux en ce qui concerne le pouvoir de surveillance d'une société de fiducie fédérale. À défaut de prévoir de telles dispositions dans la législation fédérale, il serait souhaitable que la pratique interne des deux organismes de contrôle prévoit une telle collaboration;

De plus, des modifications semblables à celles dont nous faisons état à la section 2.3.1.1 a) traitant des modifications à apporter à la Loi sur les banques en ce qui concerne les banques canadiennes dont le siège social est aujourd'hui au Québec devraient être apportées à la législation fédérale sur les sociétés de fiducie en ce qui concerne les sociétés de fiducie dont le siège social est au Québec.

c) Modifications à la législation québécoise sur les sociétés de fiducie

Il serait souhaitable que le législateur québécois apporte certaines modifications à la législation québécoise sur les sociétés de fiducie; on pourrait certainement envisager que ces modifications soient adoptées sur une base de réciprocité, c'est-à-dire en autant que les modifications à la législation fédérale énumérées au paragraphe précédent soient également adoptées et appliquées. Les modifications pourraient notamment porter sur ce qui suit :

. remplacer toute référence à «société extra-provinciale» par «société canadienne» dans la législation québécoise sur les sociétés de fiducie puisqu'advenant la souveraineté du Québec, le Québec ne constituerait plus une province (6 L.F.Q.);

. les trois quarts des administrateurs devraient être de citoyenneté canadienne, ou dans l'éventualité où le Québec déciderait de conférer la citoyenneté québécoise, de citoyenneté québécoise ou canadienne et la majorité d'entre eux devraient résider au Québec ou au Canada (86 L.F.Q.);

. les vérificateurs devraient être comptables et membres en règle d'un institut ou d'une association de comptables constituée en vertu des lois du Québec ou d'une province canadienne ou d'une société de comptables dont au moins un des dirigeants ou employés satisfait à ces conditions (266 L.F.Q.);

. toute référence à bourse canadienne dans les dispositions relatives aux règles de propriété devrait aussi référer à bourse québécoise ou canadienne (69 L.F.Q.);

. les règles concernant la détention d'actions comportant droit de vote par les non-résidents devraient préciser qu'un résident canadien ne serait pas considéré comme un non-résident mais serait assimilé à un résident québécois pour les fins de ces règles. Dans l'éventualité où le Québec devenait partie à l'Accord de libre échange entre le Canada et les États-Unis, on peut croire que les dispositions de cet accord assimilant les résidents américains à des résidents canadiens aux fins des règles en matière de propriété seraient rendues applicables au Québec et la législation québécoise serait modifiée en conséquence (72 L.F.Q.);

. pour les fins des règles relatives à la détention d'actions par des non-résidents, un non-résident devrait être une personne physique qui réside moins de 183 jours par année au Québec ou au Canada et une corporation qui a été constituée ailleurs qu'au Québec ou au Canada (73 L.F.Q.);

. permettre que l'actif d'une société du Québec soit composé non seulement de dépôts bancaires et de titres d'emprunt dont le paiement est garanti par une banque canadienne mais également de ceux garantis par une banque québécoise (203 L.F.Q.).

. le Québec pourrait aussi vouloir évaluer l'opportunité de revoir certaines règles quant aux actifs détenus par les sociétés de fiducie constituées en vertu des lois du Québec pour y inclure des normes favorisant la détention de titres québécois. Mentionnons toutefois que de telles normes entraîneraient probablement des modifications à la loi fédérale sur les sociétés de fiducie de même qu'aux lois provinciales canadiennes sur les sociétés de fiducie pour favoriser la détention par ces sociétés de titres canadiens au détriment de titres de québécois. Avant d'adopter de telles normes, il importerait donc que le Québec effectue une étude coût-bénéfice fort serrée de l'effet probable de celles-ci. Ajoutons également que l'adoption par le Québec de ces normes et de la réplique canadienne qui suivrait certainement aurait nécessairement pour effet de porter atteinte à l'hypothèse pratique que nous avons retenue, à savoir de minimiser autant que possible les effets de l'accession du Québec à la souveraineté sur les marchés financiers.

2.3.1.3 Les sociétés de prêt et les sociétés d'épargne

Comme le régime législatif fédéral applicable aux sociétés de prêt est essentiellement le même que celui applicable aux sociétés de fiducie, les modifications législatives analysées à la section 2.3.1.2 précédente seraient également nécessaires.

Pour la même raison, les modifications qui devraient être apportées à la législation québécoise sur les sociétés d'épargne sont essentiellement les mêmes que celles qui devraient être apportées à la législation québécoise sur les sociétés de fiducie.

De plus, les commentaires présentés dans la section 2.3.1.2 précédente au sujet de la réciprocité sont également pertinents à l'égard des sociétés de prêt et des sociétés d'épargne.

2.3.1.4 Les modifications requises au régime de protection des déposants

Advenant la souveraineté du Québec et dans l'hypothèse où le Québec adopterait sa propre législation bancaire, le législateur québécois devra modifier la *Loi sur l'assurance-dépôts* pour permettre à une banque québécoise de s'inscrire auprès de la Régie de l'assurance-dépôts.

Comme nous l'avons déjà mentionné, dans certains cas, la Société d'assurance-dépôts du Canada (la «Société») est ultimement responsable de la garantie des dépôts auprès des institutions de dépôt alors que dans d'autres cas c'est la Régie de l'assurance-dépôts du Québec (la «Régie») qui en est ultimement responsable.

Advenant la souveraineté du Québec, il nous paraîtrait pratique d'adopter un régime à deux volets. Dans un premier temps un déposant devrait pouvoir présenter une demande d'indemnisation auprès du régime de protection du territoire où le dépôt a été fait. Dans le cas où le dépôt a été fait au Québec, que cela soit dans une institution de dépôt canadienne ou dans une institution de dépôt québécoise, le déposant s'adresserait donc à la Régie afin d'être indemnisé. Dans le cas où le dépôt a été fait au Canada, le déposant s'adresserait à la Société.

Dans un deuxième temps, il faudrait prévoir que la Société est ultimement responsable des dépôts auprès des institutions de dépôt constituées en vertu des lois du Canada ou des autres provinces alors que la Régie serait ultimement responsable des dépôts auprès des institutions de dépôt constituées en vertu des lois du Québec. A cette fin, la Société et la Régie devraient conclure certaines ententes entre elles pour établir les modalités d'un système de compensation.

2.3.2 La réglementation des sociétés d'assurance

2.3.2.1 Le traitement applicable aux sociétés ou compagnies d'assurance

Il est vraisemblable que peu de modifications fondamentales à la législation québécoise sur les compagnies d'assurance soient requises puisque cette législation prévoit déjà que toute société ou compagnie qui n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec (société d'assurance constituée en vertu de la législation fédérale, société d'assurance constituée en vertu des autres législations provinciales et société d'assurance étrangère) obtienne un permis pour faire affaires au Québec. Cette exigence pourrait continuer de s'appliquer aux sociétés d'assurance non-québécoises advenant l'accession du Québec à la souveraineté.

Les conditions requises pour l'obtention du permis devraient être assouplies à l'égard des sociétés d'assurance à charte fédérale et de celles constituées et régies par les lois d'une autre province canadienne dans l'éventualité où une proposition de reconnaissance mutuelle du régime applicable à ces sociétés était mise de l'avant par le Québec et acceptée par le reste du Canada. Dans ce cas, un régime semblable à celui décrit aux sections 2.3.1.1 b) et 2.3.1.1 f) traitant des banques devrait être mis en place, avec les adaptations nécessaires, pour donner effet au principe de la reconnaissance mutuelle.

Si la proposition québécoise de reconnaissance mutuelle des juridictions devait être refusée, il nous paraît qu'une forme de traitement national fondamentalement semblable à celui qui prévaut actuellement devrait être maintenu à l'égard des sociétés d'assurance.

Dans ce contexte, il serait préférable pour la continuité harmonieuse des activités des sociétés ou compagnies d'assurance que les exigences prévues dans la législation québécoise pour l'obtention d'un permis par les sociétés canadiennes (fédérales ou provinciales) soient identiques à celles qui sont présentement prévues dans cette législation pour les sociétés ou les compagnies d'assurance qui ne sont pas constituées en vertu d'une loi du Québec.

Toutes les provinces du Canada exigent déjà qu'une société d'assurance constituée en vertu d'une loi autre que la leur obtienne un permis pour faire affaires dans leur territoire respectif. Présentement les sociétés d'assurance fédérales, les sociétés d'assurance des autres provinces ainsi que les sociétés étrangères d'assurance peuvent obtenir ce permis. Advenant l'accession du Québec à la souveraineté, il sera opportun de demander aux législatures des autres provinces de ne pas modifier leur législation respective afin d'assurer que les compagnies d'assurance constituées au Québec puissent continuer de pouvoir obtenir un permis.

2.3.2.2 Modifications à la législation fédérale sur les sociétés d'assurance

Il serait souhaitable que le législateur fédéral apporte les modifications suivantes à la législation fédérale sur les sociétés d'assurance afin que les sociétés d'assurance fédérales faisant affaires au Canada et au Québec puissent continuer à opérer au Québec sans trop de perturbations :

- . permettre à une société d'assurance fédérale nouvellement constituée de déposer auprès d'une institution financière canadienne ou d'une succursale située au Canada d'une institution financière québécoise tout montant reçu par elle avant le début de ses opérations, à titre de souscription d'actions (56 L.A.F.);

- . permettre à une société d'assurance fédérale de tenir ses assemblées d'actionnaires au Canada ou au Québec (140 L.A.F.);

- . au moins la moitié des administrateurs d'une société d'assurance fédérale qui est la filiale d'une entité étrangère et au moins les trois-quarts des administrateurs des autres sociétés d'assurance fédérales devraient être résidents canadiens ou québécois au moment de leur élection. Une société d'assurance fédérale qui est la filiale d'une entité constituée en vertu des lois du Québec ne devrait probablement pas être considérée comme une société d'assurance fédérale filiale d'une entité étrangère aux fins de la composition du conseil d'administration (167 L.A.F.);

- . pour délibérer en conseil, au moins les trois quarts des administrateurs présents devraient être résidents canadiens ou québécois et au moins la moitié devraient l'être dans le cas d'une filiale d'une entité étrangère (192 L.A.F.);

. permettre au chef de la direction d'une société d'assurance fédérale de résider soit au Canada ou au Québec (205 L.A.F.);

. permettre à une société d'assurance de conserver et de traiter au Canada ou au Québec tous les renseignements ou données se rapportant à la tenue et à la conservation de ses livres sauf si exemptée par le surintendant (268 L.A.F.);

. préciser qu'au moins un des fiduciaires nommés à un acte de fiducie en vertu duquel une société d'assurance fédérale émet des titres devrait être constitué sous le régime d'une loi canadienne ou dans la mesure où ce fiduciaire est autorisé à faire affaires au Canada et a au moins un établissement au Canada, d'une loi québécoise (317, 323 L.A.F.);

. une société d'assurance ayant des capitaux propres de 750 000 000 \$ doit dans les 5 ans après la première assemblée annuelle des actionnaires suivant le moment où les capitaux propres ont atteint ce montant avoir un certain nombre de ses actions cotées et négociables dans une bourse reconnue au Canada (411, 416 L.A.F.). Cette disposition devrait être modifiée afin de prévoir qu'elle puisse avoir ses actions cotées et négociables dans une bourse reconnue au Québec;

. prévoir certaines dispositions concernant l'obligation du Surintendant des institutions financières et de l'Inspecteur général des institutions financières de collaborer entre eux en ce qui concerne le pouvoir de surveillance d'une société d'assurance fédérale. À défaut de prévoir de telles dispositions dans la législation fédérale, il serait souhaitable que la pratique interne des deux organismes de contrôle prévoit une telle collaboration;

. la législation fédérale sur les sociétés d'assurance prévoit qu'une société doit nommer un actuaire qui doit être «Fellow» de l'Institut Canadien des Actuaires (359 L.A.F.). Advenant la création d'un institut québécois des actuaires, les «Fellows» de cet institut devrait pouvoir agir comme actuaire d'une société d'assurance fédérale;

. pour les sociétés d'assurance de personnes, les règles concernant la détention d'actions comportant droit de vote par les non-résidents devraient prévoir qu'un résident québécois ne serait pas considéré comme un non-résident mais serait assimilé à un résident canadien pour les fins de ces règles (429 L.A.F.);

De façon générale, les résidents québécois devraient être exclus de toute définition de «non-résident» dans la législation fédérale.

Présentement la loi fédérale sur les sociétés d'assurance empêche une société d'assurance multirisques d'exercer au Canada des activités de crédit-bail mobilier. Si aucune modification n'était apportée à cette disposition, une société d'assurance multirisques pourrait exercer des activités de crédit-bail mobilier au Québec (479 L.A.F.).

Le législateur québécois voudra peut-être examiner cette situation advenant l'accèsion du Québec à la souveraineté. Notons toutefois que la Loi sur les assurances du Québec permet à une compagnie d'assurance multirisque d'exercer au Québec des activités de crédit-bail mobilier. On voit donc mal pourquoi le législateur québécois interdirait aux sociétés fédérales d'exercer ces activités sur le territoire québécois s'il permet à celles constituées en vertu de ses propres lois de le faire.

De plus, des modifications semblables à celles dont nous faisons état à la section 2.3.1.1 a) du chapitre traitant des modifications à apporter à la Loi sur les banques en ce qui concerne les banques canadiennes dont le siège social est aujourd'hui au Québec devraient être apportées à la législation fédérale sur les sociétés d'assurance en ce qui concerne les sociétés d'assurance dont le siège social est au Québec.

2.3.2.3 Modifications à la législation québécoise sur les compagnies d'assurance

Il serait souhaitable que le législateur québécois apporte certaines modifications à la législation québécoise sur les compagnies d'assurance; on pourrait certainement envisager que ces modifications soient adoptées sur une base de réciprocité, c'est-à-dire en autant que les modifications à la législation fédérale énumérées à la section précédente soient également adoptées et appliquées. Les modifications pourraient notamment porter sur ce qui suit :

- . remplacer toute référence à «compagnie extra-provinciale» par «compagnie canadienne», puisque advenant la souveraineté du Québec, le Québec ne constituerait plus une province;

- . en vertu de la *Loi sur les assurances*, toute compagnie d'assurance constituée en corporation en vertu d'une loi du législateur fédéral ou d'une autre province peut continuer son existence en compagnie d'assurance régie par la *Loi sur les assurances* si elle est habilitée à le faire en vertu de la loi qui la gouverne. On devrait modifier cette disposition afin de référer à une compagnie d'assurance constituée en vertu des lois du Canada ou d'une province canadienne (200.1 LAQ);

- . les trois quarts des administrateurs d'une compagnie d'assurance devraient être de citoyenneté canadienne, ou dans l'éventualité où le Québec décidait de conférer la citoyenneté québécoise, de citoyenneté québécoise ou canadienne et la majorité d'entre eux devraient résider au Québec ou au Canada (54 L.A.Q.);

- . les vérificateurs devraient être comptables et membres en règle d'un institut ou d'une association de comptables constituée en vertu des lois du Québec ou d'une province canadienne, ou d'une firme de comptables dont l'un ou plusieurs des dirigeants ou employés sont membres d'un tel institut ou d'une telle association (291, 293 L.A.Q.);

- . en matière de propriété des actions, la législation québécoise prévoit une dispense d'autorisation du ministre pour être relevé de la suspension du droit de vote lorsque les actions

votantes sont inscrites à une bourse reconnue. Il faudrait préciser que bourse reconnue comprend une bourse canadienne et une bourse québécoise (43 L.A.Q.);

les règles concernant la détention d'actions comportant droit de vote par les non-résidents devraient préciser qu'un résident canadien ne serait pas considéré comme un non-résident mais serait assimilé à un résident québécois pour les fins de ces règles. Dans l'éventualité où le Québec devenait partie à l'Accord de libre échange entre le Canada et les États-Unis, on peut croire que les dispositions de cet accord assimilant les résidents américains à des résidents canadiens aux fins des règles en matière de propriété seraient rendues applicables au Québec et la législation québécoise serait modifiée en conséquence (44 à 46 L.A.Q.);

pour les fins des règles relatives à la détention d'actions par des non-résidents, un non-résident devrait être une personne physique qui réside moins de 183 jours par année au Québec ou au Canada et une corporation qui a été constituée ou continuée ailleurs qu'au Québec ou au Canada (47 L.A.Q.);

en ce qui concerne la suspension du droit de vote relativement aux actions de la compagnie d'assurance dans le cas où une corporation fédérale ou provinciale qui contrôle une compagnie d'assurance procède à une attribution de ses actions votantes contrairement aux règles concernant la détention d'actions votantes par des non-résidents, il faudrait référer à corporation canadienne ou québécoise au lieu de corporation fédérale ou provinciale (44 à 46 L.A.Q.);

la législation québécoise prévoit que tout assureur constitué en vertu des lois du Québec doit garder à toute époque au Canada et sous son propre contrôle un actif d'une valeur au moins égale à la valeur réelle de ses engagements envers ses assurés au Canada; cet actif jusqu'à concurrence d'au moins les deux-tiers de la valeur réelle de ses engagements doit être investi au Canada. Cette disposition devrait être modifiée afin de prévoir que tout assureur doit garder à toute époque au Québec ou au Canada et sous son propre contrôle un actif d'une valeur au moins égale à la valeur réelle de ses engagements envers ses assurés au Québec ou au Canada; cet actif jusqu'à concurrence d'au moins les deux-tiers de la valeur réelle des engagements devrait être investi au Québec ou au Canada (269 L.A.Q.); nous référons le lecteur aux commentaires que nous faisons au chapitre traitant des sociétés de fiducie en ce qui concerne l'adoption par le Québec de normes favorisant la détention de titres québécois par les compagnies d'assurances constituées en vertu des lois du Québec.

la législation québécoise prévoit que le ministre des finances peut relever tout assureur de son obligation de fournir un cautionnement en vertu de la législation québécoise si cet assureur a effectué auprès du ministre des finances du Canada un cautionnement que le ministre juge équivalent à celui exigé par la législation québécoise (230 L.A.Q.). Dans la mesure où aucune modification n'est apportée à cette disposition, il y aurait peut-être lieu de prévoir une entente entre les ministres des finances québécois et canadien afin que dans le cas où le cautionnement est versé auprès du ministre canadien, ce dernier s'engage à remettre au ministre québécois un montant du cautionnement ainsi versé égale au pro-rata des créances des assurés québécois.

2.3.2.4 *Modifications à la législation fédérale sur les sociétés étrangères d'assurance*

Il serait souhaitable que le législateur fédéral apporte certaines modifications à la législation fédérale sur les sociétés étrangères d'assurance :

- exclure de la définition de société d'assurance étrangère, la société d'assurance constituée au Québec;

- éliminer la nécessité d'obtenir l'agrément du Surintendant des institutions financières pour toute activité relative à l'exécution au Canada de contrats d'assurance conclus à l'extérieur du Canada ou du Québec avec des personnes qui ne résident pas au Canada ou au Québec au moment de l'émission d'une police (572, 574 L.A.F.);

- préciser qu'une société constituée ailleurs qu'au Canada ou au Québec ne pourrait garantir des risques au Canada sans l'agrément du surintendant (572, 574 L.A.F.).

2.3.2.5 *Modifications requises aux régimes de protection des assurés*

Advenant la souveraineté du Québec, les assureurs québécois pourraient vouloir créer leur propre régime de protection des assurés. Ce régime indemniserait les assurés protégés par une police en cours au Québec en autant que l'assureur qui émet ces polices détient un permis pour faire affaires au Québec. Dans un tel cas, le régime canadien de protection des assurés devrait être modifié pour permettre à une compagnie d'assurance québécoise qui voudrait faire affaires au Canada de devenir membre du régime canadien.

Une alternative à la mise en place d'un régime de protection des assurés par les assureurs québécois pourrait être de modifier la réglementation applicable à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec pour lui confier ce rôle de protection en assurant les polices émises par les assureurs inscrits auprès d'elle .

2.3.3 *La réglementation des marchés des capitaux*

Très peu de modifications devraient être apportées à la *Loi sur les valeurs mobilières* puisque cette législation régit déjà plusieurs des activités qui sont exercées sur le territoire québécois. Les instructions générales qui ont été adoptées par les organismes de réglementation en valeurs mobilières devraient continuer d'être applicables jusqu'à ce qu'elles soient modifiées ou remplacées, le cas échéant, par des instructions québécoises. De plus, la Commission des valeurs mobilières pourrait valablement continuer de collaborer avec les organismes du Canada et de d'autres états sans qu'il soit nécessaire de modifier la législation actuelle.

Les règles de la Bourse de Montréal et les règles de l'ACCOVAM devraient être modifiées quant à certains aspects, entre autres, pour permettre que les membres de la Bourse de Montréal qui sont présentement constitués en vertu d'une loi provinciale (autre que québécoise) ou fédérale demeurent admissibles à titre de membres de la Bourse. D'autres modifications principalement

techniques seraient nécessaires aux règles de la Bourse de Montréal établissant les listes de titres admissibles pour déterminer les montants maximums de marge et les institutions où les titres et les sommes appartenant aux clients des membres peuvent être déposés et conservés.

En ce qui concerne les courtiers et les conseillers en valeurs mobilières, peu de modifications seraient nécessaires à la législation québécoise des valeurs mobilières puisque celle-ci requiert déjà que tout courtier ou conseiller en valeurs mobilières qui désire exercer au Québec obtienne un permis et soit inscrit auprès de la Commission. La réglementation québécoise actuelle ne contenant aucune exigence spécifique régissant la propriété des firmes de courtiers ou de conseillers en valeurs mobilières, aucune modification à cet égard ne serait requise.

2.3.4 La réglementation des caisses de retraite

2.3.4.1 Les organismes de surveillance

Tous les régimes de retraite comptant des participants domiciliés au Québec ou se présentant au travail à un établissement de leur employeur situés au Québec sont techniquement assujettis à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*. Cependant, la majorité des provinces ont conclu un accord de réciprocité par lequel elles délèguent à l'organisme de surveillance de la province dans laquelle se retrouve la majorité des participants à un régime les pouvoirs et fonctions de l'organisme de surveillance des autres provinces dans laquelle se retrouvent les autres participants à ce régime. Un tel accord n'existe cependant entre le Québec et le gouvernement fédéral canadien qu'à l'égard de régimes couvrant des participants du Québec, du Territoire du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest; l'accord actuel entre le Québec et le Canada ne s'applique donc pas aux régimes couvrant des participants dans les autres provinces canadiennes.

L'accession du Québec à la souveraineté ne nécessiterait pas de modification à l'accord de réciprocité inter-provincial. L'extension de la portée de l'accord actuel entre le Québec et le Canada serait cependant requis pour éviter que les régimes sous juridiction fédérale et qui couvrent des participants ailleurs qu'au Québec, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, soient obligés de se conformer aux normes des deux législations et assujettis à la surveillance de deux organismes de réglementation.

Quoique les normes minimales des législations canadienne et québécoise soient relativement similaires, certaines modifications législatives seront requises particulièrement quant aux dates d'application de ces normes minimales (1er janvier 1987 au fédéral; 1er janvier 1990 au Québec) et quant à la désignation du Québec par le Canada en tant qu'entité juridique où existe des normes équivalentes aux normes de la législation fédérale, permettant ainsi l'application d'un accord de réciprocité.

2.3.4.2 Les normes de solvabilité et de placements

En matière de placements, le ministre des Finances du Canada a annoncé le 14 juin 1991 que les normes actuelles de la réglementation fédérale qui imposent des limites qualitatives et quantitatives en matière de placements seraient remplacées par un concept plus large de «portefeuille de placements». Ces nouvelles normes devraient donc avoir une certaine similarité avec celles de la législation québécoise. Nous référons le lecteur aux commentaires que nous faisons au chapitre traitant des sociétés de fiducie en ce qui concerne l'adoption par le Québec de normes favorisant la détention de titres québécois par les régimes de retraite réglementés par les lois du Québec.

En matière de solvabilité, les normes de chaque législation sont similaires.

L'extension de la portée de l'accord de réciprocité avec le Canada permettrait l'assujettissement d'un régime de retraite à un seul organisme de surveillance chargé d'appliquer les normes de sa législation en matières de placements et de solvabilité.

2.3.4.3 La transférabilité

La législation fédérale prévoit que le transfert de droits à pension lors de la cessation de participation à un régime de retraite doit être effectué dans un autre régime régi par la législation fédérale ou un RÉER immobilisé. La législation québécoise autorise les transferts dans tout autre régime de retraite, prévoyant une immobilisation après deux années de participation, ou des mécanismes de retraite (compte de retraite immobilisé, fonds de revenu viager) équivalant à un RÉER ou FERR immobilisé mais comportant certaines particularités dont la réversion au conjoint.

L'extension de la portée d'un accord de réciprocité avec le Canada pourrait prévoir une réglementation du droit à la transférabilité, à titre d'exemple l'utilisation de la loi du domicile d'un participant lors de la cessation de participation.

2.3.4.4 Réglementation fiscale

Advenant la souveraineté du Québec, il sera nécessaire de modifier la *Loi sur les impôts* afin d'y introduire des dispositions semblables à celles qui se retrouvent actuellement dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et qui régissent l'enregistrement des régimes de retraite et le calcul des déductions des cotisations patronales et salariales versées à la caisse d'un régime.

La *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) prélève un impôt mensuel de 1% sur la portion de l'actif d'une caisse de retraite investie en biens étrangers qui excède un pourcentage prescrit (16% en 1992) du total de l'actif de la caisse. Le Québec ne prélève pas un tel impôt. L'hypothèse d'une libre circulation des capitaux advenant l'accession du Québec à la souveraineté présuppose que la législation fiscale fédérale sera amendée pour que les placements d'une caisse de retraite au Québec ne soient pas assimilés à des biens étrangers.

De plus, la législation fiscale fédérale prélève un impôt de 25% par déduction à la source sur les paiements effectués par une caisse de retraite à un non-résident. Des modifications législatives seront requises et des ententes fiscales devront être conclues pour éliminer ou atténuer ce fardeau fiscal.

D'autre part, des amendements seront requis à la législation fiscale dans la mesure où le Canada et le Québec souhaiteraient autoriser à l'égard de leurs résidents les transferts en franchise d'impôt des capitaux détenus dans les divers mécanismes de retraite (régime de retraite, RÉER, FERR).

2.3.5 L'internationalisation des marchés financiers

2.3.5.1 Les normes financières internationales

Dans l'éventualité où le législateur québécois adopte sa propre législation bancaire, il nous paraît grandement souhaitable que l'Inspecteur général des institutions financières applique et respecte les Règles du BRI de façon compatible avec celle dont le Surintendant des institutions financières les applique aux fins de la *Loi sur les banques*.

2.3.5.2 Les centres bancaires internationaux

Advenant la souveraineté du Québec, le législateur fédéral pourrait être tenté de modifier l'article 33.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) concernant les centres bancaires internationaux afin d'exclure Montréal comme lieu de désignation de centre bancaire international par une institution bancaire canadienne.

Pour sa part, le législateur québécois pourrait être tenté de modifier la *Loi sur les impôts* (Québec) afin que les transactions bancaires avec les canadiens soient exclues de la liste des transactions autorisées à un centre financier international et dont les revenus en découlant sont exempts d'impôt.

2.3.6 Certaines législations diverses pouvant affecter les institutions financières

Comme nous l'avons vu dans la partie 1 du présent rapport, il existe plusieurs législations fédérales diverses qui peuvent affecter les institutions financières et les autres intervenants sur les marchés des capitaux. Dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté, le législateur québécois devra adopter ses propres lois pour éviter tout vide juridique en ces matières.

Dans l'intérêt du maintien de la plus grande harmonie possible dans le fonctionnement des marchés financiers au lendemain de la souveraineté du Québec, nous croyons qu'il serait préférable que les nouvelles législations québécoises soient très semblables aux lois fédérales actuelles traitant des mêmes sujets. Par la suite, lorsque les relations Québec-Canada seront devenues moins incertaines aux yeux des intervenants sur les marchés de capitaux, il sera

toujours temps pour le législateur québécois de modifier ces législations pour y introduire, le cas échéant, les particularités recherchées.

2.3.6.1 Législation en matière de lettres de change

Le Québec devra adopter une législation en matière de lettres de change qui, dans l'intérêt du fonctionnement harmonieux des marchés financiers, aurait avantage à être calquée sur la législation fédérale actuelle.

Tant la législation fédérale actuelle que la nouvelle législation québécoise devront être harmonisées de façon à ne pas assimiler à des effets de commerce étrangers les effets de commerce souscrits dans l'un ou l'autre pays et à accorder un traitement uniforme aux chèques tirés sur une banque, constituée et exerçant ses activités au Canada et/ou au Québec.

2.3.6.2 Législation en matière de faillite

Le Québec adoptera une législation en matière de faillite qui aurait avantage à ressembler à la législation fédérale actuelle.

Une harmonisation des législations demandera que chacune reconnaisse la primauté de l'application sur son territoire de la législation bancaire de chaque état, des ententes entre les organismes de réglementation et des accords en matière d'exécution de jugements prononcés dans le domaine de la faillite.

2.3.6.3 Législation en matière d'arrangements avec les créanciers

Le Québec voudra vraisemblablement se doter d'une telle législation qui devrait couvrir au Québec des champs similaires à ceux actuellement couverts par la législation fédérale. Notons cependant qu'il s'agit là d'un domaine où le Québec pourrait vraisemblablement innover et aller plus loin que la législation fédérale actuelle, en s'inspirant des pratiques américaines par exemple, sans trop risquer d'ébranler le fonctionnement des marchés.

L'harmonisation des législations et de leurs applications pourrait être accrue, au besoin, par ententes de réciprocité.

2.3.6.4 Législation en matière de concurrence

Le Québec devra adopter une législation en matière de concurrence. Une uniformisation de ces législations, relativement aux institutions financières, sera pratiquement indispensable pour éliminer les contraintes en matière de fusionnement d'entreprises des deux états, d'exécution des jugements obtenus dans l'un ou l'autre état et d'ententes bancaires.

2.3.6.5 Loi sur la Banque du Canada

La Banque du Canada est la banque-ressource des banques canadiennes. La législation fédérale permet à la Banque du Canada de consentir des prêts et avances aux banques et aux provinces et d'émettre et distribuer le papier monnaie au Canada.

Le maintien d'un espace économique Canada/Québec et l'utilisation de la monnaie canadienne jumelée à une libre circulation des capitaux demandera des ajustements à cette législation. L'ampleur de ces modifications relève de la négociation et non du domaine juridique; nous référons toutefois le lecteur à la section 2.3.6.9 du présent chapitre qui explore davantage certains aspects de la question de l'utilisation de la monnaie canadienne.

2.3.6.6 Législation en matière de liquidation

Actuellement chaque palier gouvernemental possède une législation en matière de liquidation d'entreprises relevant de son champ de compétence.

L'accession à la souveraineté permettra au Québec d'élargir aux institutions oeuvrant sur son territoire et relevant antérieurement de la juridiction fédérale l'application de sa législation en matière de liquidation.

L'harmonisation de l'application de ces législations pourra être accrue, au besoin, par entente de réciprocité.

2.3.6.7 Loi sur l'association canadienne des paiements

Le Québec devrait adopter pour les institutions financières oeuvrant sur son territoire une législation similaire à la législation canadienne. Des ententes seront sans doute nécessaires entre ces associations pour permettre la meilleure coopération possible entre les différents intervenants sur les marchés des capitaux.

D'autre part, l'hypothèse de l'utilisation de la monnaie canadienne jumelée à une libre circulation des capitaux peut demander des modifications à la loi canadienne pour autoriser les institutions financières québécoise à participer activement à l'Association. L'ampleur des modifications requises relève de la négociation.

2.3.6.8 Législation en matière d'intérêt

Le Québec devra décider de l'opportunité de se doter d'une législation similaire à la législation fédérale en matière d'intérêt soit par l'adoption d'une loi particulière, soit par la modification du Code civil.

2.3.6.9 Législation en matière de monnaie

Le Québec devra adopter une législation prévoyant le pouvoir libératoire des pièces de monnaie et des billets du Canada. Cette législation devrait aussi déterminer, tout comme la législation fédérale actuelle, des balises en matière de paiement libératoire par utilisation de pièces et de billets.

D'autre part, l'utilisation de la monnaie canadienne au Québec requerra que le Québec obtienne, par négociation, certaines garanties en matière d'approvisionnement et de distribution de monnaie sur son territoire. En effet, en vertu du cadre juridique actuel, la Banque du Canada est seule habilitée à émettre des billets destinés à circuler au Canada. La *Loi sur la Banque du Canada* précise à son paragraphe 25 (2) que, dans l'exercice de son pouvoir d'émission de billets, «il incombe à la Banque de prendre les mesures indiquées pour l'émission, en quantité suffisante, de ces billets, tant à son siège social que dans ses bureaux régionaux et agences au Canada.»

Les hypothèses de base qui nous ont été présentées prévoient le maintien de l'espace économique entre le Québec et le Canada, ce qui comprend, entre autres, l'utilisation au Québec de la monnaie canadienne. Comme nous l'avons vu, dans un tel contexte, deux scénarios sont envisageables. En vertu du premier scénario, le Québec et le Canada utiliseraient la même monnaie, mais le Canada serait le seul propriétaire de la banque centrale. Le deuxième scénario vise plutôt une union monétaire en vertu de laquelle le Québec et le Canada utiliseraient la même monnaie et où le Québec et le Canada se partageraient la propriété et l'administration de la banque centrale.

Dans le deuxième scénario, on peut croire que les négociations menant à la création d'une banque centrale commune Canada-Québec prévoieraient nécessairement que cette banque centrale Canada-Québec serait la seule habilitée à émettre des billets destinés à circuler au Canada et au Québec et que, dans l'exercice de ce pouvoir, il incomberait à cette banque de prendre les mesures indiquées pour l'émission, en quantité suffisante, de ces billets, tant à son siège social que dans ses bureaux régionaux et agences au Canada et au Québec.

La situation est un peu plus complexe dans l'éventualité où nous aurions à faire face au premier scénario, c'est-à-dire une situation où il y a utilisation par le Québec du dollar canadien (soit en vertu du traité économique Canada-Québec, soit suite à une décision unilatérale du Québec d'adopter la monnaie canadienne comme sa monnaie), mais où le Canada est le seul propriétaire de la banque centrale.

Dans cette deuxième hypothèse, aucun problème sérieux ne se poserait dans l'éventualité où les modalités de l'utilisation par le Québec du dollar canadien se retrouvaient dans le traité économique Canada-Québec. Encore une fois, le traité prévoirait probablement que la Banque du Canada devrait prendre les mesures indiquées pour l'émission en quantité suffisante des billets destinés à circuler au Canada et au Québec, tant à son siège social que dans ses bureaux régionaux au Canada et au Québec. La situation la plus complexe est celle où le Québec

décidait unilatéralement d'adopter la monnaie canadienne comme sa monnaie. Nous croyons cependant que, même dans ce cas, une entente devrait intervenir entre le Canada et le Québec pour assurer au Québec un approvisionnement minimum en dollars canadiens.

Comme le mentionnaient les études déposées dans le cadre de la Commission Bélanger-Campeau, il apparaît très difficile, en pratique, pour le Canada d'empêcher le Québec d'utiliser le dollar canadien. Des rapports plus récents sont arrivés à la même conclusion. Citons à titre d'exemple, un rapport de l'Institut C.D. Howe portant sur la question de la monnaie, advenant l'accession du Québec à la souveraineté.

As long as SQ [Sovereign Québec] residents wishes to use bank deposits denominated in ROC [Rest of Canada] dollars and as long as their own government encouraged them to do so, it would be profitable for bank offices in SQ to supply them. A decision by a short-sighted ROC government to legislate against ROC banks providing such a service through SQ branches or subsidiaries would reduce the profitability of the banks affected, but would not destroy the business. Any SQ-based bank or foreign-based bank with a branch in SQ that was able to acquire ROC dollars and short-term ROC-dollar-denominated securities would be able to accept ROC dollar deposits and make ROC-dollar-denominated loans in SQ. As long as ROC dollars and ROC-dollar-denominated securities continued to be traded freely on international markets, banks wishing to do ROC dollar business in SQ (or anywhere else) would have no difficulty obtaining the necessary assets to put such business on a sound basis.

For ROC to prevent this, it would have to eliminate the supply of ROC dollars to international markets through comprehensive controls - not just on transactions with SQ, but on all foreign exchange transactions. Among other things, this would involve:

- . the strict regulation of the export of ROC dollars - including those in the pockets of persons leaving the country;*
- . the imposition of foreign-exchange allowances for vacationers and business travelers;*
- . requirements that ROC residents hold only credit cards linked to ROC dollar lines of credit, and a prohibition on their use abroad;*
- . the introduction of controls on the acquisition of foreign exchange by importers, and of parallel requirements that all foreign exchange earned by exporters immediately be surrendered in exchange for ROC dollars; and*
- . the strict regulation of all foreign lending and borrowing by ROC firms, households, and governments - which obviously would have to be carried on solely in foreign currency (since there would be no ROC dollars abroad to borrow) with interest payments being made in foreign currency obtainable only with official permits.*

*While there are elements of Canadian society among whom such controls might appear attractive as part of a comprehensive departure from a market economy, it seems extremely unlikely that most citizens would be willing to bear the costs which the imposition of such controls would create, or to tolerate such a massive intrusion of the state into their lives.*³⁰⁶

Comme le mentionne ce rapport, le gouvernement canadien pourrait interdire aux banques et autres institutions financières d'approvisionner leurs succursales québécoises (ou d'autres institutions financières québécoises) en dollars canadiens, ce qui n'empêcherait pas ces institutions de se procurer des dollars canadiens à l'étranger, à moins que le Canada n'adopte des restrictions de l'ordre de celles énumérées dans le rapport.

Des restrictions de l'ordre de celles mentionnées dans le rapport ne pourraient toutefois pas être introduites par le Canada sans l'accord préalable du Fonds Monétaire International. En effet, l'Article VIII des Statuts du Fonds Monétaire International prévoit que, sauf si la monnaie d'un membre du FMI devient une monnaie rare, aucun membre du FMI ne peut imposer, sans l'approbation préalable du Fonds, des restrictions sur les paiements et transferts afférents à des transactions internationales courantes. En pratique, le FMI ne donnera son accord que lorsqu'un membre fait face à des difficultés temporaires de sa balance des paiements.

Par ailleurs, comme nous l'avons discuté plus haut, advenant sa souveraineté, le Québec devra devenir un membre individuel du Fonds Monétaire International. La pratique du Fonds Monétaire International a été, dans des cas semblables à celui qui se présenterait alors, de demander de la part de l'État qui demande son admission au FMI d'obtenir de la part de l'État qui émet la devise qui circule sur son territoire des assurances adressées au FMI à l'effet que cet État prendra aucune mesure qui pourrait empêcher le nouveau membre de remplir ses obligations envers le FMI. Cette pratique a été utilisée dans l'affaire du Botswana au Fonds Monétaire International, dans l'affaire de la Fédération de Malaisie et lors de la constitution originale de la Zone Franc. Dans un certain nombre d'autres cas, dont, entre autres, le cas du Luxembourg et de la Belgique et le cas de la Tanzanie, ce type d'assurances n'a pas été demandé par le Fonds Monétaire International puisqu'un traité était intervenu entre les différents États, traité dont les dispositions ont satisfait le FMI de la possibilité pour chacun des États à l'union monétaire de remplir ses obligations envers le FMI.

On peut donc croire qu'advenant l'accession du Québec à la souveraineté et la demande d'accession au FMI du Québec nouvellement souverain, des négociations devraient intervenir entre le Québec et le Canada, soit pour conclure un traité dont les dispositions satisferaient le FMI de la possibilité pour le Québec de remplir ses obligations en vertu des statuts du FMI, soit pour que le Canada donne des assurances au FMI que le Québec serait à même de remplir ses obligations en vertu des statuts du FMI. On peut également croire que de telles assurances seraient plus susceptibles d'être demandées dans l'éventualité où se dessinait un mouvement au sein du Canada pour restreindre ou empêcher le Québec d'utiliser la monnaie canadienne.

Il faut finalement noter que dans le cas du Panama et du Libéria, pays où le dollar américain circule comme monnaie libératoire, le FMI n'a pas demandé d'assurances du gouvernement

américain à l'effet que ces pays pourraient exécuter leurs obligations envers le FMI. On peut croire que ces exceptions se sont justifiées par le statut particulier dont jouissait le dollar américain avant l'établissement de taux de change flottants. On se souviendra, en effet, qu'en vertu du régime monétaire de Bretton Woods, le dollar américain était placé essentiellement sur le même pied que l'or. Dans l'éventualité où un Québec nouvellement souverain adoptait le dollar américain comme ayant cours légal, on peut croire que le FMI ne demanderait pas d'assurance aux États-Unis à l'effet que le Québec pourrait remplir ses obligations en vertu des statuts du FMI, compte tenu de la large utilisation du dollar américain comme mode de paiement international.

Que pourrait contenir une éventuelle entente entre le Québec et le Canada sur l'approvisionnement et la distribution de monnaie sur son territoire advenant que le Québec décidait unilatéralement d'utiliser la monnaie canadienne comme sa monnaie?

Elle devrait tout d'abord contenir des dispositions à l'effet que le Canada n'adoptera pas de mesures qui pourraient empêcher le Québec de remplir ses obligations envers le FMI. Ces assurances permettraient au Québec de se protéger contre l'adoption possible (mais tout de même peu probable) par le Canada de restrictions du type de celles mentionnées plus haut. Il serait également utile que l'entente prévoit spécifiquement la libre-circulation de la monnaie canadienne au Canada et au Québec. Il serait également utile pour le Québec que cette entente contienne des dispositions en vertu desquelles la Banque au Canada assurerait aux banques et autres institutions financières exerçant leurs activités au Québec un approvisionnement physique suffisant en billets. Notons que bien qu'utile, cette disposition ne serait pas essentielle puisqu'en l'absence de contrôle du type de ceux indiqués plus haut, les banques et autres institutions financières exerçant leurs activités au Québec pourraient se procurer du numéraire auprès des banques et institutions financières exerçant leurs activités au Canada et même à l'étranger.

2.3.6.10 Loi sur les accords de Bretton Woods

Cette loi sanctionne les mécanismes par lesquels le Canada satisfait aux accords internationaux créant le FMI, la BID, l'AID, la SFI et l'AMI. Advenant l'adhésion du Québec à ces accords, une législation québécoise appropriée sera nécessaire, laquelle devra tenir compte du statut du Québec face à chacune de ces organisations.

2.3.6.11 Législation en matière d'investissement

Le Québec devra décider de l'opportunité de se doter d'une législation en matière de contrôle des investissements. Encore une fois, si l'on désire éviter d'alimenter les craintes des intervenants étrangers sur les marchés de capitaux, il pourrait être préférable pour le Québec de ne pas trop s'éloigner, au départ, des règles actuellement en vigueur au Canada.

L'hypothèse d'une union monétaire jumelée à une libre circulation des biens, des personnes et des capitaux requerra des amendements à la législation canadienne pour refléter les termes de cette hypothèse. L'ampleur des modifications requises à la législation canadienne relève de la

négociation pour assurer que des Québécois seront assimilés à des Canadiens (et vice-versa) pour les fins de l'application de la législation des deux pays.

2.3.6.12 Législation sur le recyclage des produits de la criminalité

Le Québec devra décider de l'opportunité de se doter d'une législation, similaire à la législation fédérale, en matière de contrôle et de répression du recyclage financier des produits de la criminalité.

Conclusion générale

La nature du présent rapport se prête mal à la rédaction d'une conclusion traditionnelle. En effet, nous ne croyons pas utile ni même possible de reprendre ici les points saillants du titre 1 traitant du cadre juridique actuel du fonctionnement des institutions financières et de certains autres intervenants sur les marchés des capitaux au Canada et au Québec.

Pour ce qui est du titre 2 traitant des ajustements requis au cadre juridique actuel advenant la souveraineté du Québec, les commentaires suivants nous paraissent appropriés.

En premier lieu, l'insertion du Québec dans l'ordre juridique international relatif aux institutions financières nous paraît très importante. Cette insertion ne pourra cependant s'effectuer de façon automatique et unilatérale; le Québec devra négocier les conditions de son adhésion à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et devra se conformer aux procédures prévues pour l'accession au GATT, au FMI et à la Banque Mondiale.

Rien ne nous permet de conclure que ces négociations et ces procédures, bien que vraisemblablement longues et complexes, ne pourraient pas être couronnées de succès.

En second lieu, une ambitieuse proposition de reconnaissance mutuelle de toutes les institutions financières, inspirée du modèle adopté dans l'Europe communautaire, nous paraît la solution la plus prometteuse pour permettre au Québec souverain de manifester concrètement son désir de s'inscrire dans la tendance contemporaine de mondialisation des services financiers et d'encourager les intervenants actuels sur les marchés des capitaux à continuer de conduire leurs activités de la manière la plus régulière possible.

En fait, le régime de la reconnaissance mutuelle nous semble s'imposer de façon inévitable à l'égard des banques; pour ce qui est des autres institutions financières, le rejet du principe de la reconnaissance mutuelle entraînerait l'adoption du régime du traitement national, lequel ne s'éloigne pas sensiblement du régime présentement en vigueur au sein de la fédération canadienne.

En troisième et dernier lieu, rappelons simplement que nous avons énuméré dans notre rapport une série de modifications législatives (aussi bien aux législations fédérales que québécoises) dont

l'objet est de vraiment favoriser la continuité des activités quotidiennes des institutions financières en assimilant, pour des fins bien précises, le territoire du Canada à celui du Québec et vice-versa. L'adoption de ces modifications législatives n'est généralement pas absolument essentielle au maintien de l'harmonie dans le fonctionnement des marchés financiers, mais elle éliminerait des irritants inutiles tels l'obligation de déménager le siège social ou le lieu de la tenue d'une assemblée d'actionnaires ou encore la nécessité de modifier la composition d'un conseil d'administration pour y retrouver une majorité de «canadiens» ou de «québécois» selon le cas.

En bref, du strict point de vue juridique, il est possible de concevoir le maintien du fonctionnement harmonieux des marchés financiers advenant l'accession du Québec à la souveraineté. Il ne nous appartient pas de prévoir si la réaction des éléments humains de ces marchés permettra l'atteinte de cet objectif.

Annexe A

Liste des banques ayant une présence au Canada¹

I- BANQUES DE L'ANNEXE I	SIÈGE SOCIAL
Banque Canadienne de l'Ouest	Edmonton
Banque de Montréal	Montréal
La Banque Toronto-Dominion	Toronto *
Banque Nationale du Canada	Montréal
Banque de Commerce Canadienne Impériale	Toronto *
Banque Royale du Canada	Montréal
La Banque de Nouvelle-Écosse	Halifax *
 II- BANQUES DE L'ANNEXE II FILIALES D'INSTITUTIONS CANADIENNES	
Banque Laurentienne du Canada	Montréal
 III- BANQUES DE L'ANNEXE II FILIALES D'INSTITUTIONS ÉTRANGÈRES	
A- Filiales de banques américaines	
Banque Amex du Canada	Markham *
Banque BT du Canada	Toronto
Banque Chemical du Canada	Toronto
Banque d'Amérique Canada	Toronto *
Banque de Boston du Canada	Montréal *
Banque de New York (Canada)	Toronto
Banque First Interstate du Canada	Toronto
Banque Manufacturers Hanover du Canada	Toronto
Banque Mellon du Canada	Toronto
Banque Morgan du Canada	Toronto
Banque NBD du Canada	Toronto
Banque République Nationale de New-York (Canada)	Montréal *
Citibanque Canada	Toronto
La Banque Chase Manhattan du Canada	Toronto *
La Banque Security Pacific du Canada	Toronto *
La Première Banque Nationale de Chicago (Canada)	Toronto

¹ : Information au 30 décembre 1991

* : Succursale(s) ou bureau de représentation au Québec

B- Filiales d'autres institutions étrangères

Banco Central du Canada	Toronto *
Banque ABN AMRO du Canada	Toronto *
Banque ANZ du Canada	Toronto
Banque Barclays du Canada	Toronto *
Banque Cho Hung du Canada	Toronto
Banque Comerica du Canada	Toronto
Banque Commerciale Italienne du Canada	Toronto *
Banque Dai-Ichi Kangyo (Canada)	Toronto
Banque Daiwa du Canada	Toronto
Banque Korea Exchange du Canada	Toronto
Banque de Crédit et de Commerce (Canada)	Montréal
Banque de Tokyo du Canada	Toronto *
Banque Dresdner du Canada	Toronto
Banque Fuji du Canada	Toronto *
Banque Hanil du Canada	Toronto
Banque Hapoalim (Canada)	Toronto *
Banque Hongkong du Canada	Vancouver *
Banque Industrielle du Japon (Canada)	Toronto
Banque Internationale de Commerce de Cathay (Canada)	Toronto
Banque Israël Discount du Canada	Toronto
Banque Leumi le-Israël (Canada)	Toronto *
Banque Mitsubishi du Canada	Vancouver
Banque Mitsui Taiyo Kobe (Canada)	Toronto
Banque National Westminster du Canada	Toronto *
Banque Nationale de Grèce (Canada)	Montréal *
Banque Nationale de l'Inde (Canada)	Toronto
Banque Nationale de Paris (Canada)	Montréal *
Banque Nazionale del Lavoro du Canada	Toronto *
Banque Paribas du Canada	Toronto
Banque Sanwa du Canada	Toronto *
Banque Sottomayor Canada	Toronto
Banque Standard Chartered du Canada	Toronto
Banque Sumitomo du Canada	Toronto
Banque Tokai du Canada	Toronto *
Banque Union Outre-Mer de Singapour (Canada)	Toronto
Banque United Overseas (Canada)	Vancouver
Crédit Lyonnais Canada	Montréal *
Crédit Suisse Canada	Toronto *
Deutsche Bank (Canada)	Toronto
Société de Banque Suisse (Canada)	Toronto *
Société Générale (Canada)	Montréal *
Union de Banques Suisses (Canada)	Toronto *

* Succursale(s) ou bureau de représentation au Québec

IV- BANQUES ÉTRANGÈRES

Algemene Bank Nederland*
 American Express Bank
 Banca Serfin, S.N.C.
 Banco do Brasil, S.A.
 Banco Espanol de Credito, S.A.
 Banco Nacional de México
 Banco Real S.A.
 Bank Hapoalim B.M.*
 Bank J. Vontobel & Co. Ltd.
 Bank Leumi le-Israel Corporation
 Bank of China
 Banque Centrale Populaire du Maroc
 Banque Indosuez
 Banque Nationale de Paris*
 Bayerische Landesbank GZ
 Commerzbank AG
 Credito Italiano, S.P.A.
 Deutsche Bank AG*
 Habib Bank Ltd.
 Hambros Bank Limited
 Istituto Bancario San Paolo Di Torino
 Israel Discount Bank Limited*
 Jugobanka United Bank
 National Mortgage Bank of Greece

 Overland Bank
 Royal Trust Bank (Switzerland)
 S.G. Warburg Securities
 Société Générale*
 Stopanska Banka Skopje
 The Bank of Tokyo Ltd.
 The Dai-Ichi Kangyo Bank, Ltd.*
 The Daiwa Bank, Limited*
 The Export-Import Bank of Japan
 The Fuji Bank, Limited*
 The Hokkaido Takushoku Bank Ltd.
 The Industrial Bank of Japan, Limited*
 The Korea Development Bank
 The Long-Term Credit Bank of Japan, Ltd.
 The Mitsubishi Bank, Limited
 The Mitsui Taiyo Kobe Bank (Canada)*
 The Mitsui Trust & Banking Co., Ltd.
 The St. Lawrence National Bank
 The Sanwa Bank Ltd.*

CHARTRE

Pays-Bas
 États-Unis
 Mexique
 Brésil
 Espagne
 Mexique
 Brésil
 Israël
 Suisse
 États-Unis
 Chine
 Maroc
 France
 France
 Allemagne
 Allemagne
 Italie
 Allemagne
 Pakistan
 Grande-Bretagne
 Italie
 Israël
 Yougoslavie
 Grèce

 Suisse
 Suisse
 Grande-Bretagne
 France
 Yougoslavie
 Japon
 Japon
 Japon
 Japon
 Japon
 Japon
 Japon
 Corée
 Japon
 Japon
 Japon
 Japon
 États-Unis
 Japon

BUREAUX DE RE-PRÉSENTATION

Toronto
 Montréal, Markham
 Toronto
 Toronto
 Montréal
 Toronto
 Toronto
 Toronto, Montréal
 Vancouver
 Toronto, Montréal
 Toronto
 Montréal
 Montréal
 Montréal
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto, Montréal
 Montréal
 Vancouver, Toronto,
 Montréal
 Vancouver
 Toronto
 Toronto
 Montréal
 Toronto
 Vancouver
 Toronto, Toronto
 Toronto
 Toronto
 Vancouver, Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Ottawa
 Toronto

The Sumitomo Bank, Ltd.*	Japon	Toronto
The Sumitomo Trust & Banking Co., Ltd.	Japon	Toronto
The Tokai Bank, Ltd.*	Japon	Toronto
The Yasuda Trust and Banking Co., Ltd.	Japon	Toronto
United States National Bank of Oregon	États-Unis	Vancouver
Washington Mutual Savings Bank	États-Unis	Vancouver
Westdeutsche Landesbank GZ	Allemagne	Toronto

* : Ayant également une filiale bancaire au Canada

Annexe B

*Liste des sociétés de fiducie faisant affaires au Québec**

I - SOCIÉTÉS DE FIDUCIE QUÉBÉCOISES

SIÈGE SOCIAL

La Société de fiducie Bankers' Trust	Montréal
Trust Bonaventure Inc.	Montréal
Fiducie Canadienne Italienne	Montréal
Corporation Trust Capital	Montréal
Fiducie Desjardins Inc.	Montréal
Trust Général du Canada	Montréal
Compagnie de Fiducie Guardian	Montréal
Trust La Laurentienne du Canada Inc.	Montréal
Société de fiducie Lombard Odier	Montréal
Compagnie Montréal Trust	Montréal
Société Nationale de Fiducie	Montréal
Trust Prêt et Revenu	Montréal
Compagnie Trust Royal	Montréal
La Compagnie Sherbrooke Trust	Sherbrooke

II - SOCIÉTÉS DE FIDUCIE FÉDÉRALES

La Société Canada Trust	London
Compagnie Trust Central Guaranty	Toronto
La société de Trust Household	Toronto
Société de fiducie Internationale	Toronto
Société de fiducie La Métropolitaine du Canada	Toronto
Compagnie Montréal Trust du Canada	Montréal
Compagnie Trust Morgan du Canada	Montréal
Société de Fiducie Mutuelle	Toronto
Compagnie Trust Prenor du Canada	Halifax
Compagnie de fiducie Sun Life	Toronto
La Compagnie de Fiducie Confédération	Halifax

III - SOCIÉTÉS D'UNE AUTRE PROVINCE

Compagnie Trust First City (Alberta)	Calgary
La Compagnie de fiducie du Groupe Investors Ltée (Manitoba)	Winnipeg
Compagnie Trust National (Ontario)	Stratford

*: Information à jour au 31 décembre 1991

Annexe C

Liste des sociétés de prêt ou d'épargne faisant affaires au Québec*

I - SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE QUÉBÉCOISES	SIÈGE SOCIAL
La Financière Coopérants Prêts-Épargne Inc.	Alma
II - SOCIÉTÉS DE PRÊT FÉDÉRALES	
A. Filiales bancaires	
Société d'hypothèque Banque Laurentienne du Canada	Montréal
Société Hypothécaire Banque de Montréal	Calgary
Société d'Hypothèque Banque Nationale	Montréal
Société d'Hypothèques de la Banque Royale	Montréal
La Société d'Hypothèques CIBC	Toronto
Société hypothécaire de Hongkongbank	Vancouver
Société hypothécaire Scotia	Scarborough
La Société d'hypothèques TD	Toronto
B. Autres	
Hypothèques Trustco Canada	London
Société d'hypothèques Central Guaranty	Halifax
Société d'hypothèques First City	Vancouver
Corporation Nationale d'Hypothèque Focus	Toronto
Granville Société d'épargne et d'hypothèques	Vancouver
Compagnie de prêts Guardcor	Montréal
Compagnie de placements hypothécaires Morguard du Canada	Toronto
Société d'hypothèques Victoria et Grey	Stratford
Société d'épargne et d'hypothèque Sun Life	Toronto

*: Information à jour au 31 décembre 1991

Annexe D

Liste des compagnies d'assurance québécoises*

I-	COMPAGNIES QUÉBÉCOISES D'ASSURANCE DE DOMMAGES	SIÈGE SOCIAL
A-	Compagnies d'assurance	
1)	Compagnies à fonds social	
	Alpha	Drummondville
	Bélair	Montréal
	Assurances Générales des Caisses Desjardins	Québec
	Canassurance-Générale	Montréal
	Capitale	Québec
	Clairvoyants	St-Césaire
	Coopérants-Générale	Montréal
	Gore Générale	Montréal
	Industrielle-Alliance Générale	Québec
	Laurentienne Agricole	Montréal
	Laurentienne Générale	Montréal
	Norgroupe	Lévis-Lauzon
	Provinces Unies	Montréal
	Société Nationale d'Assurances	Montréal
	SSQ Société	Québec
	St-Maurice	Québec
	Union Canadienne	Québec
	Union Québécoise	Trois-Rivières
	Unique	Québec
2)	Mutuelles ou autres	
	Barreau du Québec	Montréal
	Chambre des Notaires	Montréal
	Fabriques de Montréal	Montréal
	Fabriques de Québec	Québec
	Groupe Estrie-Richelieu	Granby
	Mutuelle d'Ottawa	Hull
	Ordre des dentistes	Montréal
	Société Mutuelle Réassurances	Québec

*: Information à jour au 31 décembre 1990

B- Sociétés mutuelles d'assurance

Abitibienne
Appalaches
Bagot
Beauce
Beauharnois
Bellechasse
Bois-Franc
Charlevoix-Montmorency
Coaticook-Sherbrooke
Deux-Montagnes
Dorchester
Drummond
Est
Frontenac
Gaspésie et des Îles
Groupe Kamouraska
L'Isle-aux-Coudres
L'Islet
Lac St-Jean
Lac St-Pierre
Lanaudière
Lévisienne-Orléans
Lotbinière
Mauricienne
Montmagny
Outaouais
Portneuvienne
Prairies
Rivière-du-Loup
Rouyn-Noranda-Témiscamingue
Saguenay
Salaberry
Soulanges
Ste-Anne-des-Plaines
Témiscouata
Val St-François
Vallée
Valmont
Vaudreuil
Verchères

Amos
Mégantic
St-Liboire
Beauceville-Est
Ormstown
St-Gervais
Warwick
Baie St-Paul
Coaticook
St-Benoit Mirabel
Ste-Claire
Drummondville
Bic
Lac Mégantic
Causapscal
Kamouraska
L'Isle-aux-Coudres
St-Jean-Port-Joli
Lac St-Jean
Yamaska
St-Alexis
St-Romuald-d'Etchemin
Laurier-Station
St-Narcisse
Montmagny
St-André-Avellin
St-Basile-de-Portneuf
St-Edouard-de-Napierville
Rivière-du-Loup
Ville-Marie
Chicoutimi
Châteauguay
Coteau-Landing
Ste-Anne-des-Plaines
Dégelis
Windsor
Shawville
Waterloo
Rigaud
St-Marc-sur-Richelieu

II- COMPAGNIES QUÉBÉCOISES D'ASSURANCE DE PERSONNES

A- Compagnies d'assurance-vie

1) Compagnies à fonds social

Aeterna-Vie	Montréal
Canassurance-Vie	Montréal
Desjardins (Assurance-Vie)	Lévis-Lauzon
Excellence	Montréal
Internationale	Montréal
Laurentienne Corporation	Québec
Mutualité-Assurance-Vie	Québec
Personnelle Vie	Québec
Provinces Unies	Montréal
Québécoise Promutuel-Vie	St-Jean-sur-Richelieu
St-Laurent	Montréal
Union Canadienne	Québec

2) Mutuelles ou autres

Coopérants-Vie	Montréal
Industrielle-Alliance Vie	Québec
Mutuelle des Fonctionnaires	Québec
Services de Santé	Québec
Solidarité	Québec
Survivance	St-Hyacinthe
Union-Vie	Drummondville

B- Sociétés de secours mutuels

Amicale Infirmière de l'Hôpital Général de Montréal	Montréal
Association d'hospitalisation du Québec	Montréal
Casacalenda (Citoyens de)	Lasalle
Entraide	Québec
Entraide des Israélites	St-Laurent
Fils d'Italie	Montréal
Industries Valcartier	Val Vélair
Policiers Municipaux de Québec	Québec
Prossedana	Lachine
Vigilance	Beauport
Yishitzer (Association)	Montréal

C- Compagnies d'assurances funéraires

Bourgie (Urgel)
Brien (Robert et Marc)
Frais Funéraires Limitée
Funéraire Montréal
Rousseau Frère
Société Coopérative

Montréal
St-Denis-sur-Richelieu
Montréal
Montréal
Trois-Rivières
Montréal

Annexe E**Liste des sociétés d'assurance fédérales faisant affaires au Québec***

I- SOCIÉTÉS FÉDÉRALES D'ASSURANCE DE DOMMAGES	SIÈGE SOCIAL
A- Sociétés d'assurance	
1) Sociétés à fonds social	
Adriatique	Montréal
Allstate du Canada	Markham (Ontario)
Alta	Montréal
Assureurs-Groupes	Toronto
Bouclier Laurentien	Montréal
Canada-Vie	Toronto
Canadian Surety	Toronto
Canadienne Commerce	Toronto
Canadienne de Réassurances	Toronto
Canadienne Générale	Scarborough (Ontario)
Canadienne Provinciale	Toronto
Cercle d'Or	Winnipeg
Chateau	Toronto
Chequers	Toronto
Chubb du Canada	Toronto
Cigna du Canada-Générale	Scarborough (Ontario)
Citadelle-Générale	Toronto
Co-Operators-Générale	Guelph (Ontario)
Commonwealth	Vancouver
Constitution du Canada	Toronto
Continental du Canada	Toronto
Cornhill du Canada	Toronto
Coseco	Mississauga (Ontario)
Cumis-Générale	Burlington (Ontario)
Dominion (Compagnie d'Assurances)	Toronto
Dominion du Canada	Toronto
Élite	Vancouver
Équitable-Générale	Montréal
Federated du Canada-Générale	Winnipeg
Fédération	Montréal
Gan Canada	Toronto
Garantie	Montréal
General Accident	Toronto
Grain	Winnipeg

* : Information à jour au 31 décembre 1990

Grands Lacs
 Groupe Commerce
 Guardian du Canada
 Halifax-Générale
 Hartford du Canada
 Herald
 Home Canadien
 Hypothèques du Canada
 Inspections et Assurances Chaudière
 Jevco
 John Deere
 Laurentienne Casualty
 London et Midland
 Markel
 Mercantile et Générale du Canada
 Métropolitaine
 Métropolitaine Générale
 Missisquoi
 Munich du Canada
 Nationale Réassurances
 Personnelle-Générale
 Prudasco
 Prudentielle d'Amérique-Générale
 Prudentielle d'Angleterre-Canada
 Québec (Compagnie d'assurances)
 Royale du Canada
 Scor
 Seaboard du Canada
 Sécurité
 Sécurité Nationale
 Skandia Canada
 Souveraine-Générale
 Sun Alliance
 Sûreté de l'Ouest
 Toronto Générale
 Traders General
 Trafalgar du Canada
 Transit
 Unifund
 Union Commerciale du Canada-Générale
 Victoria du Canada
 Wellington
 Zurich du Canada-Indemnité

Toronto
 St-Hyacinthe
 Toronto
 Halifax
 Willowdale (Ontario)
 Toronto
 Montréal
 Toronto
 Toronto
 Montréal
 Grimsby (Ontario)
 Toronto
 London (Ontario)
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Montréal
 Frelighsburg (Québec)
 Toronto
 Montréal
 Etobicoke (Ontario)
 Montréal
 Scarborough (Ontario)
 Toronto
 Montréal
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Québec
 Montréal
 Toronto
 Calgary
 Toronto
 Régina
 Scarborough (Ontario)
 Scarborough (Ontario)
 Toronto
 Toronto
 St. John's (Terre-Neuve)
 Toronto
 Scarborough
 London
 Toronto

2) Mutuelles ou autres

Economical
 Wawanesa

Waterloo (Ontario)
 Winnipeg

II- SOCIÉTÉS FÉDÉRALES D'ASSURANCE DE PERSONNES

SIÈGE SOCIAL

A- Sociétés d'assurance

1) Sociétés à fonds social

Abbaye	Burlington (Ontario)
Aetna-Vie du Canada	Toronto
Allstate du Canada-Vie	Markham (Ontario)
Canadienne de Réassurance	Toronto
Chrysler du Canada-Vie	Mississauga (Ontario)
Cigna du Canada-Vie	Toronto
Citadelle-Vie	Toronto
Co-Operators-Vie	Régina
Colonia	Toronto
Constellation	Toronto
Crown	Toronto
Cumis-Vie	Burlington (Ontario)
Empire	Kingston (Ontario)
Federated du Canada-Vie	Winnipeg
Financial du Canada	Etobicoke (Ontario)
Glacier National	Vancouver
Great-West	Winnipeg
Impériale	Toronto
Laurentienne-Vie du Canada	Québec
Laurier	Etobicoke (Ontario)
London Life	London (Ontario)
Maritime-Vie	Halifax
Mercantile Canada	Toronto
Métropolitaine du Canada	Ottawa
Nationale du Canada	Toronto
Nationale Réassurance	Montréal
New York Life-Canada	Toronto
NN-Assurance-Vie du Canada	Don Mills (Ontario)
Nord-Américaine, Première	North-York (Ontario)
North West du Canada	Vancouver
Prudentielle Amérique (Canada)	Toronto
Prudentielle d'Angleterre-Vie	Kitchener (Ontario)
Reliable	Hamilton (Ontario)
Royale Vie du Canada	Oakville (Ontario)
Seaboard Vie	Vancouver
Souveraine-Vie	Calgary
Standard Canada	Montréal
Sun Alliance & London-Canada	Toronto
Transamerica du Canada	Toronto
Union Commerciale du Canada-Vie	Scarborough (Ontario)
Voyageur (Compagnie d'assurances)	Brampton (Ontario)
Westbury Canadienne	Hamilton (Ontario)
Western-Vie	Etobicoke (Ontario)
Zurich du Canada-Vie et Santé	Toronto
Zurich du Canada-Vie	Toronto

2) Sociétés mutuelles ou autres

Canada sur la Vie	Toronto
Confédération	Toronto
Équitable-Vie	Waterloo (Ontario)
Manufacturers	Toronto
Mutuelle du Canada	Waterloo (Ontario)
Nord Américaine-Vie	North York (Ontario)
Sun Life du Canada	Toronto
Toronto Mutual Life	Toronto

B- Sociétés de secours mutuels

Actra	Toronto
Canadian Slovak League	Toronto
Fils de l'Écosse	Toronto
Forestier (Ordre indépendant)	Don Mills (Ontario)
Forestiers canadiens	Brantford (Ontario)
Grande Lodge d'Orange	Willowdale (Ontario)
Italo-Canadiens	Montréal-Nord
Slovaques du Canada	Windsor (Ontario)
Travailleurs du Canada	Winnipeg
Voyageurs de Commerce du Canada	Toronto

Annexe F

Liste des sociétés d'assurance des autres provinces faisant affaires au Québec*

I-	SOCIÉTÉ D'ASSURANCE DE DOMMAGES DES AUTRES PROVINCES	CHARTRE	SIÈGE SOCIAL
A-	Sociétés d'assurance		
1)	Sociétés à fonds social		
	Anglo Canada	Ontario	London
	Axa Home	Ontario	Toronto
	Commerce et Industrie	Ontario	Toronto
	Coronation	Ontario	Toronto
	Gerling Globale-Générale	Ontario	Toronto
	Gerling Globale-Réassurances	Ontario	Toronto
	Pafco	Ontario	Toronto
	Scottish & York	Ontario	Scarborough (Ontario)
	Simcoe & Erie	Ontario	Hamilton (Ontario)
II-	SOCIÉTÉS D'ASSURANCE DE PERSONNES DES AUTRES PROVINCES		
1)	Société à fonds social		
	Gerling Globale-Vie	Ontario	Toronto
2)	Mutuelles ou autres		
	Assomption	Nouveau-Brunswick	Moncton
	Union du Canada	Ontario	Ottawa

*: Information à jour au 30 décembre 1991

Annexe G

Liste des sociétés d'assurance étrangères faisant affaires au Québec*

I-	SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCE DE DOMMAGES	CHARTRE	BUREAU PRINCIPAL AU CANADA
A-	Sociétés d'assurance		
1)	Sociétés à fonds social		
	Abeille Réassurances	France	Toronto
	Aegon	Angleterre	Mississauga (Ontario)
	Aetna Accidents et Garanties	Etats-Unis	Toronto
	Affiliated FM	Etats-Unis	Willowdale (Ontario)
	AGF Réassurances	France	Montréal
	Allstate	Etats-Unis	Markham (Ontario)
	Américaine-Réassurances	Etats-Unis	Toronto
	American Bankers	Etats-Unis	Willowdale
	American Home	Etats-Unis	Toronto
	American National Fire	Etats-Unis	Saskatoon (Saskatchewan)
	American Road	Etats-Unis	Oakville (Ontario)
	Ancienne République	Etats-Unis	Hamilton (Ontario)
	Aviation & Général	Angleterre	Toronto
	Baloise	Suisse	Toronto
	British Aviation	Angleterre	Toronto
	Calvert	Etats-Unis	Toronto
	Chicago Title	Etats-Unis	Toronto
	Christiania	Etats-Unis	Toronto
	Chrysler Insurance	Etats-Unis	Mississauga (Ontario)
	Continental	Etats-Unis	Toronto
	Continental Casualty	Etats-Unis	Toronto
	Crédit A.C.I.	Etats-Unis	Montréal
	E.R.C. (Société de réassurances)	Etats-Unis	Toronto
	Ecclésiastiques	Angleterre	Toronto
	Fédérale	Etats-Unis	Toronto
	Fireman's Fund	Etats-Unis	Toronto
	General Security	Etats-Unis	Montréal
	Générales d'Amérique	Etats-Unis	Mississauga (Ontario)
	Great American	Etats-Unis	Saskatoon (Saskatchewan)
	Groupe Neerlandais	Pays-Bas	North York (Ontario)
	Hanover	Etats-Unis	Toronto
	Hartford Fire	Etats-Unis	Willowdale (Ontario)
	Helvetia	Suisse	Montréal

*: Information à jour au 31 décembre 1990

Home	Etats-Unis	Toronto
Indemnité Maritimes	Etats-Unis	Toronto
Kansa International S.A.	Finlande	Montréal
Lawyers	Etats-Unis	Toronto
Lloyd's de Londres	Angleterre	Montréal
London	Angleterre	Toronto
Maritime	Angleterre	Toronto
Maritimes, Aériennes & Terrestres	France	Montréal
Motors	Etats-Unis	Thornhill (Ontario)
Munich	Allemagne	Toronto
N.A.C.	Etats-Unis	Willowdale (Ontario)
New Hampshire	Etats-Unis	Toronto
New Zealand	Nouvelle-Zélande	Toronto
Niagara	Etats-Unis	Toronto
Norman	Angleterre	Ste-Foy
North America	Etats-Unis	Scarborough (Ontario)
North American-Société Réassurances	Etats-Unis	Toronto
Norwich Union (Incendie)	Angleterre	Toronto
Norwich Winterthur	Angleterre	Montréal
Nouvelle Rotterdam	Pays-Bas	Hamilton (Ontario)
Orion S.R.L.	Angleterre	Toronto
Philadelphia Reinsurance	Etats-Unis	Toronto
Phoenix Assurances	Angleterre	Toronto
Pohjola	Finlande	Montréal
Progressive	Etats-Unis	Willowdale (Ontario)
Providence Washington	Etats-Unis	Toronto
Prudentielle-Assurances Limitée	Angleterre	Montréal
Reliance	Etats-Unis	Toronto
Royal Exchange	Etats-Unis	Toronto
Safeco	Etats-Unis	Mississauga (Ontario)
Saint-Paul	Etats-Unis	Toronto
Scottish Dominion	Angleterre	Mississauga (Ontario)
Sécurité de Hartford	Etats-Unis	Toronto
Société Anonyme Française	France	Montréal
Société Générale de Réassurances	Etats-Unis	Toronto
Sorema	France	Montréal
Sovereign	Angleterre	Montréal
Sphere Drake	Angleterre	Toronto
Stewart	Etats-Unis	Ottawa
Storebrand	Norvège	Toronto
Suisse Compagnie Anonyme	Suisse	Montréal
Suisse de Réassurances	Suisse	Toronto
Taisho	Japon	North York (Ontario)
Tokio	Japon	Toronto
Trade Indemnity	Angleterre	Ottawa
Transamerica	Etats-Unis	Toronto
Transatlantique	Etats-Unis	Toronto
Transcontinentale	France	Montréal
Travelers Indemnité	Etats-Unis	Toronto
Underwriters	Etats-Unis	Toronto
Union Commerciale Limitée	Angleterre	Toronto

Union Société de Réassurances
 Unione Italiana
 Unite
 United States Fidelity & Guarantee
 United States Fire
 Victory
 Yasuda
 Zurich

Suisse	Montréal
Italie	Montréal
Etats-Unis	Toronto
Etats-Unis	Toronto
Etats-Unis	Toronto
Angleterre	Toronto
Japon	Scarborough (Ontario)
Suisse	Toronto

2) **Mutuelles ou autres**

Allendale Mutual
 Arkwright
 Axa Re
 Employeurs de Wausau
 Liberty Mutual Fire
 Liberty Mutual Insurance
 Lumbermen's Underwriting
 Lumbermens Mutual
 Mutuelles du Mans
 Protection
 Sentry
 Utica

Etats-Unis	Willowdale (Ontario)
Etats-Unis	Toronto
France	Montréal
Etats-Unis	North York (Ontario)
Etats-Unis	Don Mills (Ontario)
Etats-Unis	Don Mills (Ontario)
Etats-Unis	Dorval (Québec)
Etats-Unis	Toronto
France	Toronto
Etats-Unis	Oakville (Ontario)
Etats-Unis	Toronto
Etats-Unis	Toronto

II- **SOCIÉTÉS D'ASSURANCE DE PERSONNES**

A- **Sociétés d'assurance**

1) **Sociétés à fonds social**

Abeille Réassurances
 Aetna-Vie
 AGF Réassurances
 Alexander Hamilton
 Allstate-Vie
 Américaine-Vie
 American Bankers Life
 American Income
 American Life
 Amex Life
 Ancienne République-Vie
 Balboa Life
 Bankers Life and Casualty
 Capitol
 Cologne Life
 Combined d'Amérique
 Connecticut General Life
 Continental Assurances
 Crédit-Vie
 Federated-Vie

France	Toronto
Etats-Unis	Toronto
France	Montréal
Etats-Unis	North York (Ontario)
Etats-Unis	Markham (Ontario)
Etats-Unis	Montréal
Etats-Unis	Willowdale (Ontario)
Etats-Unis	Toronto
Etats-Unis	Toronto
Etats-Unis	Toronto
Etats-Unis	Hamilton (Ontario)
Etats-Unis	London (Ontario)
Etats-Unis	Toronto
Etats-Unis	Toronto
Etats-Unis	Toronto
Etats-Unis	Toronto
Etats-Unis	Toronto
Etats-Unis	Toronto
Etats-Unis	Winnipeg (Manitoba)

Ford
 Gan Vie
 Globe
 John Alden
 Liberty Life-Boston
 Life Investors
 Life Reassurance
 Maccabees
 Massachusetts Indemnity
 Mercantile et Générale Limitée
 MIC (Assurance-Vie)
 Munich
 National Fidelity
 North America-Vie
 North American-Compagnie Réassurances
 North American-Vie et Dommages
 NRG London Reinsurance
 Paul Revere
 Pennsylvania Life
 Provident Life and Accident
 Prudentielle-Assurances Limitée
 Royale Belge
 Société Commerciale-Réassurances
 Storebrand
 Suisse de Réassurances
 Sun Alliance and London
 Transamérica-Occidental
 Travelers
 Unione Italiana
 United American
 Unum Life America

Etats-Unis
 France
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Angleterre
 Etats-Unis
 Allemagne
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Angleterre
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Angleterre
 Belgique
 France
 Norvège
 Suisse
 Angleterre
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Italie
 Etats-Unis
 Etats-Unis

Oakville (Ontario)
 Montréal
 Toronto
 Winnipeg (Manitoba)
 Don Mills (Ontario)
 Toronto
 Toronto
 Windsor (Ontario)
 Mississauga (Ontario)
 Toronto
 Thornhill (Ontario)
 Toronto
 Scarborough (Ontario)
 Toronto
 Montréal
 Don Mills (Ontario)
 Montréal
 Burlington (Ontario)
 Mississauga (Ontario)
 Toronto
 Montréal
 Montréal
 Montréal
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Montréal
 Toronto
 Toronto

2) Mutuelles ou autres

Commercial Travelers
 Cuna Mutuelle
 Equitable Life
 General American-Vie
 John Hancock
 Massachusetts Mutual Life
 Métropolitaine-Vie
 Minnesota Mutual
 Mutuelles du Mans Vie
 New England
 New York (Mutuelle)
 New York Life
 Norwich Union-Vie
 Omaha (Mutuelle d')
 Phoenix Mutual Life
 Principal Mutual
 Prudentielle d'Amérique-Vie

Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 France
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Angleterre
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Angleterre
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis
 Etats-Unis

Etobicoke (Ontario)
 Burlington (Ontario)
 Montréal
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Ottawa
 Toronto
 Québec
 Toronto
 Don Mills (Ontario)
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Toronto
 Scarborough (Ontario)

Standard Life
State Mutual Life
Unum Life

Ecosse
Etats-Unis
Etats-Unis

Montréal
Toronto
Toronto

B- Sociétés de secours mutuels

Arcane Royal
Canado-Américaine
Cercle des ouvriers
Chevaliers de Colomb
Croatian Fraternal Union
Electrical Workers
North American Benefit
Sourds (Fraternelle des)
Ukrainienne
United Transportation
Voyageurs de Commerce Amérique

Etats-Unis
Etats-Unis
Etats-Unis
Etats-Unis
Etats-Unis
Etats-Unis
Etats-Unis
Etats-Unis
Etats-Unis
Etats-Unis
Etats-Unis

Hamilton (Ontario)
Trois-Rivières
Montréal
Saskatoon (Saskatchewan)
Toronto
Willowdale (Ontario)
Sarnia (Ontario)
Pickering (Ontario)
Toronto
Ottawa
Kitchener (Ontario)

Annexe H

Traités multilatéraux à vocation mondiale touchant aux activités des institutions financières auxquels le Canada n'est pas encore partie

Convention d'Unidroit sur l'affacturage international, conclue à Ottawa le 28 mai 1988, ILM 27: 922

Convention d'Unidroit sur le crédit-bail international, conclue à Ottawa le 28 mai 1988, ILM 27: 922

Convention portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre, avec annexe et Protocole, conclue à Genève le 7 juin 1930, 143 RTSDN; JORF 24 oct. 36

Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettre de change et de billets à ordre, avec Protocole, conclue à Genève le 7 juin 1930, 143 RTSDN; JORF 24 oct. 36; RCDIP 1930.543

Convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre, avec Protocole, conclue à Genève le 7 juin 1930, 143 RTSDN; JORF 24 oct. 36; UKTS 1934/14

Convention portant loi uniforme sur les chèques, conclue à Genève le 19 mars 1931, 143 RTSDN; JORF 24 oct. 36

Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques, avec Protocole, conclue à Genève le 19 mars 1931, 143 RTSDN; JORF 24 oct. 36; RCDIP 1936.260

Convention relative au droit de timbre en matière de chèques, conclue à Genève le 19 mars 1931, 143 RTSDN; JORF 24 oct. 36; UKTS 1933/26

Convention des Nations-Unies sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux, adoptée par l'Assemblée générale des Nations-Unies le 9 décembre 1988, Doc. ONU A/43/820; ILM 28:170

Notes

1. *Loi constitutionnelle de 1867*, 30 & 31 Vict., R.- U., c. 3, art. 91, 92
2. *Caisse populaire Notre-Dame c. Moyen*, (1967) 59 W.W.R. 129; *Robinson c. Countrywide Factors*, (1978) 1 R.C.S. 753
3. *Loi constitutionnelle de 1867*, précitée, note 1, art. 91(14)
4. *Loi sur les banques*, L.R.C. (1985) ch. B-1
5. *Loi sur la Banque du Canada*, L.R.C. (1985) ch. B-2
6. *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, L.R.C. (1985) ch. C-3
7. *Loi sur l'Association canadienne des paiements*, L.R.C. (1985) ch. C-21
8. *Loi sur la monnaie*, L.R.C. (1985) ch. C-52
9. *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*, L.R.C. (1985), ch. 18 (3^e supp.), partie I
10. *Loi sur la monnaie royale canadienne*, L.R.C. (1985) ch. R-9
11. *A.G. Alberta c. A.G. Canada*, (1939) A.C. 117; *A.G. Alberta c. A.G. Canada*, (1947) A.C. 503 (C.J.C.P.)
12. *Central Computer Services Ltd. c. Toronto-Dominion Bank*, (1980) 107 D.L.R. (3d) 88
13. P.N. McDonald, *The B.N.A. Act and the Near Banks : A case study in Federalism*, (1972) 10 *Alta L.Rev.* 155
14. *Loi sur les lettres de change*, L.R.C. (1985) ch. B-4
15. *Loi constitutionnelle de 1867*, précitée, note 1, art. 91(21)
16. *Loi sur la faillite*, L.R.C. (1985) ch. B-3
17. *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. (1985) ch. C-36
18. *Loi sur les liquidations*, L.R.C. (1985) ch. W-11
19. *Loi constitutionnelle de 1867*, précitée, note 1, art. 91(10), 91(13)
20. *Id.*, art. 92(13), 92(16)
21. *Id.*, art. 92(11)
22. *Loi sur les compagnies*, L.R.Q., c. C-38

23. *Loi sur les coffrets de sûreté*, L.R.Q. c. C-28
24. *Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock*, L.R.Q., c. C-53
25. *Loi sur les intermédiaires de marché*, L.R.Q., c. I-15.1
26. *Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations*, L.R.Q., c. P-16
27. *Loi sur le recouvrement de certaines créances*, L.R.Q., c. R-2.2
28. *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1
29. *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, L.R.Q., c. S-29.01
30. *Loi sur les sociétés de prêts et de placements*, L.R.Q., c. S-30
31. *Loi sur les sociétés de prêt*, L.R.C. (1985) ch. L-12
32. *Loi sur les sociétés de fiducie*, L.R.C. (1985) ch. T-20
33. *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, L.C. 1991 ch. 45
34. *Re Dominion Trust Company*, (1918) 3 W.W.R. 1023; *Caisse populaire Notre-Dame c. Moyen*, (1967) 59 W.W.R. 129
35. *Loi sur les caisses d'entraide économique*, L.R.Q., c. C-3
36. *Loi sur les caisses d'épargne et de crédit*, L.R.Q., c. C-4.1
37. *Loi sur les corporations de fonds de sécurité*, L.R.Q. c. C-69.1
38. *Loi sur les sociétés d'entraide économique*, L.R.Q., c. S-25.1
39. *Loi remplaçant la Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec*, L.Q. 1989, c. 113
40. *Loi sur l'assurance-dépôts*, L.R.Q., c. A-26
41. *Loi concernant certaines caisses d'entraide économique*, L.R.Q., c. C-3.1
42. *Loi sur les associations coopératives de crédit*, L.R.C. (1985) ch. C-41; nouvelle *Loi sur les associations coopératives de crédit*, L.C. 1991 ch. 48
43. *Loi constituant en corporation Canadian Co-operative Credit Society Limited*, S.C. 1952-53, ch. 58
44. *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques*, L.R.C. (1985) ch. I-12
45. *Loi sur les compagnies d'assurance étrangères*, L.R.C. (1985) ch. I-13
46. *Loi sur les sociétés d'assurances*, L.C. 1991 ch. 47

47. *Loi sur les assurances*, L.R.Q., c. A-32
48. *Loi sur les intermédiaires de marché*, précitée, note 25
49. *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*, précitée, note 9
50. *Loi sur l'inspecteur général des institutions financières*, L.R.Q., c. I-11.1
51. *Loi sur Investissement Canada*, L.R.C. (1985), ch. 28 (1^{er} supp.)
52. *Loi sur les assurances*, précitée, note 47, art. 44
53. *Code criminel*, L.R.C. (1985) ch. C-46
54. *Loi sur les sociétés par actions*, L.R.C. (1985) ch. C-44
55. *Code civil du Bas-Canada*, art. 1034-1036, 1040b, 1092, 1118, 1119, 1577
56. *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*, L.R.C. (1985), ch. 32 (2^e supp.)
57. *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, L.R.Q., c. R-15.1
58. *Loi constitutionnelle de 1867*, précitée, note 1, art. 91
59. *Loi sur les banques*, L.C. 1991 ch. 46
60. Fédéral : *Loi sur les sociétés de fiducie*, précitée, note 32; Québec : *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, précitée, note 29
61. *Loi sur les compagnies*, précitée, note 22, art. 98
62. *Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations*, précitée, note 26, art. 1
63. *Infra*, chapitre 5, section 1, aux pp. 47 et 48
64. *Loi sur l'exécutif*, L.R.Q., c. E-18, art. 9; D. 1611-89, (1989) 121 G.O. II, 5553
65. *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, précitée, note 33
66. *Infra*, chapitre 5, section 2, aux pp. 48 à 50
67. *Canadian Financial Institutions - Trust and Loan Companies - Credit unions*, para. 15000, Don Mills, CCH Canadian Limited, 1991, au para. 15050
68. Fédéral : *Loi sur les sociétés de prêt*, précitée, note 31; Québec : *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, précitée, note 29
69. *Supra*, chapitre 2, section 1, aux pp. 35 à 38
70. *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, précitée, note 33

71. *Supra*, chapitre 2, section 2, aux pp. 38 à 41
72. *Canadian Financial Institutions*, précitée, note 68, au para. 15100; voir aussi : V. Arnett, W.B. Rose, *Doing Business in Canada - Regulation of Foreign Investment*, vol. 1, c. 3, New York, Matthew Bender Co., 1991, au para. 3.03 [12]
73. *Supra*, chapitre 2, section 4, p. 42
74. *Loi constituant en corporation Canadian Co-operative Credit Society Limited*, précitée, note 43
75. *Loi remplaçant la Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec*, précitée, note 39
76. *Loi sur associations coopératives de crédit*, précitée, note 42
77. *Règlement d'application de la Loi sur l'assurance-dépôts*, R.R.Q. 1981, c. A-26, r.1, art. 23
78. *Accord entre la Société d'assurance-dépôts du Canada et la Régie de l'assurance-dépôts du Québec*, intervenu le 22 janvier 1969
79. *Loi modifiant la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, Projet de loi C-48 (deuxième lecture le 5 février 1992) 3^e session, 34^e législature (Can.)
80. *Loi sur les banques*, précitée, note 59, art. 413; *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, précitée, note 33, art. 413
81. *Loi modifiant la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, précitée, note 79, art. 11
82. *Id.*, art. 11
83. Fédéral : *Loi sur les sociétés d'assurances*, précitée, note 46, art. 485; Québec : *Loi sur les assurances*, précitée, note 47, art. 203
84. *Loi sur les compagnies*, précitée, note 22, art. 98
85. *Loi sur les assurances*, précitée, note 47, art. 45
86. *Loi sur les sociétés d'assurances*, précitée, note 46
87. *Infra*, chapitre 2, section 1, p. 65
88. D.B. Houston, *Doing business in Canada - Insurance*, vol. 3, c. 27, New York, Matthew Bender Co., 1991, au para. 27.01[2]
89. *Id.*
90. *Insurance Act*, R.S.O. (1990), c. I.8
91. *A.G. of Canada c. A.G. of Alberta*, (1961) 1 A.C. 588; *A.G. of Ontario c. Reciprocal Insurers*, (1924) A.C. 328, *In Re Insurance Act of Canada*, (1932) A.C. 41

92. *Loi sur les assurances*, précitée, note 47, art. 420(aa)
93. *Loi sur les sociétés d'assurances*, précitée, note 46, art. 449; *Règlement d'application de la Loi sur les assurances*, R.R.Q., 1981, c. A-32, r. 1, art. 31.1
94. *Règlement d'application de la Loi sur les assurances*, précitée, note 93, art. 31.2
95. *Loi sur les valeurs mobilières*, précitée, note 28, art. 276
96. *Id.*, art. 277
97. *Id.*, art. 295.1
98. *Id.*, art. 306
99. Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec, *Instruction générale canadienne C-1*, «Approbation de documents à l'échelle canadienne», vol. XVII, n° 34, 20-08-86
100. *Loi sur les valeurs mobilières*, précitée, note 28, art. 177
101. *Id.*, art. 180.1
102. *Id.*, art. 310
103. *Canadian Securities Law Reporter*, t.5, «The Montreal Exchange Charter-By-Laws-Regulations», *Topical Law Reports*, Don Mills, CCH, 1990
104. *Id.*, règlement 2, art. 2101
105. *Id.*, règlement 3, art. 3101
106. *Id.*
107. *Id.*, art. 3201
108. *Id.*, art. 3301
109. *Id.*
110. *Id.*, art. 3401
111. *Id.*, art. 3905
112. *Id.*, règle 5, art. 5101
113. *Id.*, art. 5126
114. *Id.* règle 6
115. *Id.*, art. 6005

116. *Id.*, règle 7, art. 7001, 7004
117. *Id.*, art. 7004
118. *Id.*, art. 7201 et suiv.
119. *Id.*, art. 7203
120. *Id.*, art. 7213
121. *Id.*, règle 9, art. 9004
122. *Id.*, art. 9007-9102
123. *Id.*, art. 9900
124. *Id.*, art. 9904
125. *Id.*, règle 10
126. *Canadian Securities Law Reporter*, précité, note 103, règlement 3; *Règlement sur les valeurs mobilières*, (1983) 115 G.O. II, 1533, art. 228
127. *Loi sur les valeurs mobilières*, précitée, note 28, art. 148
128. *Id.*, art. 149
129. *Id.*, art. 151
130. *Id.*, art. 152
131. *Règlement sur les valeurs mobilières*, précité, note 126, art. 220
132. *Id.*, art. 221
133. *Id.*, art. 230.1 et suiv.
134. *Id.*, art. 203
135. *Id.*; *Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec*, *Instruction générale Q-9*, «Courtiers, conseillers en valeurs et représentants», vol XV, no 17, 26-04-85
136. *Règlement sur les valeurs mobilières*, précité, note 126, art. 204
137. *Id.*, art. 205
138. *Id.*, art. 206
139. *Id.*, art. 215
140. *Id.*

- 141. *Id.*, art. 225 et suiv.
- 142. *Id.*, art. 228
- 143. *Id.*, art. 215
- 144. *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*, précitée, note 56, art. 4(2), 4(4)
- 145. *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, précitée, note 57, art. 1(a)
- 146. *Id.*, art. 1(b)
- 147. *Employment Benefit & Pension Guide*, Don Mills, CCH Canadian Limited, au para. 1535
- 148. *Le Présent mémoire de Convention signé en double exemplaire le 12 février 1969 entre le Ministre des Finances du Canada et la Régie des Rentes du Québec*, non-publiée
- 149. *Loi de l'impôt sur le revenu*, S.C. 1970-71-72, ch. 63, art. 147.1(2)
- 150. *Loi sur les impôts*, L.R.Q., c. I-3, art. 1
- 151. *Loi de l'impôt sur le revenu*, précitée, note 147, art. 147.1(6)
- 152. *Id.*
- 153. *Id.*, art. 147.2
- 154. *Id.*, art. 56(1)(a)
- 155. *Loi sur les impôts*, précitée, note 150, art. 965.0.2, 965.0.3 et 310
- 156. *Id.*, art. 212(1)(h)
- 157. *Loi de 1984 sur la Convention Canada-États-Unis en matière d'impôts*, S.C. 1984, ch. 20, Annexe I, art. XVIII
- 158. *Projet d'amendements techniques*, 20 décembre 1991
- 159. *Loi sur l'interprétation des conventions en matière d'impôts sur le revenu*, L.R.C. (1985) ch. I-4
- 160. *Loi de l'impôt sur le revenu*, précitée, note 149, art. 149(1)(o)
- 161. *Loi sur les impôts*, précitée, note 150, art. 998 c.1, c.2 et c.3
- 162. *Loi de 1984 sur la Convention Canada-États-Unis en matière d'impôts*, précitée, note 156, art. XXI
- 163. *Loi de l'impôt sur le revenu*, précitée, note 149, art. 206(2)
- 164. *Id.*, art. 206.1
- 165. *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*, précitée, note 56, art. 5(b)

166. *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, précitée, note 57, art. 24
167. *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, (1987) 121 *Gaz. Can.* II, 167, art. 6 et Annexe III
168. *Id.*, Annexe III
169. *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, précitée, note 57, art. 168
170. *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, précité, note 167, art. 2(1); *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, précitée, note 57, art. 3
171. *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, précité, note 167, art. 9(8); *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, précitée, note 57, art. 129, 130
172. *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*, précitée, note 56, art. 26
173. *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, précitée, note 57, art. 98
174. *Règlement sur les régimes complémentaires de retraite*, (1990) 122 *G.O.* II, 3246, art. 16 à 31
175. *Loi de l'impôt sur le revenu*, précitée, note 149, art. 147.3
176. *Id.*, art. 146, 146.3
177. *Id.*, art. 212
178. *Loi sur les impôts*, précitée, note 150, art. 2
179. Le Comité de Bâle des règles et pratiques de contrôle des opérations bancaires se compose des représentants des banques centrales et des autorités de surveillance des pays du Groupe des Dix (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse) et du Luxembourg. Le Comité se réunit à la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle (Suisse)
180. Document de travail, *Exigences en matière de suffisance de fonds propres à l'égard des banques canadiennes*, Bureau du Surintendant des Institutions Financières, Canada, février 1992
181. *Loi de l'impôt sur le revenu*, précitée, note 149, art. 33.1
182. *Loi sur les impôts*, précitée, note 150, art. 737.13 et suiv.; *Règlement sur les impôts*, R.R.Q. 1981, c. 3-I, art. 737.13 R1 et suiv.
183. *Loi sur les lettres de change*, précitée, note 14, art. 8
184. *Id.*, art. 2
185. *Id.*, art. 10, 11
186. *Id.*, art. 120
187. *Id.*, art. 123

188. *Id.*, art. 159
189. *Id.*, art. 162
190. *Id.*, art. 164
191. *Id.*, art. 177
192. *Id.*, art 187
193. *Loi sur la faillite*, précitée, note 16, art. 2
194. *Id.*, art. 42
195. *Id.*, art. 2
196. *Id.*, art. 67
197. *Id.*, art. 2, 183 à 191
198. *Id.*, art. 86
199. *Id.*, art.136
200. *Id.*, art. 216
201. *Loi sur les banques*, précitée, note 4, art. 212
202. *Loi sur les arrangements avec les créanciers de compagnies*, précitée, note 17, art. 2, 4
203. *Id.*, art. 2
204. *Id.*, art. 9
205. *Loi sur les liquidations*, précitée, note 18, art. 12
206. *Loi sur la concurrence*, L.R.C. (1985) ch. C-34, art. 2.1
207. *Id.*, art. 49(1)
208. *Id.*, art. 49(2)
209. *Id.*, art. 82
210. *Id.*, art. 83
211. *Id.*, Partie IX
212. *Loi sur Investissement Canada*, précitée, note 51, art. 3
213. *Id.*

- 214. *Id.*
- 215. *Id.*
- 216. *Id.*, art. 10(a)
- 217. *Id.*, art. 10(b)
- 218. *Id.*, art. 10(c)
- 219. *Id.*, art. 10(h)
- 220. *Id.*, art. 10(j)
- 221. *Id.*, art. 11
- 222. *Id.*, art. 14(3), 14(4)
- 223. *Id.*, art. 26, 27
- 224. *Id.*, art. 28
- 225. *Id.*, art. 39
- 226. *Id.*, art. 40
- 227. *Loi sur la Banque du Canada*, précitée, note 5, art. 4(2)
- 228. *Id.*
- 229. *Id.*, art. 5(1)
- 230. *Id.*, art. 6(4)
- 231. *Id.*, art. 9(1)
- 232. *Id.*, art. 10(4)
- 233. *Id.*, art. 10(2)
- 234. *Id.*, art. 10(4)
- 235. *Id.*, art. 14(2)
- 236. *Id.*, art. 18(a)
- 237. *Id.*, art. 18(b)
- 238. *Id.*, art. 18(c)
- 239. *Id.*, art. 18(d)

- 240. *Id.*, art. 18(h)
- 241. *Id.*, art. 18(l)
- 242. *Id.*
- 243. *Id.*, art. 18(p)
- 244. *Id.*, art. 19
- 245. *Id.*, art. 22(1)
- 246. *Id.*, art. 25(1)
- 247. *Id.*, art. 25(4)
- 248. *Id.*, art. 25(6)
- 249. *Id.*, art. 27
- 250. *Loi sur les liquidations*, précitée, note 18, art. 2, 6
- 251. *Id.*, art. 6
- 252. *Id.*, art. 2
- 253. *Id.*, art. 151 à 158
- 254. *Id.*, art. 161
- 255. *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques*, précitée, note 44, art. 162; *Loi sur les compagnies d'assurance étrangères*, précitée, note 45
- 256. *Loi sur l'Association canadienne des paiements*, précitée, note 7, art. 5
- 257. *Id.*, art. 6
- 258. *Id.*, art. 7
- 259. *Id.*, art. 4
- 260. *Id.*, art. 30
- 261. *Id.*, art. 14
- 262. *Id.*, art. 15
- 263. *Id.*, art. 18(1)
- 264. *Id.*, art. 28(1)

- 265. *Id.*, art. 31
- 266. *Loi sur l'intérêt*, L.R.C. (1985) ch. I-15
- 267. *Id.*, art. 2
- 268. *Id.*, art. 3
- 269. *Id.*, art. 4
- 270. *Id.*, art. 6
- 271. *Id.*, art. 10
- 272. *Loi sur la monnaie*, précitée, note 8
- 273. *Id.*, art. 3
- 274. *Id.*, art. 8
- 275. *Id.*, art. 17
- 276. *Loi sur la monnaie royale canadienne*, précitée, note 10, art. 4
- 277. *Id.*, art. 12
- 278. *Loi sur les accords de Bretton Woods*, L.R.C. (1985) ch. B-7
- 279. *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité*, S.C. 1991, ch. 26
- 280. Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, *La Succession d'États, la Succession aux traités*, Québec, Assemblée Nationale, 1991, 9 p.
- 281. IVAN BERNIER, *La Dimension juridique des relations commerciales d'un Québec souverain*, Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, Québec, Assemblée nationale, 1992, 82 p.
- 282. *Convention de Vienne sur la succession d'États en matière de traités*, A/Conf., 80/16, Add. 2, vol. 111
- 283. IVAN BERNIER, *La Dimension juridique des relations commerciales d'un Québec souverain*, précitée, note 281, p. 57; J. MAURICE BRODEUR, *L'accession à l'indépendance du Québec et le partage du patrimoine fédéral: un cadre d'analyse*, (1991) 4 *Bulletin de la SDIE (Canada)*, 17-18
- 284. JACQUES BROSSARD. *L'accession à la souveraineté et le cas du Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1976, p. 436
- 285. *Report of the First Committee of the United Nations General Assembly*, Doc. NU A/C 1/212, (1947), cité dans JOSEPH GOLD, *Membership and Nonmembership in the International Monetary Fund*, Washington, International Monetary Fund, 1974, p. 289

286. *Hodge c. L. Reine*, (1883-84) 9 A.C. 117; GIL REMILLARD, *Le Fédéralisme canadien*, Montréal, Québec/Amérique, 1980, pp. 163-164; PETER HOGG, *Constitutional Law of Canada*, Toronto, The Carswell Company Limited, 1985, p. 258
287. *Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis*, Annexe A de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis*, L.C. 1989, c. 65
288. IVAN BERNIER, *La Dimension juridique des relations commerciales d'un Québec souverain*, précitée, note 281, p. 57 et 58
289. *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*, 55 R.T.N.U. 194 (cette référence constitue la référence au texte original de l'Accord général; celui-ci a été modifié depuis à de nombreuses reprises. La dernière modification importante a été apportée en 1980 suite à la conclusion des négociations du Tokyo Round
290. *Accord général sur le commerce des services (projet)*, Ottawa, Ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur, Secteur des négociations commerciales multilatérales, MTN. TNC/W/FA
291. «Statuts du Fonds monétaire international», Annexe I de la *Loi sur les accords de Bretton Woods*, précitée, note 278
292. Cité dans DOMINIQUE CARREAU, PATRICK JUILLARD et FLORY, THIEBAUT, *Droit international économique*, 2^e édition, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1980, pp. 122-123
293. «International Monetary Fund, The road from Bretton Woods», *The Economist*, Londres, 27 septembre 1980, pp. 116-117
294. «Accord relatif à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement», Annexe II de la *Loi sur les accords de Bretton Woods*, précitée, note 278
295. «Statuts de l'Association internationale de développement», Annexe III de la *Loi sur les accords de Bretton Woods*, précitée, note 278
296. «Statuts de la Société Financière Internationale», Annexe IV de la *Loi sur les accords de Bretton Woods*, précitée, note 278
297. «Convention portant création de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements», Annexe V de la *Loi sur les accords de Bretton Woods*, précitée, note 278
298. «Convention relative à l'Organisation de Coopération et de Développement économiques», *Recueil des traités 1961*, No. 18, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 63
299. «Deuxième directive du Conseil du 15 décembre 1989 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice et modifiant la directive 77/780/CEE», *Journal officiel des Communautés européennes*, no L 386 du 30.12.89, art. 18 à 21
300. *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, précitée, note 29, art. 15
301. *Loan and Trust Corporation Act*, R.S.O., 1990, c. L-25, art. 33

- 302. *Loi sur les banques*, précitée, note 4, art. 8(d)
- 303. *A.G. Alberta c. A.G. Canada*, (1939) A.C. 117 (C.J.C.P.), à la p. 118
- 304. *British Columbia Power Corporation Ltd. c. A.G. of British Columbia*, (1963) 44 W.W.R. 65 (S.C. B.-C.); *Société Asbestos c. Société nationale de l'amiante*, 1981 (C.A.) 43; *Lymburn c. Mayland*, 1932 A.C. 318 (C.J.C.P.); *Morgan et al c. A.G. for Prince Edward Island et al*, (1976) 2 R.C.S. 349 aux pp. 364-365
- 305. «Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis», Annexe A de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis*, précitée, note 277, art. 1402
- 306. DAVID E.W. LAIDLER and WILLIAM B.P. ROBSON, *Two Nations, One Money ? Canada's Monetary System following a Quebec Secession*, Toronto, C.D. Howe Institute, 1991, pp. 28-29

Table de la législation

1. Canada

Code Criminel, L.R.C. (1985) ch. C-46

Loi constituant en corporation «Canadian Co-operative Credit Society Limited»,
S.R.C. 1952-53, ch. 58

Loi constitutionnelle de 1867, 30 & 31 Vict., R.- U., c. 3

Loi de l'impôt sur le revenu, S.C. 1970-71-72, ch. 63

Loi de 1984 sur la Convention Canada-États-Unis en matière d'impôts, S.C. 1984, ch. 20

Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension, L.R.C.(1985),
ch. 32 (2^e supp.)

Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension, (1987) 121
Gaz. Can. II, 167

Loi modifiant la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada et d'autres lois en conséquence, Projet de loi C-48 (deuxième lecture le 5 février 1992)
3^e session, 34^e législature (Can.)

Loi sur Investissement Canada, L.R.C. (1985), ch. 28 (1^{er} supp.)

Loi sur les associations coopératives de crédit, L.C. 1991 ch. 48

Loi sur les banques, L.C. 1991 ch. 46

Loi sur les sociétés d'assurances, L.C. 1991 ch. 47

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt, L.C. 1991 ch. 45

Loi sur l'interprétation des conventions en matière d'impôt sur le revenu, L.R.C.
(1985) ch. I-4

Loi sur l'intérêt, L.R.C. (1985) ch. I-15

Loi sur l'Association canadienne des paiements, L.R.C. (1985) ch. C-21

Loi sur la Banque du Canada, L.R.C. (1985) ch. B-2

Loi sur la faillite, L.R.C. (1985) ch. B-3

Loi sur la monnaie, L.R.C. (1985) ch. C-52

Loi sur la monnaie royale canadienne, L.R.C. (1985) ch. R-9

Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, L.R.C. (1985) ch. C-3

Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières, L.R.C. (1985), ch. 18 (3^e supp.), partie I

Loi sur les accords de Bretton Woods, L.R.C. (1985) ch. B-7

Loi sur les associations coopératives de crédit, L.R.C. (1985) ch. C-41

Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, L.R.C. (1985) ch. C-36

Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, L.R.C. (1985) ch. I-12

Loi sur les compagnies d'assurance étrangères, L.R.C. (1985) ch. I-13

Loi sur les lettres de change, L.R.C. (1985) ch. B-4

Loi sur les liquidations, L.R.C. (1985) ch. W-11

Loi sur les sociétés de fiducie, L.R.C. (1985) ch. T-20

Loi sur les sociétés de prêt, L.R.C. (1985) ch. L-12

Loi sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985) C-44

Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis, L.C. 1989 ch. 65

2. Québec

Code civil du Bas-Canada

Loi concernant certaines caisses d'entraide économique, L.R.Q., c. C-31

Loi remplaçant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, L.Q. 1989, c. 113

Loi sur l'assurance-dépôts, L.R.Q., c. A-26

Loi sur l'exécutif, L.R.Q., c. E-18

Loi sur l'inspecteur général des institutions financières, L.R.Q., c. I-11.1

Loi sur les assurances, L.R.Q., c. A-32

*Règlement d'application de la Loi sur les assurances, R.R.Q., 1981,
c. A-32, r.1*

Loi sur les caisses d'entraide économique, L.R.Q., c. C-3

Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, L.R.Q., c. C-4.1

Loi sur les coffrets de sûreté, L.R.Q., c. C-28

Loi sur les compagnies, L.R.Q., c. C-38

*Loi sur les connaissements, les reçus et les cessions de biens en stock, L.R.Q.,
c. C-53*

Loi sur les corporations de fonds de sécurité, L.R.Q., c. C-69.1

Loi sur les impôts, L.R.Q., c. I-3

Loi sur les intermédiaires de marché, L.R.Q., c. I-15.1

Loi sur le recouvrement de certaines créances, L.R.Q., c. R-2-2

Loi sur les régimes complémentaires de retraite, L.R.Q., c. R-15.1

*Règlement sur les régimes complémentaires de retraite, (1990) 122
G.O. II, 3246*

Loi sur les sociétés d'entraide économique, L.R.Q. c. S-152

Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, L.R.Q. c. S-29.01

Loi sur les sociétés de prêts et de placements, L.R.Q., c. S-30

Loi sur les valeurs mobilières, L.R.Q., c. V-1.1

Règlement sur les valeurs mobilières, (1983) 115 G.O. II, 1533

3. *Autres Provinces*

Financial Institutions Act, S.B.C. 1989, c. 47

Insurance Act, R.S.O. 1990, c. I.8

Licensing Act, R.S.P.E.I. 1988, c. L-11

Loan and Trust Companies Act, R.S.N.-B. 1987, c. L-11.2

The Corporations Act, R.S.M. 1987, c. 225

The Trust Companies Act, R.S.A. 1980, c. T-9

The Trust Companies Act, R.S.N.S. 1989 c. 478

Trust and Loan Corporations Act, S.S. 1980-81, c. T-22.1

Trust and Loan Companies Licensing Act, S.N., 1974, n° 120

Loan and Trust Corporations Act, R.S.O. 1990, c. L.25

4. *Étranger*

«Deuxième directive du Conseil du 15 décembre 1989 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice et modifiant la directive 77/780/CEE», *Journal officiel des Communautés européennes*, no L 386 du 30.12.89, p.1

5. *Traités internationaux*

Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, annexe A de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis, L.C. 1989, c. 65

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, 55 UNTS 194 (cette référence constitue la référence au texte original de l'Accord général; celui-ci a été modifié à de nombreuses reprises. La dernière modification importante a été apportée en 1980 suite à la conclusion des négociations du Tokyo Round)

Accord général sur le commerce des services (projet), Ottawa, Ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur, Secteur des négociations commerciales multilatérales, MTN.TNC/W/FA

Convention relative à l'Organisation de Coopération et de Développement économiques, Canada Treaty Series, 1961, No 18, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1963

Statuts du Fonds monétaire international, Accord relatif à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Statuts de l'Association internationale de développement, Statuts de la Société Financière Internationale et Convention portant création de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements, annexes I, II, III, IV et V de la Loi sur les accords de Brettons Woods, L.R.C. (1985) c. B-7

Table de la jurisprudence

A.G. Alberta c. A.G. Canada, (1939) A.C. 117

A.G. Alberta c. A.G. Canada, (1947) A.C. 503

A.G. of Canada c. A.G. of Alberta, (1916) 1 A.C. 588

Belmoral Mines Ltd. c. Bissegger, J.E. 84-851 (C.S.)

Caisse populaire Notre-Dame c. Moyen, (1967) 59 W.W.R. 129

A.G. of Ontario c. Reciprocal Insurers (1924) A.C. 328

Central Computer Services Ltd. c. Toronto-Dominion Bank, (1980) 107 D.L.R. (3d) 88

In Re Insurance Act of Canada, (1932) A.C. 41

Re Dominion Trust Company, (1918) 3 W.W.R. 1023

Robinson c. Countrywide Factors, (1978) 1 R.C.S. 753

Bibliographie

Doctrine

- BAXTER, E., *The Law of Banking*, 3^e éd., Toronto, Carswell, 1981, 574 p.
- BEAUDOIN, G.-A., *La constitution du Canada*, Montréal, Wilson & Lafleur, 1990, 987 p.
- BERGERON, J.-G., *Les contrats d'assurance (terrestre)*, Montréal, Éditions SEM, 1989, 510 p.
- BRASSARD, J., *L'accession à la souveraineté et le cas du Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1976, 800 p.
- CARREAU, D., et al., *Droit international économique*, 2^e éd., Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1980, 631 p.
- CRAWFORD, B., *Crawford & Falconbridge Banking and Bills of Exchange*, 8^e Éd., Toronto, Canada Law Book, 1986, 1929 p.
- FINKELSTEIN, N., *Laskin's Canadian Constitutional law*, Toronto, Carswell, 2 volumes, 1986, 1501 p.
- GOLD, J., *Membership and Nonmembership in the International Monetary Fund*, Washington, International Monetary Fund, 1974, 683 p.
- HOGG, P.W., *Constitutional Law of Canada*, Toronto, Carswell Company, 2nd Ed., 1985, 830 p.
- JACKSON, J.H., *World Trade and the Law of GATT*, Indianapolis, The Bobbs - Merrill Company 1969, 918 p.
- JOHNSON, D., *Canadian Securities Regulation*, Toronto, Butterworths, 1977, 505 p.
- KINDRED, H., Castel, G.-J. et Graham, W. *International Law chiefly as interpreted and applied in Canada*, 4^e éd., Canada, Emond Montgomery Publications, 1987, 958 p.
- LAIDLER, D. et al., *Two Nation's, one Money ? Canada's Monetary System following a Quebec Secession*, Toronto, C. D. Howe Institute, 1991, 88 p.

Articles

«A question of definition, A Survey of International Banking», *The Economist*, Londres, 7 avril 1990, 72 p.

AXWORTHY, C.S., «The uniqueness of credit unions», *Banking & Finance Law Review*, (1988) Vol. 2 No 3, pp. 283

BERNIER, I., *La dimension juridique des relations commerciales d'un Québec souverain*, Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, Québec, Assemblée nationale, 1992, 82p.

BINAVINCE, E.S., et S. FAIRLEY, «Banking and the Constitution : Untested Limits of Federal Jurisdiction», (1986) 65 *R. du B. Can.* (numéro spécial) pp. 328

BLAIR, M., «Europe 1992 and the harmonization of Standards for the Regulation of Financial Institutions», (1990) 16 *C. Bus. L. J.*, 98

BLIDNER, J., «Conflicts of interest, Trust Companies and the Chinese Wall», (1984) 9 *Can. Bus. L.J.*, 435

BOUCHARD, J.-M. «La réforme québécoise des institutions financières» (1985) 1 *Assurances* 7

BOUSQUET, J.-M., «Les assurances de personnes - rétrospective et perspective», (1985) 1 *Assurances* 1

Bureau du surintendant des institutions financières, *Rapport annuel 1991*, Ottawa, 30 p.

CAYA, J. «Registration under the Insurance Companies Act of Canada», (1983) 1 *Assurances* 35

CLAROTTI, P., «Le rôle du processus d'intégration communautaire dans la dérégulation en matière bancaire», (1986) *Revue de droit des affaires internationales*, 625

Commission des valeurs mobilières du Québec, *Rapport annuel 1990-1991*, Québec, C.V.M.Q., 1991, 90 p.

DELMOLY, J., «L'Europe financière», 1990 *Revue des Affaires européennes*, 43

DIONNE, G., «Entering the EEC to Provide Services: the Case of Insurance», (1990-1991) 4 *Canada - U.S. Business Law Review*, 125

Economics of Confederation, Financial Sector: Deposit - Taking Institutions, Ottawa, Informetrica, Octobre 1991

Economics of Confederation, Registered Pension Plans, Ottawa, Informetrica, Juillet 1991, 13 p.

Economics of Confederation, Financial Sector: Life and Health Insurance, Ottawa, Informetrica, Novembre 1991, 21 p.

Europe 1992, Company Law, Ottawa, Ministère des Affaires extérieures, Janvier 1991, 57 p.

Europe 1992, Working Group Report on European Economic and Monetary Union, Ottawa, Gouvernement du Canada, Novembre 1990, 25 p.

Europe 1992, Working Group Report on Competition Policy, Ottawa, Gouvernement du Canada, Janvier 1991, 65 p.

FÈVRE, J.-P., «Le Marché européen unique de l'assurance», 1990 *Revue des Affaires européennes*, 51

GANS, B., «Reasonableness has a limit to extra-territorial jurisdiction», (1985), vol. 62, *Washington University Law Quarterly*, 681

GLORIEUX, G., ANDREWS, M., «Reform of Federal Financial Institutions Legislations» (1991) 2 *Assurances* 171

Inspecteur général des institutions financières, *Tableau récapitulatif des états annuels des assureurs 1990.*, Québec, 1991, 86 p.

HAMMOND, R.M. «Life Insurance Regulation in Canada», (1991) 2 *Assurances* 197

Harmonisation interprovinciale des législations régissant les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, Québec, Ministère des finances, 24 p.

HOPT, K. J., «Legal Harmonization on the Way to Europe 1992: Banking and Capital Markets», (1989) 4 *Banking & Finance Law Review*, 318

HOUSTON, D.B., *Doing Business in Canada - Insurance*, vol 3, c. 27, New York, Matthew Bender Co., 1991

1992 Implications of a Single European Market, Financial Services, Ottawa, Ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur, Septembre 1990, 41 p.

JOLIVET, C., «Traitement national: pilier de la réglementation du commerce des services dans l'Accord canado-américain de libre-échange», (1990-1991) 4 *Canada - U.S. Business Law Review*, 213

KUYPER, P.J., «European community law and extra-territoriality : some trends and new developments», (1984) vol. 33, *International and comparative law quarterly*, 1013

KOLLIAS, S., «The Financial Dimensions of the Internal Market (Progress on Implementation and Prospects) / Libre circulation et marché unifié des capitaux», 1990 *Revue de droit des affaires internationales*, 43

L'inspecteur général des institutions financières, *Rapport annuel sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne - 1990*, Québec, Direction des communications de l'Inspecteur général des institutions financières, 1991, 117 p.

L'inspecteur général des institutions financières, *Rapport annuel sur les caisses d'épargne et de crédit - 1990*, Québec, Direction des communications de l'inspecteur général des institutions financières, 1991, 133 p.

L'inspecteur général des institutions financières, *Rapport annuel sur les assurances - 1990*, Québec, Direction des communications de l'inspecteur général des institutions financières, 100 p.

L'institut canadien des valeurs mobilières, *Cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada*, A.C.C.O.V.A.M., Montréal, 1990-1991

MACINTOSH, R., «The impact of extra-territoriality on role banking», (1986) vol. 11, *Canadian Business Law Journal*, 274

MCDONALD, P. N., «The B.N.A. Act and the near banks : a case study in federalism», (1972) 10 *Alta. L.R.* p. 155

MOREAU, R., «L'évolution du droit des assurances : Aspects constitutionnels et législatifs», (1982) 1 *Assurances* 83

PARIZEAU, R. «L'évolution de l'assurance de dommages au Canada et le positionnement de Sodarcac», (1991) 2 *Assurances* 161

«Pieces on the board, A Survey of European Insurance», *The Economist*, Londres, 24 février 1990, 24 p.

PLAMONDON, L., «Life Insurance in Quebec since 1976 : Some Points of Interest», (1978) *Meredith Lect.*

PRUJINER, A., «La personnalité morale et son rattachement en droit international privé», (1990), 31, *C. de D.*, 1049

REYNOLDS, J.I., «International Financial Centre Legislation in Canada» (1990) 4 *B.F.L.R.* 53

Régie de l'assurance-dépôts du Québec, *Institutions inscrites au 31 décembre 1991*, Québec, 1991, 64 p.

«Remember me, A Survey of Insurance», *The Economist*, Londres, 6 juin 1987. 24 p.

«Super Bank, A Survey of International Banking», *The Economist*, Londres, 26 mars 1988, 80 p.

TALPIS, J., «Aspects juridiques de l'activité des sociétés et corporations étrangères au Québec», (1976) *C.P. du N.*, 215

TROTTIER, B., «Le contrôle juridique des entreprises multinationales», (1986) 27 *C. de D.* 419

VASSEUR, M., «Des Aspects Juridiques de l'Europe financière et, plus particulièrement, bancaire», 1991, *Revue de droit des affaires internationales*, 171

VASSEUR, M., «Vers l'Europe financière unifiée, dans L'Influence du droit communautaire sur le droit des affaires en France dans la perspective de 1992», (1987) 31 *Revue de jurisprudence commerciale*, 109

VEILLETTE, G. «Règles fiscales applicables aux centres financiers et aux centres bancaires internationaux», Association de planification fiscale et financière, Congrès 1988, 321

WEIR J.P. «Tort, Legislative and Regulatory Developments Affecting Insurance Activities in Canada (1989) 1 *C.I.L.R.* 95